LA RÈVOLUTION RUSSE

OUVRAGES DE CLAUDE ANET

Voyage idéal en Italie........................ I vol.
Petite Ville.................................. I vol.
Les Bergeries................................. I vol.
La Perse en Automobile........................ I vol.
Notes sur l'Amour,............................ I vol.
La Révolution russe :

* A Pétrograd et aux Armées (*Mars-Mai 1917*). I vol.

** Grandeur et décadence de Kerenski. — L'affaire Kornilof. — Le grand jour et le Coup d'État maximaliste. *(Juin-Novembre 1917)* I vol.

EN PRÉPARATION

*** La terreur maximaliste. — L'Armistice. — Les pourparlers de paix. *(Novembre 1917 — Janvier 1918)*.......................... I vol.

**** La Paix de Brest-Litovsk. — Sous le régime de Lénine. — Les Ambassades en Finlande. — L'Agonie. — Pétrograd. — Moscou. (*Janvier-Juin 1918*)........................ I vol.

CLAUDE ANET

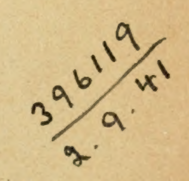
LA RÉVOLUTION RUSSE

★ ★

GRANDEUR ET DÉCADENCE
D'ALEXANDRE FEODOROVITCH KERENSKI
L'AFFAIRE KORNILOF — LE GRAND JOUR
ET LE COUP D'ETAT
MAXIMALISTE

(Juin-Novembre 1917)





PAYOT ET Cie, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 106

1918

AVANT-PROPOS

Le volume que je publie aujourd'hui est la suite de celui que j'ai consacré aux trois premiers mois de la Révolution russe. Il a été composé, comme le précédent, au jour le jour, dans le tumulte des événements qui se pressaient autour de nous. Aussi le lecteur n'y cherchera-t-il pas une histoire ordonnée et complète des faits qui se sont déroulés du mois de juin au 15 novembre, date à laquelle j'arrête le tome deux. Plus tard, avec le recul nécessaire, j'espère pouvoir revenir à loisir sur les jours de la Révolution, publier les documents nombreux que j'ai en ma possession et éclairer plus vivement, dans ses

détails et dans son ensemble, le tableau unique que la Russie a offert au monde, à partir du jour où elle a renversé le tzarisme.

Aujourd'hui, je donne mes notes quotidiennes dont plusieurs, pour diverses raisons, n'ont pu être imprimées dans le *Petit Parisien.*

Je mène Kerenski à sa chute, le 7 novembre, au « Grand Jour », où apparaît le maximalisme, et décris la première semaine dans laquelle le maximalisme militant s'empare de Petrograd pour m'arrêter au moment où Lénine et Trotski, se sentant assurés au pouvoir, commençent à transformer à coups de décrets le régime social et politique de la Russie et à la constituer en République fédérative des Soviets.

Le volume suivant (troisième) (1) aura un double objet : tracer un tableau de la société nouvelle que les bolchéviques ont entrepris d'instaurer en Russie et montrer les conséquences de l'application immédiate des principes maximalistes dans la politique extérieure de l'empire, la trahison envers les alliés, la paix de Brest-Litovsk, l'éclipse de la Russie en tant que puissance mondiale, son démembrement, la continuation de la lutte à l'intérieur, l'avance triomphale des Austro-Allemands et la sujétion totale du Gouvernement des Soviets vis-à-vis des Empires centraux.

(1) Qui paraîtra dans le courant de novembre 1918.

Dans la période qui s'étend de juin à novembre 1917, tous les regards sont fixés sur Kerenski. Il est ministre de la guerre, ministre-président, généralissime, dictateur tout-puissant. Que fait-il de son autocratie révolutionnaire? Nous le verrons tout à l'heure.

J'ai écrit déjà assez longuement sur Kerenski. Je n'ai rien à retirer de ce que je disais alors; mais je puis y ajouter.

Au moment où les pages que je lui consacrais paraissaient dans un grand journal de Paris, Kerenski était ministre de la guerre de la Russie, alors notre alliée. J'écrivais sous deux censures, celle de la presse à Paris, celle plus sévère encore que je m'imposais à moi-même.

A la minute où la Révolution éclata, je connaissais déjà la Russie, je savais la faiblesse organique des éléments qui composaient l'Empire des Tzars, un peuple encore obscur, des hommes politiques sans expérience, des partis sans unité, sans discipline, sans action sur les masses; je savais que ce qu'on appelle ici « l'intelligence » manque de sérieux, de méthode, du sentiment de la réalité, et que, chez les Russes, le peu d'équilibre des esprits, le goût de l'exagération peuvent mener les gens aux pires folies. Il était évident que la Révolution, c'était la paix. Je n'ai pu alors que le laisser entendre, mais je pense qu'aucun

de mes lecteurs clairvoyants ne s'y est trompé. Sur la valeur de Kerenski en tant qu'homme d'Etat, je ne me suis pas fait illusion. Admirable orateur, rien de plus. Je me permets de citer une incidente glissée dans ce portrait :

« D'aucuns disent que le gouvernement n'emploie pas la force, parce qu'il n'a pas la force, et qu'à l'impossible, nul n'est tenu! Pour Kerenski, en tous cas, son arme préférée, — en eût-il d'autres? — sera la persuasion! »

Peut-on conduire un grand empire par la persuasion?

Voilà la question, et mes lecteurs me feront l'honneur d'imaginer la réponse que j'y donne! La tâche de Kerenski était, à l'avance, vouée à la stérilité, ses efforts devaient être vains, puisque, par principe, il se refusait à employer d'autres moyens de gouvernement et s'en remettait à la seule force de persuasion pour diriger un troupeau de cent soixante millions d'hommes.

Kerenski, c'est le révolutionnaire russe. Type curieux d'homme dont aucun autre pays ne peut montrer l'analogue. On voit chez le révolutionnaire russe, qu'il soit social-démocrate ou social-révolutionnaire — je mets les maximalistes à part — un mélange d'aspirations contradictoires, une confiance en soi que rien, hélas! ne justifie, une candeur parfois évangélique, un idéalisme satis-

fait, qui se suffit à lui-même, et cette faculté de rêver tout éveillé par quoi les Russes ont toujours endormi les misères présentes en se réfugiant dans le monde merveilleux de l'Utopie. Le révolutionnaire russe a vécu sous l'ancien régime dans l'obscurité des complots; il a passé ses jours en Sibérie; il a conspiré à Montrouge ou en Suisse et dépensé ses nuits dans les discussions les plus vaines qui soient. Il est, du reste, et avant tout, individualiste. Il ne se soumet à aucune règle, à aucune discipline. Où il y a quatre révolutionnaires russes, il y a quatre factions différentes. Le seul trait commun qu'on retrouve chez eux est qu'ils sont tous également nourris de chimères, qu'ils ne savent rien de la vie, qu'ils n'ont aucune expérience, ni de la politique, ni des affaires, ni du gouvernement. Ils croient naïvement à la bonté de l'homme, au miracle qu'opère la Révolution qui, on ne sait par quelle vertu magique, transformera d'un coup de baguette le peuple le plus obscur et le plus arriéré d'Europe et le mettra à la tête de la civilisation mondiale. Ils croient au bon sens infaillible des masses, à leur vue profonde des nécessités de la vie. Ils croient qu'il suffit de leur montrer où est le bien et le devoir pour qu'elles y courent.

Et voilà ces gens portés au pouvoir, par un coup subit de fortune, appelés à diriger le plus

grand empire du monde aux heures tragiques de la guerre mondiale. Je me souviens d'un mot du Chancelier Olivier, cité par Montaigne: « Les Français semblent des guenons qui vont grimpant contremont un arbre, de branche en branche et ne cessent d'aller jusques à ce qu'elles soyent arrivées à la plus haute branche et y montrent le cul quand elles y sont. »

Que nous ont montré les socialistes russes quand ils sont arrivés au pouvoir? Même pas ce que dit Montaigne, mais le néant. Le socialiste russe, c'est essentiellement l'homme qui ne peut agir, mais qui parle. Il a une subtilité hébraïque pour discuter sans fin, équivoquer, sophistiquer, parlementer, rétorquer, argumenter, couper des cheveux en quatre, trouver des compromis, tourner autour de l'obstacle, formuler des résolutions, découvrir la quadrature du cercle, prouver la possibilité du mouvement perpétuel, concilier les inconciliables et comprendre l'incompréhensible. Tout cela, mais rien de plus; car il s'est donné tant de peine à parler, que, quand il se tait, il ne reste plus une étincelle de vie en lui.

Lorsque Kerenski a prononcé un discours passionné dans lequel il menace la contre-révolution de droite et de gauche de l'écraser « par le fer et dans le sang », il juge avoir tout fait. Mais il n'arrête pas Lénine après les émeutes de Juillet, et

il s'empresse de relâcher la plupart des meneurs maximalistes qui ont organisé l'attentat contre le gouvernement provisoire.

Le premier acte de Kerenski au pouvoir est de supprimer la peine de mort; cela en pleine guerre et alors que les soldats commencent à assassiner leurs officiers. Pour la rétablir à l'armée, il faut les supplications de Boris Savinkof, qui lui présente le projet de réformes de Kornilof. Il supprime la police: un socialiste russe ne peut employer les moyens policiers qui ont déshonoré l'ancien régime. Aussi Kerenski, au pouvoir, ne sait-il rien de ce qui se trame autour de lui. Il est toujours pris de court et n'a que le temps de s'enfuir, comme au 14 juillet, comme au 7 novembre, alors que Lénine et Trotski annonçaient ouvertement leur décision de renverser le gouvernement et menaient depuis des mois une active propagande dans les casernes et les usines.

A ce moment, le naïf Kerenski se croyait sûr de la garnison dont pas un soldat ne s'est levé pour le soutenir.

En matière de finances, de constitution du pouvoir, d'administration, néant. Ici je ne puis discuter, la matière manque. Je cherche dans les six mois du règne de Kerenski un acte de gouvernement, je ne le trouve pas. Mais j'y trouve

des discours passionnés, des proclamations, des promesses et des menaces. Il parle et croit avoir agi.

Le socialisme russe, dès le début de la révolution, crée son organe original et essentiel, le Soviet, et Kerenski, premier représentant du socialisme russe au pouvoir est, au vrai, l'homme des Soviets. Entre eux, sauf sur un point, il y a identité d'esprit, de méthode et de vues. Le propre des Soviets est de détruire et non de créer. Le premier acte des Soviets est le fameux *Prikase* N° 1 qui ruina l'armée. En un rien de temps, sous l'action des Soviets, il ne reste rien, ni de l'armée, ni des finances, ni des transports, ni de l'industrie, ni de l'administration.

Il est facile de détruire. Il n'y faut aucun génie. Donnez un parfait chronomètre à un enfant de trois ans : en une minute, il vous l'aura mis en pièces. Il faut des années, et tout un art, et toute une industrie, et des soins délicats, pour refaire ce que ce mioche a cassé en un clin d'œil.

L'homme des Soviets ! Kerenski a montré qu'il était resté cet homme à une minute tragique de la vie de la Révolution, alors qu'il a rompu brusquement — et par une sorte de trahison — avec le général Kornilof. Jamais drame plus grand dans ses conséquences n'a été plus vivement dénoué. D'un côté, l'ordre, la volonté, la règle, le

salut et l'honneur du pays; — de l'autre, le désordre, le verbiage confus et destructif des Soviets. Ce jour-là, 8 septembre, sur une démarche des délégués des Soviets, Kerenski en un clin d'œil prend parti. Il va aux Soviets et précipite la Russie dans l'abîme maximaliste.

Chose curieuse, Kerenski est léger! Cet homme, qui porte seul le poids du pouvoir aux heures tragiques que traverse la Russie, ne réfléchit pas. En aurait-il le temps? Il court la Russie, du front à l'arrière, ne s'arrêtant que pour prononcer un discours et repartir à toute vapeur. Il n'écoute personne et remet au dernier moment de prendre une décision. Il est toujours surpris. Alors, quand il est sur l'obstacle, il se décide. Le plus souvent, à faux.

Enfin Kerenski a été grisé par le pouvoir. Etre acclamé par les foules, ne jamais poser le pied à terre, être porté par les bras de ses admirateurs, c'en est trop pour lui. Il perd conscience de la réalité. Il ne se souvient pas d'hier; il ne prévoit pas demain. De là, des fautes de goût, un manque de tact qui l'entraînent à des actes peu en harmonie avec ce qu'il est, avec le moment où il vit et le cadre dans lequel il évolue. Il ne se montre que flanqué de deux officiers d'ordonnance qui le suivent comme son ombre et restent figés derrière lui pendant qu'il parle. Il fréquente les

loges impériales. Il habite le Palais d'hiver ou celui de Tzarskoie. Il couche dans le lit des empereurs de Russie. Un peu trop de vanité et qui s'étale; cela choque dans ce pays le plus simple du monde.

Il exerce un pouvoir personnel et dictatorial. Il ne veut personne près de lui. Il est jaloux de son autorité. Ici, il ressemble à l'ex-empereur, à Nicolas II, qui ne pouvait souffrir de voir grandir un homme et ne gouvernait qu'avec des ministres soumis et médiocres. Kerenski veut être seul au pouvoir. Les ministres ne sont que des comparses qui s'agitent dans l'ombre. Il choisit, il semble, de parti pris, des hommes sans valeur pour les hautes fonctions de l'Etat. Quand, par hasard, il a près de lui une personnalité comme celle de Savinkof, il lui bat froid et, au premier prétexte, l'écarte. Etrange destin de la Russie! Elle ne peut échapper au pouvoir personnel ni sous l'Empire, ni sous le règne des social-révolutionnaires, ni sous celui des maximalistes. Quel que soit le régime, il n'y a jamais qu'un homme — ou deux — qui mènent, tant bien que mal, ce grand pays.

Enfin, comme Nicolas II, il a cet amour-propre maladif, si fréquent chez les Russes, qui ne tolère aucune observation de la part d'un étranger, même allié. Kerenski, au jour où les ambassa-

deurs de l'Entente lui lisent une note dans laquelle ils le rappellent à la nécessité de rétablir l'ordre et de sauver l'armée, a la même attitude que l'empereur, dans la scène célèbre où sir Georges Buchanan, au nom du roi d'Angleterre, vint lui demander respectueusement de prendre les mesures nécessaires pour éviter les troubles que chacun prévoyait.



Et pourtant Kerenski, avec tous ses défauts dont je ne dissimule aucun, a des qualités qu'il faut reconnaître et mettre en lumière. Ce zimmerwaldien d'hier, à peine arrivé au pouvoir, a voulu la continuation de la guerre. Il a eu le sens de l'honneur national. Il a tenu à ce que la Russie remplît les engagements qu'elle avait pris envers ses alliés.

En face de la guerre, devant cette réalité sanglante, il a abjuré son idéal d'internationaliste. Il a rappelé le peuple à poursuivre la lutte; il n'a pas admis de pactiser avec l'Allemagne; il n'a pas cru à une paix socialiste. Cela est rare et méritoire. Kerenski a été un allié loyal. Il a préparé l'offensive. Il l'a préparée, comme nous l'avons vu, avec les moyens qu'il avait à sa disposition; il s'est lourdement trompé en croyant que « l'on pouvait agir par des mots sur les

champs où règnent la mort, la trahison, la peur et la lâcheté » (1). Les moyens qu'il a employés pour rendre à l'armée sa force combative étaient inopérants. Mais n'oublions pas qu'il a donné l'ordre d'attaquer, contre les vœux secrets de la presque unanimité du socialisme russe.

L'offensive a échoué. Elle ne pouvait réussir. Mais Kerenski, ministre socialiste de la guerre, a sauvé l'honneur. Après lui, il ne reste place que pour Lénine et pour Trotski, pour qui les traités ne sont, comme pour Bethmann-Hollweg, que des chiffons de papier.

(1) Fragment d'un télégramme du général Kornilof au Gouvernement provisoire, 21 juillet.

LA RÉVOLUTION RUSSE

GRANDEUR ET DÉCADENCE D'ALEXANDRE FÉODOROVITCH KERENSKI

Juin 1917.

Le mois de juin dans la Révolution russe est un mois d'attente, de piétinement, d'agitation confuse et stérile. Pour ne pas fatiguer le lecteur par des redites, je change provisoirement l'ordre que j'ai suivi dans le récit des premiers mois de la Révolution; je remanie mes notes de façon à présenter un tableau aussi clair que possible des événements, en les rangeant sous des chapitres spéciaux.

Reprenant mes notes écrites au jour le jour, je les résume sous deux titres principaux : « *L'Armée et la préparation de l'offensive* »; « *Les partis et la politique intérieure* ».

L'ARMEE ET LA PREPARATION DE L'OFFENSIVE

J'ai laissé Kerenski sur le front sud-ouest où il avait été parler aux soldats pour les amener à prendre l'offensive et pour remplir ainsi les engagements que la Russie avait conclus avec ses

alliés. J'ai dit par quels moyens Kerenski espérait recréer une âme à l'armée désorganisée par la Révolution et la mettre en état d'accomplir son devoir envers la Russie et envers nous. Pour un Kerenski, révolutionnaire idéaliste, il n'y a qu'une seule arme : la persuasion. Comme on le sait, l'emploi de la force, le rétablissement de la discipline par les anciennes méthodes, qui sont celles de toute armée, sont exclus. Il échauffe les soldats, il essaie de les convaincre, il se dépense en efforts inimaginables pour leur persuader que d'eux-mêmes, ils doivent marcher à l'ennemi. Cela et rien de plus. Que vaut ce moyen tout nouveau dans l'histoire du monde? Nous allons le voir.

Pendant le mois de juin, les nouvelles qui m'arrivent de l'armée de toutes parts, soit par les journaux, soit par les documents officiels publiés, soit par les officiers russes ou français que je connais et qui reviennent du front, ces nouvelles sont détestables et alarmantes.

Kerenski nous a quittés brusquement à Kamenetz-Podolsk et a été appelé à Sébastopol où l'état de la flotte donne des inquiétudes. La flotte de la mer Noire jusqu'ici s'était signalée par son patriotisme. Elle avait conservé une discipline; les officiers n'avaient pas été chassés; l'ordre régnait à Sébastopol. Alors que la flotte de la mer Baltique tombait dans une anarchie incroyable, la mer Noire nous envoyait une délégation d'officiers, sous-officiers et marins, qui venait prêcher dans le Nord et sur le front la nécessité de mener ardemment la guerre contre l'ennemi.

Le chef de la flotte de la mer Noire est l'amiral Koltchak, le meilleur des amiraux russes, et c'est à son travail, à son influence personnelle que la flotte de la mer Noire doit d'être restée une unité puissante. Voici qu'à son tour, elle est empoisonnée par le virus révolutionnaire. Une émeute s'est déclarée à Sébastopol; les officiers sont arrêtés; Koltchak démissionne. Le Gouvernement Provisoire donne une fois de plus la preuve de sa faiblesse. Au lieu de soutenir l'amiral, il le rappelle à Pétrograd et prive la flotte de la mer Noire du seul chef que comptait la marine russe. Il est à prévoir que nous verrons maintenant à Sébastopol les mêmes désordres qu'à Helsingfors et à Cronstadt.

Le 2 juin, le Congrès des Officiers de terre et de mer, réuni à la *Stafka*, déclare que l'armée est en voie de complète décomposition. Les troupes n'ont plus d'esprit militaire; partout elles expriment nettement le désir de conclure la paix sans souci de l'honneur et des intérêts nationaux; elles refusent d'entreprendre des opérations militaires, même sous forme d'attaques légères; les services de garde et de reconnaissance sont faits avec une indifférence et une négligence criminelles; enfin, la fraternisation avec l'ennemi se développe chaque jour. Les artilleurs ont gardé plus de discipline et menacent de lancer des obus sur ces fraternisations révoltantes. En certains points, les fantassins en sont arrivés à tirer sur leurs camarades artilleurs qui veulent s'opposer à la fraternisation, et ont été jusqu'à communiquer à l'ennemi les emplacements des batteries.

Les officiers ajoutent que la discipline est tombée au plus bas, que les troupes refusent d'exécuter les ordres de leurs chefs ou les exécutent seulement après de longs pourparlers, qu'elles renvoient les chefs énergiques pour les remplacer par des généraux plus malléables. La propagande révolutionnaire sévit; les chefs n'ont aucune autorité. Partout on les regarde comme des ennemis. Les officiers unanimement demandent que la guerre soit menée avec énergie, mais pour cela, il faut leur rendre leur autorité et rétablir une discipline de fer. En terminant, ils constatent qu'en fait, le front russe est en état d'armistice avec l'ennemi.

Dans les premiers jours du mois, sur le front roumain, le Commandement a donné ordre de dissoudre une division d'infanterie, une division de fusiliers et une division sibérienne de fusiliers. Les soldats ont refusé d'exécuter les ordres et ont battu leurs officiers. On a été obligé d'employer la force. On a envoyé contre eux un régiment de cavalerie, deux batteries d'artillerie, une section d'autos blindées et des avions. Les soldats se sont rendus : 4 officiers et 200 soldats sont arrêtés. Il est curieux de noter que les soldats rebelles trouvent toujours des officiers pour les soutenir.

Dans les garnisons de l'intérieur, l'indiscipline augmente chaque jour. Je ne dis rien ici de la garnison de Petrograd dont j'ai parlé longuement. La capitale de la Révolution n'a plus de soldats, mais une bande d'hommes armés que

l'Etat loge, nourrit, paie et habille pour ne rien faire. Ils montent encore quelques gardes, mais ne vont plus jamais à l'exercice. Le général Polovtzof, commandant militaire de Petrograd, me dit que dans chaque caserne nombre de soldats passent leurs nuits à jouer aux cartes, qu'ils ont beaucoup d'argent et n'obéissent ni à leurs officiers, ni à leurs Comités. En province, il en est de même. Dans ce seul mois-ci, nous apprenons qu'à Tzaritzine, à Tambof, à Odessa, à Moscou, les soldats refusent de partir sur le front pour relever les unités fatiguées. A Tzaritzine, l'anarchie est complète. Les soldats dégradent leur colonel et sont maîtres de la ville.

La plupart des généraux qui se sont illustrés pendant la guerre sont renvoyés. Le généralissime Alexéief quitte la *Stafka;* Dragomirof, le front du Nord; Gourko, celui de l'Ouest; Youdénitch, celui du Caucase; et Baratoff, le front persan. Ces hommes, dans un pays qui est pauvre en généraux comme en chefs politiques, ont une valeur militaire, mais, quoiqu'ils aient reconnu la Révolution, ils n'inspirent pas une confiance suffisante aux Soviets. On les chasse.

Sur le front, la désertion continue et la fraternisation augmente. L'ingénieux soldat russe engage avec le soldat allemand une série d'opérations commerciales illicites. Il vend ses bottes, son pain, le sucre et le savon. Le ministre de la guerre Kerenski écrit un *prikase* à ce sujet. C'est une feuille de papier noircie en vain, car les sol-

dats, qui ont compris le sens profond de la Révolution, font bien ce qu'ils veulent.

De temps à autre, ils tuent un général. De tout temps, on a vu dans l'armée russe des exécutions sommaires de chefs par leurs soldats. Un colonel du corps russe en France a été tué par ses soldats au mois de mai 1916. Depuis que le soldat est libre, les lynchages deviennent plus fréquents. Voici quelques détails sur un drame de ce genre où a été tué le général Noskof dans les conditions suivantes.

Le général Noskof avait perdu un bras à la guerre. On ne dit pas que les soldats eussent formulé à son endroit des griefs particuliers, ni qu'ils eussent demandé son remplacement. Quoi qu'il en soit, voici les faits, tels qu'ils ont été rapportés à un témoin sûr par son chef d'Etat-Major, présent à la scène.

Deux compagnies de soldats arrivèrent devant la maison qu'habitait le général et demandèrent à ce qu'il sortît pour leur parler. Le chef d'Etat-Major vint à eux et s'informa de ce qu'ils désiraient. Ils répondirent qu'ils voulaient voir le général personnellement. Le chef d'Etat-Major leur dit alors que le général allait descendre et qu'ils devaient se mettre en rang et en ordre, comme la discipline l'exigeait. Les soldats s'alignèrent en sections. Le général parut, passa devant eux et les salua, comme à l'ordinaire, du traditionnel : « Bonjour, mes frères ». A ce moment, un soldat des rangs d'arrière tira sur le général et, du coup, le tua.

Le chef d'Etat-Major, stupéfait et atterré, eut la présence d'esprit de commander :

— Découvrez-vous pour la prière.

La plupart des soldats se découvrirent. Quelques secondes passèrent ainsi. Puis, un groupe de soldats qui avaient gardé leurs casquettes sur la tête dirent :

— Que faisons-nous ici? Allons-nous-en.

Et ils s'en allèrent en désordre.

On ne sait jusqu'à présent si une enquête a été ouverte sur cette affaire et s'il y a eu des sanctions. Cela est peu probable.

Les officiers sont en proie à un sombre pessimisme. Ils se renferment chez eux, ne se montrent qu'en cas de nécessité absolue, et n'essaient pas de maintenir le contact entre eux et la troupe. Il y a chez les officiers, comme chez tous les Russes, un fatalisme qui les accable. Ils sentent cruellement le tragique de leur situation; ils voient la ruine de l'armée. Beaucoup d'entre eux sont prêts à donner leur vie, s'il le faut, mais ils n'essaient pas de réagir. « Ce qui doit arriver, arrive. Attendons. »

Les officiers français et anglais, qui assistent à ce drame, ne cachent pas leur étonnement de l'attitude résignée et passive que prennent leurs collègues russes, et souvent j'entends des critiques assez vives à leur endroit. On leur reproche de ne pas lutter, de ne pas essayer de remonter le courant qui les emporte, de ne pas tenter de ramener le soldat au devoir militaire. Ces reproches sont peut-être fondés, mais je ne crois pas que, dans les circonstances actuelles, il soit au pouvoir

d'aucun homme d'arrêter le flot tumultueux de l'anarchie à l'armée. Le premier acte de la Révolution a été de dresser le soldat contre l'officier, de le lui signaler comme son ennemi et de le lui livrer pieds et pattes liés. Dans un régiment, il y a soixante officiers et trois mille soldats. Si les officiers employaient la manière forte, ils seraient immédiatement massacrés. S'ils parlent aux soldats, ceux-ci, dans les cas les meilleurs, les écoutent poliment et, une fois que l'officier a tourné le dos, ne se souviennent plus des paroles qu'il a prononcées. Le soldat russe ne comprend plus qu'une chose : c'est que la Révolution l'a fait libre, qu'on parle sans cesse de paix et que, quels que soient les décisions, les bavardages, les marchandages des politiciens, il ne fera plus la guerre. La seule liberté pour lui est celle de ne pas se faire tuer. Comme il est Russe et sensible, il s'attendrit aux discours émouvants qu'on lui adresse, il jure de mourir pour la Patrie, il se met à genoux, il pleure au besoin. Il se sait un gré infini d'être capable de ressentir ces nobles émotions, mais cela lui suffit. Passer aux actes, il n'y songe pas une minute. Kerenski continue ses tournées sur le front. Ses rencontres avec les soldats sont toujours dramatiques. Ce sont des appels passionnés, des invectives foudroyantes; les soldats le portent en triomphe ou s'agenouillent devant lui. Mais il y a dans ces scènes, qui se répètent à chaque nouvelle visite, quelque chose d'hystérique qui donne le dégoût.

Sur le front Nord, un soldat sort des rangs et déclare au Ministre de la guerre qu'il ne se

battra pas. Kerenski pâlit, appelle le colonel, prononce quelques phrases magnifiques, lui demande de renvoyer ce soldat chez lui; il faut que tous sachent qu'il est un poltron indigne de défendre la terre russe. Pendant cette scène héroïque, le soldat tombe évanoui et tout le reste du régiment déclare comme un seul homme qu'il est prêt à donner sa vie pour la Patrie. Mais les officiers intelligents qui vivent à l'armée me disent que l'effet des paroles de Kerenski dure ce que dure un feu de paille. A peine le Ministre est-il reparti dans son wagon grand-ducal, les soldats reprennent leur petite existence bourgeoise et leur train de vie quotidien, refusent de monter la garde et boivent du thé dans les abris à l'arrière des tranchées où ils ne paraissent plus.

Nous verrons toutes les folies. En voici une de plus, mais elle a quelque chose d'héroïque. Les femmes ont senti la honte leur monter au front à voir l'armée russe refuser de se battre. Elles décident de former des bataillons de volontaires, de s'entraîner et d'aller sur le front puisque les hommes ne se battent plus. On n'imagine pas les Gouvernements français et anglais autorisant les femmes à s'organiser en unités militaires pour aller faire des relèves sur le front. Mais en Russie, et depuis longtemps, nous avons appris à ne nous étonner de rien. Les autorités militaires acceptent l'offre des femmes et organisent leurs bataillons. On voit ainsi, pendant le mois de juin, passer dans les rues de Petrograd de grands adolescents imberbes et roses qui font sonner le

talon de leurs petites bottes sur les trottoirs de Nevski. Ces femmes s'entraînent avec ardeur et défilent, pas tout à fait aussi bien que les soldats de l'ancien régime, mais beaucoup mieux que ceux de la Révolution. Les grands flandrins des régiments réguliers les regardent avec étonnement, mais trouvent, au fond, tout naturel que ces femmes les remplacent à la guerre. Dans les rangs des bataillons de femmes, on en voit quelques-unes qui ont déjà servi pendant la campagne actuelle et sur leur poitrine, légèrement bombée, sont épinglées des croix de St-Georges. J'en rencontre une chez le général Polovtzof. Elle est charmante. Je lui demande la permission de la photographier; elle me tend la main que je suis sur le point de baiser et me répond en parfait français. Le Gouvernement veut-il se servir d'elles comme d'une arme psychologique pour faire marcher les soldats? Compte-t-il vraiment envoyer ces enfants sur le front?

Pendant que j'étais en Roumanie, on a publié la *Déclaration des Droits du Soldat*. C'est, codifié et développé, le fameux *prikase n° 1* que j'ai publié déjà et dont j'ai souvent parlé. Le soldat a tous les droits du citoyen. Sur un point seulement, paragraphe 14, les auteurs du prikase ont admis que, pendant la bataille, l'officier aurait le droit d'employer tous les moyens pour contraindre un soldat lâche à faire son devoir. C'est, pendant l'action, le rétablissement de la peine de mort.

La presse socialiste et les Soviets poussent un long gémissement.

A la fin du mois, Savinkof nous apprend ce qui se passe à la 7ᵉ armée dont il est Commissaire.

Boris Savinkof, à peine arrivé de France, a été terrifié par ce qu'il a vu de la Révolution russe qu'il avait ardemment désirée. Il a regardé avec dégoût les basses intrigues politiques des Soviets, la destruction de l'armée par les socialistes internationalistes de l'arrière, la furieuse campagne pour la paix, la paix à tout prix, la paix quelle qu'elle soit. Il m'avait dit qu'il ne voyait pas la possibilité d'agir à Petrograd et qu'il essayerait d'employer son activité et son énergie à l'armée. Kerenski l'avait nommé Commissaire à la 7ᵉ armée. Le 30 juin, nous apprenons qu'il n'a pas hésité à employer la force pour réduire les troupes rebelles qui refusaient d'obéir et qu'on avait tiré quelques obus sur les villages où étaient cantonnées les unités mutinées. De nouveau, les socialistes de l'arrière sont exaspérés par cet acte de force qui porte la marque propre de Savinkof. Le traitement qu'il n'a pas hésité à employer a eu un effet salutaire. Les soldats se sont rendus et plus de mille d'entre eux ont été désarmés.

LES PARTIS ET LA POLITIQUE INTERIEURE

Je ne sais pourquoi j'écris ce titre : « Les partis et la politique intérieure ». Il n'y a pas de partis, il n'y a pas de politique; et si l'on veut

résumer la situation de la Russie au mois de juin, elle se traduit en un seul mot : anarchie.

Les partis, je ne vois pas leur action. Je vois la poussée sourde, continue, puissante, d'éléments inconscients qui fermentent dans l'immense masse obscure du peuple russe. Dans la tempête formidable qui se prépare et que l'on peut deviner déjà à quelques signes précurseurs, les hommes ne sont rien. Des forces inconnues d'eux-mêmes les meuvent. Dans les Soviets, les chefs des fractions socialistes se livrent à une lutte stérile et impitoyable; ils se battent à coups de discours et s'assomment à l'aide de résolutions. Mais le tapage des salles de réunion à Petrograd n'est pas la Révolution. C'est l'écume qui monte à la surface des eaux profondément agitées. Je vais aux séances du Soviet; j'assiste aux meetings; j'écoute les orateurs dans la rue; je lis les déclarations du gouvernement.

Car nous avons un Gouvernement. Les Ministres se réunissent, passent des nuits à discuter, donnent leur démission, changent de portefeuille; mais le sérieux avec lequel ils accomplissent ces fonctions sacramentelles paraît quelque peu ridicule. Je me demande souvent: Quelle influence ont le prince Lvof et ses honorables collègues sur le développement de la vie révolutionnaire russe? Ils signent des arrêtés et des décrets chaque jour. Lorsqu'ils renvoient un général, je comprends; le général s'en va et ils en nomment un autre. Mais qui trouvent-ils pour appliquer en Russie une seule de leurs décisions de principe?

Voici l'affaire de Cronstadt. Comme on le sait,

la forteresse de Cronstadt, qui se trouve dans une île à une vingtaine de kilomètres de Petrograd, s'est constituée en république indépendante. A Cronstadt, il y a beaucoup d'artillerie et un corps d'occupation marin très nombreux. Par une aberration incompréhensible, l'ancien régime avait réuni à Cronstadt, à la porte même de la capitale, les corps disciplinaires. Tous les bandits, tous les apaches de Petrograd sont enrégimentés à Cronstadt. On imagine sans peine comment ces gaillards ont compris la liberté que leur donnait la Révolution et ce qu'ils en ont fait. Ils ont arrêté les socialistes qui n'étaient pas de leur parti et les ont enfermés dans des prisons dont Tséretelli, qui connaissait pourtant les prisons de l'ancien régime, a déclaré qu'il n'aurait jamais pu imaginer que l'on soumît des êtres humains à un traitement aussi barbare. Il va de soi que les chefs maximalistes se sont rendus à Cronstadt. C'est là qu'a travaillé, en particulier, un homme que l'on dit redoutable, qui dispute à Lénine la gloire d'être le chef des maximalistes, Trotski, qui nous arrive d'Amérique. Il a obtenu des résultats. La République de Cronstadt envoie une note insolente au Gouvernement Provisoire, déclarant qu'elle ne le reconnaît pas et qu'elle s'adressera désormais au Soviet. Chose curieuse, le Soviet est effrayé par l'acte d'indépendance de la République de Cronstadt. Ces socialistes démocrates ou révolutionnaires qui parlent tant n'ont jamais eu l'idée qu'on pouvait mettre en pratique les théories qu'ils exposent du haut de la tribune. Pour eux, la Révolution doit évidem-

ment se passer en discours. Dès qu'on arrive aux actes, ils sont perdus. Ils envoient une délégation de leurs meilleurs orateurs prêcher leurs frères rebelles de Cronstadt. Tséretelli, Tchkéidzé et Gotz parlent au Soviet de la forteresse indépendante. Il semble pendant quelques jours que Cronstadt va se soumettre. Mais non, il continue à rédiger des notes insolentes à l'adresse du Gouvernement. Le Gouvernement déclare qu'une telle situation est intolérable et annonce qu'il va prendre « les mesures les plus énergiques ». Ah! ces mots, que de fois les ai-je entendus depuis le début de la Révolution! Mais jamais je n'ai vu de mes yeux prendre une mesure énergique et l'appliquer. Le Gouvernement, comme les socialistes du Soviet, juge évidemment qu'il convient de parler avec force, mais que les mots suffisent. Cela c'est une idée tout à fait propre à la Russie en général et à la Révolution russe en particulier. Elle croit à la puissance du Verbe... Elle y croit, ou elle fait semblant d'y croire, car, en réalité, elle se sent incapable d'action et cache son impuissance sous un flot de paroles. Je ne pense pas que jamais le gouvernement ait montré une faiblesse aussi grande que celui du prince Lvof. J'en citerais cent exemples. Je me bornerai à deux et dirai seulement l'incident du palais de la Kschéssinskaïa et celui de la villa Dournovo.

J'ai déjà parlé de cette curieuse histoire du palais de la Kschéssinskaïa où Lénine, à peine arrivé à Petrograd, s'est installé avec l'Etat-Major de son parti et d'où chaque jour il harangue la foule qui s'amasse sous son balcon,

L'avocat de Kschéssinskaïa s'est adressé au Gouvernement pour demander l'expulsion de Lénine. Le prince Lvof a levé les bras en l'air et a répondu : « Je ne puis rien. Allez au palais de Tauride et demandez aide au Soviet qui enverra quelques orateurs à Lénine. Suivant les règles non écrites de la Révolution russe, si Lénine est battu dans un tournoi oratoire par les orateurs du Soviet, la bienséance l'obligera à quitter le palais de la danseuse. » L'avocat s'est rendu au Soviet. Les chefs de partis se sont consultés et, après une longue délibération, ont décidé qu'ils ne prendraient pas de décision. L'ingénieux avocat s'est adressé aux tribunaux, car il y a encore des juges à Petrograd. Les tribunaux ont rendu un décret d'expulsion de l'intrus. Son papier dans la poche, l'avocat a été chercher un commissaire. Bras dessus, bras dessous, ils vont sonner à la porte du palais et remettent à Lénine l'ordre d'expulsion. Oh! stupeur! Lénine refuse de sortir du palais et nos gens se retirent confus. Le commissaire de police fait un rapport à ses chefs et demande l'appui de la force armée. Mais on ne trouve pas de fonctionnaire pour signer un ordre commandant cent soldats pour prendre d'assaut le palais que Lénine a transformé en forteresse et, l'eût-on trouvé, il est fort douteux que les soldats de Petrograd eussent exécuté cet ordre. Aussi, Lénine reste dans son palais où il se constitue, face au Gouvernement, en république autonome. Nous avons ainsi trois pouvoirs indépendants et rivaux dans la circonscription militaire de Petrograd : la République de Cron-

stadt, celle de Lénine et le Gouvernement Provisoire. Cette situation incroyable n'étonne personne, et le Gouvernement moins que tout autre.

A la villa Dournovo, aux Iles, des anarchistes se sont installés. Les camarades du quartier de Viborg les soutiennent. La villa est défendue par des mitrailleuses et refuse, elle aussi, d'exécuter les ordres du Gouvernement Provisoire. A l'extrême fin du mois, dans un sursaut de courage, le Gouvernement envoie des troupes. Elles prennent la villa d'assaut sans tirer un coup de feu, car dans ce pays, personne ne veut se battre et les anarchistes comme les autres craignent les coups. On arrête une douzaine d'anarchistes parmi lesquels des espions et des condamnés de droit commun échappés de prison. Grande victoire! Il semble qu'on entre dans une ère nouvelle. Enfin le Gouvernement est résolu à agir et, s'il agit, il fera tout ce qu'il voudra. Je télégraphie aussitôt à mon journal la grande opération militaire qui s'est faite aux Iles... Mais je n'ose pas télégraphier que, trois heures après l'arrestation des douze camarades, un autre groupe d'anarchistes rentre dans la villa Dournovo, s'y installe et y vit dans une sécurité profonde que le Gouvernement se garde de troubler.

Par ces deux exemples, on peut se faire une juste idée de ce qu'est le Pouvoir en Russie à l'heure où j'écris ces lignes.

***

M. Térechtchenko quitte le Ministère des finances pour prendre celui des affaires étran-

gères. M. Térechtchenko est-il plus compétent en matière de politique extérieure que dans les questions de finances? Ce tout jeune homme appartient à une des familles les plus riches de Russie. Il ne s'est jamais occupé de politique, mais est entré aux affaires au premier jour de la Révolution. Depuis, il est resté dans le Gouvernement. Qu'y pense-t-il faire? Ne voit-il pas que le Gouvernement est sans action et que le pouvoir appartient à des masses obscures avec lesquelles il n'a aucunes affinités et qu'il ne peut prétendre représenter? Quelle sera la politique extérieure d'une Russie sans force et déchirée par l'anarchie? Au nom de qui M. Térechtchenko parlera-t-il aux représentants des puissances alliées? C'est un homme intelligent. Comment n'a-t-il pas compris que les hommes qui prennent le pouvoir en ce moment-ci ne pourront durer et s'useront vainement. Si M. Térechtchenko veut faire carrière, il devrait attendre. Son heure n'est pas venue. Il porte du linge blanc, se fait habiller à Londres et se lave les mains. Il n'a rien à faire au Ministère des affaires étrangères, ni ailleurs, en Russie, à l'heure où nous sommes.

Parmi les Ministres appartenant au parti des Cadets, il y a un certain M. Nékrassof, que je ne connais pas autrement que de vue, mais qui paraît un personnage fort singulier. Ce bourgeois fait de la démagogie et signe des décrets que Tséretelli, social-démocrate, n'écrirait pas. Il est à la tête du Ministère des voies et communications. Il envoie aux employés des chemins de

fer une circulaire que la presse ne publie pas, mais dont on me donne un exemplaire. Au moment où la désorganisation est plus grande que jamais sur les voies ferrées, au moment où la famine menace Petrograd et l'armée, Nékrassof juge que l'anarchie n'est pas suffisante et décide de l'augmenter. En substance, il dit aux employés des chemins de fer que, dorénavant, il leur faut prendre eux-mêmes entre leurs mains la direction des chemins de fer, qu'ils doivent surveiller l'activité de leurs chefs et que, quand leurs chefs leur déplairont, ils n'ont qu'à les renvoyer. Si ce sont là les idées que la bourgeoisie et le parti des Cadets nourrissent sur la façon de rétablir l'ordre et la discipline indispensables au service des chemins de fer, ne nous plaignons pas de voir les Cadets écartés du Pouvoir. Ils ne feraient pas mieux les affaires de la Russie que les socialistes des Soviets.

Le 14 juin, Albert Thomas s'en va. Pendant son court séjour en Russie, il a fourni une somme de travail considérable. Il a tout vu; il a assisté aux séances du Gouvernement Provisoire; il a été reçu au Soviet; il a causé avec les représentants de tous les partis; il a travaillé avec énergie à la formation du ministère de concentration; il a parlé, il a écrit. Que pense-t-il de la Révolution russe? J'entends au seul point de vue auquel nous devons nous placer aujourd'hui : la Russie révolutionnaire est-elle capable de continuer la guerre et restera-t-elle fidèle à ses alliés?

En nous quittant, il donne un communiqué à la presse. Il dit en substance : « En ma qualité

de socialiste, je suis arrivé plein de confiance. Je suis optimiste parce que, en principe, je crois aux forces créatrices de la Révolution. Je pars avec cette même confiance ». Pourtant, à la fin du communiqué, il constate que sur la question de la guerre, il n'y a pas entre nous et le Soviet d'accord clair et complet.

Cette phrase paraît contredire celles que je viens de citer. Mais Albert Thomas est socialiste; il est donc obligé d'avoir confiance en une Révolution socialiste. J'espère néanmoins qu'il enlèvera ses lunettes socialistes quand il fera au Gouvernement français le tableau de ce qu'il a vu et dira ce qu'on peut espérer de la Russie. Ici, il ne s'agit plus de socialisme; il s'agit de voir clair, de parler net et de se mettre en face des réalités.

13 Juin.

Grand émoi dans la fourmilière socialiste. Nous avions ici, depuis peu de temps, un camarade venu de Suisse, un nommé Robert Grimm, un des promoteurs des conférences de Zimmerwald et de Kienthal. Ce Suisse est accouru faire ses dévotions à La Mecque du socialisme international. Il a été fort bien reçu. Le Soviet l'a fêté. Il a prononcé des discours, en allemand, cela va de soi. Chacun l'a compris. Il a intrigué de toutes façons.

Aujourd'hui, nous apprenons que le Gouvernement provisoire vient de prendre un arrêté d'expulsion contre le camarade Grimm. Le Gouvernement a, entre les mains, un télégramme

adressé au Ministre de Suisse à Petrograd qui prouve sans réplique que Grimm est un agent allemand venu traiter d'une paix séparée avec la Russie suivant les instructions à lui données par le Chancelier impérial d'Allemagne. Une pierre dans la mare aux canards. Stupeur! Silence! Les maximalistes sont les premiers à se reprendre. Lénine et Trotzki déclarent que l'expulsion de Grimm est un scandale mondial.

Où est le scandale? Je laisse à chacun le soin de le dire.



Je vais au Palais d'Hiver. La Mission américaine, présidée par le sénateur Elihu Root, y est arrivée. Elle est accompagnée d'une de mes anciennes connaissances de Paris, le colonel Mott, et de Wasburn, l'ex-correspondant militaire du *Times* à l'armée russe. Ce sont des gens intelligents que ces nouveaux docteurs que l'on envoie tâter le pouls de la Russie malade. Ceux-ci ne sont pas socialistes et leur diagnostic sera impartial. Je cause avec eux trois. Ils ne me paraissent nourrir aucune illusion sur les destinées de la Révolution russe et sur la force réelle du Gouvernement Provisoire. Ils croient que l'anarchie se développera jusqu'au jour où un homme de fer balaiera tout le personnel dirigeant de la Russie révolutionnaire. Un ingénieur éminent, M. Stevens, les suivra pour étudier la question des transports dont j'ai parlé souvent déjà et de la solution rapide de laquelle dépend peut-être la continuation de la guerre. Washburn ne

retourne pas sur le front. A quoi bon! Y a-t-il encore une armée russe? Il a écrit l'ultime chapitre de l'histoire de la guerre en Russie l'hiver dernier alors qu'il a assisté à l'envahissement de la Roumanie par les armées des Puissances centrales.

21 Juin.

Aujourd'hui, jour solennel où la démocratie russe va se manifester dans toute sa plénitude et sa beauté. Nous avions le Soviet de Petrograd. Il n'est pas de ville en Russie qui ne possède un Soviet par où le prolétariat exprime sa force et dicte ses volontés locales. Ces innombrables Soviets ont délégué leurs représentants dans la capitale de la Révolution. Ils arrivent au nombre de plus de huit cents. Que de discours cela nous promet! Il y a, en gros, trois cents social-révolutionnaires, deux cent cinquante minimalistes, cent maximalistes et une poussière de délégués représentant différentes fractions. Que sera ce Congrès redoutable? Va-t-il voter la paix séparée? Renversera-t-il le Gouvernement et voudra-t-il prendre tout le pouvoir entre ses mains calleuses?

Les premières séances montrent que le Congrès des Soviets de toute la Russie est une assemblée assez modérée qui ne se soumettra pas aux partis extrémistes. Il passe ou perd son temps en discussions interminables. Il faut reconnaître que les Russes sont merveilleusement doués pour la parole. Voilà des gens à qui l'ancien régime n'a jamais permis de parler en public. De traditions

oratoires, il n'y en a pas, et pourtant ces gaillards venus de tous les coins de la Russie parlent comme de vieux parlementaires, c'est-à-dire longuement et sans rien dire. Ils parlent bien, ne cherchent pas leurs mots, gesticulent à propos, savent lever le bras droit au ciel en invoquant le bon sens des masses populaires auxquelles ils font crédit. Ils usent de l'apostrophe et de la périphrase comme s'ils n'avaient fait que cela pendant toute leur vie. Le plus adroit d'entre eux est Tséretelli. C'est un subtil coupeur de cheveux en quatre. Personne ne le surpasse dans l'art des accommodements. Il trouve toujours une formule ingénieuse pour marier l'eau et le feu. Toute la presse suit au jour le jour les discussions du Congrès des Soviets, les discute, les commente en de nombreux articles. Elle pèse chaque mot des résolutions pour voir s'il est de bon aloi. Que mes lecteurs me pardonnent, je ne donnerai pas ici les résolutions votées par le Congrès des Soviets : *Sunt verba et voces, prætereaque nihil.*

Le cours tranquille des journées du Soviet est troublé par un orage subit. Dans la nuit du 24, on apprend soudain que les redoutables extrémistes ont préparé un coup et vont faire descendre demain dans la rue la garde rouge en armes et les soldats de la garnison avec leurs fusils. Ils ont poussé même l'audace jusqu'à convoquer le 1er régiment de mitrailleurs à venir manifester avec eux. Ce qu'ils veulent faire est bien simple : une promenade armée dans les rues de la capitale, à la faveur de laquelle ils entoureront le palais Marie, siège du Gouvernement Provisoire,

s'en empareront et feront prisonniers les Ministres. Sans doute, ils n'oublieront pas le Congrès des Soviets qui, à leurs yeux, est par trop bourgeois. Lénine a dit tout récemment : « Nous ne renonçons pas à prendre le Pouvoir. » Les bolchéviques, à leur tour, veulent diriger la Russie.

L'émotion est immense au Congrès des Soviets; la présidence décide de siéger en permanence; Tséretelli se met en colère (la colère n'est pas un sentiment russe). Le Congrès adresse un appel à la population et à la garnison de Pétrograd et interdit la manifestation projetée. Mais comme les socialistes savent que le peuple de Petrograd aime à se promener en cortège dans les rues, ils ne veulent pas le priver d'un plaisir que lui promettaient les bolchéviques. Le Congrès organise une grande manifestation de la démocratie pour le dimanche 1er juillet. Il est défendu de prendre part à la manifestation en armes; mais on se promènera sous des bannières dont les devises exprimeront en lettres d'or les vœux et aspirations du peuple révolutionnaire. Comme on voit, le Congrès adopte le traitement homéopathique. La *Pravda* est fort en colère. Mais, ô surprise, la censure est rétablie et la première page du journal est presque entièrement blanche.

L'OFFENSIVE

JUILLET 1917

Le 1er juillet, le canon tonne en Galicie. L'offensive commence. Il y a près de dix mois que l'armée russe ne s'est pas battue, car, en Roumanie, elle s'est bornée à une savante retraite, sans engager le combat.

Enfin on va voir sur le champ de bataille la première armée révolutionnaire de la guerre, les soldats conscients et leurs comités. Depuis un mois, une foule d'agitateurs s'est abattue sur le front sud-ouest et échauffe l'âme des soldats. Partout des meetings, partout des discours. Les soldats jurent de se faire tuer pour la cause sacrée de la Révolution. Nous assisterons à un admirable spectacle.

L'offensive se prépare et se déclanche par des moyens que l'on n'a pas employés en Europe depuis la Révolution française, que la Russie révolutionnaire lui a empruntés et qu'elle a arrangés à sa manière. J'ai dit dans un précédent volume comment Kerenski était venu à Kamenetz-Podolsk parler aux soldats de la nécessité de l'offensive. J'ai rapproché son action de celle des généraux de l'antiquité qui haranguaient leurs troupes avant de les mener au combat. Mais j'ai rappelé que ceux-ci s'adressaient à une poignée d'hommes et que, leur discours fini, ils montaient à cheval et, à la tête de leurs troupes, se

jetaient sur l'ennemi. Kerenski, à Kamenetz-Podolsk, parlait à six cents délégués qui représentaient un million d'hommes. Emouvoir ces délégués n'était pas difficile. Mais comment feraient-ils partager leur émotion quelques jours plus tard aux centaines de mille soldats qui les avaient envoyés au Grand Quartier général? Si la Révolution devait animer l'armée et l'échauffer par la voix d'un de ses chefs, il était nécessaire de créer aux armées mêmes une représentation permanente de l'esprit révolutionnaire personnifiée par des hommes dont les idées et le rôle dans la crise actuelle seraient un garant pour les soldats des intentions du peuple révolutionnaire de la Russie libre. En un mot, il fallait des intermédiaires entre les généraux qui représentaient le passé et les soldats qui, depuis la Révolution, avaient une grande méfiance pour les chefs nommés par l'ancien régime. On décida d'instituer des commissaires civils dans l'armée.

L'idée de la création du commissaire civil aux armées revient à M. Philonenko, qui m'a raconté comment il avait été amené à concevoir la nécessité de cet organe nouveau. Au mois de mai, il en parla au Ministre de la Guerre, Kerenski, et lui exposa ses idées. Il ajouta qu'il était nécessaire que ces commissaires fussent attachés aux unités qui se trouvaient en première ligne, que leur rôle ne devait pas se borner à un travail dans les Etats-Majors, qu'ils devaient être en contact avec les soldats et leurs Comités et, au besoin, prendre part eux-mêmes à l'offensive, car il était certain que la première question des soldats

serait : « Vous nous demandez de faire l'offensive? faites-la donc vous-même. » Il fallait pouvoir répondre : « Certainement, je la ferai avec vous. »

Kerenski accepta aussitôt l'idée qui lui était proposée et chargea Philonenko d'organiser un plan immédiat d'action. Peu de temps après, le Soviet de Petrograd et Kerenski nommèrent Philonenko commissaire à la 8e armée auprès du général Kornilof; B. Savinkoff venait d'être nommé à la 7e armée; Kirienko, ancien membre de la seconde Douma, fut désigné pour la 11e armée. Ces trois armées devaient prendre l'offensive.

Voici comment les choses se passèrent à la 8e armée. Le général Kornilof accepta de bonne grâce le collaborateur civil que le Gouvernement de la Révolution lui envoyait. Il le pria de visiter quelques divisions dans lesquelles l'entente n'avait pu se faire entre les Comités de soldats et les généraux, de voir si ces différends pouvaient être arrangés, et de lui dire comment il jugeait la situation. Il y eut une grande assemblée, où chaque régiment de l'armée envoya deux représentants. Le général y fit un petit discours tout militaire où il dit à ses soldats qu'il était persuadé qu'ils obéiraient lorsqu'il leur donnerait l'ordre d'attaquer. Le commissaire eut l'admirable patience de répondre à soixante-trois questions posées par les soldats qui, avant de se battre contre les Autrichiens, tenaient absolument à savoir quel était l'état du Maroc, la situation politique de l'Irlande, des Indes, etc. L'assemblée

vota à l'unanimité que l'armée ferait l'offensive qu'on lui demandait.

Le plan général d'offensive était le suivant : Des quatre armées placées sous la direction du général Goutor, qui avait le commandement du front sud-ouest, la 11e et la 7e devaient attaquer dans la direction de Lvof. On avait concentré dans ces deux armées des effectifs énormes et l'artillerie était plus puissante qu'elle n'avait jamais été sur le front russe. La 8e armée, à l'aile gauche de la 7e, devait, au cours de l'opération, attaquer à son tour pour faire une diversion dans la direction de Kaloutch. Le 18/1er juillet, après une préparation d'artillerie de deux jours qui détruisit complètement les fils de fer barbelés, l'attaque commença. Les régiments de choc partirent en avant, avancèrent sur trois ou quatre kilomètres et firent environ 6.000 prisonniers; puis l'avance s'arrêta. La cause de cet arrêt est la suivante. Lorsqu'il s'agit d'envoyer des troupes fraîches pour relever les troupes qui avaient fait l'avance, les soldats à l'arrière s'assemblèrent dans des meetings confus et passionnés, mais qui se terminèrent de la même manière : tous les régiments refusèrent d'aller sur la ligne de feu. Entre temps, quelques-uns des régiments de choc, voyant qu'ils n'étaient pas soutenus, revenaient aux tranchées de départ pour y prendre, loin de l'ennemi, le thé. Les bataillons de choc se battirent admirablement avec des pertes considérables. Un bataillon garda la colline de Dikilané, bien que son effectif fût réduit de 75 0/0. La préparation d'artillerie recommença pour faire

croire que l'offensive allait continuer; mais dans les Etats-Majors on ne se faisait aucune illusion, et le plus grand désarroi y régnait. Kerenski était présent et voyait ses rêves s'écrouler. Ce soir-là, Boris Savinkof lui dit : « Vous voyez, Monsieur le Ministre, par vos yeux, qu'on ne peut faire marcher une armée à la mort sans discipline et sans répressions. »

La 8e armée devait entrer en action le 20/3 juillet. Pour faciliter l'avance des deux armées à sa droite, le général Kornilof avait concentré dans la direction de Stanislavof le 12e corps d'armée qui contenait six divisions et un régiment de choc nommé kornilovien, le tout sous le commandement du général Tchérémissof. Le 19/2, on n'entendait plus la canonnade. L'humeur dans les troupes était inquiète. Elles pensaient que le mouvement de leurs camarades n'avait pas réussi. Dans le groupe du général Tchérémissof, neuf régiments décidèrent qu'ils n'attaqueraient pas. Le commissaire se rendit à chacun de ces régiments et leur adressa de longs discours dont la conclusion était brève et nette : « Tout homme qui ne marchera pas sera fusillé. » Les régiments acceptèrent de se rendre sur la ligne de feu. Le commissaire ajouta qu'il était vrai que les réserves avaient refusé de marcher à la 7e et à la 11e armées, mais qu'il en serait autrement ici, car son honneur était engagé à soutenir les troupes sur la ligne de feu et, si les régiments de réserve refusaient de marcher, l'artillerie et les mitrailleuses sauraient les y contraindre.

Le 21/4, le canon commença à parler et ne se

tut pas pendant quatre jours. L'artillerie lourde fut rapprochée jusqu'à deux mille pas de l'ennemi et dans la ville même de Stanislavof. Le 23/6 et le 24/7, on fit des reconnaissances générales sur tout le front d'attaque. Les Autrichiens crurent qu'il s'agissait d'une offensive générale, et leurs radios portent qu'ils repoussèrent facilement les attaques des Russes. Le 23/6, le général Kornilof avait reçu un télégramme, qu'il garda secret, de Goutor lui disant qu'il n'y avait rien à espérer de l'offensive de la 7e et de la 11e armées, et lui laissant la liberté d'action sous sa propre responsabilité. Kornilof, après consultation séparée avec le commissaire et avec Tchérémissof, décida d'attaquer. L'attaque avait été précédée par une réunion où prirent part plus de dix-sept cents délégués de toutes les unités de l'offensive, et dans cette réunion, après un discours du commissaire, on vota à l'unanimité moins sept voix que l'on emploierait des représailles impitoyables contre tout soldat ou officier qui manquerait à son devoir. Le 24/7, Kornilof demanda qu'on lui envoyât quelques batteries d'artillerie lourde qu'on n'utilisait plus sur le front de la 7e et de la 11e armées. Ces batteries entrèrent en action le 25/8 au matin. L'offensive se déclancha à 11 heures. Quatre divisions partirent au commandement sans une défaillance. Dès le premier jour, on fit plus de 8.000 prisonniers, on prit 100 pièces de canons et on repoussa toutes les contre-attaques de l'ennemi dans lesquelles prirent part seulement des Allemands. Les pertes russes furent légères. Elles ne dépas-

sèrent pas 2.000 hommes tués ou blessés. La bataille dura huit jours. Les résultats en sont connus. On prit Kaloutch et Galitch, 10.000 prisonniers. L'avance était de 25 kilomètres sur un front de 40 kilomètres.

Pendant une courte période de repos, on amena des réserves de la septième armée avant de reprendre l'offensive. Mais les troupes de la septième armée, devant Tarnopol, quittèrent les lignes en déroute; les Austro-Allemands avancèrent sans lutte, et la huitième armée fut obligée de reculer pour raisons stratégiques. La discipline était encore assez bonne, tant sont puissants sur les hommes l'action et le prestige d'un chef énergique.



La nouvelle de l'offensive est connue à Petrograd dès le lundi 19 juin/2 juillet où elle excite un grand enthousiasme. Des cortèges se forment dans Nevski et Morskaïa et, pour la première fois depuis le mois de mars, on voit reparaître le drapeau national aux trois couleurs. Dans les quartiers ouvriers, aucune réaction, et pourtant il est certain que le parti maximaliste ne laissera pas passer sans manifestation une offensive qui lui paraît un défi aux doctrines qu'il prêche. J'attends de nouvelles journées. Mais rien. Je sais qu'il y a des meetings dans les usines et que la propagande est plus active que jamais dans les casernes; mais la rue est tranquille. J'attends une semaine, dix jours, et finalement ne voyant rien

venir, je me décide à aller passer un mois de vacances en France, où je n'ai pas été depuis plus d'un an.

Je pars le vendredi 30 juin/13 juillet. Le samedi 1/14 juillet, sur le quai de la gare de Tornéo, je rencontre M. Noulens, nouvellement nommé ambassadeur à Petrograd, et qui vient prendre possession de son poste. J'ai avec lui la conversation suivante que je crois utile de relater :

— Monsieur l'Ambassadeur, lui dis-je, je pense qu'il est difficile à un Français habitant sur les bords de la Seine de se rendre un compte exact de ce qu'est la situation sur les bords de la Néva. Vous allez habiter un beau palais sur le quai. En face de vous, de l'autre côté de la Néva, vous aurez le quartier de Viborg. C'est un quartier de grandes usines et qui appartient entièrement au parti maximaliste. Lénine et Trotski y règnent en maîtres. Dans ce quartier est la caserne du premier régiment des mitrailleurs. Ce régiment, ou plutôt le dépôt de ce régiment, compte environ dix mille hommes. Le Gouvernement a eu des difficultés avec le régiment des mitrailleurs. Récemment, le général Polovtzof, commandant militaire de Petrograd, s'y est rendu avec son adjoint pour demander aux soldats d'envoyer des renforts sur le front où se faisait l'offensive. Le général a passé de compagnie en compagnie, exposant la nécessité de faire partir sur-le-champ des mitrailleuses sur le front. L'une après l'autre, les compagniesont voté sur la proposition qui leur était faite. Les unes ont accepté; les autres ont

refusé. Finalement, j'ai lu dans les journaux que le premier régiment avait décidé de donner quatre cents mitrailleuses. En lisant ce chiffre, j'ai cru à une faute d'impression. J'ai pensé qu'il s'agissait de quatre cents soldats accompagnant quelques douzaines de mitrailleuses. Je courus chez le général Polovtzof pour lui demander de m'éclairer. Le général fit quelques difficultés; mais comme le chiffre était donné dans la presse, il a fini par me fournir des renseignements complets. Le premier régiment de mitrailleurs se trouve être un des deux dépôts de mitrailleuses de l'armée. Il a en ce moment-ci, dans ses casernes, environ quinze cents mitrailleuses. Il en donne quatre cents pour l'armée. Il lui en reste par conséquent onze cents. Ce régiment, Monsieur l'Ambassadeur, a élu comme chef un déserteur. Les membres du Conseil de Petrograd, socialistes révolutionnaires ou démocrates minimalistes, ne peuvent pas y entrer; seuls les maximalistes et les anarchistes y sont reçus. Si donc Lénine et Trotzki veulent prendre Petrograd, qui les en empêchera? Les autres régiments sont ou maximalistes, ou indifférents. Il serait tout à fait vain d'espérer qu'ils se fassent tuer pour la défense du Gouvernement provisoire. Nous avons à Petrograd, comme troupes fidèles, deux ou trois mille cosaques, et c'est tout. Si donc la partie s'engage, le Gouvernement doit la perdre.

M. Noulens m'écouta avec étonnement. Il me dit :

— Comment le Gouvernement tolère-t-il une situation pareille?

— Et que peut-il faire d'autre que de l'accepter? répondis-je. Il faut comprendre que le Gouvernement n'a aucune force autre que morale, et encore celle-ci me paraît bien faible. En tout cas, s'il y a une sortie dans les rues, ce n'est pas la force morale qui décidera du succès de la journée.

Le lendemain, M. Noulens arrivait à Petrograd, et il n'y était pas depuis vingt-quatre heures que le lundi 3/16 juillet, il pouvait contempler du balcon de l'Ambassade le défilé des mitrailleuses maximalistes sur le Quai français. La fusillade commença le soir même dans la ville. Pendant vingt-quatre heures, les maximalistes furent maîtres de la capitale. Une confusion extraordinaire régnait dans Petrograd. Le lundi soir, Nevski était encombré de soldats qui y étaient venus ne sachant pourquoi. Des autos blindés passaient, des mitrailleuses, des camions chargés de soldats et de gardes rouges. Un coup de feu partit au hasard. Ce fut le signal. Tout le monde commença à tirer. Les soldats s'enfuirent en désordre, jetant leurs fusils pour courir plus vite. Deux camions montés par des maximalistes se rendirent au Ministère de la Guerre pour arrêter Kerenski. Il venait de quitter le Ministère pour aller à la gare Baltique prendre le train qui devait le mener sur le front Nord. Les émeutiers le suivirent. Ils arrivèrent à la gare cinq minutes trop tard; le train était parti. Le mardi 4/17 un semblant de résistance s'organisa du côté du Gouvernement qui réunit les cosaques sur la place du Palais d'Hiver. Les autos blindés, les

mitrailleuses, les camions continuaient à parcourir la ville, mais au hasard, sans plan d'action, ne sachant que faire de leur victoire. Il est certain que s'il y avait eu à la tête des maximalistes un homme décidé ayant concerté une manœuvre, Petrograd aurait été aux mains de Lénine et de Trotzki. Mais toute direction manquait. Chacun allait au hasard; les cosaques faisaient des patrouilles; on tirait aux coins des rues sans que personne sût ce qu'il avait à faire .Si les maximalistes avaient voulu, ils se seraient emparés des Ministères, des Postes et Télégraphes, du Téléphone et auraient rendu toute résistance inutile. Ils ne firent que tirailler d'une façon désordonnée. Le Gouvernement eut le temps de faire venir des troupes du front.

La cinquième armée envoya son Comité. Les cosaques peu à peu s'emparèrent du centre de la ville. Dans le camp des maximalistes, le plus grand désarroi. Le 5/18, les ponts furent levés, isolant le centre de la ville et les Ministères des quartiers ouvriers. Des affiches furent placardées dans toute la ville, priant le public de rester chez lui. Le 6/19, arrivèrent le Comité de la cinquième armée, les premiers échelons de cavalerie et deux brigades d'artillerie. Toutes les troupes du Gouvernement étaient réunies sur la place du Palais d'Hiver. Kerenski, revenu de l'armée, les harangua de la fenêtre de l'hôtel du Commandant militaire; Avkzentief, président du Comité des paysans, et Tchernof leur adressèrent des discours, juchés sur des autos-mitrailleuses montées par des junkers. La partie était perdue pour les

maximalistes. Les matelots de Cronstadt n'étant pas nourris, car l'Etat-Major maximaliste n'avait rien prévu pour leur ravitaillement, regagnèrent Cronstadt. Dans la nuit du 6 au 7/19 au 20, tandis qu'on se battait encore violemment en certains points de la ville et, en particulier, sur le pont du Palais, le Président des Comités de la cinquième armée donna l'ordre par téléphone au régiment de mitrailleurs de se rendre dans le délai d'une heure avec leurs pièces sur la place du Palais d'Hiver. Une heure plus tard, les mitrailleuses n'étaient pas arrivées. Nouveau coup de téléphone.

— Si les mitrailleuses ne sont pas rendues sur-le-champ, nous irons les chercher nous-mêmes.

Une demi-heure plus tard, un long cortège de mitrailleuses défila sur la place; mais un très petit nombre d'hommes les accompagnaient.

— Où sont vos hommes? demanda Vilenkine, président des Comités de la cinquième armée.

— Ils n'ont pas osé venir. Ils demandent qu'on garantisse leur sécurité.

On alla les chercher, mais on ne les punit pas. La lutte était terminée. Le Gouvernement remportait la victoire.

Qu'allait-il en faire? L'occasion était bonne de renvoyer les régiments mutinés de la garde, de faire venir des troupes de cavalerie sûres, de désarmer la garde rouge et d'arrêter les chefs du parti maximaliste. On arrêta Kamenef, Lounatcharski, Flérovski. On les relâcha le même soir. Lénine, Zinoviev et Mme Kollontaï, qu'on recherche mollement, ont le temps de s'enfuir. Un jour-

nal publie des documents montrant que Lénine et les autres chefs maximalistes étaient en relations avec les agents allemands établis à Stockholm : Furstenberg-Ganetski et Parvus. Les fonds étaient envoyés par la Disconto-Gesellschaft de Berlin à la Nua Bank de Stockholm qui les virait à la Banque de Sibérie à Petrograd au nom de l'avocat Koslovsky et de Mme Soumensohn,parente de Ganetski. La somme déposée à la Banque de Sibérie au nom de Koslovsky était de deux millions de roubles.

Une crise gouvernementale éclate. Le prince Lvof donne sa démission. On lui reproche d'avoir agi sur le général Polovtzof pour l'empêcher d'étouffer l'insurrection par des moyens énergiques. Kerenski le remplace à la Présidence du Conseil, tout en gardant ses fonctions de Ministre de la Guerre et de la Marine. Tséretelli se charge du Ministère de l'Intérieur et conserve celui des Postes et Télégraphes, Nékrassof provisoirement prend le portefeuille de la Justice. Le prince Lvof était un des espoirs de la Russie libérale au temps de l'autocratie; mais une fois au pouvoir, il a montré qu'il n'était pas fait pour gouverner. Sa place est occupée par un social-révolutionnaire. Kerenski emploiera-t-il pour diriger la Russie les moyens qu'il a cru suffisants pour faire marcher l'armée à l'offensive? Ne fera-t-il appel qu'à la persuasion? L'expérience cruelle dont il a été témoin à la 7ᵉ et à la 11ᵉ armées l'a-t-elle instruit?

Trotski est arrêté et on assure que l'on procède au désarmement de la garde rouge.

Ces nouvelles me parvinrent à Bergen au moment où j'allais m'embarquer pour l'Angleterre sur le fameux petit bateau de l'Amirauté anglaise *Le Vautour* qui assurait seul trois ou quatre fois par mois les communications entre la Russie et l'Europe occidentale. Je raconterai un jour ce qu'était, à la période de la « guerre sous-marine impitoyable » le voyage entre Petrograd et Paris. C'est un des aspects curieux et pittoresques de la guerre et je pense qu'aucun de ceux qui ont fait la traversée sur *Le Vautour*, escorté de deux contre-torpilleurs magnifiques, ne l'a oublié. On ne passait sur *Le Vautour* qu'en montrant patte blanche. Il fallait être diplomate, officier, chargé de mission, ou, d'une façon quelconque, au service de l'Etat. Je trouvai dans la petite ville de Bergen les compagnons de la délégation russe envoyés par le Soviet de Petrograd et le Comité Central Exécutif des Soviets pour entrer en contact avec les partis socialistes des pays neutres, alliés et aussi ennemis. Le but principal de leur expédition était d'amener les partis socialistes à faire sur leurs Gouvernements une pression telle que ceux-ci ne pussent se refuser à les envoyer à Stockholm où on traiterait de la paix mondiale suivant les formules russes.

La délégation comprenait quatre membres. Le camarade Roussanof, petit, barbu, nu-tête, grisonnant, vêtu d'une salopette et porteur d'une lourde sacoche contenant les secrets des Soviets et ressemblant de tous points à un moujik charpentier de village. Plus élégant, plus « intellectuel », l'accompagnait un des membres de la minorité

des Soviets, Joseph Goldenberg, qui s'était fait faire une carte magnifique où s'étalaient ses titres de « délégué du Soviet de Petrograd et du Comité Central Exécutif » et sur laquelle il n'avait pas hésité à mettre, sans doute pour se faire bien venir en France, le titre de « collaborateur à la *Nouvelle Vie* ». Smirnof représentait les ouvriers syndicalistes de Petrograd et Ehrlich le *Bound* israélite.

Alors que sur le bateau les trois quarts des passagers gémissaient dans leurs cabines en proie au mal de mer, j'eus avec Joseph Goldenberg une conversation saisissante qu'il est utile de rapporter. Goldenberg est un écrivain doué d'une certaine intelligence et non sans culture. On peut causer avec lui; tandis qu'un échange d'idées avec Roussanof se réduit à un monologue. Roussanof est une espèce d'almanach Hachette du socialisme international. C'est un répertoire de milliers de petits faits sous lesquels il reste aplati et dont il est incapable de dégager une idée.

Nous parlions de la Révolution et je demandais à Goldenberg s'il imaginait que la Révolution allât se développer et arriverait à créer un état social nouveau en Russie.

— Comment pouvez-vous croire, lui disais-je, au succès de la Révolution? Vous n'ignorez pas que la Russie est le pays le plus arriéré de l'Europe, que la classe ouvrière y naît à peine, qu'elle y est encore en infime minorité. Sur 160 millions d'habitants, avez-vous 4 millions d'ouvriers? Et ces ouvriers, que sont-ils? Ils ne sont pas organisés, ils manquent de culture, ils n'ont pas le sen-

timent de la discipline, ils n'ont pas de cadres et à peu près pas de chefs. L'expérience politique leur fait défaut. Et pourtant c'est à eux que vous voulez remettre, dans les circonstances tragiques que nous traversons, alors qu'une guerre sans précédent déchire l'Europe, la direction de cet immense empire, encore à peine formé, qu'est la Russie. Quel appui trouverez-vous dans la classe paysanne, dans ces 150 millions d'êtres qui se déclarent eux-mêmes « obscurs », dont l'immense majorité ne sait pas lire et qui n'appartiennent à aucun parti? La Révolution, pour les paysans, c'est bien simple. Ils veulent prendre les terres des grands propriétaires, de la couronne, de l'église et des monastères. Ils détruiront les habitations des anciens seigneurs et ruineront les organisations agricoles perfectionnées que certains grands propriétaires sont arrivés à créer au prix de difficultés innombrables. Si le paysan prend la terre, la production agricole de la Russie tombera immédiatement, et il faudra plusieurs générations, des soins infinis et un travail persévérant pour que la classe paysanne puisse suffire à ses devoirs. En Occident, en France, en Angleterre, en Allemagne, la classe ouvrière et paysanne est mille fois mieux organisée qu'en Russie. Elle a une tradition révolutionnaire, une discipline de parti, des cadres solides, des chefs intelligents et, malgré tout cela, elle n'a pas encore réussi à prendre le pouvoir. Lorsque les révolutions ont éclaté en Occident, elles ont été de brève durée et nulle part le prolétariat n'est arrivé à organiser une société fondée sur les

principes du socialisme. Je ne crois pas aux miracles, M. Goldenberg. Je crois que votre Révolution russe amènera dans l'empire une grande anarchie que nous voyons déjà, dont nous pouvons prévoir le développement, et je pense aussi qu'elle sera un jour prochain balayée parce que la classe paysanne et ouvrière russe ne pourra établir ce minimum d'ordre social sans lequel un pays ne peut vivre.

M. Goldenberg reconnaissait avec moi les difficultés immenses auxquelles la Révolution russe se heurtait. Mais il ne serait pas socialiste s'il ne croyait pas à la vertu transcendante de la liberté et s'il ne gardait pas, malgré tout, l'espoir du miracle des forces créatrices du peuple. Il m'affirma, comme on me l'a dit si souvent en Russie depuis le mois de mars, que la Révolution russe était mondialement un fait de plus grande importance que la guerre et qu'elle aurait des suites incalculables.

— Ceci, dis-je, est un postulat. Ni vous, ni moi ne savons quelles seront les suites de la Révolution russe et si elle comptera dans l'histoire du monde comme un événement de premier ordre. Peut-être l'histoire n'enregistrera-t-elle que le piteux avortement de la Révolution tentée par vous, tandis que personne ne se trompe en affirmant que la guerre que nous vivons aujourd'hui est la guerre la plus effroyable que le monde ait jamais connue. Elle dépasse par son ampleur, par le nombre d'hommes qui y prennent part, par l'immensité des moyens matériels qu'on a mis en jeu, tout ce qu'on a vu jusqu'à ce jour.

Auprès d'elle, les guerres passées sembleront jeux d'enfants et ce que je ne puis pardonner à la Révolution russe est précisément le fait que, du jour où elle est née, elle a nié la guerre et qu'elle s'est développée comme si elle avait éclaté en temps de paix. Vous avez oublié, dès la première heure, que la Russie était en guerre, que les armées ennemies occupaient le territoire national. Vous avez agi et parlé comme si l'unique devoir de la Russie était d'organiser un nouvel ordre social sans songer d'abord à repousser l'ennemi contre lequel elle avait lutté pendant deux années et demie. Vous avez voulu fermer les yeux sur les réalités redoutables que vous aviez à affronter et, paupières closes, vous avez continué à rêver à vos chimères d'un âge d'or socialiste où l'acier des canons serait transformé en socs de charrues. Comment n'avez-vous pas compris que la Révolution russe ne triompherait que si elle donnait la victoire à la Russie? La Révolution française, que vous citez si souvent, ne s'est pas trompée sur ce point. Elle a mené une lutte impitoyable contre l'ennemi du dedans parce qu'elle voulait faire une guerre impitoyable à l'ennemi du dehors. Mais l'ennemi du dehors, vous ne voulez pas le connaître. Vous ne voyez que l'ennemi du dedans. Tous vos efforts sont portés sur la lutte des classes et votre journal *La Nouvelle Vie* n'attaque jamais l'Allemagne, mais seulement la France et l'Angleterre qu'il déclare impérialistes. Vous aviez une armée. Qu'en avez-vous fait? L'armée tsariste avait des défauts. La discipline automatique y était

faible. Le corps des officiers n'était pas à la hauteur de sa tâche. Mais telle quelle, elle avait de grandes vertus et les a montrées sur plus d'un champ de bataille. Elle avait supporté sans se débander l'épreuve la plus terrible qui puisse accabler une armée : la retraite de 1915. Dans l'hiver de 1915-1916, elle s'était reconstituée et avait fait ce miracle de reparaître sur le champ de bataille de la Galicie, en été 1916, plus forte qu'elle n'avait jamais été. Vous aviez douze millions d'hommes sous les armes, des munitions en abondance, une artillerie suffisante. Nous vous avions envoyé de l'artillerie lourde, des obus, des automobiles blindées. Vous pouviez recommencer cette année-ci une offensive plus large encore que celle de Broussilof au mois de juillet 1916. L'Autriche est à bout de forces. Vous auriez ébranlé l'ennemi de telle façon qu'on pouvait entrevoir enfin une victoire des alliés qui mettait fin à la domination du militarisme prussien sur le monde et récompensait nos pays des sacrifices immenses qu'ils ont consentis. Si vous aviez fait cela, la Russie entrait dans une ère nouvelle et avait payé de son sang les libertés qu'elle avait gagnées. Elle entraînait l'Europe entière à sa suite et l'autocratisme allemand s'écroulait. Mais pour cela, il fallait garder l'armée intacte. C'était votre seule sauvegarde contre l'hégémonie du militarisme prussien. Or qu'avez-vous fait? Trois jours après le renversement du tsarisme, le Conseil des Députés ouvriers et soldats de Petrograd publia le *prikase N° 1* aux soldats et, du coup, ruina l'armée. Voilà

la faute irréparable de la Révolution; celle que les siècles lui reprocheront. Je comprends bien que ce *prikase* funeste a été écrit dans une heure de fièvre, à un moment où il fallait récompenser les soldats de la garnison de Petrograd qui vous avaient donné le pouvoir. Je veux y voir une erreur. Mais cette erreur, vous n'avez rien fait pour l'annuler. Votre propagande incessante à l'armée n'a été que le commentaire du *prikase N° 1*. Quel est l'homme qui a écrit ce *prikase?* Est-ce l'avocat Sokolof? On a assuré que, depuis, il avait vivement regretté la folie dont il s'était rendu coupable. Kerenski a dit, dans une conversation particulière, qu'il donnerait dix années de sa vie pour que le *prikase N° 1* n'eût pas été écrit. Le soldat dressé contre l'officier, la discipline ruinée, l'armée désorganisée, voilà la faute fatale de la Révolution russe, qu'elle a commise, je n'en oublie pas la date, le 2/15 mars 1917.

M. Joseph Goldenberg me regardait. Il y eut un silence. Puis, d'une voix douce, il me dit:

— Le *prikase N° 1* n'est pas une erreur, c'était une nécessité. Ce n'est pas Sokolof qui l'a rédigé; il est l'expression de la volonté unanime du Soviet. Au jour où nous avons fait la Révolution, nous avons compris que si nous ne ruinions pas l'armée ancienne, elle écraserait la Révolution. Nous avions à choisir entre l'armée et la Révolution. Nous n'avons pas hésité: nous avons pris parti pour cette dernière et nous avons employé, j'oserai dire par un coup de génie, les moyens nécessaires.

A mon tour, je regardais M. Goldenberg qui était calme et presque souriant. Je lui dis :

— Mais avez-vous pensé, au moment où vous l'avez rédigé, que la Russie n'était pas en état de paix, que l'armée n'était pas dans les casernes, mais sur un immense front où elle défendait la terre russe, de la mer Baltique à la mer Noire? Vous savez ce qu'est la guerre et ses lois impitoyables. Vous savez que le soldat ou l'officier coupable, par une défaillance seulement, de servir les intérêts de l'ennemi est fusillé sur-le-champ. Et voilà que tout votre parti, voilà que vous tous socialistes, au moment le plus tragique d'une guerre qui dure depuis trois ans, avez froidement pris la résolution, en en pesant toutes les conséquences, de ruiner l'armée nationale et de la rendre incapable de remplir son devoir envers la patrie.

— C'était une nécessité, répéta M. Goldenberg. Encore une fois, nous n'avions pas le choix.

— Mais, ajoutai-je, à cette heure funeste, qu'avez-vous mis dans la balance? D'une part, la Russie que vous livriez à un ennemi qui n'est pas suspect de sentimentalisme, un avenir de long esclavage sous la domination allemande; et, de l'autre une Révolution sociale dont vous saviez vous-même qu'elle est condamnée à un avortement. Pour quelques heures de triomphe précaire de vos idées, vous avez délibérément trahi votre patrie et rendu inutiles les sacrifices immenses qu'elle a faits pendant la guerre européenne. C'est là, M. Goldenberg, un crime qui ne

vous sera pas pardonné et pour lequel vous aurez à payer un jour.

Mon interlocuteur ne parut pas ébranlé par ce que je venais de lui dire et je jugeais inutile de poursuivre une conversation sans but. Du reste, ce que je venais d'apprendre de la bouche de ce souriant internationaliste était suffisant. Dans ma candeur d'Occidental, je n'avais pas cru à la possibilité d'un crime aussi noir et aussi longuement pourpensé. Il me fallait quelques heures de méditation pour m'habituer à regarder sous cet angle nouveau la naissance du *prikase N° 1* et j'avoue que jusqu'à l'heure où j'écris ces lignes, je n'ai pu éteindre en moi la colère qu'a allumée mon entretien avec M. Joseph Goldenberg, délégué des Soviets et rédacteur à *la Nouvelle Vie.*

A peine débarqué en Angleterre, les journaux achetés à Aberdeen m'apprirent les horribles détails de la panique de Tarnopol. Sur le front galicien, les troupes russes et les corps de la garde avaient fui en désordre sans être attaqués. Sur leur passage, les soldats détruisaient tout, pillaient les villages, violaient les femmes, massacraient les enfants. On avait ainsi la preuve terrible, mais irrécusable, de la décomposition où était tombée l'armée en quelques mois de Révolution.

A Petrograd, les Soviets eux-mêmes comprennent et font la seule chose à laquelle ils sont propres : des déclamations, qu'ils adressent au pays, aux paysans, aux soldats, sous forme d'appels et de proclamations. Ayant prononcé quelques pa-

roles sonores, ils pensent qu'ils ont rempli tout leur devoir envers leur pays. Sur le front un soldat, le général Kornilof, et quelques commissaires, dont Savinkof, Philonenko, agissent.

Kerenski se demande encore s'il faut rétablir sur le front la peine de mort contre laquelle, de tout son être, il proteste. Il hésite. Pourtant, devant la gravité de la situation, le Gouvernement Provisoire, le 11/24 juillet, se décide. Le décret est rédigé comme suit :

La conduite honteuse de certains détachements de troupes sur le front et à l'arrière, lesquels, oubliant leur devoir envers leur pays, ont mené la Russie et la Révolution au bord de l'abîme, met le Gouvernement provisoire dans l'obligation de prendre des mesures spéciales pour le rétablissement de l'ordre et de la discipline dans les rangs de l'armée.

En pleine conscience de la lourde responsabilité qui lui incombe et pour le salut de la patrie, le Gouvernement provisoire a décidé :

1° De rétablir la peine de mort pendant la guerre pour les militaires coupables d'actes criminels d'une gravité spéciale;

2° D'instituer immédiatement pour juger ces actes des tribunaux militaires révolutionnaires composés de soldats et d'officiers.

Sur le théâtre des opérations, les militaires coupables seront passés par les armes pour les crimes suivants : trahison militaire et haute trahison; fuite devant l'ennemi; abandon du champ de bataille; abandon volontaire de son poste pendant le combat et refus de prendre part à la bataille; complots, instigations à la reddition à l'ennemi sans résistance; absence de son poste de sentinelle devant l'ennemi; actes de violence envers les chefs; opposition à l'exécution des ordres des chefs, révoltes et instigations contre eux; agression d'une sentinelle ou d'un détachement

de garde; résistance armée et assassinat prémédité d'une sentinelle; ainsi qu'assassinats, viols, voies de faits et pillages dans la zone des opérations.

Sont soumis à la même peine les espions ennemis.

Boris Savinkof m'a raconté deux scènes dont il a été témoin et dans lesquelles se montre, tragique, le contraste entre les deux hommes sur lesquels toute la Russie va avoir les yeux fixés à partir de maintenant : le Président, Ministre de la Guerre, Kerenski et le général Kornilof, commandant du groupe d'armées sur le front sud-ouest.

Commissaire encore de ce front, Savinkof arriva à Tsarskoïe Sélo avec Kerenski. Comme ce dernier descendait de wagon, le chef de gare militaire lui remit une dépêche. Kerenski la lut, hésita un instant, puis la tendit à Savinkof, disant :

— Cela vous regarde.

Savinkof parcourut le télégramme. Il était de la femme d'un soldat condamné à mort sur le front et qui demandait sa grâce. Le Président du Gouvernement et non le Commissaire aux armées avait qualité pour gracier le condamné. Mais Kerenski ne pouvait prendre sur lui, ni de maintenir la condamnation, ni d'accorder la grâce. Il se déchargeait de cette responsabilité qu'un Chef d'Etat a le devoir d'assumer sur un sous-ordre. Savinkof ajouta que depuis, alors qu'il était second du Ministre de la Guerre, Kerenski ne lui demanda jamais quelle décision il avait prise au sujet du soldat condamné.

Peu de temps auparavant, Savinkof avait as-

sisté personnellement à la débâcle de Tarnopol. Il avait vu les soldats débandés tuer leurs officiers et ravager le pays dans leur fuite folle. Le même soir il s'était rendu au Quartier Général du Commandant en chef. Le général Kornilof, assis à sa table, écouta en silence l'affreux récit que lui faisait le Commissaire. Il ne l'interrompit pas une fois, ne lui posa pas de questions. Mais, lorsque ce dernier eut fini, le général ne prononça qu'un mot :

« Fusiller ».

Dès le lendemain, des troupes de cavalerie fidèles, quelques automobiles blindées et des sections de mitrailleuses furent disposées à l'arrière des troupes en déroute et tirèrent impitoyablement sur les fuyards. Les troupes enfin s'arrêtèrent et un semblant d'ordre se rétablit.

Pour aider à comprendre la psychologie élémentaire du soldat russe, je rapporte ici le récit d'une petite scène qui se passa dans une gare à l'arrière des troupes en déroute. Je le tiens de M. Philonenko qui en fut témoin.

La gare était pleine de soldats. Il y avait beaucoup de bruit, beaucoup de désordre. Le D[r] Grigorief, Commissaire d'une armée, homme énergique, était là avec quelques membres des comités régimentaires qui essayaient de rétablir le calme.

Il avise un soldat qui faisait du scandale et s'approche de lui. D'une voix forte, il l'apostrophe et lui dit :

— Qui êtes-vous? Vous êtes indigne de la liberté que vous avez gagnée. Au nom du Gouver-

nement de la Russie révolutionnaire, je vous prive de vos droits civils!

Le soldat, devant cette sortie inattendue, reste interdit. Ses camarades écoutent avec respect cette sentence qui les flatte obscurément dans leur amour-propre tout neuf de citoyens.

Avec la même gravité et la même force, le Commissaire continue :

— Maintenant, canaille, couche-toi là. Et vous autres, dit-il aux soldats, battez-le, comme il le mérite.

Le soldat, sans mot dire, se couche face à terre et ses camarades le fustigent. L'autre, sous la punition, ne bronche pas. Une fois la chose terminée, le Commissaire reprend :

— Relève-toi. Tu as expié ta faute, je te rends tes droits civils. A présent, vous êtes un citoyen, faites votre devoir envers la Russie libre et révolutionnaire.

— Cela exactement, Votre noblesse, répond le soldat suivant la formule ancienne et faisant le salut militaire.

Telle est cette scène baroque et significative. Philonenko qui, pendant qu'elle se déroulait, pouvait à peine retenir un sourire, m'assure que nulle pensée d'ironie n'effleura l'esprit du Commissaire Grigorief qui parlait avec le sérieux d'un homme plein de l'importance et du sens des mots qu'il employait, passant, sans broncher, du « vous » qui est dû au citoyen, au « tu » que l'on donne à un homme privé de ses droits civils. Grigorief ne comprendrait pas pourquoi ce mince fait divers retient notre attention et nous frappe.

Et pourtant comme il est suggestif! Quel jour il jette dans les âmes obscures des protagonistes de la Révolution russe! Depuis qu'elle m'a été racontée, j'évoque souvent dans ma pensée cette scène brève, contrastée, riche de substance, où je crois voir dans un cadre étroit la Russie, ivre des quelques gorgées du vin de la liberté qu'elle a bue, ramenée à elle-même par un châtiment convenable qu'elle accepte, sans en être humiliée, et dont elle se relève guérie et plus forte.

A Petrograd, les soldats de la garnison décident d'envoyer quelques détachements sur le front. Les détachements partent pour la gare, musique en tête, avec nombreuses bannières et sont acclamés sur leur passage. Mais, par un phénomène extraordinaire, les détachements fondent en route et les bannières arrivent seules sur le front.

La crise ministérielle est chronique. On ne cesse de se livrer à des marchandages entre partis, de formuler des programmes et de prendre les résolutions les plus énergiques. Mais le Gouvernement semble frappé d'une paralysie qui ne lui laisse que la faculté de la parole. Il en abuse.

Pour que la Russie entière puisse parler, il décide de convoquer à Moscou, au mois d'août, une Assemblée Nationale où seront appelés les représentants de tous les partis et des grandes organisations sociales. Cette Assemblée n'aura aucun pouvoir. Le Ministre président et les autres Ministres y prononceront des discours. Chaque parti enverra un représentant à la tribune. Ce sera une magnifique orgie de paroles, et rien de plus.

AOUT

A l'armée, une poignée d'hommes à la suite des événements funestes de juillet ont travaillé avec énergie. Entre le général Kornilof et les Commissaires Savinkof et Philonenko il y a un échange de vues continu et une entente sur les mesures indispensables à prendre pour rendre à l'armée sa valeur combative. Grâce à Savinkof et Philonenko, le général Kornilof est nommé Commandant en Chef des armées. Philonenko est désigné comme Commissaire auprès du généralissime. Savinkof, enfin, est nommé adjoint au Ministre de la Guerre. Si on laisse à Kornilof et à Savinkof les mains libres, ils pourront peut-être réussir dans la tâche presque impossible à laquelle ils travaillent. Lorsque j'aurai à raconter dans son détail l'affaire Kornilof, je montrerai, pièces en mains, à quels obstacles ils se heurtèrent et comment Kerenski, au moment où il devait appliquer les mesures prises pour rétablir un pouvoir fort en Russie et restaurer l'armée, se tourna brusquement contre le généralissime et fit éclater ce qu'on a appelé « l'affaire Kornilof », qui amena la ruine définitive de la Russie.

Sur l'état de l'armée après la débâcle de Tarnopol, je donne ici un précieux document qui n'a pas été publié. C'est le rapport lu à la réunion des chefs de groupes d'armées au Grand Quartier Général sous la présidence de Kerenski, Ministre de la Guerre et Chef du Gouvernement, par le général Dénikine qui quittait alors le front ouest pour prendre le commandement des armées du front sud-ouest. Le général Dénikine est le plus jeune général de groupes d'armées de Russie.

Ici nous sommes au cœur de la tragédie que jouent à l'armée russe dix millions d'acteurs. On ne lira pas le rapport de ce soldat sans émotion. Il faut noter qu'il a été prononcé devant le tout-puissant ministre-président, ministre de la guerre, Kerenski.

C'est avec une profonde émotion et ayant conscience de la formidable responsabilité morale qui m'incombe que j'aborde mon exposé. Je vous prie de m'excuser. Je parlais avec droiture et franchise lors du régime autocratique; je parlerai de même maintenant devant l'autocratie révolutionnaire.

Ayant pris le commandement du front, j'y ai trouvé les troupes complètement désorganisées. Cet état de choses paraissait d'autant plus étrange que, ni dans les rapports adressés à la *Stafka,* ni à mon entrée en fonction, la situation ne se présentait sous un aspect aussi désolant. L'explication en est simple : Tant que les corps d'armées n'eurent qu'une tâche passive, ils se maintinrent à peu près, mais quand arriva le moment d'accomplir leur devoir, quand l'ordre fut donné de prendre les dispositions pour l'offensive, alors l'instinct animal de conservation entra en jeu et mit à jour l'état latent de décomposition.

Il y eut jusqu'à dix divisions qui refusèrent de prendre l'offensive. Pour arriver à mettre l'armée en état de se battre, il fallut un travail énorme. Des chefs de tous grades, des comités, des agitateurs durent recourir à des supplications sans fin, à la persuasion, aux exhortations, car il fallait à tout prix diminuer le nombre des unités récalcitrantes. Ainsi s'écoula presque tout un mois. Il est vrai qu'un certain nombre de divisions finit par prendre des dispositions de combat, mais le 2ᵉ corps caucasien et la 169ᵉ division d'infanterie restaient dans un état particulièrement lamentable. Beaucoup d'unités avaient perdu, non seulement moralement, mais physiquement, l'aspect humain. Je n'oublierai jamais les quelques heures que j'ai passées au 703ᵉ régiment. Dans certains régiments, on pouvait trouver jusqu'à huit et dix distilleries improvisées d'alcool... L'ivrognerie, les cartes, les rixes, les rapines, quelquefois même les meurtres, voilà à quoi les soldats employaient leur temps. J'eus recours à une mesure extrême : Je retirai le 2ᵉ corps caucasien à l'arrière (la 51ᵉ division exceptée) et je disloquai la 169ᵉ division d'infanterie, me privant ainsi, sans coup férir, d'environ 30.000 baïonnettes. Sur le secteur qui avait été occupé par le corps caucasien, je fis avancer la 28ᵉ et la 29ᵉ division d'infanterie qui passaient pour être des meilleures du front... et qu'est-il advenu? La 29ᵉ division, ayant été avancée sur les premières lignes, retourna le lendemain en arrière presque dans son ensemble (2 régiments et demi). La 28ᵉ division ne développa sur le front qu'un seul régiment, mais même celui-là prit la décision irrévocable de ne pas attaquer. Tout ce qui était possible comme coercition morale fut employé.

Lors de sa visite au front, le généralissime, après avoir conféré avec les comités et les délégués des deux corps sibériens, arriva à cette conclusion: les soldats étaient bons, mais le commandement avait pris peur et avait perdu la tête.

Cela n'est pas vrai.

Les chefs, dans une situation invraisemblablement

difficile, ont fait tout ce qu'ils ont pu. Le généralissime ne savait pas qu'après son départ, le meeting du premier corps sibérien, où son allocution avait été accueillie avec le plus grand enthousiasme, continua... De nouveaux orateurs prirent la parole, exhortant les soldats à ne pas écouter « le vieux bourjouï » (Je vous prie de m'excuser, c'est la vérité... « Continuez s'il vous plaît »...) et le couvrant d'ordurières injures. Ces appels furent reçus aussi par un tonnerre d'applaudissements.

Le Ministre de la Guerre (Kerenski), visitant les unités et les exhortant au combat par des paroles inspirées, fut accueilli avec un enthousiasme particulier par la 28e division. Mais, à son retour, une députation d'un des régiments de cette division fut envoyée à sa rencontre pour lui déclarer que, une demi-heure après le départ du Ministre, ce régiment et un autre encore avaient décidé de ne pas attaquer.

Une scène des plus touchantes, qui eut lieu dans la 29e division et qui défraya les manifestations les plus bruyantes d'enthousiasme, fut la remise du drapeau rouge au commandant agenouillé du régiment d'infanterie de Poti. Par la voix de trois orateurs et les cris passionnés de tout le régiment, les *Potitsi* juraient de « mourir pour la Patrie... ». Ce régiment, le jour même de la marche en avant, tourna honteusement les talons avant d'avoir atteint nos tranchées et s'en fut à dix verstes en arrière du champ de bataille...

Au nombre des facteurs qui auraient dû rehausser le moral des armées du front, mais qui en fait contribuèrent à accroître la dissolution, furent les commissaires et les comités.

Il se peut que parmi les commissaires se trouvent de ces cygnes noirs qui, ne se mêlant pas de ce qui ne les regarde pas, sont d'une certaine utilité. Mais l'institution même, de par son existence, apportant le dédoublement du pouvoir, une intrusion inopportune et criminelle, et par cela même des collisions, ne peut pas ne pas contribuer à la désorganisation de l'armée.

Je suis forcé de donner ici les traits caractéristi-

ques de quelques-uns des commissaires du front Occidental. L'un d'eux, peut-être bon et honnête, je n'en sais rien, mais un utopiste ne connaissant rien, non seulement de la vie militaire, mais de la vie tout court, a de l'importance de son pouvoir une idée extravagante. Il exige du Chef de l'Etat-Major l'exécution immédiate de ses ordres; il déclare avoir le droit de destituer tout chef militaire jusqu'au chef d'une armée inclus... Expliquant aux troupes le caractère de son autorité, il la définit ainsi : « De même que le Ministre de la Guerre est celui à qui sont soumis tous les fronts, de même je suis le Ministre de la Guerre pour le front occidental... »

Un autre, avec les mêmes connaissances sur la vie militaire que le précédent, un social-démocrate, mi-menchévik, mi-bolchévik, connu comme rapporteur à la section militaire des Soviets des ouvriers, soldats et paysans, trouva que la décomposition de l'armée causée par le Prikase n° 1 n'avait pas encore atteint son apogée et exigea de mener jusqu'au bout la « démocratisation » de l'armée : il revendiqua le droit de récusation et d'attestation des chefs par les soldats, l'annulation de la deuxième moitié du § 14, qui octroie aux chefs le droit d'employer les armes contre les poltrons et les gredins et il revendiqua la liberté de la parole non seulement « en dehors du service », mais aussi pendant le service.

Un troisième, qui n'est pas un Russe, méprisant apparemment le soldat russe, s'adressant à un régiment, employait des invectives et injures choisies auxquelles les chefs de l'ancien régime n'avaient jamais eu recours. Et chose étrange : les soldats libres, conscients et révolutionnaires acceptent cette manière de faire comme chose due; ils obéissent et exécutent les ordres. Ce commissaire, d'après ce que disent les chefs militaires, est d'une réelle utilité.

Un autre facteur dissolvant dans l'armée, ce sont les comités. Je ne nie pas l'excellence du travail de beaucoup de comités qui remplissent de toutes leurs forces leur devoir; en particulier certains membres de

ces comités ont été incontestablement utiles et, par leur mort héroïque, ont scellé leur dévouement à la cause de la patrie. Mais j'affirme que le profit qu'ils ont apporté ne rachètera jamais, même dans la plus petite mesure, le préjudice énorme qu'ont causé à l'armée l'éparpillement du pouvoir, son dédoublement, les collisions, l'intromission dans le commandement, les intrusions le discréditant. Je pourrais citer ici des centaines d'arrêtés à l'appui de mes dires. Je me bornerai à vous exposer les cas les plus saillants et les plus caractéristiques.

L'usurpation du pouvoir est menée ouvertement et avec méthode.

L'organe du comité du front, dans un article signé par son président, exige pour les comités le *pouvoir gouvernemental.*

Le comité d'armée de la troisième armée, dans son arrêt, approuvé, à mon grand étonnement, par le commandant en chef, propose de « munir les comités des armées d'un mandat spécial de la part du Ministre de la Guerre et du Comité Central des députés et soldats et paysans leur donnant le droit d'agir au nom du Comité »...

Au cours de la délibération sur la fameuse « déclaration des droits du soldat » les avis au sein du Comité du front se partagèrent au sujet du § 14. Une partie du Comité récusa la deuxième moitié du § 14 et demanda une addition ainsi rédigée : « Il est réservé aux membres du Comité du front le droit d'employer dans de pareilles circonstances toutes les mesures, la force armée y comprise, contre tous ces individus sans en exclure les chefs »... Voilà où nous en sommes...

Nous lisons dans le rapport de la section militaire du Congrès panrusse des Soviets des exigences telles que: Doit être réservé aux organes d'autonomie militaire le droit de récusation et d'attestation des chefs, le droit de participation à la direction d'une armée.

Et ne croyez pas que ceci n'est qu'en théorie. Nullement. Les comités prennent dans leurs mains toutes

les questions de guerre, de vie militaire, d'administration. Et cela, quand l'anarchie règne en maîtresse et détruit la discipline dans la vie intérieure et dans le service actif des unités.

La préparation morale en vue de l'offensive continuait quand même.

Le 8/21 juillet, le Comité du front prit la décision de ne pas attaquer; le 18/1er juillet, il tourna casaque et émit une décision contraire à celle du 8/21 juin. Le 1/14 juin, le Comité de la deuxième armée décida de ne pas attaquer; il annula le 20/3 juillet sa résolution. Le Comité des députés soldats et ouvriers de Minsk défendit d'aller à l'attaque par 123 voix contre 79. Tous les comités de la 169e division d'infanterie décidèrent d'exprimer la défiance au Gouvernement provisoire et de considérer l'offensive comme « une trahison envers la Révolution »... La campagne contre le Pouvoir se traduisit par toute une série de destitutions de chefs supérieurs, à quoi contribuèrent, dans la majorité des cas, les comités. Immédiatement avant le commencement de l'opération, ont été forcés de quitter lé commandement : le commandant d'un corps d'armée, le chef d'un Etat-Major et le chef d'une division d'un des plus importants corps de choc. Un pareil sort fut réservé à soixante chefs en tout, en commençant par le chef d'un corps d'armée pour finir par le chef d'un régiment...

Mesurer tout le mal dont l'institution des comités fut la cause n'est pas facile. Le principal vice de cette organisation est le manque d'une discipline intérieure. Un arrêt consolant émis par la majorité des membres du comité n'est pas suffisant. Cet arrêt est appliqué par un membre quelconque du Comité; c'est pour cela qu'un bolchevique, se couvrant du titre de membre du Comité, semait plus d'une fois sans encombre des germes de troubles et d'émeute.

En résultat, trop de paroles et trop de pouvoirs. Au lieu de l'affermissement du pouvoir, son discrédit. Ainsi le chef militaire, pris en tutelle, contrôlé, tantôt élu, tantôt destitué, discrédité de toutes les façons, de-

vait quand même avec autorité et vaillance conduire les hommes au feu.

C'était dans de telles conditions morales que se préparait l'opération. Le déploiement n'était pas achevé. Mais la situation sur le front Sud-Ouest exigeait un prompt secours. L'ennemi y avait envoyé de mon front trois à quatre divisions. Je résolus donc d'attaquer avec les hommes qui, en apparence au moins, étaient restés fidèles à leur devoir.

Pendant trois jours consécutifs, notre artillerie réduisit à néant les tranchées ennemies; elle y fit des ravages incroyables, occasionna à l'ennemi des pertes cruelles, nettoya le chemin devant notre infanterie. Presque toute la première zone avait été déchiquetée; nos chaînes de tirailleurs avaient visité les batteries ennemies. L'enfoncement promettait de se développer en une grande victoire si longtemps attendue...

Mais j'ai recours aux extraits de la description de la bataille : (1)

« Les unités de la 28e division d'infanterie avancèrent pour prendre position quatre heures seulement avant le commencement de l'attaque; de plus, du 109e régiment n'arrivèrent que deux compagnies et demie avec quatre mitrailleuses et trente officiers; du 110e régiment il n'arriva que la moitié; deux bataillons du 111e, ayant occupé les crevasses, ne consentirent pas à avancer; dans le 112e régiment, les soldats par dizaines s'en allaient à l'arrière...

« Les unités de la 28e division furent accueillies par une forte canonnade, par le feu intense des mitrailleuses et par la fusillade; elles se couchèrent devant leurs fils de fer barbelés, ne trouvant pas en elles de force pour avancer. Certaines unités de chocs et de volontaires du régiment de Voljsk, où s'était formé un peloton d'officiers, réussirent à s'emparer de la première ligne, mais à cause du feu intense elles ne purent s'y maintenir et, vers midi, la 28e division était revenue à son point de départ, très éprouvée, surtout

(1) Extrait du compte rendu de l'Etat-Major du front.

dans son cadre d'officiers. Sur le secteur de la 51e division, l'attaque commença à 7 h. 5 min. Le 202e de Gori et le 204e d'Ardagano-Mikhaïlovsky, ainsi que deux compagnies du régiment de Poti, s'élancèrent d'un fougueux élan à travers les lignes ennemies; ils tuèrent à la baïonnette les défenseurs des premières lignes et à 7 h. 30 min., ils attaquaient la troisième ligne. L'enfoncement fut si impétueux et si inattendu que l'adversaire n'eut pas même le temps d'ouvrir le feu de barrage. Le 201e de Poti, qui devait suivre ceux qui étaient allés à l'attaque, arrivé à la première ligne de nos tranchées, refusa d'aller plus loin et, de telle sorte, les unités qui enfoncèrent le front allemand ne purent être soutenues à temps. Les unités de la 134e division, qui suivaient le régiment de Poti, en raison de l'encombrement des tranchées par les *Potitsi* et aussi en partie à cause du feu devenu intense de l'artillerie ennemie, ne purent pas exécuter leur tâche; quelques-unes de ces unités occupèrent nos crevasses; les autres se dispersèrent. Ne voyant pas venir de secours ni en arrière, ni sur les flancs, les *goritsi* et les *ardagantsi* se troublèrent. Certaines compagnies ayant perdu tous leurs officiers commencèrent à reculer lentement, et leur exemple fut suivi par les autres, cependant sans une pression accentuée du côté des Allemands qui, au commencement de la retraite de nos unités, n'ouvrirent contre eux qu'un feu assez fort de mitrailleuses... Les unités de la 29e division n'eurent pas le temps de prendre des dispositions de combat, parce que les soldats, à cause du changement subit dans leur disposition d'esprit, n'avançaient qu'à contre-cœur. Le 114e régiment du flanc droit refusa d'avancer un quart d'heure avant l'attaque commandée; il fallut faire avancer à sa place le régiment d'Erivan de la réserve du corps d'armée. Pour des raisons non élucidées, le 116e et le 113e régiments n'avancèrent pas à temps voulu...

« La poltronnerie et le manque de discipline de certaines unités arrivèrent à un tel point que les commandants furent obligés de prier notre artillerie de ne

pas tirer parce que le tir de nos batteries provoquait la panique dans nos rangs »... (1).

Voici une autre description de la bataille par le commandant d'un corps n'ayant pris le commandement qu'à la veille de l'opération et qui, par cela même, pouvait apprécier impartialement les préparatifs de l'opération :

« ...Il y avait toutes les données pour la réussite de l'opération : un plan soigneusement élaboré, une puissante artillerie travaillant magnifiquement, un temps favorable qui empêchait les Allemands de se servir de la prépondérance de leurs engins d'aviation, notre supériorité numérique, des réserves pouvant être avancées à temps voulu, l'abondance des munitions, de plus le choix heureux du secteur à attaquer nous permettant de disposer notre artillerie à proximité des tranchées ennemies sans être aperçus de lui, une grande quantité de bouches à feu pouvant être bien dissimulées grâce à la figuration du terrain, l'insignifiante étendue entre les deux fronts et, enfin, l'absence d'obstacles naturels entre les deux lignes adverses qui auraient exigé le forcement sous le feu de l'ennemi. En outre, le façonnement de la mentalité des soldats par les Comités, le commandement et les discours du Ministre de la Guerre Kerenski, qui avaient abouti à persuader les soldats à faire le premier pas en avant toujours le plus difficile.

« Un succès, un éclatant succès, couronna ces efforts avec comparativement des pertes insignifiantes de notre part. Les trois premières lignes fortifiées furent forcées et occupées par nous; devant nous il n'y avait plus que quelques fortins et la bataille aurait pu prendre bientôt le caractère d'une bataille de rase campagne; l'artillerie ennemie fut réduite au silence, plus de 1.400 Allemands furent faits prisonniers, un grand nombre de mitrailleuses capturées, ainsi que du butin de toute sorte. En outre, l'ennemi subit de gros-

(1) Extraits du compte rendu de l'Etat-Major du 20e corps d'armée.

ses pertes en tués et en blessés par le feu de notre artillerie et on peut dire avec certitude que les unités que nous avions devant nous furent, pour un temps assez long, mises hors de combat...

« C'est tout au plus si sur le front de notre corps d'armée tiraient, d'un feu espacé, trois à quatre batteries ennemies et, de temps en temps, trois à quatre mitrailleuses. Les coups de fusils étaient espacés...

« Mais la nuit vint...

« Immédiatement commencèrent à m'arriver d'inquiétants rapports de la part des commandants d'unités combattantes : c'était la retraite, de leur propre chef, d'une masse de soldats, par compagnies entières, de la première ligne qui n'était pas attaquée. Certains commandants ajoutaient que dans plusieurs régiments la ligne de feu ne restait occupée que par le commandant avec son état-major et plusieurs soldats »...

L'opération était irrémédiablement manquée.

... « Ayant vécu en un même jour la joie de la victoire, arrachée à l'ennemi dans des conditions si peu favorables, et toute l'horreur de l'abandon volontaire des fruits de cette victoire par la masse des combattants, victoire pourtant aussi nécessaire à la patrie que l'eau et l'air, je compris que nous, les chefs, étions impuissants à influencer la psychologie fatale de la masse, et longtemps et amèrement je pleurai »... (1)

Cette opération sans gloire occasionna cependant des pertes sérieuses, qu'il serait difficile d'évaluer avec précision vu la foule de fuyards. Par les points principaux d'évacuation, on a enregistré vingt mille blessés environ. Je m'abstiendrai, pour le moment, de conclure dans un sens quelconque, mais le pourcentage sur le genre et la gravité des blessures donnerait à réfléchir : 10 0/0 de blessures graves, 30 0/0 de blessures aux doigts et à la main, 40 0/0 de blessures anodines (2), pour lesquelles sur les points d'évacuation on a trouvé inutile de changer les pansements.

(1) Extraits du compte rendu du 1er corps d'armée sibérien.
(2) 20 0/0 de contusionnés et de malades.

C'est de la sorte que se termina cette opération.

Jamais encore je n'eus à combattre dans des conditions aussi avantageuses en ce qui concerne la prépondérance du nombre des baïonnettes et du matériel de guerre. Jamais encore la situation ne promettait de plus brillantes perspectives. Sur un front de 19 verstes, j'avais 184 bataillons contre 29 bataillons ennemis; 900 bouches à feu contre 300 ennemies; 138 bataillons furent mis en œuvre contre les dix-sept de la première ligne allemande.

Et tout cela s'en alla en fumée.

De toute une série de rapports des chefs, on peut conclure que la disposition d'esprit des troupes reste aussi indécise qu'avant la bataille.

J'ai convoqué avant-hier les commandants d'armées et je leur ai posé les questions suivantes :

— Leurs armées pouvaient-elles opposer une résistance efficace à une offensive ennemie, soutenues par leurs réserves?

La réponse fut négative.

— Leurs armées seraient-elles capables de tenir ferme contre une attaque entreprise par les forces que nous avions présentement devant nous.

A cette question, deux commandants d'armées répondirent d'une façon imprécise, conditionnelle. Le commandant de la 10e armée répondit affirmativement.

L'opinion générale fut : « Nous n'avons plus d'infanterie »...

Quant à moi, je dirai plus :

— Nous n'avons plus d'armée. *Et il est indispensable de la recréer coûte que coûte.*

Les nouvelles lois du Gouvernement, orientant l'armée sur des voies à suivre, n'ont pas encore pénétré dans la conscience des masses et pour cela il est difficile de savoir quelle impression elles peuvent produire. Il est clair cependant qu'avec les répressions seules on ne parviendra pas à tirer l'armée de l'impasse où elle se trouve.

Lorsqu'on répète à tout propos que la propagande bolchevique est la raison de la démoralisation de l'armée, je proteste. Cela n'est pas exact. L'armée fut désorganisée par d'autres, et les bolcheviques ne sont que la vermine immonde qui pullula dans les abcès purulents de son organisme.

L'armée fut démoralisée par les nouvelles lois de ces quatre mois derniers; par les individus qui, par une cruelle ironie du sort, étant des hommes d'idées et hautement honorables, méconnaissent totalement les réalités de la vie en général et particulièrement de la vie de l'armée, et ignorent en même temps les lois historiques de son développement.

Au début, cette désorganisation se faisait sous la pression du Soviet des députés soldats et ouvriers, institution visiblement anarchique à sa naissance. Cette manière de faire se transforma ensuite en un système fatal et plein d'erreurs.

Peu de temps après sa nouvelle promotion, le Ministre de la Guerre me dit :

« La « révolutionisation » du pays et de l'armée est achevée. Il faut commencer dès à présent une œuvre créatrice... »

La déclaration de la loi sur les droits des soldats est promulguée.

Tous les chefs sans exception affirment que cette déclaration consommait la ruine de l'armée. L'ancien généralissime, le général Aléxéief, télégraphia que cette déclaration était « le dernier clou enfoncé dans le cercueil préparé pour l'armée russe »... L'ancien commandant en chef du front Sud-Ouest, le général Broussilof, ici même à Moghilev, à la réunion du Conseil des Commandants en Chef, déclara qu'on pourrait encore sauver l'armée et même la faire marcher à l'attaque à la seule condition de ne pas promulguer la déclaration. Mais personne ne nous écouta.

Par le paragraphe 3, il est octroyé le droit d'émettre ses opinions politiques, religieuses, sociales et *autres* librement et ouvertement. Par ce paragraphe la politique inonda l'armée.

Les soldats de la deuxième division caucasienne des grenadiers, qui fut disloquée, étaient sincèrement perplexes. Ils disaient : « Pourquoi nous disloque-t-on ? On nous a donné le droit d'émettre nos opinions librement où et quand nous voulons, et maintenant on nous disperse »...

Et ne croyez pas qu'une si large interprétation des « libertés » ne soit propre qu'à la masse obscure. Non. Lorsque la 169e division d'infanterie fut arrivée à sa complète démoralisation et lorsque tous ses comités, en des expressions tranchantes, émirent leur méfiance au Gouvernement provisoire, et un refus catégorique d'attaquer, je donnai l'ordre de la disloquer. Mais je me heurtai à une complication imprévue : les commissaires trouvèrent que juridiquement, dans le cas présent, il n'y avait pas d'élément de crime puisque verbalement et par écrit tout était permis. Pour qu'il y eût crime, il serait indispensable qu'il y eût un refus effectif d'exécuter l'ordre d'attaquer...

Le paragraphe 6 octroie au destinataire le droit de recevoir sans aucune exception tous journaux et livres... L'armée fut inondée par la malfaisante littérature défaitiste (bolchevique). Quelle fut la pitance de notre armée et évidemment aux frais des subsides de l'Etat, c'est-à-dire de l'argent de la nation, on peut s'en convaincre par le compte rendu du « Bureau militaire de Moscou » qui, à lui seul, fournit au front la littérature dans les proportions suivantes :

A partir du 24 mars jusqu'au 1er mai, furent déversés sur le front : 7.972 ex. de la *Pravda,* 2.000 ex. de la *Pravda des soldats,* 30.375 ex. du journal *Social-Démocrate,* etc...

Du 1er mai au 11 juin : 61.525 ex. de la *Pravda des soldats,* 32.711 ex. du journal *Social-Démocrate,* 6.999 ex. de la *Pravda,* etc...

Une pareille littérature était distribuée parmi les paysans « par l'intermédiaire des soldats ». (1)

Le paragraphe 14 défendait de punir sans jugement aucun militaire. Naturellement cette « liberté » était

(1) Compte rendu dans le journal *Le Front* n° 25.

réservée uniquement aux soldats, car on continuait à punir cruellement les officiers par l'application du châtiment extrême : on les chassait.

Quel en fut le résultat?

La Direction principale de la Justice militaire, sans même en référer à la Stafka, en vue de l'urgente démocratisation des tribunaux militaires, leur proposa d'arrêter leur fonctionnement, à l'exclusion des affaires d'une gravité exceptionnelle comme, par exemple, la trahison. On enleva aux chefs le pouvoir disciplinaire. Les tribunaux disciplinaires, en partie ne fonctionnaient pas et, en partie, étaient « boycottés ». (On ne les élisait pas.)

Le code judiciaire fut complètement exclu de l'armée.

Ce « boycottage » des tribunaux disciplinaires et le rapport d'une unité refusant d'élire les jurés sont très instructifs. Le législateur peut se heurter à un phénomène semblable en ce qui concerne les nouveaux tribunaux révolutionaires. Et dans ce cas, il faudra avoir recours à la nomination des membres du jury par le Gouvernement.

Par suite de toute une série de mesures législatives, l'autorité et la discipline sont annulées, le corps d'officiers insulté; on lui exprime sans ambages la méfiance et l'irrespect.

Les membres du haut commandement, sans en exclure les commandants en chef, continuent à être chassés de l'armée comme des domestiques.

Dans un de ses discours sur le front Nord, le Ministre de la Guerre, soulignant l'étendue de son pouvoir, prononça cette phrase significative :

« Je puis, en vingt-quatre heures, chasser tous les membres du Haut Commandement de l'armée et l'armée ne m'en voudra pas. »

Dans les discours adressés aux troupes du front Ouest, je trouve :

« Dans l'armée du tzar on vous forçait à aller au moyen de knouts et de mitrailleuses...

« ...Les généraux du tzar vous conduisaient à l'abat-

toir, mais maintenant chaque goutte de votre sang est précieuse... »

Moi, commandant en chef, je restais debout au pied de la tribune érigée pour le Ministre de la Guerre, et mon cœur se contractait douloureusement. Ma conscience me disait :

« C'est faux. Mes tirailleurs de fer, n'étant qu'au nombre de huit et ensuite de douze bataillons, ont capturé plus de 60.000 prisonniers et 43 canons... Et jamais je ne les ai contraints à aller au feu au moyen de mitrailleuses. Je n'ai pas conduit mes troupes à l'abattoir à Mézoliabortch, Loutovisko, Loutsk, Tchartorisk. Ces noms glorieux sont bien connus de l'ancien commandant en chef du front Sud-Ouest... »

Mais on pourrait tout pardonner, on pourrait tout endurer si cela était nécessaire à la victoire, si cela pouvait animer les troupes et les relever pour la marche en avant...

Je me permettrai de tracer ici un parallèle.

Sur notre front, dans le 703e régiment, le membre des Soviets bien connu, Sokolof, vint avec d'autres délégués à Petrograd. Il était arrivé dans le noble but de combattre les ténèbres de l'ignorance et de la dissolution morale qui se manifestèrent particulièrement dans ce régiment. On l'assomma sans pitié. Nous tous, nous manifestâmes une indignation révoltée envers la horde sauvage des gredins. Tous étaient d'accord de réagir contre cette manifestation de sauvagerie. Les comités de tous rangs décrétèrent une série de résolutions réprobatrices. Le Ministre de la Guerre, en des discours menaçants, flétrit la conduite honteuse des Souramptsy. Il envoya un télégramme de condoléances à Sokolof.

Voilà un autre tableau...

Je me rappelle bien le mois de janvier 1915 à Loutovisk. Par un froid intense, dans la neige jusqu'à la ceinture, un héros sans peur, le colonel Noskof (1), amputé d'un bras, dans les rangs de mes tirailleurs, sous un feu meurtrier, conduisait son régiment à l'attaque des abords escarpés et presque inabordables de

la hauteur 304. A ce moment, la mort l'avait épargné. Et voilà qu'aujourd'hui, deux compagnies vinrent, demandèrent à voir le général Noskof, l'entourèrent, le massacrèrent et s'en furent.

Je demande à M. le Ministre de la Guerre : A-t-il stigmatisé ce crime avec toute la force de son éloquence enflammée; a-t-il fait sentir la force de son courroux et la pesanteur de son pouvoir aux assassins indignes; a-t-il envoyé un télégramme de condoléances à la famille désolée du héros tombé sous les mains des assassins?...

Et quand on nous eut enlevé tout pouvoir, toute autorité, quand on eut enlevé l'âme et le sens de cette idée « chef », on nous a cruellement giflés avec le télégramme de la Stafka : « Les chefs qui montreront de la mollesse dans le commandement seront destitués et livrés à la justice »...

Non, Messieurs! Ce n'est pas par de pareilles menaces que vous ferez peur à ceux qui, dans leur effort désintéressé de servir la Patrie, lui offrent leur vie.

Comme résultat final, les chefs supérieurs se scindèrent en trois catégories : Les uns, sans s'arrêter aux difficiles conditions de la vie et du service, le cœur saignant, remplissent leur devoir d'honneur jusqu'au bout; les autres, découragés, se font emporter par la vague, et les derniers agitent frénétiquement le drapeau rouge et, par habitude héritée des temps du joug tatare, rampent devant les nouveaux dieux de la Révolution aussi bien qu'ils rampaient devant les tzars.

Le cadre d'officiers... Il m'est terriblement pénible d'aborder cette question pleine de cauchemars. Je serai bref.

Sokolof, qui pénétra plus avant dans la vie de l'armée, a dit :

« — Je ne pouvais m'imaginer quels martyrs étaient vos officiers... Je m'incline devant eux. »

Oui. Aux temps les plus ténébreux de l'autocratie tzarienne, les *opritchniki* et les gendarmes ne soumettaient pas ceux qui étaient censés être des criminels à

(1) *Cf. page* 24.

une question morale, à une persécution pareilles à celles que souffrent à présent les officiers, mourant pour la Patrie, de la part de la masse obscure dirigée par le rebut de la Révolution.

On les offense à chaque pas. On les maltraite; on les bat. Oui, on les bat! Mais ils ne s'adresseront pas à vous avec une plainte. Ils ont honte, mortellement honte. Et solitaires, dans un coin de leur *zemlianka,* beaucoup d'eux pleurent en silence leur humiliation et leur malheur...

Il n'est pas étonnant que beaucoup d'officiers trouvent l'unique issue de leur situation dans la mort dans le combat. Avec quel calme épique et quel tragisme secret résonnent les paroles d'un rapport :

« En vain, les officiers marchant en avant tentaient de faire avancer les hommes. A ce moment, à la redoute N° 3, se montra le drapeau blanc. Alors quinze officiers avec une poignée de soldats seuls coururent de l'avant. On ne sait ce qu'ils sont devenus. Ils ne revinrent pas... » (1)

La paix éternelle soit avec les héros! Et que leur sang retombe sur la tête des conscients et inconscients bourreaux.

L'armée est en ruines. Des mesures héroïques sont indispensables pour la diriger sur le droit chemin :

1° De la part du Gouvernement provisoire la reconnaissance de son tort et de sa faute envers le cadre d'officiers qui accepta avec joie la nouvelle de la Révolution et dont le sacrifice d'innombrables vies pour la Patrie et le noble et sincère élan n'ont été ni compris, ni appréciés.

2° Petrograd, étranger complètement à l'armée, ne connaissant rien de son existence, de sa vie et des bases historiques de son évolution, ne doit pas s'ingérer dans la codification de la justice militaire. Il faut octroyer la pleine puissance au Généralissime, ne répondant que devant le Gouvernement provisoire.

Il faut :

3° Eliminer toute politique de l'armée.

(1) Compte rendu du 38e corps d'armée.

4° Annuler la « déclaration » dans sa partie principale. Supprimer les commissaires et les comités en changeant graduellement les fonctions de ces derniers. (1)

5° Rendre aux chefs leurs pouvoirs. Rétablir la discipline et les formes extérieures de l'ordre et de la bienséance.

6° Nommer à des grades supérieurs, non seulement suivant le critérium de jeunesse et de détermination, mais aussi suivant l'expérience du service et de la guerre.

7° Créer dans la réserve des unités choisies de trois sortes d'armes, respectant la loi, pour servir de bouclier contre une révolte des soldats et contre les terreurs de la démobilisation future.

8° Introduire des tribunaux révolutionnaires militaires et la peine de mort pour l'arrière des armées et pour les civils commettant des crimes identiques.

Si vous me demandez si ces mesures pourront donner des résultats salutaires, je crois pouvoir répondre franchement : oui, mais pas immédiatement. Il est facile de désagréger l'armée, mais pour la recréer il faut du temps. Mais au moins ces mesures donneront la base, le terrain, l'appui pour construire une armée solide et puissante.

Nonobstant la démoralisation de l'armée, il est indispensable de continuer la lutte, quelque difficile qu'elle soit; même avec la perspective de retraite dans le fond de la Russie. Il faut que nos alliés ne comptent pas sur une prompte aide au moyen de notre offensive. Mais nous tenant sur la défensive et même en reculant, nous attirons sur nous d'énormes forces ennemies, lesquelles, étant libres et tournées vers l'Ouest, écraseraient d'abord nos alliés et nous achèveraient ensuite.

Sur ce nouveau chemin de croix, la nation russe et l'armée russe rencontreront peut-être beaucoup de sang, de privations et de calamités. Mais à la fin luit un avenir lumineux.

(1) Explication donnée pendant le discours du Ministre de la Guerre.

Il y a un second chemin : celui de la trahison. Il donnerait un répit momentané à notre pays éprouvé... Mais la malédiction de la traîtrise ne donnera pas le bonheur. Au bout de ce chemin, c'est l'esclavage politique, moral et économique.

Le destin de la Patrie dépend de son armée.

Et moi, au nom des généraux ici présents, je m'adresse au Gouvernement provisoire :

Conduisez la vie nationale vers la vérité et la lumière sous le drapeau rouge de la liberté. Mais donnez-nous la possibilité réelle, pour la cause de cette liberté, de conduire nos armées au combat sous nos anciens drapeaux guerriers desquels — n'ayez crainte — sont effacés les noms des autocrates, effacés réellement dans nos cœurs aussi. Ils n'existent plus. Mais il y a la Patrie. Il y a la mer du sang versé. Il y a la gloire des victoires passées.

Mais vous, vous avez piétiné nos glorieux drapeaux dans la boue.

Maintenant le temps est venu de les ramasser : soulevez-les et inclinez-vous devant eux.

16/29 juillet 1917.

STAFKA.

Les pages émouvantes du Général Denikine montrent le drame suprême de la Révolution. Née pendant la guerre, elle s'est trouvée devant cette alternative : — mener jusqu'à leur terme les dogmes de la Révolution socialiste et internationaliste et, pour cela, ruiner, devant l'ennemi, l'armée ancienne; — ou garder l'armée hors de la politique, sauver la Russie, son indépendance nationale et son honneur.

La Révolution russe n'a pas hésité. Elle a dit : Périssent l'armée et, avec elle, la patrie, mais que nos principes triomphent.

L'ASSEMBLEE DE MOSCOU

12/25 Août. — 15/28 Août.

Pendant que l'armée se décompose, les politiciens parlent. Je note, avant de rendre compte de la conférence, que Boris Savinkof, second du Ministre de la Guerre, donne sa démission à la veille de l'Assemblée. Il renonce à ses fonctions parce qu'il voit l'impossibilité de faire accepter le projet de réforme militaire auquel le général Kornilof et lui travaillent. On ne sait, au moment où Savinkof donne sa démission, si le général Kornilof conservera son poste. Le Conseil des troupes cosaques demande que le général Kornilof soit maintenu. La démission de Savinkof n'est pas acceptée. Une décision sera prise après l'assemblée de Moscou.

Les *Birjevya Viédomosti* fixent de la façon suivante dans un article le but de l'Assemblée Nationale :

D'après l'idée première du Gouvernement qui l'organise, elle doit réaliser l'union de toute la nation autour des problèmes d'Etat du moment. Pendant les tragiques jours de juillet, lorsque le Gouvernement attaqué par les bolcheviques et la contre-révolution (?) chercha du secours auprès de la nation, l'idée de la conférence semblait si claire et si apte à grouper toutes les classes et correspondait si bien à l'état d'esprit général qui était de soutenir le Gouvernement provi-

soire contre l'anarchie, que la conférence ne provoquait aucune inquiétude. Aujourd'hui, à l'heure où l'Assemblée nationale s'ouvre, les nuages s'amoncellent de droite et de gauche et le pays alarmé redoute l'orage et la tempête.

Quelle est la cause de cette profonde métamorphose?

Des modifications se sont produites non pas à l'extérieur, mais dans la situation politique intérieure. Actuellement la démocratie accuse nettement la bourgeoisie d'intentions agressives, et la bourgeoisie reproche à la démocratie et au Gouvernement leurs fautes anciennes... Une atmosphère d'hostilité sépare de plus en plus les deux partis qui sont appelés par l'histoire à décider du sort de la Russie révolutionnaire. Et derrière ces deux adversaires dont le Gouvernement sollicite la collaboration au nom de la Russie, de son intégrité, de sa grandeur et de sa liberté, sont encore debout les ennemis avoués et cachés de la Russie et de la Révolution : l'ennemi au front et les partisans de l'ancien régime à l'arrière...

On aperçoit distinctement le gouffre au bord duquel a été amenée la Russie, ce gouffre qui a cessé d'être une figure de rhétorique.

Et le pays, suspendu au-dessus de ce gouffre, espère en l'Assemblée de Moscou qui pourrait être le salut. Si elle remplit les espérances qu'on fonde sur elle, la Russie ne sera pas vaincue et la Révolution sera sauvée.

Mais, si non? Si la conférence, au lieu de rester une plate-forme nationale comme le désire le Gouvernement, se transforme en une arène politique, elle peut marquer le commencement de la fin de la Révolution et des plus grands malheurs pour la Russie.

Le 12/25 août, au Grand Théâtre de Moscou, Kerenski ouvre l'Assemblée Nationale par un grand discours. Il déclare que le Gouvernement n'a pas convoqué les représentants du pays pour assister au spectacle de leurs discordes intes-

tines, mais pour leur dire ouvertement la vérité sur les souffrances actuelles de la patrie torturée et épuisée.

Et tout de suite il profère des menaces contre ceux qui ont cherché à

lever une main armée sur le pouvoir du peuple. Il faut que tous sachent que cette tentative sera arrêtée par le fer et par le sang.

Ceci regarde, je suppose, les émeutes maximalistes de juillet. Kerenski ajoute tout de suite:

Qu'ils fassent encore plus attention ceux qui pensent que le temps est venu où ils pourront, en s'appuyant sur les baïonnettes, renverser le Pouvoir révolutionnaire.

Ayant ainsi menacé les adversaires de droite et de gauche, Kerenski passe à la description de l'anarchie qui menace la Russie. Il montre les villes affamées, les transports désorganisés, la baisse de la production industrielle et du travail des fabriques, l'égoïsme de ceux qui possèdent (1). L'esprit politique fait défaut à la Russie nouvelle.

La tendance s'accentue de plus en plus, pour les différentes nationalités de l'Etat russe, de chercher leur salut non pas dans une union toujours plus intime avec les forces vives de l'Etat, mais dans un désir de plus en plus déterminé de séparer leur destin d'avec

(1) Notons, en passant, que les Russes excellent dans ces sombres peintures. Ils s'y complaisent. Je pourrais citer nombre de tableaux vraiment achevés et parfaits de composition sur ce thème favori de la Révolution : « Lamentations sur la ruine de la Russie. »

le nôtre. Enfin, la Russie révolutionnaire a subi une grande épreuve et une honte intolérable lorsqu'une partie des troupes russes, sous la pression des forces ennemies, par lâcheté et méprisable poltronnerie, ont reculé, oubliant leur devoir envers la Patrie et la liberté conquise.

Puis il revient à ceux qui cherchent à détruire le régime nouveau issu de la Révolution :

Ici, dit-il, à des essais d'attaque directe ou de complots cachés, ici est la limite de notre patience. Et tous ceux qui dépasseront cette limite se rencontreront avec le Pouvoir qui, par ses répressions, obligera les criminels à se rappeler ce qui se passait sous l'ancienne autocratie... J'ai mis un terme aux attentats qui pouvaient détruire l'Etat russe. Et aujourd'hui, avec la même décision, avec la même volonté et la même force, je mettrai un terme aux tendances de ceux qui voudraient profiter du grand malheur de la Russie. Et quels que soient les ultimatums qui me seront présentés, je saurai les soumettre à la volonté du Pouvoir suprême et à ma volonté à moi, qui suis le chef de ce Pouvoir. L'absence de puissance créatrice et les efforts vers cette puissance, la lutte continuelle, c'est l'héritage de l'ancien régime. C'est la maladie de la Russie qui a été inoculée pendant des centaines d'années au peuple russe parce que le pouvoir d'Etat haï pouvait gouverner seulement en lançant une partie de la population contre l'autre... Pour vous et pour moi, il n'y a pas de Patrie sans liberté, et il n'y a pas de liberté sans Patrie. Je voudrais pouvoir trouver des mots surhumains pour vous exprimer toute l'effroyable horreur qui s'empare de chacun de nous quand nous regardons l'ensemble de la situation, quand nous regardons de tous côtés et que nous voyons le danger partout... Je ne parlerai pas d'un programme détaillé. Nous nous arrêterons sur ce qui a été dit à plusieurs reprises devant tout le peuple dans la déclaration du Gouvernement provisoire. Maintenant est venu le temps de

renforcer, de consolider et de défendre les droits conquis et l'Etat russe lui-même. Venez-vous ici, à la face du monde entier et de nos ennemis, comme une grande force nationale, vous pardonnant les uns aux autres au nom du bien général, ou bien voulez-vous montrer au monde un nouveau tableau d'effondrement et de ruine digne du mépris que nous jettent nos ennemis et ceux qui attendent le moment de nous frapper dans le dos?

Nous voulons et nous obtiendrons que nul n'ose abaisser la Russie au second rang parmi les puissances mondiales. Nous ne demandons pas d'amabilités et nous n'avons pas besoin d'indulgence. (Tempête d'applaudissements.)

Voici un passage sur la peine de mort :

Déjà, en qualité de Ministre de la Justice, j'ai proposé au Gouvernement provisoire la suppression de la peine de mort (Applaudissements et bravos) et, en qualité de Ministre de la Guerre, j'ai proposé au Gouvernement provisoire le rétablissement partiel de la peine de mort. (Bravos.) Comment peut-on applaudir quand il s'agit de la peine de mort? (Vifs applaudissements.) Est-ce que vous ne savez pas qu'en ce moment a été tuée une partie de notre âme humaine? Mais, si cela est nécessaire pour le salut de l'Etat, nous tuerons notre âme, mais nous sauverons l'Etat... Avant tout je dois dire d'ici à toute l'armée qu'elle doit être du haut en bas un exemple de discipline, de soumission des jeunes aux anciens et de tous au Pouvoir suprême.

Et il finit par cette phrase :

Maintenant, avec notre pouvoir illimité, le fer en main et avec toutes les forces de l'appareil de répression du pouvoir gouvernemental, nous irons droit où il y a violence et arbitraire.

La journée du 13/26 août est consacrée tout entière aux débats particuliers des divers partis et groupes. Ces débats sont parfois violents; les

socialistes veulent rompre avec les bourgeois et ceux-ci avec les socialistes; la politique du Ministre-Président est vivement critiquée; mais les résolutions votées portent généralement un caractère conciliant.

Le 14/27, le Général Kornilof arrive à Moscou. Lorsqu'il entre dans sa loge, le centre et la droite de l'Assemblée lui font une longue ovation. Un instant après, la gauche salue l'arrivée de Kerenski par les cris de : « Vive la Révolution, vive la République ». La droite répondit par les cris de : « Vive le Général Kornilof ». Ainsi, dès le début de l'Assemblée, s'accentue l'antagonisme entre le Ministre-Président et le Généralissime.

Lorsque Kerenski prend la parole pour annoncer que le Général Kornilof va exposer la situation de l'armée sur le front, de vifs applaudissements éclatent dans toute la salle à l'exception de l'extrême-gauche à laquelle on adresse de la droite des interpellations violentes. Kerenski est obligé d'intervenir pour ramener le calme et dit :

Je prie l'Assemblée de garder le calme et d'écouter le premier soldat du Gouvernement provisoire avec le respect dû à son rang et au Gouvernement provisoire.

Le Général Kornilof dit, dès les premiers mots, qu'il n'est pas assuré que l'armée russe remplira sans fléchir son devoir envers la patrie. Une propagande funeste y continue encore. Il énumère toute une série de meurtres d'officiers par les soldats et d'abandons de positions par des régiments entiers.

L'ennemi, dit-il, s'avance sur Riga. Si l'état de notre armée ne nous donne pas la possibilité de tenir sur les bords du golfe de Riga, le chemin de Petrograd sera ouvert. Pour rendre à l'armée sa force combative, il faut l'application immédiate des mesures que j'ai proposées au Gouvernement provisoire.

Si même, à la grande honte de la Russie, il était nécessaire de conclure la paix, celle-ci ne pourrait pas être faite, car la démobilisation ne saurait avoir lieu dans l'armée telle qu'elle est aujourd'hui, et la masse indisciplinée des soldats, dans une débâcle désordonnée, pillerait son propre pays. (C'est juste. Applaudissements.) Il est nécessaire de rendre aux officiers leur prestige et leur autorité et d'améliorer leur situation matérielle (cris à gauche : Ah! ah!), celle de leurs familles, des veuves et des orphelins qu'ils laissent... Je ne suis pas ennemi des comités, mais leur activité doit s'exercer dans certaines limites, et ils ne doivent pas s'immiscer dans les ordres d'opérations et dans la nomination des chefs. Je considère les commissaires comme indispensables à l'heure actuelle; mais ils doivent témoigner d'un esprit politique démocratique, agir avec tact et énergie et ne pas craindre les responsabilités... Il n'y a pas d'armée sans arrière... Les mesures prises sur le front doivent être également prises à l'arrière... De plus, notre réseau de chemin de fer est dans un état qui ne lui permettra pas d'assurer au mois de novembre le ravitaillement de l'armée. Je n'ai pas besoin de vous décrire les résultats qui peuvent en découler.

Le Général Kornilof parle ensuite de la production dans les usines qui a diminué de 60 0/0 et pour l'aviation de 80 0/0.

Si nous continuons ainsi, notre armée se trouvera bientôt dans le même état qu'au printemps 1915, état qui provoqua la retraite de Pologne, de Galicie et des Carpathes. Je ne doute pas que le Gouvernement n'adopte sans retard les mesures que je lui ai pro-

posées. Il est impossible d'admettre que leur mise en vigueur dépende chaque fois d'une nouvelle défaite ou de la perte d'une partie de notre territoire. Si le relèvement de la discipline dans l'armée a commencé après la déroute de Tarnopol, la perte de la Galicie et de la Bukovine, on ne peut pas admettre que l'ordre à l'arrière soit acheté au prix de la perte de Riga, ou qu'une circulation normale sur les chemins de fer nous coûte la Moldavie ou la Bessarabie.

Je crois au génie, au bon sens du peuple russe; je crois au salut du pays, à l'avenir brillant de notre Patrie. Mais je dois déclarer qu'il n'y a pas une minute à perdre. Il faut de la décision et l'application ferme et inébranlable des mesures indiquées.

La salle tout entière, excepté un petit groupe de représentants du Comité exécutif des Soviets, applaudit le général pendant plusieurs minutes.

Le Général Kalédine parle au nom des Cosaques et déclare que le Gouvernement Provisoire peut être assuré du soutien complet des Cosaques à la condition que la guerre soit menée jusqu'à la victoire finale en union étroite avec nos Alliés :

Il ne doit pas y avoir de place, dit-il, dans le Gouvernement pour les défaitistes.

Le Général Kalédine demande que la politique soit exclue de l'armée et les Comités supprimés, que la déclaration des droits du soldat soit révisée, la discipline relevée et affermie par les mesures les plus sévères, le droit disciplinaire des chefs rétabli et que toutes les mesures indispensables pour affermir la discipline sur le front soient aussi appliquées à l'arrière. Il termine en demandant que la Constituante se réu-

nisse à Moscou, véritable capitale du pays russe.

Tchkeidzé, éternel président des Soviets, lit la déclaration de la démocratie révolutionnaire. J'y relève cette phrase :

Tout essai de détruire les organisations démocratiques, de creuser un fossé entre elles et le Pouvoir, ou de faire du Pouvoir une arme dans les mains des classes privilégiées possédantes, est non seulement une trahison envers la Révolution, mais une trahison directe envers la Patrie.

Discours innombrables de droite et de gauche.

Choulguine, Maklakof, Tzéretelli, Goutchkof et bien d'autres parlent.

Le 15/28 août, l'orgie de discours continue. Quinze ou vingt personnes qualifiées exposent leurs vues personnelles sur la situation et les desseins des groupes qu'elles représentent. Le Général Aléxéief trace un tableau terrible de l'armée russe révolutionnaire. Le prince Kropotkine essaie, mais vainement, d'amener la démocratie russe à rompre avec le Zimmerwaldisme. Il obtient un vif succès; mais il ne faut rien en conclure, car tous les orateurs, à quelque parti qu'ils appartiennent, sont également applaudis pour peu qu'ils aient du souffle et qu'ils sachent parler en public.

L'Assemblée est levée le 15/28 au soir.

Quels seront les résultats de l'Assemblée de Moscou? On y a dépensé beaucoup d'éloquence; mais s'est-on mis d'accord sur un programme précis? M. Kerenski a-t-il formulé d'une façon

claire les buts poursuivis par le Gouvernement et les moyens qu'il compte employer pour les atteindre? Les journaux de tous les partis sont également satisfaits. Le *Diélo Naroda* de Tchernof et les *Izvestya* assurent que la démocratie a remporté une grande victoire. Le *Novoié Vremya* lui-même, parlant du discours de Tzéretelli, croit qu'on arrivera à l'union nécessaire.

Mais comment assurera-t-on le salut de la patrie? Nous n'en savons rien. Pour sauver la Russie, il faut rendre à l'armée sa force combattive; mais je vois bien d'ici qu'il y a un abîme entre les Généraux Kornilof et Alexéief et la démocratie des Soviets. Les généraux veulent rétablir la peine de mort, rendre aux officiers leur pouvoir disciplinaire, rétablir la discipline. Mais les Soviets entendent qu'on ne touche pas aux organisations démocratiques créées par la Révolution. Kerenski saura-t-il à temps prendre un parti? Voilà la question tragique de l'heure où nous sommes et sur laquelle l'avenir prochain nous renseignera.

L'ARMEE ET LES COMITES

Sur la question des Comités à l'armée, j'ai un document intéressant que je reproduis ci-dessous. C'est l'état des Comités constitués dans la seule ville de Pskof, siège du Grand Quartier Général des armées du front Nord-Ouest. Il faut noter que la liste ne comprend que les Comités principaux; qu'en plus de ceux qui y sont indiqués, chaque unité, de la compagnie à l'armée, en passant par le bataillon, le régiment, la division et le corps, a ses innombrables Comités spéciaux. On reste effaré à voir le pullulement prodigieux des Comités en quelques mois. On estime que les membres des Comités de l'armée russe montent à plus de 400.000 hommes qui, naturellement, ne remplissent qu'imparfaitement leur devoir militaire et dont toute l'activité est occupée par les travaux des Comités. Leur nombre est double de celui des soldats qui composent aujourd'hui l'armée roumaine. Ces camarades ne font plus que de la politique. Les Soviets les regardent travailler avec admiration; ils représentent l'idée démocratique sur le front. L'anarchie est telle à l'armée que les Comités élus y représentent tout de même un esprit d'ordre. Souvent ils luttent, et de façon heureuse, contre les tendances des soldats qui ne forment plus qu'une grande masse obscure et désordonnée. Lorsqu'ils sont en contact avec des officiers intelligents, ils rendent quelquefois des services.

Si on les supprimait brutalement, ce qui est impossible, l'anarchie serait pire encore. Chez les chefs, le Général Kornilof, comme chez Boris Savinkof, adjoint du Ministre de la Guerre, on voit la nécessité de les conserver jusqu'au jour où les chefs auront repris sur les troupes une autorité matérielle et morale suffisante pour qu'on puisse se passer des Comités.

Voici cette longue liste. Il faudrait le génie d'un Rabelais pour l'animer et la rendre vivante sous les yeux du lecteur. En la lisant j'ai pensé à l'énumération du joyeux Panurge lorsqu'il établit une liste célèbre dont chaque item commence par C.

FRONT NORD

Comités de Groupe d'armées

1° Comité des organisations unifiées de l'armée et de l'arrière du front Nord (en abrégé : Komorsiev).

2° Comité exécutif des Soviets des députés des soldats, des ouvriers et des paysans de la région Nord-Ouest (en abrégé : Uskodopsiev). Sa section se trouve au Comité de l'armée.

3° Comité exécutif du Soviet des députés des soldats et des ouvriers.

4° Comité des troupes de l'Etat-Major du commandant en Chef des Armées du front Nord.

5° Comité du détachement de la Chancellerie du Directeur général du Ravitaillement des Armées du front Nord.

6° Comité des troupes de la Direction du Chef des Communications militaires du front Nord.

7° Comité de la Compagnie de la Direction du Chef des Communications militaires du front Nord.

8° Comités de la direction de radio-télégraphie du front Nord.

a) Comité du détachement des scribes de la Direction de radio-télégraphie du front Nord.

b) Comité du détachement de la station radio-télégraphique de relèvement de l'Etat-Major du front Nord.

c) Comité du détachement des automobilistes de la station radio-télégraphique de l'Etat-Major du front Nord.

d) Comité du détachement de la section radio-télégraphique de corps d'armée de la Direction de l'Administrateur du radio-télégraphe du front Nord.

e) Comité de la radio-télégraphie de l'Etat-Major du front Nord.

f) Comité du détachement de l'atelier et du dépôt de radio-télégraphie du front Nord.

g) Comité du détachement d'instruction de radio-télégraphie de campagne.

9° Comité des troupes de la Direction des automobiles du front Nord.

10° Comité régimentaire du dépôt des automobiles du front Nord.

11° Comité régimentaire de la Compagnie de réserve des automobiles du front Nord.

12° Comité des troupes du centre de ravitaillement du front Nord.

13° Comité de Compagnie de l'Etat-Major du Commandant en Chef des armées du front Nord.

FRONT NORD

COMITÉS D'ARMÉE (*pour une seule armée*)

1° Comité exécutif du Soviet des députés des soldats de l'Armée.

2° Commission militaire sociale et technique du Comité exécutif des officiers de l'Armée.

3° Comité exécutif des Médecins militaires.

4° Comité exécutif des Dentistes.

5° Comité exécutif des Vétérinaires.

6° Comité exécutif des Sœurs de Charité.

7° Comité exécutif des Infirmiers (aides-chirurgiens) militaires.

8° Comité exécutif des Infirmiers (aides-chirurgiens) vétérinaires.
9° Comité exécutif des soldats Lithuaniens.
10° Comité exécutif des Ukrainiens.
11° Comité exécutif des soldats musulmans.
12° Comité exécutif des régiments de tirailleurs Lettons.
13° Comité exécutif des soldats Esthoniens.
14° Comité exécutif des soldats Géorgiens.
15° Comité exécutif des tchinovniks militaires (des fonctionnaires militaires).
16° Comité exécutif des fonctionnaires de l'Intendance.
17° Société des officiers du corps de l'Etat-Major.
18° Comité exécutif auto-technique.
19° Comité exécutif des fonctionnaires (tchinovniks) militaires subalternes.
20° Comité exécutif des scribes de la 4e catégorie.
21° Comité exécutif des scribes de l'Armée.
22° Comité exécutif des radio-télégraphistes.
23° Comité exécutif des officiers de l'Etat-Major de l'Armée.
24° Comité exécutif militaire polonais.

Il y a certainement quelque chose de monstrueux dans la multiplication soudaine des Comités. Croirait-on que les malades des lazarets militaires se sont formés en Comités et qu'ils se sont arrogé des droits exorbitants? Ils pèsent sur les médecins chefs pour les obliger à signer la réforme de certains blessés guéris et en état de retourner sur le front. Dans plusieurs ambulances que je connais, les médecins ayant refusé de céder à la pression du Comité des malades, ceux-ci les ont simplement massacrés. Il y a plus, ces mêmes Comités prétendent décider de l'opportunité des opérations. Ils déclarent que

tel malade sera opéré et que tel autre ne le sera pas. On touche ici à la folie, mais elle n'est pas confinée dans les salles des hôpitaux militaires. La Révolution a déchaîné dans la Russie entière une crise de folie générale dont les manifestations sont visibles, et dans la politique, et dans l'administration, et dans tous les domaines de la vie sociale où les individus ne cherchent plus qu'à former des Comités et qu'à déraisonner en groupes et sous-groupes. Cette maladie sévit au Palais d'Hiver à Petrograd et dans les villages les plus reculés de l'immense Russie. Si la crise dure, elle amènera la ruine définitive du pays et de la Révolution.

L'AFFAIRE KORNILOF

Septembre 1917.

Après l'Assemblée de Moscou, la vie politique reprend son cours ancien. Il devient bientôt évident que l'Assemblée Nationale n'a apporté aucune force au Gouvernement qui ne sait où s'appuyer et louvoie entre les partis sans prendre de décision. Le procès de décomposition s'accentue dans la vie économique, dans l'armée et dans l'administration. A quoi bon en décrire au jour le jour les phases? C'est alors qu'éclate l'affaire du Général Kornilof qui va précipiter les événements et mener à l'allure accélérée la Révolution à son terme fatal, le maximalisme. Je crois donc plus utile, pour l'intelligence des faits qui suivront, de tracer ici un récit complet de l'affaire Kornilof. Par mes relations personnelles avec le Général qui m'a confié des documents de première main et de grande importance, par ce qu'il a bien voulu y ajouter de vive voix, par ma liaison ancienne avec Boris Savinkof qui y joua un rôle de premier plan, par mes rapports nouveaux avec Philonenko qui y fut mêlé, je suis à même de publier ici l'histoire véritable du drame qui secoua la Russie révolu-

tionnaire pendant la première quinzaine de septembre et eut comme suite la chute de Kerenski et du Ministère de coalition et la prise du pouvoir par les maximalistes.

J'ai en mains un mémoire écrit par le général Kornilof et que j'ai publié dans son intégrité dans le *Petit Parisien* à la date des 30 novembre au 4 décembre. Le général Kornilof y retrace sa vie pendant les premiers mois de la Révolution jusqu'à son arrestation à Moghilev. D'autre part, les dépositions de tous les personnages qui ont été mêlés de près ou de loin à l'affaire Kornilof ont été publiées et forment un dossier grâce auquel la vérité est aujourd'hui connue dans son détail. C'est une histoire tragique entre toutes les histoires tragiques qu'a vécues la Révolution russe. Elle s'y trouve comme résumée tout entière et la minute où Kerenski a dû prendre parti entre l'armée et l'ordre, d'un côté, la fidélité aux alliés, le respect des engagements solennels de la Russie auxquels est attachée son indépendance même et, d'autre part, la politique démagogique des Soviets, est la minute qui a décidé du sort de la Révolution russe.

Des origines du conflit, j'ai parlé déjà. J'ai montré le général Kornilof appelé au poste de généralissime un peu avant la date où Boris Savinkof était nommé adjoint au Ministre de la Guerre Kerenski (7 août), entreprenant d'accord avec celui-ci et soutenu par Philonenko, haut commissaire à la Stafka, le projet de réforme militaire qu'il jugeait indispensable pour rendre à l'armée sa valeur combative et lui per-

mettre de défendre la Patrie contre l'ennemi extérieur.

⁂

Le général Kornilof prit contact avec les Soviets à Petrograd lorsqu'il y fut appelé au commandement du district militaire de la capitale au mois de mars par le Gouvernement provisoire et sur la recommandation du général Alexéief. Il ne fut pas longtemps avant de comprendre que, dans les conditions nouvelles créées par la Révolution, l'autorité d'un chef militaire ne pouvait s'exercer normalement, et cela, surtout à Petrograd, où le Soviet avait déjà des exigences despotiques. Lors des émeutes du commencement de mai, le Soviet annula les ordres donnés par Kornilof et se substitua à lui. Le général présenta sa démission et, après plusieurs semaines, reçut enfin le commandement de la 8e armée dont le quartier général était à Czernovitz. C'est là que je le retrouvai à la fin de ce mois et qu'il accompagna M. Albert Thomas dans une visite aux troupes sur le front. J'ai dit plus haut la part qu'avait prise la 8e armée dans l'offensive commencée le 1er juillet et qu'elle seule sauva l'honneur militaire de la Russie. Le général Kornilof fut alors nommé commandant du Sud-Ouest sur lequel se produisit, dans la première quinzaine de juillet, la débâcle de Tarnopol.

La préparation de l'offensive, la façon dont l'offensive elle-même se déroula, le refus de nombreuses unités de prendre la relève des trou-

pes de première ligne, l'affreuse déroute enfin de Tarnopol où l'armée lâcha pied sans même être attaquée par l'ennemi, il n'en fallait pas tant pour confirmer le général Kornilof dans l'idée qu'il s'était déjà formée à Petrograd que les principes révolutionnaires que la démagogie russe propageait à l'armée amèneraient fatalement sa ruine et la ruine du pays. Il commença à parler d'un projet de réforme militaire avec le commissaire militaire de la 8e armée, Boris Savinkof. Appelé au poste de généralissime des armées russes, il continua son travail dont l'essentiel peut se ramener à ceci : rétablir la peine de mort sur le front, rendre aux officiers le pouvoir disciplinaire, limiter l'action des comités et la ramener en quelque sorte à un contrôle d'intendance, voilà pour le front. Mais ces mêmes mesures devaient être appliquées à l'arrière où les troupes vivaient dans un état d'anarchie tel que les relèves que l'on envoyait des dépôts sur le front gangrenaient immédiatement les éléments encore sains de l'armée; donc, à l'arrière aussi rétablissement de la peine de mort et de la discipline. Les usines travaillant pour la défense nationale devaient être militarisées, de même que le personnel des chemins de fer. En effet, le désordre croissait sur les voies ferrées et on pouvait entrevoir que dans un délai très rapproché les chemins de fer ne seraient plus en état de ravitailler normalement l'armée sur le front.

Tous les détails de ce projet de réforme étaient communiqués à Boris Savinkof au Ministère de

la Guerre dont les idées s'harmonisaient avec celles du généralissime. Mais Boris Savinkof et le général Kornilof trouvaient une résistance tenace chez le Ministre-Président, Kerenski.

Le louvoyant Kerenski ne pouvait pas se décider à prendre parti. Il savait que les Soviets s'opposeraient au projet Kornilof-Savinkof et, dans un moment où chaque minute comptait, où les Allemands faisaient des préparatifs pour une offensive sur Riga, ne pensait qu'à une chose : gagner du temps. Le 15 août, le général se rendit à Petrograd pour voir le Ministre-Président et, si possible, pour exposer ses vues au Gouvernement. Kerenski le reçut assez sèchement et se plaignit que toutes les demandes du généralissime eussent presque le caractère d'ultimatum. Kornilof causa avec Savinkof. L'attitude énergique qu'avait prise Savinkof dans la question de réforme militaire avait amené un refroidissement entre lui et Kerenski qui ne le recevait plus au rapport personnel. Comme on le sait, à la veille de l'Assemblée de Moscou, Savinkof fut obligé de donner sa démission qui ne fut pas acceptée immédiatement. En fait, il reprit ses fonctions au lendemain de l'Assemblée. A Moscou même, le Gouvernement fit tous ses efforts pour empêcher le général Kornilof d'exposer la situation véritable de l'armée et du pays. Il aurait voulu que le généralissime se bornât à parler de l'armée sur le front, mais comme on l'a vu dans le récit que j'ai donné de l'Assemblée de Moscou, le général Kornilof considéra de son

devoir de dire toute la vérité, et son discours fit sensation.

« Le 31 août, les Allemands attaquèrent sur le front de la douzième armée (texte du rapport écrit dans sa prison par le général Kornilof); le matin du 2 septembre tomba Riga. Bien que le point probable de l'attaque allemande fût à l'avance connu de nous et que, d'après les ordres du commandant du front nord et du commandement de la 12e armée, des réserves importantes eussent été massées sur les points d'attaque, nos troupes, sans opposer une résistance tenace, rendirent à l'ennemi une forte position, fortifiée, couverte par une ligne de défense de première classe, la Dvina. Sur le front de Riga se répéta, à peu de chose près, l'histoire de la débâcle de Tarnopol; la cavalerie, l'artillerie, les sections de mitrailleuses, les détachements de partisans et quelques éléments d'infanterie remplirent leur devoir envers la Patrie; les autres, le reste de l'infanterie s'enfuit en désordre, abandonnant l'artillerie ou se rendant prisonniers. Mon attention ayant été attirée sur les divergences importantes que présentaient, d'une part, les rapports du commandant de la 12e armée, général Parski, et du commissaire de l'armée Voitinski et, d'autre part, les rapports des commandants des corps de cette même armée, j'ordonnai au commandant du front, général Klembowski, de commencer une enquête sur cette affaire et de traduire le général Parski et le commissaire Voitinski devant un tribunal militaire pour faux rapports.

Les nouvelles qui nous arrivaient à la Stafka montraient que la flotte allemande préparait une opération et une descente dans le golfe de Riga. Des bateaux allemands et des trawlers relevaient nos mines dans le détroit d'Irbenn. Les aéroplanes allemands faisaient de nombreuses reconnaissances sur les îles Dago et Œsel et des sous-marins allemands posaient une barrière de mines dans les détroits qui mènent du nord au golfe de Riga. A ce même temps, nos usines de poudre et les dépôts d'artillerie de Kasan sautaient;

des milliers de mitrailleuses et un million d'obus étaient détruits. Des tentatives criminelles étaient faites sur nos usines à Odessa et dans d'autres endroits. Sur le front, l'anarchie se développait. Dans l'armée de la Garde on avait tué le commandant de la 3e division d'infanterie Hirchfeld et le commissaire de l'armée Lindé. De l'intérieur du pays je recevais de toutes parts des lettres sur les actes de violence commis contre des particuliers et sur la ruine complète de la vie nationale ».

La prise de Riga causa une grande émotion à Petrograd. Avec la facilité d'imagination qui est propre aux Russes, on voyait déjà les Allemands près de la capitale et on craignait surtout les zeppelins ennemis dont les bases étaient pourtant distantes de cinq cents kilomètres.

Cependant, Kerenski ne se décidait pas à accepter le projet de réforme Kornilof-Savinkof. Le Soviet de Petrograd, à l'unanimité moins quatre voix, vota contre le rétablissement de la peine de mort, après un discours de l'internationaliste Martof-Zederbaum, à qui je ne ferai pas l'honneur de répéter ici les arguments qu'il a apportés pour soutenir sa thèse. Mais il faut noter que Tséretelli eut le courage, au prix de sa popularité, de défendre la peine de mort.

Savinkof m'a raconté qu'il se présenta par trois fois chez le Ministre-Président insistant avec la plus extrême énergie pour l'amener à donner sa signature au projet. A la dernière entrevue, après une nuit entière passée en discussions et dans laquelle Savinkof n'hésita pas à employer les menaces, Kerenski, la mort dans l'âme, se décida à apposer sa signature au projet

si longtemps repoussé. Mais il fallait encore qu'il fût soumis au Gouvernement et accepté par lui. C'est à cette date que Savinkof, dès le projet signé, se rendit à la Stafka auprès du généralissime dont l'exaspération était à son comble.

Je reprends ici le récit même du généralissime.

Le 6 septembre je convoquai à la Stafka les commissaires et les délégués du front pour leur faire connaître le projet sur les fonctions nouvelles des commissaires et des comités. Ce jour, comme nous ouvrions la conférence, arriva à la Stafka Savinkof, qui vint directement du train chez moi. Avec lui entrèrent le chef d'état-major, général Loukomski, et le commissaire auprès du généralissime, Philonenko, qui avait été le chercher à la gare. Savinkof déclara qu'il devait et désirait me parler seul à seul. Loukomski et Philonenko sortirent de mon cabinet.

Savinkof dit que Kerenski, chef reconnu des partis de gauche et moi, sur qui, à son avis, tous les partis politiques de droite de la Russie fondaient leurs espoirs, devaient marcher la main dans la main et qu'une mésentente entre nous amènerait un conflit très grave. C'est pourquoi il estimait que son premier devoir était de préparer un terrain d'entente sur lequel Kerenski et moi, par un travail commun, pourrions créer un pouvoir vraiment fort et durable. Je déclarai que je n'étais pas le chef des partis de droite, mais que je m'accordais avec lui sur ce point qu'une mésentente entre Kerenski et moi pourrait avoir des suites funestes. Je déclarai que, bien que je ne prétendisse pas exercer une influence en faveur de telle forme de gouvernement, puisqu'on s'intéressait à mon opinion, j'étais prêt à déclarer ouvertement que, selon moi, Kerenski était un homme de caractère faible, facilement soumis aux influences du dehors, ne connaissant pas les affaires à la direction desquelles il était placé. Personnellement, je n'avais rien contre lui. Je

pensais qu'un gouvernement sans Kerenski pourrait aussi remplir sa tâche.

Après un long examen de la situation du pays, nous tombâmes d'accord que, étant donnés les rapports actuels des partis politiques, la participation de Kerenski au pouvoir était décidément désirable. Je déclarai ensuite que j'étais prêt à soutenir Kerenski de toute façon, si le bien de la patrie l'exigeait. Savinkof me répondit qu'il était heureux d'entendre les mots que je venais de prononcer.

Tout cela a été confirmé par Savinkof dans sa conversation avec moi, par fil direct, le 9 septembre, à 5 h. 50. Les extraits de cette conversation sont donnés dans la pièce 12. La suite des événements du 6 septembre et ma conversation avec Savinkof sont relatés dans le « procès-verbal de la visite du gérant du Ministère de la Guerre, Savinkof, à Moghilev, le 6 et 7 septembre 1917 ». Dans ce procès-verbal, établi par moi et les généraux Loukomski et Romanovski, a été relaté tout ce qui a été dit entre Savinkof et moi, en présence de ces deux généraux. Voici le procès-verbal:

« Le 6 septembre, Savinkof arriva directement du train chez le généralissime. Vinrent avec lui le général Loukomski et le commissaire Philonenko. Après les salutations dans le cabinet du généralissime, Savinkof déclara qu'il voulait causer avec le général Kornilof seul à seul. Le général Loukomski et Philonenko sortirent.

La conversation de Savinkof avec le général eut comme thème la nécessité de rapports étroits entre le généralissime et le ministre président, car Savinkof comptait que ces deux personnalités, étant à la tête des deux grands partis politiques actuels, devaient marcher la main dans la main. Ensuite Savinkof montra au général les projets de loi qui avaient été élaborés d'après les demandes formulées par le général Kornilof pour être soumis au Gouvernement provisoire.

Ce même jour, après le dîner, à 9 heures du soir, se réunirent dans le cabinet du généralissime, Kornilof, Savinkof, Loukomski et Philonenko. On discuta la ques-

tion des comités et des commissaires; Savinkof et Philonenko protestèrent contre le général Denikine, qui n'arrivait pas à établir des rapports satisfaisants avec les commissaires et les comités et montrèrent le danger d'avoir à la tête des armées des généraux avec qui il était difficile de travailler d'une façon amicale et les répercussions que cela pouvait avoir sur le moral des troupes. Les généraux Kornilof et Loukomski s'élevèrent vivement contre la possibilité de déplacer à la légère des généraux remarquables pour la seule raison qu'ils avaient eu quelques difficultés avec les comités.

On posa en fait que, si les nouvelles fonctions des commissaires et des comités étaient établies d'une façon tout à fait précise, il n'y aurait plus place pour des frottements. Le nombre des bons généraux est si peu élevé qu'on ne peut les sacrifier pour des malentendus.

Ensuite Savinkof posa la question de la limite du gouvernement militaire de Petrograd, qu'on devait séparer du district militaire de Petrograd, tout en formant une armée spéciale pour défendre les approches de Petrograd. On fit entrer dans le cabinet le général Romanovski et le colonel Baranovski, chef de cabinet du Ministre de la Guerre, lesquels apportèrent les cartes, et le colonel Baranovski indiqua quelles seraient les limites du Gouvernement qu'il jugeait nécessaires. Après quelques discussions les frontières furent fixées.

Avant l'arrivée du général Romanovski et après le rapport du colonel Baranovski sur la nécessité de constituer un Gouvernement militaire de Petrograd, Savinkof, s'adressant au général Kornilof, dit à peu près, mot pour mot :

« Ainsi, Lavre Georgiévitch, vos exigences seront satisfaites par le Gouvernement provisoire dans les jours prochains, mais en même temps et à la suite de cette mesure, le Gouvernement craint que des troubles sérieux éclatent à Petrograd. Vous savez, sans doute, que l'on craint, à Petrograd, une sortie des extrémistes, le 10 ou le 11 septembre. Si cette sortie est pour une cause ou une autre remise, la publication de

vos demandes, approuvées par le Gouvernement, serait un prétexte pour la manifestation des extrémistes. Quoique nous ayons assez de troupes à notre disposition, nous ne pouvons pas compter absolument sur elles, d'autant plus que nous ne savons pas comment le Soviet recevra la nouvelle loi. Peut-être se prononcera-t-il contre le Gouvernement, et alors, nous ne pouvons pas compter sur les troupes. C'est pourquoi je vous prie de donner des ordres pour que le 3e corps de cavalerie soit vers le 10 septembre dans les environs de Petrograd, et mis à la disposition du Gouvernement provisoire. Si aux extrémistes se joignent les membres du Soviet, il nous faudra agir contre eux aussi. Je vous prie seulement de ne pas mettre à la tête du 3e corps de cavalerie le général Krymof, qui ne nous paraît pas particulièrement désirable. C'est un excellent général pour la guerre, mais il est moins bon pour le genre d'opération qui peut avoir lieu. »

Sur ces entrefaites, entra le général Romanovski et les limites du gouvernement militaire de Petrograd furent définitivement fixées. Ensuite Savinkof revint à la question de la possibilité d'écraser l'émeute des extrémistes et du Soviet si ce dernier marchait contre le Gouvernement. Savinkof ajouta que la répression devait être décisive et impitoyable. Kornilof répondit qu'il ne comprenait pas les répressions autrement, que des instructions seraient données en conséquence, qu'il avait déjà fait passer devant le tribunal des chefs qui avaient permis aux soldats de tirer en l'air et que, s'il y avait émeute par les extrémistes et les Soviets, elle serait étouffée avec la dernière énergie.

Le colonel Baranovski, qui était assis près de la table, ajouta à son tour : « Certainement, il est nécessaire d'agir avec la plus grande décision et de frapper un coup si fort que toute la Russie le ressente. »

Savinkof, s'adressant au général Kornilof, dit ensuite qu'il était nécessaire pour éviter un malentendu et pour que la sortie des extrémistes n'eût pas lieu avant qu'on eût le temps de concentrer près de Petrograd

le corps de cavalerie, de déclarer le Gouvernement militaire de Petrograd en état de guerre et de publier la nouvelle loi des réformes militaires. Comme le Gouvernement provisoire devait savoir exactement à quel moment déclarer l'état de guerre et publier la nouvelle loi, il fallait que le général Kornilof télégraphiât à lui, Savinkof, exactement le moment où le 3e corps serait près de Petrograd. Après cela, Savinkof et Baranovski sortirent.

Comme preuve de l'entente du général Kornilof avec le gérant du Ministère de la Guerre Savinkof, voici le texte du télégramme chiffré, envoyé le 9 septembre à 2 h. 40 : « Gérant Ministère Guerre. — Le corps sera concentré près Petrograd le 10 au soir. Je vous prie de déclarer Petrograd en état de guerre le 11 au matin. — Numéro 6394, général Kornilof. Signent : le général Kornilof, le général Loukomski et le général Romanovski. »

A ce procès-verbal, il faut ajouter que Savinkof me demanda de remplacer, si c'était possible, la division des troupes indigènes du Caucase (qui se trouvait à Dno) par de la cavalerie régulière, car il ne paraissait pas « désirable d'employer les montagnards du Caucase pour assurer la liberté russe ». Je promis de faire tout le nécessaire et chargeai mon chef d'Etat-Major de demander au front du nord et au front du centre s'ils pouvaient mettre à la disposition du général Krymof une brigade de cavalerie qui ne fût pas cosaque.

Enfin, je crois nécessaire de donner l'extrait suivant de la conversation que j'ai eue à ce sujet avec Savinkof, par fil direct, le 9 septembre :

— Savinkof dit : « ... Je crois nécessaire, pour établir la vérité historique, de déclarer que, *suivant les instructions du Ministre-Président*, je vous ai demandé un corps de cavalerie pour réaliser l'état de guerre à Petrograd et pour écraser tout soulèvement contre le Gouvernement provisoire d'où qu'il vienne. »

A cette conversation par fil direct, assistaient, à Pe-

trograd, Savinkof et Maklakof; à la Stafka, Philonenko. (1)

Savinkof m'a raconté lui-même cette soirée historique à la Stafka. Il avait trouvé le général Kornilof au comble de l'exaspération devant les lenteurs et les atermoiements du Gouvernement, qui ne se décidait pas à accepter le projet de réformes militaires. Riga venait d'être pris et les ministres socialistes continuaient à ergoter sans agir. Savinkof, comme on l'a vu, put lui montrer le projet signé par Kerenski.

Savinkof rentre à Petrograd. Le jour même arrive à la Stafka un nouveau personnage dont l'apparition va faire éclater le drame latent entre Kerenski et Kornilof, V. N. Lvof, ancien procureur du Saint-Synode sous le Gouvernement provisoire. Longtemps, son action a été incompréhensible. On ne voyait pas quel mobile le poussait et qui il espérait servir. Aujourd'hui la lumière s'est faite et voici des points certains. Le général Kornilof, dans la même pièce, raconte de la façon suivante l'arrivée de Lvof.

Le 7 septembre, Savinkof quitta Moghilev. Le même jour, au matin, survint V. N. Lvof, que j'avais vu deux fois aux séances du Conseil des Ministres alors que je commandais le district militaire de Petrograd, et dont

(1) Je fais remarquer ici l'importance de ce procès-verbal par lequel il est établi que ce n'est pas le général Kornilof qui a préparé l'envoi de troupes de cavalerie sur Petrograd, mais que c'est à la demande même du Gouvernement que ces troupes ont été concentrées près de la capitale. Dans l'esprit du gouvernement, elles devaient servir à réprimer les désordres inévitables qu'amèneraient la proclamation d'état de siège à Petrograd et la promulgation du code de réforme militaire.

je savais qu'il avait été membre de la Douma impériale et chef du Saint-Synode. En dehors des saluts échangés, nous ne nous étions jamais parlé.

A son entrée dans mon cabinet, Lvof dit :

— Je viens à vous, chargé d'une mission de Kerenski. (1)

Je souligne que Lvof était envoyé auprès de moi, que je ne l'avais pas vu depuis le mois d'avril, que je le connaissais à peine,et qu'il m'était envoyé par Kerenski. Comme preuve, je donne la note prise des pourparlers de Lvof avec les membres de la première Douma Aladine, qu'on m'a transmise le 12 septembre (pièce 14). Dans la note on parle d'un certain Dobrinski que je n'ai jamais vu et je n'ai appris ces pourparlers que par la lecture de cette note qu'Aladine m'a remise le 12 septembre. Lvof me dit de la part de Kerenski que si, selon moi, la présence de Kerenski à la tête du Gouvernement ne lui donne pas la force et la stabilité nécessaire, il est prêt à quitter le Pouvoir; mais qu'il consentirait à rester au pouvoir s'il pouvait compter sur mon soutien. Lvof me demanda de formuler mon programme et de dire mon opinion sur les propositions de Kerenski.

Je lui exposai l'état général du pays et de l'armée (situation sur le front, préparatifs de descente allemande sur les rives du golfe de Riga, la possibilité d'un mouvement sur Revel et Petrograd, l'assassinat du chef de la troisième division d'infanterie, général Hirshfeld, et du commissaire de l'armée spéciale Linde; l'incendie des dépôts de poudre et d'artillerie de Kazan), je déclarai que, selon ma conviction profonde, la seule issue était une dictature et la proclamation de l'état de guerre dans tout le pays; j'ajoutai que personnellement je ne prétendais pas au pouvoir et étais prêt à me soumettre immédiatement à celui

(1) Ce point a été établi contre Kerenski, qui niait avoir donné aucune mission à Lvof, par la déposition de V. N. Lvof devant la Commission d'enquête ainsi que de plusieurs autres témoins.

qui prendrait les pouvoirs de dictateur, que ce fût Kerenski, le général Aléxéief, le général Kalédine ou tout autre.

Lvof répondit que la possibilité n'était pas exclue d'une telle solution; que le Gouvernement lui-même, dans la situation actuelle du pays, arriverait à comprendre la nécessité d'une dictature et me proposerait probablement de la prendre.

Je lui répliquai que, partisan d'un pouvoir fort, je ne refuserais pas la dictature si elle m'était offerte. Je chargeai Lvof de dire à Kerenski, que, quelle que fût mon opinion sur son caractère, ses qualités et sur ses rapports avec moi, je jugeais sa participation au pouvoir, ainsi que celle de Savinkof, absolument nécessaire. En outre, je fis savoir par lui à Kerenski que, d'après mes renseignements, des troubles extrémistes seraient prochains et qu'on préparait un attentat contre lui. Aussi je demandai à Kerenski de venir à la Stafka pour prendre une résolution définitive et que je lui garantissais, sur ma parole d'honneur, une sécurité complète.

Ayant écouté ma déclaration, Lvof, sans doute touché, dit : « Général, vous êtes l'homme le plus noble que j'aie vu. »

A la fin de notre conversation, Zavoiko, qui me servait d'ordonnance, entra avec un rapport. Je répétai en sa présence la substance des déclarations que j'avais faites.

Il importe de retenir que V. N. Lvof avait une mission de Kerenski. Que l'objet de cette mission fût vague, qu'elle prêtât à des malentendus, ne nous en étonnons pas. La précision d'esprit n'est pas monnaie courante dans la Révolution russe. Lvof s'est, sans doute, exagéré l'importance de sa mission. Il a cru jouer un grand rôle. Le fait est qu'il rentre à Petrograd tout

gonflé de son importance. Il a arrangé les affaires du pays; on lui devra la constitution du pouvoir fort dont chacun rêve depuis les premiers jours de la Révolution. Du train, il se rend au Palais d'Hiver vers les deux heures, le samedi 8. Kerenski est occupé et le remet à 9 heures du soir.

Lvof, en attendant son entretien avec le Ministre-Président, court la ville et se répand en discours éloquents sur l'action décisive par laquelle il a réussi à faire l'entente entre Kornilof et Kerenski, grâce à quoi un pouvoir fort va sauver la Russie.

Les propos de Lvof qui arrive de la Stafka font sensation. Ils sont immédiatement rapportés aux Soviets où ils créent une profonde émotion. Les Soviets comprennent que les mesures prises par Kornilof et Kerenski sont dirigées contre eux. La proclamation de l'état de siège, les troupes de cavalerie amenées à Petrograd, la promulgation du Code de réformes militaires avertissent les Soviets de leur sort. Ils sentent passer le frisson de la mort.

Ils délèguent aussitôt quelques-uns de leurs membres chez Kerenski. Cette visite des envoyés du Soviet à six heures du soir chez le Ministre-Président n'a pas été connue. Je la tiens de la bouche du général Kornilof lui-même, lorsque j'ai eu l'honneur de le voir dans les circonstances émouvantes que je relaterai plus bas. C'est à six heures du soir, le 8 septembre, que Kerenski a fait une subite volte-face. Il est prouvé qu'il avait signé le Code de réformes militaires, et

que ses envoyés à la Stafka, Savinkof et le colonel Baranovski, qui est son beau-frère, avaient arrangé en son nom le transport des troupes de cavalerie à proximité de la capitale, la proclamation de l'état de siège et la promulgation du Code de réformes militaires. Il l'avait fait sous pression du généralissime et de Savinkof, mais il avait accepté leur plan.

Maintenant, à cette minute, devant les délégués des Soviets, il faiblit. Il ne peut résister aux objurgations et aux menaces de ses frères socialistes. Il se souvient de son passé. Il a été le premier représentant des Soviets au pouvoir. Il restera leur homme. En un clin l'œil, il a pris parti. Pour se laver complètement aux yeux de ses coreligionnaires, il faut une rupture complète avec Kornilof. La chose n'est pas difficile. Le généralissime est un homme d'honneur et confiant. Le tromper est facile. Déjà Kerenski a combiné dans sa tête la comédie qu'il jouera et dont les rubans de l'appareil Hughes sont les témoins irrécusables.

On voit à quel point la visite des émissaires du Soviet est importante pour l'histoire de cette journée. Sans elle tout est incompréhensible. Comment Kerenski, à 9 heures du soir, aurait-il eu le temps de décider l'attitude nouvelle qu'il va prendre, la rupture avec le généralissime, la comédie à l'appareil Hughes? Il y avait là un point resté obscur. L'intervention des Soviets à 6 heures explique tout.

Quels furent les délégués du Soviet?

Un homme d'esprit, M. Philonenko, a imaginé

la petite histoire suivante que lui a inspirée la politique dans l'ombre des Soviets, leur agitation néfaste et occulte.

« Il a paru, dit-il à peu près, pendant la Révolution un être monstrueux qui a six jambes, six bras, un seul corps, trois visages, une barbe, trois langues et pas de cerveau. Cet être bizarre a un nom. Il s'appelle Lieberdanngotz (1). Il intervient aux heures décisives, dans les moments critiques, lorsque la tempête éclate. Quand le gouvernement a pris une grande décision sur une question de principe, lorsqu'il est décidé à agir avec la dernière énergie, lorsque Kerenski a renoncé à prononcer un discours passionné, quand Nekrassof déclare qu'il n'enverra pas de circulaire et que Terechtchenko, dans un accès de patriotisme et d'abnégation, annonce qu'il va donner sa démission, quand tout est prêt et que la réforme va paraître au *Bulletin Officiel,* voilà que, dans l'ombre du soir, un monstre à six jambes et sans crâne se hâte vers le Palais d'hiver, gravit un escalier de service, arrive jusqu'à la porte du Ministre-Président, la pousse, lève trois bras en l'air et de ses trois langues module un « *Tzit* », inquiétant et impérieux.

« C'en est fait de la réforme. Elle s'en va rejoindre les autres projets avortés. Et Kerenski recommence à parler dans le vide, Nekrassof à désorganiser l'administration et Terechtchenko à diriger le Ministère des Affaires Etrangères. »

(1) Des trois noms de Lieber, Dann, Gotz, tous trois représentants éminents de l'esprit des Soviets, de la politique des couloirs et des conciliabules dans l'ombre, tous trois juifs.

Lieberdanngotz est venu chez Kerenski le 8 septembre à 6 heures du soir et le sort de la Révolution russe a été consommé.

Nous avons vu que Kerenski avait signé, la mort dans l'âme, le projet de réformes militaires. Il avait fallu la prise de Riga, les objurgations de Savinkof pour venir à bout de la faiblesse de Kerenski et le décider à prendre parti. Une démarche des Soviets et le voilà revenu à ses hésitations antérieures. Il n'y aura pas de réformes militaires, Kornilof sera sacrifié et avec lui la Russie. Peu importe; l'esprit des Soviets et de la Révolution triomphe.

A neuf heures Kerenski reçoit Lvof. Son plan est fait. Aux premiers mots du petit personnage, il feint la surprise. Pourtant il sait tout ce que Lvof va lui dire. Il ne le laisse pas achever. A peine Lvof a-t-il parlé de la constitution d'un pouvoir fort, d'un nouveau gouvernement dont le chef serait le généralissime, Kerenski bondit, en proie à un accès de colère subit; il quitte son cabinet, suivi de Lvof, traverse la place du Palais et entre dans l'hôtel du Gouverneur militaire où est installé un appareil Hughes qui permet de causer directement avec le généralissime à sept cents kilomètres de là.

Nous avons les rubans de la conversation qui fut tenue.

Voici exactement les mots transmis.

— Ici est le Ministre-Président Kerenski. Nous attendons le général Kornilof.

— Le général Kornilof est à l'appareil.

— Bonjour, général. Au télégraphe sont Lvof et Kerenski. Nous vous demandons de confirmer que Kerenski peut agir selon les renseignements que lui a transmis Lvof.

— Bonjour, Alexandre Féodorovitch (Kerenski), bonjour Lvof. Confirmant mon opinion sur l'état dans lequel se trouvent le pays et l'armée, opinion que j'ai exprimée avec demande de vous la transmettre, je déclare à nouveau que les événements de ces derniers jours et ceux que l'on peut prévoir exigent une décision précise dans le délai le plus court.

— Moi, Lvof, je vous demande : Faut-il réaliser la décision que vous m'avez demandé de transmettre à Kerenski personnellement? Kerenski hésite à me croire, si vous ne le confirmez pas directement.

Ici, une parenthèse. Ce n'est pas Lvof qui pose cette question. En réalité, par un subterfuge inqualifiable, c'est le Ministre-Président qui se substitue à l'appareil à Lvof et trompe le généralissime. Nous avons sur ce point la déposition de Lvof et celle même de Kerenski qui a confirmé le fait devant la Commission d'enquête.

(Compte rendu du *Novoie Vremia,* 27 octobre 1917),

Kornilof répond :

— Oui, je vous confirme que je vous ai demandé de transmettre à Kerenski mon invitation de venir à Moghilef.

— Moi, Kerenski, je comprends votre réponse comme confirmation des paroles que m'a transmises Lvof. Je ne puis partir aujourd'hui. J'espère partir demain. Savinkof est-il nécessaire?

— Je vous demande avec insistance d'amener Savinkof avec vous. Ce que j'ai dit à Lvof concerne aussi Savinkof. Je vous demande instamment de ne pas remettre votre départ à plus tard que demain. Je vous prie de croire que seule la nécessité pressante de l'heure m'oblige à vous demander avec tant d'insistance.

— Faut-il venir seulement si l'émeute dont on parle éclate, ou faut-il venir dans tous les cas?

— Dans tous les cas.

— Au revoir, nous nous verrons bientôt.

— Au revoir.

(Conversation enregistrée sur le ruban télégraphique — pièce N° 16).

Sur ces seuls mots échangés, Kerenski rentre au Palais d'hiver, fait arrêter Lvof et déclare le général Kornilof rebelle et traître à la Patrie. Il est évident ici que Kerenski avait son plan fait, qu'il était décidé à sacrifier le généralissime et à profiter pour cela d'un malentendu qu'il crée lui-même.

A cette heure qui va décider du sort de la Russie, dans ce court dialogue avec le généralissime, pas une précision. Volontairement Kerenski reste dans l'équivoque, évite la clarté. Ce que lui a dit Lvof, il a soin de ne pas le répéter. Il craint le démenti certain du général, démenti qui l'empêcherait de tenir les promesses qu'il vient de faire aux Soviets. De cette conversation brève, il ressort simplement pour le général Kornilof que Kerenski est d'accord avec lui pour constituer un pouvoir fort et qu'il va venir

à la Stafka avec Savinkof en étudier les modalités.

Au premier jour, lorsqu'on ignorait les plans concertés entre Kornilof et le gouvernement pour amener des troupes à Petrograd, pour déclarer l'état de siège et promulguer le projet de réformes militaires, l'opinion publique hésitait devant ce mystère. Kerenski était-il coupable seulement de légèreté?

Aujourd'hui que les pièces du procès sont sur la table, l'Histoire impartiale peut porter un jugement.

Autour de Kerenski, au Palais d'hiver, l'émoi est extrême. On sent qu'il est impossible d'en rester là; on imagine, faute de savoir la vérité, un malentendu tragique; on veut reprendre la communication avec la Stafka.

D'un mot sec, Kerenski refuse :

— On ne cause pas avec un général rebelle, dit-il.

Et, tout aussitôt, pour couper les ponts, Kerenski envoie à Kornilof un télégramme lui ordonnant de remettre ses pouvoirs à son chef d'Etat-Major, le général Loukomski. Il ne fait pas contresigner ce télégramme.

Dans la journée du dimanche 9 septembre, les événements de la nuit commencent à être connus dans Petrograd. Le lundi matin, les journaux qui, à l'ordinaire, ne paraissent pas, sont publiés avec de grandes manchettes annonçant « *la rébellion du Général Kornilof* ». Ils donnent la proclamation du Ministre-Président.

« Le 26 août/8 septembre, le général Kornilov m'a envoyé le membre de la Douma d'Etat V. N. Lvov pour exiger que le G. P. transmette au Général Kornilof tout le pouvoir civil et militaire afin qu'il constitue, comme il l'entendra, un nouveau gouvernement pour la direction du pays.

L'authenticité des pleins pouvoirs du membre de la Douma d'Etat Lvof, pour me faire une telle proposition, m'a été confirmée ensuite par le Général Kornilof dans une conversation par fil direct.

Voyant dans cette exigence, présentée au G. P. en ma personne, le désir de quelques sphères de la nation russe de profiter de la pénible situation de l'Etat pour établir dans le pays un régime en contradiction avec les conquêtes de la révolution, le G. P. a considéré comme indispensable :

Pour le salut du pays, de la liberté et du régime républicain, de me charger de prendre des mesures rapides et décisives pour couper à la racine tout essai d'attenter au pouvoir suprême dans l'Etat et aux droits des citoyens, conquis par la révolution.

Toutes les mesures nécessaires pour la protection de la liberté et de l'ordre dans le pays sont prises par moi et la population en sera informée en son temps.

En même temps j'ordonne :

1° Au Général Kornilof, de remettre ses fonctions de commandant suprême au Général Klembovski, commandant en chef du front nord qui barre la route de Petrograd. Le Général Klembovski remplira temporairement les fonctions de commandant suprême, tout en restant à Pskov.

2° De mettre en état de siège la ville et le district de Petrograd, en y étendant l'action des règlements concernant les localités mises en état de siège (recueil des lois, t. II, constitution des gouvernements, art. 23, édition de 1892, avec la suite de 1912).

J'appelle tous les citoyens au calme complet et à la conservation de l'ordre nécessaire pour le salut de la Patrie. J'appelle tous les militaires de l'armée et de la

flotte à accomplir avec abnégation et calme leur devoir pour défendre la Patrie contre l'ennemi extérieur.

Le Ministre président, ministre de la guerre et de la flotte.
KERENSKI.

Le bureau de la section militaire au Comité exécutif des Soviets lance l'appel suivant.

L'ex-commandant suprême, Général Kornilof, a trahi la Patrie et la Révolution. Il a présenté le 27 août/9 septembre un ultimatum demandant la dissolution du G. P. et la remise de tout le pouvoir entre ses mains pour former lui-même un nouveau Gouvernement.

Le chef de l'E. M. du commandant suprême, Loukomski, est également traître à la Patrie. Il a refusé d'exécuter l'ordre du G. P. de prendre le commandement de l'armée par suite de la destitution du Général Kornilof, faisant entrevoir la possibilité d'une lutte intestine sur le front, qui ouvrirait le front aux Allemands et amènerait la conclusion de la paix.

Le G. P., en union complète avec le Conseil des D. O. S., prend toutes les mesures pour étouffer le complot contre-révolutionnaire des traîtres à la Patrie. Le Général Kornilof est remplacé et subira le lourd châtiment de sa trahison et de sa félonie. Le ministre de la guerre Kerenski a donné l'ordre au Général Kornilof de remettre ses fonctions au Général Klembovski... Contre les essais du Général Kornilof d'envoyer des détachements de troupes à Petrograd, les mesures les plus énergiques sont prises.

Le Comité central exécutif propose à tous les Comités de corps, divisions, régiments, compagnies et de navires de n'exécuter aucun ordre des Généraux Kornilof et Louskomski. Les organisations d'armée doivent apporter au G. P. et au C. C. E. leur aide complète pour la lutte contre la contre-révolution. Le complot n'a pas de profondes racines dans le commande-

ment. Nous devons garder un calme complet et concentrer toutes nos forces contre l'ennemi extérieur...

On a des détails sur la réunion du Conseil des Ministres le samedi dans la nuit et le dimanche à 11 heures. Les Ministres donnent leur démission (?), conservant la gérance de leurs Ministères. Le dimanche, le bruit court qu'un accord reste possible entre le Gouvernement et le Généralissime.

Savinkof est nommé Gouverneur général de Petrograd. Alexéief, appelé d'urgence de Moscou, est arrivé à 2 heures du matin au Palais d'hiver.

L'émotion est immense dans Petrograd. Les socialistes s'agitent; les Soviets demandent la constitution d'un Ministère purement socialiste. Mais l'inquiétude est grande. On sait que Kornilof ne s'est pas démis de ses pouvoirs. Marche-t-il sur Petrograd? Et avec quelles troupes? Les bruits les plus fabuleux courent. Plus d'un internationaliste, plus d'un de ces hommes louches qui servent l'Allemagne et s'agitent à l'extrême gauche du parti pensent au châtiment sommaire qui les menace et tremblent.

A MOGHILEF

Que se passe-t-il à la Stafka?

Le général Kornilof, le dimanche matin, 9, après la conversation, pour lui simple et sans importance, de la veille au soir, reçoit une dépêche

de Kerenski, curieuse dans sa forme, plus curieuse dans son sens, lui donnant ordre de remettre ses pouvoirs à son chef d'état-major, général Loukombski. Le général juge cette dépêche apocryphe et imagine que le coup d'Etat redouté s'est produit à Pétrograd et que les émeutiers sont maîtres du télégraphe.

J'ai sur ce point, avec la déposition du général, le récit que m'a fait Philonenko, haut commissaire à la Stafka, de ce qui s'y passa dans la matinée du 9 septembre. Philonenko avait reçu le matin un télégramme de Savinkof lui parlant des événements de la nuit. Surpris, il courut aux renseignements chez le généralissime. Philonenko ignorait la visite de Lvof.

Il trouva le général sur la belle terrasse ombragée du palais. Il était assis sur un banc, regardant au-dessous de lui les méandres du Dnieper et la plaine russe infinie, semée de villages et de bois.

— Que se passe-t-il, mon général? demanda Philonenko.

Kornilof répondit avec calme.

— On vient de m'offrir la dictature et je l'ai refusée.

Il raconta la conversation avec Lvof et les trois phrases échangées avec Kerenski par télégraphe.

— Enfin, dit-il, j'ai reçu un étrange télégramme me destituant.

Il le tendit à Philonenko qui l'examina longuement. Il parut aussitôt suspect au haut commissaire. Il ne contenait, selon lui, pas moins de quatre défauts formels : *a*) Il ne portait pas de nu-

méro d'ordre; *b*) il n'était pas adressé au généralissime, mais au général Kornilof; *c*) il était signé Kerenski, tout court, et non le Ministre-Président; *d*) il n'était pas contresigné par le Ministre de la Justice, comme devait l'être un acte de gouvernement. Les défauts de fond n'étaient pas moins graves. Si un général pouvait être soupçonné de complot, c'était précisément le général Loukomski auquel dans sa folie Kerenski remettait le commandement suprême de l'armée. Pour toutes ces raisons, Philonenko douta de l'authenticité du télégramme. Il retourna à l'appareil Hughes, engagea une conversation avec Savinkof. Cette fois-ci, le haut commissaire reçut la confirmation la plus nette de l'authenticité du télégramme.

Le général Kornilof ne comprend maintenant qu'une chose. Il a été joué, trompé, bafoué, provoqué. Il voit le communiqué du gouvernement à la presse, dans lequel sa conversation avec Lvof est rapportée de la façon la plus perfide, la plus tendancieuse. Plus il réfléchit sur les événements de la nuit, plus il est assuré que Kerenski et le Gouvernement sont retombés sous l'influence des Soviets et n'ont plus leur liberté d'action.

Il met le général Loukomski au courant de la situation et lui demande s'il veut prendre le poste de généralissime. Loukomski refuse. Et Kornilof décide de garder son commandement jusqu'à ce que la situation soit éclaircie et communique sa décison à Savinkof par télégramme, à 5 heures.

Le même soir, le général Kornilof, exaspéré

par les communications du Gouvernement, lance un appel retentissant au pays.

Moscou. De la Stafka du Commandant suprême.

Pour être transmis à Petrograd à l'adresse du Ministre de la guerre, sur toutes les lignes de chemin de fer, à tous les Chefs, Comités de lignes, au *Rousskoie Slovo* et aux autres journaux, et, par des circulaires, à toutes les villes de Russie...

Le télégramme du Ministre-président N° 4963, dans toute sa première partie, est un mensonge complet. Je n'ai pas envoyé M. Lvof au G. P., mais il est venu à moi comme l'émissaire du Ministre-président, comme peut en témoigner Al. Aladine, membre de la première Douma. Ainsi un grand acte de provocation a eu lieu, jetant sur la carte le sort du pays. Gens de Russie, notre grande patrie meurt. Elle est près de sa fin. Je suis obligé d'agir ouvertement.

Moi, Général Kornilof, déclare que le G. P., sous la pression bolcheviste de la majorité des Conseils, agit en accord complet avec les plans de l'E. M. allemand...

L'effondrement imminent de notre pays m'oblige à faire appel à tous les citoyens russes pour le salut de la patrie qui succombe... Que tous ceux en qui bat un cœur russe, que tous ceux qui croient en Dieu prient pour que s'effectue ce grand miracle : le salut de la terre natale.

Moi, Général Kornilof, fils de paysan et de cosaque, déclare à tous et à chacun, que je ne demande rien personnellement que la grandeur de la Russie et je fais le serment de mener le peuple à la victoire sur l'ennemi, jusqu'à la Constituante où il décidera lui-même de son sort et choisira la forme de gouvernement qu'il désire. Mais vendre la Russie à son ennemi de tout temps et faire du peuple russe l'esclave des Allemands est au-dessus de mes forces, et je préfère mourir avec honneur sur le champ de bataille pour ne pas voir la honte de la Russie. Peuple russe, la vie de ton pays est entre tes mains.

Un second télégramme du généralissime dit :

Moi, Commandant suprême, Général Kornilof, déclare devant le peuple, que mon devoir de soldat, mon abnégation de citoyen de la libre Russie et mon amour sans bornes pour la Patrie, m'ont obligé à cette heure menaçante pour l'existence de la Russie de me soustraire aux ordres du G. P. et de garder le commandement suprême de l'armée et de la flotte. Soutenu dans ma décision par tous les Commandants en chef du front, je déclare à tout le peuple russe que je préfère la mort plutôt que de me voir écarté de mes fonctions de commandant suprême. Un vrai fils du peuple russe meurt toujours à son poste et donne en sacrifice à la Patrie ce qu'il a de plus cher : sa vie.

En ces minutes terribles pour le sort de la Patrie, quand le chemin des deux capitales est pour ainsi dire ouvert à l'invasion ennemie, le G. P., oubliant l'existence même du pays, sème parmi le peuple les craintes imaginaires de contre-révolution que lui-même crée par son incapacité administrative, par sa faiblesse au pouvoir, son hésitation dans ses décisions...

L'ennemi orgueilleux, grâce à la félonie et à la trahison, s'introduit partout chez nous, apportant la ruine de la liberté, menaçant l'existence même du peuple russe. Réveillez-vous, gens de Russie, de votre égarement et de votre aveuglement et regardez le gouffre sans fond vers lequel marche à grands pas notre Patrie.

Voulant éviter toutes secousses, prévenir toute effusion de sang et une tuerie fratricide, oubliant tous les affronts et toutes les offenses, devant le peuple entier, je m'adresse au G. P. et lui dis : « Venez à la Stafka où votre liberté sera respectée et garantie sur ma parole l'honneur, et d'accord avec moi vous constituerez un gouvernement de défense nationale qui, assurant la victoire, mènera le peuple russe vers un avenir brillant, digne d'un grand peuple libre.

A Pétrograd, l'inquiétude grandit dans les cercles gouvernementaux et dans les Soviets. Kornilof ne se soumet pas, Kornilof marche sur Pétrograd! Il a des troupes innombrables! Il pendra sans merci! Le Gouvernement multiplie les proclamations. Kornilof est déclaré traître à la patrie. Nekrassof enjoint aux cheminots de couper les voies devant les échelons du général rebelle. L'internationaliste Comité Central Exécutif des Soviets n'hésite pas à proclamer que le général Kornilof ouvre le front aux Allemands!

A l'armée, grande indécision. Le général Klembovski commandant du front nord, nommé généralissime par le Gouvernement, après le refus du général Loukomski, n'accepte pas sa nomination, mais semble agir d'accord avec Kornilof. Sur le front sud-ouest, le général Denikine soutient le généralissime.

Les troupes envoyées par Kornilof sur Pétrograd étaient le 3e corps de cavalerie dont l'arrivée avait été prévue par le Gouvernement. Kornilof y joignit la fameuse *Dikaia Divisia*, la division sauvage, composée de troupes musulmanes du Caucase et commandées par le général Krymof.

A Pétrograd, on avait les misérables régiments révolutionnaires de la garde. Les Soviets demandaient que l'on rendît à la garde rouge les armes qu'on lui avait prises après les émeutes de juillet. On arma en effet les ouvriers. Qui donna cet ordre funeste? Personne ne veut en endosser aujourd'hui la responsabilité. Le fait est qu'au len-

demain de l'affaire Kornilof les extrémistes de Pétrograd avaient, de nouveau, des fusils.

On creusa des tranchées dans la banlieue de la ville. Les troupes du gouvernement les occupèrent. On eut ainsi un front russe-russe. La guerre qu'on y fit fut une des choses les plus tristement comiques de la Révolution. La seule vue d'un cavalier à l'horizon mettant en fuite un régiment entier qui se dispersait et ne rentrait au cantonnement que trois jours plus tard, une fois l'alarme passée. Il n'y eut ni un mort ni un blessé. Les troupes qui arrivaient ne savaient ce qu'on attendait d'elles. Les officiers, une fois de plus, n'osaient prendre aucune responsabilité. Le général Krymof, malgré les ordres reçus, hésitait, sans s'engager. Les soldats ne comprenaient rien à cette histoire obscure. Si le général Kornilof s'était mis à la tête du 3e corps et de la « division sauvage », s'il avait fait comprendre aux officiers leur devoir, s'il avait harangué les soldats, son ascendant personnel était tel qu'il serait entré sans coup férir dans Petrograd. Mais Kornilof ne vint pas...

A ces troupes incertaines, les Soviets ne cessaient d'envoyer des émissaires; les députés musulmans venaient causer avec les Ingouchs, les Lesghiens et les Tcherkesses. Sur le front russe-russe, on fraternisait comme sur le front russo-allemand.

En quelques jours, l'aventure était liquidée.

Le 13 septembre, Kerenski est nommé commandant en chef de l'armée. Par patriotisme et pour ne pas laisser la direction technique des armées

à un incapable, le général Alexeief accepte les fonctions de chef d'état-major. Le général Denikine et son état-major sont arrêtés. Le général Kornilof est toujours à la Stafka. Fait curieux, le Gouvernement, au moment où il le déclare traître à la patrie, lui laisse la direction des opérations militaires jusqu'à ce qu'Alexeief ait pris son poste. Les journaux font remarquer que telle situation ne s'est jamais vue dans l'histoire. Mais où a-t-on jamais vu une révolution semblable à la révolution russe ? En Chine, peut-être. Alexeief cause par télégraphe de Petrograd à Moghilef avec Kornilof. Celui-ci déclare qu'il n'a jamais eu l'intention de déchaîner la guerre civile et que son unique désir était de sauver le pays.

Kerenski, qui sait par longue et personnelle expérience que l'armée de la révolution est incapable d'offrir la moindre résistance à l'Allemand, écrit de magnifiques proclamations où il déclare qu'il ne faut songer qu'à la défense de la patrie. Savinkof quitte son poste. Dans les groupes de gauche, on le juge suspect de sympathie pour Kornilof.

A Pétrograd, on est en pleine crise gouvernementale. Terechtchenko veut donner sa démission. Pechekhonof s'en va.



Kerenski l'emporte. En réalité, les bolcheviques triomphent. Kerenski n'est plus maître de retenir le vaisseau de l'Etat qu'il a jeté, d'un coup de barre, à gauche. Le Soviet de Petrograd

adopte à une forte majorité un ordre du jour des extrémistes.

On exige la libération des maximalistes; Kerenski qui n'a rien à refuser aux Soviets libère Trotski. Il n'est un mystère pour personne que, depuis les émeutes de juillet, Lénine vit tranquillement à Petrograd sans être inquiété et travaille dans l'ombre.

Le 14 septembre, Kornilof et Loukomski sont arrêtés à la Stafka. Le 22, le Soviet de Petrograd nomme un bureau qui est pour la première fois bolchevique. Les matelots du *Pierre-et-Paul* à Helsingfors font relâcher les assassins des officiers de ce *dreadnought*. J'indique ces faits brièvement. Nous les retrouverons dans notre au jour le jour de la Révolution. Nous en verrons les suites funestes et rapides, mais, pour en terminer avec l'affaire Kornilof, j'intercale ici le récit de la visite que je fis au général dans sa prison à la fin d'octobre. On y trouvera plusieurs éclaircissements sur l'histoire que je viens de raconter.

LE GENERAL KORNILOF DANS SA PRISON ET COMMENT JE PENETRAI CHEZ LUI

Je puis dire aujourd'hui comment et par qui me fut remis le document Kornilof qui parut intégralement dans le *Petit Parisien* du 30 novembre au 4 décembre; je puis raconter dans quelles conditions j'eus l'honneur de voir l'illustre prisonnier de Buikhof dans le Gymnase de filles où il était enfermé. J'ai passé avec lui, dans le plus grand secret, des heures émouvantes au moment où la Russie entière avait les yeux tournés vers lui. J'ai dû me taire tant que le général était prisonnier; je puis aujourd'hui parler librement.

J'étais chez moi à Petrograd, à la fin d'octobre. On ne s'occupait alors que de l'affaire Kornilof. Depuis qu'il avait été arrêté par l'ordre de Kerenski, cette affaire mystérieuse ne cessait de passionner le public; on commençait à y voir clair; on comprenait maintenant que Kornilof

avait été victime d'une affreuse machination et n'était pas le général rebelle que Kerenski nous avait présenté. Les journaux publiaient chaque jour les dépositions des témoins de l'affaire. Le général Alexeief parlait, Boris Savinkof, Philonenko, Maklakof, V. N. Lvof aussi. Peu à peu la vérité se faisait jour. Et la position de Kerenski devenait plus difficile. On ne voyait pas de « complot Kornilof » ; on voyait une volte-face subite, incompréhensible, du Ministre-Président qui aujourd'hui ne savait comment expliquer sa conduite. On attendait avec impatience le jugement public du général. Quelle figure y ferait Kerenski? Il semblait certain que le Ministre-Président y laisserait sa popularité. Et plus l'affaire devenait claire, plus on craignait que Kerenski ne fît l'impossible pour éviter le procès... On savait que dans l'armée révolutionnaire, les esprits étaient fort montés contre le général. Il était jusqu'à présent gardé par des Turcomans fidèles. Mais chaque jour la presse d'extrême-gauche sommait le gouvernement de retirer les Turcomans et de mettre près du général des soldats de l'armée révolutionnaire. Il était évident que si les Turcomans quittaient Kornilof, il serait massacré par ses nouveaux gardiens. Les assassinats d'officiers par leurs soldats se multipliaient... Ne venions-nous pas de voir l'affreux drame de Viborg où près de trente officiers avaient été tués et jetés à l'eau? De toutes parts, on entendait monter des menaces à l'adresse de Kornilof. Sa vie n'était garantie que par les Turcomans. Kerenski céderait-il une fois de plus aux

exigences des Soviets et des extrémistes? Nous étions anxieux. (1)

Un soir, comme je dînais chez moi, on m'appelle au téléphone.

—C'est le praportchik X... qui vous parle, me dit-on en russe.

— Je vous demande pardon, je ne me souviens pas...

— Nous avons déjeuné chez vous, au printemps, quand Lavre Georgievitch...

Je devins attentif. Lavre Georgievitch sont les prénoms du général Kornilof.

— Je voudrais vous voir le plus vite possible, me dit X...

— Venez déjeuner demain.

(1) Voici une feuille du registre d'écrou de la prison de Viborg. à la date du 29 A/11 septembre 1917.

Nom et titre	Arrêté par qui	Cause	Pour quel délai	Date d'arrestation	Fin du délai	Remarque sur la libération
Général cav. Oranowski	Président du Comité du 42me corps	Inconnue	Jusqu'à ordre	29/VIII 1917 4 h. 30	. . . . . .	Pris de force par les soldats et jeté à l'eau du pont d'Abo, le 29/VIII. à 5 h.5.
Général lieutenant Vassilief	id.	id.	id.	id.	id.	id.
Général major Stepanof	id.	id.	id.	id.	id.	id.
Lieutenant colonel Kyrenius	id.	id.	id.	id.	id.	id.

X... était un des aides de camp du général. Il en avait deux, un cousin à lui, portant son nom, et celui qui venait de me parler. Ces deux charmants officiers, tout jeunes, vivaient dans l'ombre de leur chef qu'ils adoraient. Il fallait entendre l'accent avec lequel ils disaient « *nache general* » « Notre général ». J'allais donc avoir des nouvelles...

Le lendemain, un grand jeune homme blond, mince, en tenue de soldat, était chez moi.

— Savez-vous comment se porte le général? demandai-je.

— Il va bien, dit-il, j'étais chez lui avant-hier. C'est lui qui m'envoie près de vous... Il a besoin de vous voir... Il vous attend sans retard.

— Me voir! dis-je, au comble de l'étonnement. Mais le général est au secret... Depuis qu'il est enfermé à Buikhof personne n'a pu pénétrer dans sa prison...

— Peu importe, fit le jeune officier joyeusement. Notre général vous attend... Tout est arrangé... Vous le verrez! Peut-être même dormirez-vous dans sa chambre!... Il ne vous reste qu'à trouver un billet pour Buikhof... Tout est arrangé, je vous dis... Alors, vous partez?...

— Si je pars! lui dis-je, sans doute; et, croyez-moi, j'aurai un billet, le train fût-il plein.

Nous déjeunâmes gaiement. X... me donnait des détails sur l'arrestation et la captivité de « son » général.

— Vous pouvez lui rendre service, vous com-

prenez. C'est pour cela qu'il m'a envoyé; il se souvient de ses longues causeries avec vous quand il était commandant de la place ici, et plus tard à Czernovitz.

— A-t-il tout ce qu'il lui faut dans sa prison? Puis-je lui porter quelque chose? Du vin peut-être?

— Notre général aime bien le vin de Bordeaux.

— Je lui en prendrai deux bouteilles et je ferai faire un gâteau par ma cuisinière.

D... me dit avec précision la marche que j'avais à suivre à Buikhof et me donna un mot pour le colonel E... qui commandait le détachement des Turcomans.

Le lendemain, à 4 heures, je partais pour Buikhof. C'est une station à 1 h. 1/2 au sud de Moghilef sur la ligne de Kiev, à vingt heures de Pétrograd.

L'énorme train qui nous emmenait — l'express de la Stafka et de Kiev — allait lentement à travers les plaines monotones de la Russie centrale. A Moghilef où nous devions être à 1 heure, nous avions trois heures de retard. Nous arrivons enfin à Buikhof. Il était six heures du soir. Jusqu'ici tout s'était bien passé. J'avais eu mon billet sans difficulté; j'avais répondu évasivement aux questions curieuses de mes compagnons de voyage. A la gare de Buikhof, je vois des soldats de garde, la baïonnette au canon. Allaient-ils me demander une permission pour me laisser entrer en ville? Non, je passe au milieu d'eux sans qu'ils fassent attention à moi. J'ai la chance de trouver

une petite voiture pour me conduire à la ville, distante d'un kilomètre et demi.

C'est le crépuscule; le ciel est couvert de nuages bas et lourds de pluie; l'atmosphère est humide; il fait presque nuit; je longe de misérables maisons de bois à un étage qui forment des rues pas éclairées. Quelques lumières dans des magasins où je vois des faces pâles de Juifs aux cheveux noirs et frisés. Sur les trottoirs — une planche de bois — quelques soldats passent, et des officiers. Une tristesse indicible pèse sur la petite ville de Buikhof qui semble mourir d'ennui dans la nuit qui tombe.

Comme il m'a été indiqué, je me rends à une adresse facile à trouver. J'y demande un officier. Il est là et s'informe auprès de moi pour savoir si je viens voir un des prisonniers. Je réponds simplement en le priant de me faire conduire au lieutenant-colonel E..., chef de détachement des Turcomans et commandant de la ville. Il me donne un soldat pour m'accompagner. Nous faisons un long trajet à travers les rues et, finalement, presque hors de la ville, la voiture s'arrête devant une petite maison de bois basse et pauvre, à la porte de laquelle flotte le fanion du commandant.

Un grand chien blanc en défend l'entrée. Je pousse une porte et me voici dans une pièce étroite que meublent un divan, une table, une chaise et une armoire. Sur la table, une lampe à pétrole est allumée. Un officier et une femme brune aux cheveux coupés courts sont là et me regardent avec étonnement. Je demande le colo-

nel. Il est absent, mais il va rentrer; je n'ai qu'à l'attendre.

Je m'assieds, tandis qu'une vive conversation reprend entre la jeune femme et l'officier.

Je regarde autour de moi. Sur la table, quelques papiers de service; dans la fenêtre, un téléphone de campagne; plus loin on aperçoit dans le jour qui décline la vallée plate où le Dnieper coule lentement ses eaux débordées. Le plafond de la pièce est bas; les murs crépis à la chaux. Les minutes s'écoulent, lentes.

J'aimerais savoir tout de suite si, oui ou non, je verrai le général. La soirée s'avance. Il me paraît impossible d'arriver jusqu'à sa prison ce soir et j'espérais dîner en tête à tête avec lui, passer la soirée à causer, et dormir sur le divan de sa chambre, comme on me l'avait promis. Où dormirai-je? Et d'ici demain, que peut-il arriver? Peut-être sa prison me sera fermée? Pour tromper ma nervosité, je regarde des petites taches mouvantes sur le mur près de moi. Ce sont des punaises qui déambulent, noires sur le blanc du mur. De la pointe de mon crayon, j'en tue discrètement quelques-unes, sans que mes voisins prêtent la moindre attention à la chasse à laquelle je me livre. Le surprenant serait qu'il n'y eût pas de punaises dans les sordides habitations de Buikhof. Le timbre sourd du téléphone, la jeune femme prend le récepteur.

— Il y a du monde qui attend.

— . . . .

— Oui, un Français.

. . . .

Elle se tourne vers moi et me tend le récepteur :

— Voulez-vous parler au colonel?

— Certes.

Et, à l'appareil, j'explique en peu de mots que je lui apporte une lettre de Pétrograd et que je désire le voir.

— J'arrive aussitôt.

Quelques minutes plus tard, le colonel entre. C'est un homme jeune, à la moustache courte, à la figure ouverte. Il m'aborde en français, s'assied en face de moi à la table et ouvre la lettre que je lui remets.

Derrière lui, avec simplicité, la jeune femme se penche pour lire aussi, et l'officier s'approche également. Songez, un Français qui arrive de Petrograd porteur d'une lettre! Voilà ce qu'on n'a jamais vu depuis qu'on est cantonné à Buikhof.

Le colonel se retourne, à demi souriant vers la jeune femme aux cheveux courts.

— Cette lettre est peut-être secrète, dit-il.

— *Nitchevo,* répond-elle.

Le colonel lit. Je suis terriblement anxieux. Le premier mot qu'il va prononcer décidera du succès de mon aventure.

— Vous ne pourrez pas voir le général ce soir, dit-il. Il est trop tard. Venez ici demain matin à 8 heures. Nous irons ensemble au gymnase où il est enfermé, mais il faut que je lui demande s'il veut vous recevoir.

A mon tour, je souris.

— S'il n'y a que cet obstacle...

— Mais où allez-vous loger? Avez-vous un lit?

— Non.

— Vous avez gardé votre voiture. Faites un tour dans les mauvaises auberges de la ville. Si vous ne trouvez pas un gîte, vous partagerez la chambre d'un de mes officiers. Vous êtes probablement militaire. Une mauvaise nuit est bientôt passée. Si je ne vous revois pas, à demain matin.

Me voilà parti à travers la ville obscure. Dans cinq ou six auberges, je trouve maison pleine. Enfin j'arrive à une maison à un étage, en bois. Avec peine et en glissant sur le sol mouillé, je parviens à ouvrir la porte. Une famille juive est assise autour de la table où bout le samovar.

— Vous avez une chambre?

Une mégère, aux cheveux gris, me répond :

— Si vous voulez coucher dans la chambre commune, il y a encore un canapé dans le coin.

Elle me mène à travers deux pièces, jusqu'à une grande chambre qui sent le renfermé. Il y a là un canapé sur trois pieds, appuyé au mur. Cela suffit pour y passer la nuit. Je vais prendre ma valise.

Un grand Juif botté, à barbe longue et grisonnante, me suit. Il a un divan dans l'autre coin de la pièce. C'est un réfugié polonais; il s'intéresse vivement à ma valise de cuir.

— Nous n'en avons pas comme ça en Russie, dit-il. Cela vaut très cher. Au moins six cents roubles.

Je sors un ou deux objets. La mégère juive

regarde aussi. Lorsqu'ils voient mon appareil de photographie, ils décident que je suis un photographe venu à B... pour travailler et s'informent de ce que je gagne.

— C'est un bon métier, disent-ils. Mais tout est devenu bien cher depuis la guerre. Qu'est-ce que vous payez vos plaques?... Peut-être demain, si ce n'est pas trop cher, vous pourrez nous photographier... Mais c'est bien cher, sans doute...

J'ai terminé une toilette sommaire et je me prépare à sortir pour prendre l'air, non sans avoir fermé à clef bien ostensiblement la précieuse valise, lorsqu'une porte s'ouvre et d'une chambre minuscule sortent trois jeunes officiers. Voilà qui change l'atmosphère du logis. Je me présente à eux. Ils se rendent au cercle des officiers où justement — comme cela se trouve! — il y a une grande soirée, concert, récitations, et peut-être danses! Ah! voilà ce que je ne venais pas chercher à Buikhof. Mais allons-y.

Nous faisons route ensemble. En chemin, ils m'interrogent. Ce sont des Polonais. L'état-major d'une division des nouvelles troupes polonaises est réuni à Buikhof. Ils me demandent :

— Vous êtes, sans doute, un des délégués français que nous attendons.

Comme je ne puis dire l'objet de ma visite dans cette triste ville, j'équivoque.

— Je ne suis pas un délégué précisément, mais je m'intéresse à la question polonaise.

Et je cite quelques noms de mes amis polonais à Petrograd et à Paris.

Mes jeunes gens sont enchantés.

Nous arrivons au club, local sans luxe où dans une salle basse des bancs sont alignés devant une estrade cachée par un rideau d'andrinople. Beaucoup d'officiers, quelques femmes aussi, les beautés de l'endroit, endimanchées. Dans une petite pièce voisine, on donne du thé, mais du thé seulement. Je n'ai encore rien mangé de la journée et il est près de 10 heures. La soirée ne paraît pas devoir commencer de sitôt. Je juge plus prudent de rentrer à l'auberge et de sortir quelques vivres de ma valise.

J'ai une peine inouie dans la nuit à retrouver mon logis. La mégère m'apporte un samovar, du sucre, un verre, une théière, une cuiller. Je tire de mon sac la moitié d'une gelinotte, rôtie pour moi par ma cuisinière; j'ai un citron, du fromage et du chocolat.

Mon hôtesse est installée à côté de moi et bavarde.

— Ah! il y a de l'argent à Buikhof à présent. Depuis la guerre, la ville est pleine. Des gens qui n'avaient pas où s'asseoir ont maintenant vingt ou trente mille roubles! Les *izvoztchiks* gagnent ce qu'ils veulent et c'étaient des gueux! qu'est-ce qu'il vous a pris pour venir de la gare?

Je l'interrompis pour lui demander une fourchette.

Elle hoche la tête négativement sans parler.

— Une fourchette, dis-je, montrant ma gelinotte.

— Non, fit-elle, non! je ne puis pas...

— Comment, vous n'avez pas une fourchette?

— Nous avons, nous avons, mais c'est impos-

sible... La religion ne permet pas... Votre nourriture n'est pas *kacher*, vous comprenez... Non, je ne puis pas.

Et le fanatisme de mon hôtesse m'oblige à déchirer la gelinotte à belles dents.

Je m'étends enfin sur mon canapé; ma lampe électrique est près de moi. et la valise aussi.

Le Juif polonais retire ses bottes et se couche. Longtemps, je l'entends se gratter dans la nuit. Dans la pièce voisine, l'aïeul se déshabille en gémissant. Il passe et repasse dans la clarté de la lampe, à pas lents, avec des hoquets et des soupirs, puis s'étend, et continue à se plaindre.

Dans la chambre d'entrée, couchent l'hôtesse, son mari, et un matelot de la flotte Baltique dont on ne sait comment il s'est échoué là. Est-ce un des membres des comités révolutionnaires venu pour surveiller la façon dont sont gardés le général Kornilof et les autres prisonniers? Toutes les portes sont ouvertes.

La nuit se passe comme elle peut. Vers les trois heures du matin rentrent six jeunes officiers polonais qui font beaucoup de bruit, et longtemps.

Au petit jour, je me lève, je demande le samovar. Pendant qu'on le prépare, je vais avec la servante chercher un *izvostchik* pour m'emmener chez le commandant, car je ne veux pas laisser ma valise chez les Juifs et j'ai d'autres raisons encore de l'emporter avec moi.

Pendant que je bois un verre de thé, chacun fait sa toilette autour de moi. Le matelot se borne à inonder d'eau ses cheveux. Il les aplatit avec énergie, les fait reluire, et quand ils brillent à

son goût, il tourne les talons et s'en va en sifflant.

A travers la ville à peine réveillée, je gagne la petite maison du commandant. Je le trouve en train de boire du thé. Il y a du beurre sur la table et du pain blanc, régal dont je suis privé depuis longtemps.

Enfin, nous sommes prêts à partir.

— Puis-je prendre ma valise?

— Hum!... non, il vaut mieux pas.

— Je vous dirai, mon colonel, que j'ai apporté au général deux bouteilles de vin de Bordeaux, et qu'on lui a fait chez moi un beau gâteau. En outre, je voudrais le photographier.

Le colonel sourit.

— Mettez tout ça sous votre manteau. Mais une valise... Non, décidément...

J'arrange, comme je le puis, l'appareil, le gâteau, les bouteilles.

Sous mon imperméable, je suis gonflé et maladroit.

Nous voilà partis à travers la ville, par des chemins écartés.

En chemin, le colonel me raconte que Buikhof était la résidence d'une des grandes familles de Pologne, les Sapieha, et me montre ce qui reste de leur salle de bal.

Et, soudain, nous arrivons devant une maison de pierre, séparée du chemin par une palissade à claire-voie. Elle a un étage sur rez-de-chaussée et porte une inscription « Gymnase de filles ».

A la porte du jardin, un soldat du régiment de

Saint-Georges, une croix sur la poitrine, monte la garde. Le colonel passe et je suis, serrant mes bouteilles, mon gâteau et mon appareil sur ma poitrine.

A la porte du bâtiment, un Turcoman, jaune, yeux bridés, coiffé d'un haut bonnet à grands poils.

Dans le couloir, deux autres Turcomans de garde. Nous passons sans que personne paraisse même nous voir. Le colonel me pousse dans une grande pièce où une table est dressée avec une vingtaine de couverts.

— Attendez-moi ici, je monte chez le général. Si l'on vous demande qui vous venez voir, ne répondez pas.

Je suis seul. Une minute se passe. Un officier entre, un des prisonniers sans doute. Il me regarde avec étonnement. Je m'absorbe dans la lecture d'une petite affiche où sont inscrits les noms des détenus : « Général Kornilof, général Denikine, général Orlof... »

Le temps me semble long.

Le colonel rentre.

— Venez, dit-il.

Nous passons le long du couloir central. Au pied de l'escalier, deux Turcomans en armes; au premier étage, encore des Turcomans; je vais lentement, tout empêtré par ce que je cache sous les plis de mon vaste imperméable. Le colonel ouvre la dernière porte à gauche, s'efface et je me trouve en face du général.

Il est en uniforme, comme je l'avais vu en été, avec ses épaulettes.

Il n'a pas changé. Kornilof est un homme maigre, sur qui les épreuves ne marquent guère.

Il m'accueille du même sourire un peu mélancolique que je lui connaissais aux temps troublés de Petrograd, à l'aurore de la Révolution.

Il en vient bien vite aux raisons pour lesquelles il m'a fait appeler.

La première est la question des Turcomans! Il savait que l'extrême-gauche et les Soviets demandaient que l'armée révolutionnaire assurât la garde du général rebelle. Il recevait de l'armée mille lettres de menaces; des groupes de soldats lui écrivaient qu'ils viendraient régler son compte. Il était probable que, un jour ou l'autre, on verrait débarquer un millier de soldats et de marins. Que pourraient faire les trois cents Turcomans?

— Ce sont de vrais soldats, me dit Kornilof. Ils ont déclaré que tant que j'étais sous leur garde et accusé, on ne toucherait pas un cheveu de ma tête. Depuis, je reçois des menaces quotidiennes. Les Turcomans ont imaginé alors de télégraphier au gouvernement que si ma prison était assiégée, ils me défendraient jusqu'au dernier homme, mais que pour chacun d'eux qui serait tué, dix chrétiens paieraient sa mort dans l'oasis d'Askabad. Il faut que l'opinion publique non seulement en Russie, mais chez les alliés soit exactement renseignée sur ce point. Si le gouvernement enlève le détachement des Turcomans mes camarades de détention et moi sommes condamnés à être assassinés. Si le gouvernement veut assurer notre protection et me juger dans

un procès loyal et public, il faut obtenir qu'il envoie les deux autres échelons de Turcomans qui sont à Moghilef. Avec un millier de bons soldats, nous pouvons défier dix mille des bandits qui déshonorent l'armée russe.

— Rien de plus facile que d'éclairer l'opinion publique chez nous sur ce point. Je m'y emploierai. A Petrograd, par mes amis, je puis donner le mot d'ordre d'une campagne dans ce sens qui mettra le Gouvernement en face de ses responsabilités.

Voilà le premier point, me dit le général. Venons-en au second. Depuis que je suis en prison, j'ai eu le temps d'écrire un mémoire complet sur les origines, le cours et le dénouement de ce qu'on appelle « l'affaire Kornilof ». L'opinion publique a été grossièrement trompée par Kerenski. Je n'ai pas eu la parole; je n'ai pu me défendre. Heureusement ai-je emporté de la *Stafka* les documents et pièces du procès; j'ai le double des rubans télégraphiques où sont enregistrées mes conversations avec le Ministère de la Guerre dans le mois qui a précédé le drame; j'ai les procès-verbaux des conseils tenus à la Stafka avec les représentants au Ministre-Président et avec Savinkof, gérant du ministère de la guerre. Je veux publier aujourd'hui ces documents et l'histoire au jour le jour rédigée par moi de ce qu'on appelle l'affaire Kornilof, et c'est à vous que j'ai décidé de confier ce long rapport qui est inédit. Je voudrais qu'il parût intégralement dans votre journal. Nous ne pouvons vivre sans les alliés; nous sommes déjà presque des

traîtres. Il faut qu'ils sachent que toute la Russie n'est pas avec Kerenski dont la désolante faiblesse nous mène à l'abîme. Si je suis ici prisonnier au lieu d'appliquer à l'armée le code de réformes qui pouvait la sauver, Kerenski seul en est responsable. Il faut que nos alliés sachent la vérité. Voici mon mémoire; publiez-le.

Le général me tendit un volumineux cahier d'une quarantaine de pages que je juge utile de reproduire ici intégralement bien que j'en aie donné des extraits dans le récit de l'affaire Kornilof. Mais c'est un document historique de telle valeur qu'il importe de le conserver dans son entier.

Nous causâmes longuement de la situation actuelle et des hommes politiques que la Révolution avait mis en vue.

— A quelques rares exceptions près, c'est un personnel détestable, me dit Kornilof. Que de médiocrité, que de petitesse! Quelle confusion d'esprit. Quel manque de sentiment national! Les Soviets maîtres de la Russie, en pleine guerre, quand l'Allemand est à Riga et à Baranovici, quelle honte!

— Mais, général, dis-je, comment se fait-il que vous n'ayez pas marché sur Petrograd, lors de la rupture avec Kerenski. Si vous vous étiez mis à la tête des troupes fidèles, vous arriviez à Petrograd et au Palais d'hiver sans tirer un coup de feu. Vous savez la lâcheté des troupes du Soviet, de ces soldats débandés, de ces héros de la Révolution qui composent la garnison de Petrograd. A la vue d'un peloton d'Ingouschs, ils au-

raient fui. L'échec de la marche sur Petrograd m'est incompréhensible.

— Les petites choses décident des grandes, me répondit le général. Si j'avais été le conspirateur que Kerenski a dépeint, si j'avais préparé un complot pour renverser le gouvernement, j'aurais pris mes mesures en conséquence et, à l'heure choisie, j'aurais été à la tête de mes troupes et, comme vous, je ne doute pas que je ne fusse entré à Petrograd à peu près sans livrer bataille.

Mais la vérité est que je n'avais pas fait de complot, que je n'avais rien préparé. Aussi au moment où j'ai reçu le télégramme incompréhensible de Kerenski, j'ai perdu vingt-quatre heures précieuses. J'ai cru comme vous le savez à une erreur télégraphique, ou à une émeute à Petrograd et aux maximalistes maîtres du télégraphe. J'ai attendu des nouvelles, un démenti ou une confirmation. J'ai laissé passer ainsi un jour et une nuit; je me suis laissé gagner de vitesse par Kerenski et Nekrassof. Ils avaient publié des manifestes de la dernière violence contre moi où ils me signalaient comme traître à la patrie au moment où j'étais encore à chercher à comprendre ce qui se passait à Petrograd. Les employés des chemins de fer avaient reçu des ordres. Je ne pouvais avoir un train pour me rendre dans les environs de la capitale; à Moghilev, on me l'aurait donné, mais à Vitebsk, je risquais d'être arrêté. J'aurais pu prendre une automobile. Mais il y a plus de six cents kilomètres et les routes sont mauvaises. Enfin, j'aurais pu.

malgré les difficultés, agir le lundi et réparer les fautes commises et le temps perdu, mais j'étais malade, j'avais un fort accès de fièvre et ne disposais pas de mon énergie ordinaire...

— Hélas! dis-je, que n'avez-vous été le général rebelle dépeint par Kerenski! Que n'avez-vous préparé un vrai complot pour renverser les Soviets et sauver la Russie! Nous causerions aujourd'hui dans un beau salon au Palais d'hiver et les Allemands auraient de nouvelles inquiétudes au sujet du front russe qui pour l'instant ne les préoccupe guère.

Je passai près de trois heures dans la chambre du général. C'est une pièce claire à trois fenêtres, donnant sur des vergers, ensoleillée et suffisamment meublée. A la porte veillaient les Turcomans fidèles.

— Chaque soir, ils viennent me voir, me dit le général. Je parle leur langue et nous causons. Ils ne s'occupent pas de politique, mais ce sont de vrais soldats et ils m'aiment... Ils étaient avec moi quand j'étais généralissime et c'est eux qui m'ont accompagné de la Stafka ici.

Nous parlâmes longuement de la situation en Russie. On imagine quelles étaient les angoisses du grand patriote qu'est le général Kornilof à voir l'anarchie gagner chaque jour et la ruine inévitable où la faiblesse du régime précipitait la Russie.

— Mais ne pensez pas que tout soit fini, me dit le général. La Russie ne peut périr. Nous nous relèverons un jour et, alors, gare à l'Allemand. Je sens que ma vie n'est pas terminée. Je

sortirai d'ici et nous lutterons encore avec vous...

L'heure avançait. Je devais partir. Je pris une photographie du général dans sa chambre. Je l'embrassai sur les deux joues; nous convînmes des moyens d'établir un contact entre nous, s'il avait des nouvelles à me faire passer, et le colonel E..., appelé, me fit sortir de la prison.

Dans le préau adjacent, je rencontrai les compagnons de captivité du général avec qui je m'entretins quelques instants. Les officiers du détachement turcoman voulaient me garder un jour encore et me promettaient pour le lendemain la plus belle *djigitovka* (fantasia) du monde. Mais les instants étaient précieux et Buikhof infesté d'espions des groupes révolutionnaires.

Je rentrai à Petrograd, où je donnai le mot d'ordre à quelques amis sûrs pour la campagne à mener dans la presse russe, et, quatre jours plus tard, j'étais à Stockholm, d'où je télégraphiai longuement à mon journal dans le sens convenu avec le général et d'où je lui expédiai le fameux « document Kornilof ».

Rapport écrit par le Général Kornilof sur son activité pendant la Révolution jusqu'au jour de son arrestation

Immédiatement après le bouleversement d'Etat du 27 février/12 mars, je fus nommé par le gouvernement provisoire commandant en chef du district militaire de Petrograd, et, à mon retour du front, je pris possession de mon poste le 5/18 mars. Dès le début, je constatai l'influence extrêmement nocive du Soviet de Petrograd qui attirant les soldats dans la lutte des partis politiques, détruisant la discipline et l'autorité des chefs, avait complètement désorganisé les troupes de la garnison où, déjà auparavant, il n'y avait pas de troupes excellentes. Le Soviet, plus d'une fois, essaya de prendre une part directe au commandement des troupes, afin de se servir d'elles comme arme pour atteindre ses buts politiques. N'admettant pas la possibilité d'être le témoin involontaire de la destruction de l'armée, je préférai quitter le poste de commandant du district de Petrograd et fus mis, au commencement de mai, à la tête de la huitième armée.

Je trouvai l'armée en pleine décomposition. Beaucoup de généraux et de colonels avaient été renvoyés sur la demande des comités qui avaient détruit l'autorité des chefs. A quelques exceptions près, la fraternisation régnait sur le front. On voyait des fraternisations entre nos fils de fer et les fils de fer ennemis, avec participation de la musique et des chœurs allemands. Pendant deux mois, presque chaque jour, je visitai des unités, expliquant personnellement aux soldats la nécessité de la discipline, relevant le moral des officiers, démontrant aux troupes la nécessité de la guerre, la nécessité d'opérations actives, en un mot, les préparant à l'offensive projetée. Je pris une position forte et nette vis-à-vis des comités, les écartai de toute action dans le choix des chefs, les ramenai petit à petit dans les limites légales de leurs fonctions, leur fis comprendre que leur devoir principal était d'aider les chefs à relever le moral des troupes.

La rupture du front

Le 8 juillet l'armée prit l'offensive avec un succès brillant, força les positions ennemies sur un front de 30 verstes, prit Halitch et Kalouchtch, fit plus de dix mille prisonniers et ramena plus de cent canons. Je vis alors clairement qu'une parole forte du commandant et une ligne de conduite précise étaient nécessaires pour empêcher la ruine de notre armée. Je compris que cette parole forte était attendue également par les officiers et par les soldats dont les éléments conscients étaient déjà fatigués de l'anarchie.

Dans la nuit du 20 au 21 juillet je fus nommé commandant des armées du front sud-ouest. La rupture du front de la onzième armée qui avait commencé le 19 juillet était déjà complète. L'armée reculait en désordre. La rupture du front s'agrandissait, englobant la gauche de la septième armée disposée au sud. Selon les rapports du front, beaucoup d'unités n'accomplissaient pas les ordres donnés et quittaient leurs positions; d'autres refusaient de prendre la relève. Chaque ordre se discutait dans les meetings des soldats. Sur toutes les routes marchaient des foules de soldats qui pillaient et violaient sur leur passage. J'exigeai immédiatement des chefs des mesures décisives contre ces traîtres, déclarant que j'en prenais toute la responsabilité. J'ordonnai de fusiller les déserteurs et les pillards et d'exposer leurs cadavres le long des routes, avec inscription indiquant leur crime.

Premières remontrances

A ce même temps, j'envoyai le 21 juillet au Généralissime le télégramme n° 3.733, avec copie au président du Conseil des ministres, Ministre de la Guerre, et au Commissaire du front sud-ouest, dans lequel je montrais pour la première fois la nécessité de prendre des mesures exceptionnelles, allant jusqu'au rétablissement de la peine de mort sur le front; j'ajoutais que « toute la responsabilité, si cette mesure n'était pas prise,

retomberait sur ceux qui pensent que l'on peut agir par des mots sur les champs où règnent la mort, la trahison, la peur et la lâcheté » (pièce n° 1). En réponse, je reçus un télégramme du Généralissime qui partageait parfaitement mes vues, et du Ministre de la Guerre un autre télégramme où il me répliquait : « Que j'avais à ma disposition l'article 14 de la déclaration des droits du soldat » (prévoyant l'emploi de la force sur le front).

Comme la ruine des armées augmentait chaque jour et que la retraite continuait, je fus obligé d'augmenter la sévérité des mesures prises et ordonnai la formation de détachements de bataillons de junkers (élèves officiers) pour lutter contre la désertion, le pillage et les viols. J'interdis tous meetings dans l'armée active, déclarant qu'ils étaient illégaux et seraient dispersés par la force des armes. Le 11 juillet, j'envoyai au Président du Conseil des ministres, avec copie au généralissime, le télégramme 3911, commençant par ces mots : « *Une armée ignorante et affolée, dont le pouvoir n'a pas empêché la démoralisation et la ruine systématique, ayant perdu tout sentiment de dignité humaine, fuit...* »

Dans le télégramme, je montrais la nécessité de rétablir immédiatement la peine de mort sur le front et je finissais par ces mots : « *Je vous dis, à vous qui êtes le pouvoir, que la patrie est vraiment à la veille d'un désastre irréparable, que le temps des mots, de la persuasion et des désirs a passé, et qu'il est nécessaire de créer un pouvoir d'Etat révolutionnaire inébranlable. Assez... Je déclare que si le Gouvernement ne ratifie pas les mesures que je propose et, par cela, m'enlève le seul moyen de sauver l'armée et de la rendre à son devoir de sauver la patrie et la liberté, moi, général Kornilof, donnerai ma démission du poste de commandant du front sud-ouest.* » — KORNILOF.

« *Pour ma part, je partage les opinions du général Kornilof et approuve mot pour mot le télégramme ci-dessus.* » — SAVINKOF, *commissaire des armées du front sud-ouest (pièce n°* 2).

Une conférence au quartier général

Le 24 juillet, au matin, un télégramme du Ministre-président m'avertissait que le rétablissement de la peine de mort était accepté en principe et que, le soir même, j'en recevrais le texte définitif; la publication de la loi aux armées ramena les soldats à la réalité. Le 29 juillet, à la Stafka, se réunit une conférence des commandants des groupes d'armée avec le Ministre-président pour étudier les mesures à prendre en vue de rendre à l'armée sa valeur combative.

Un télégramme du généralissime me disait qu'en raison de la situation du front sud-ouest, il valait mieux que je ne vinsse pas, mais il me demandait d'envoyer mon opinion sur la question qui y serait discutée. Ma réponse se trouve dans le télégramme n° 4254 (pièce n° 3). J'y montrais la nécessité de rétablir la peine de mort et les tribunaux militaires révolutionnaires dans les districts intérieurs, car aucune mesure pour rendre à l'armée sa capacité combative ne donnerait le résultat désiré tant que l'armée recevrait de l'arrière des compléments formés de soldats indisciplinés, sans instruction, travaillés par les agitateurs, qui démoralisaient les unités militaires les meilleures. Je montrais la nécessité de rétablir le pouvoir disciplinaire des chefs, de limiter l'activité des comités militaires, de les rendre responsables de leurs usurpations de pouvoir, d'interdire par la loi les meetings, de défendre la distribution dans l'armée des journaux extrémistes et, enfin, d'interdire l'envoi de toute espèce de délégués, députés et agitateurs. J'affirmais enfin pour la première fois, que, par toute une série de mesures à prendre par le gouvernement, il était nécessaire de rendre aux officiers leur prestige qui était tombé à néant.

La conférence de la Stafka ne donna aucun résultat pratique parce que ceux qui y prenaient part, à l'exception du général Denikine, n'eurent pas le courage civique de poser clairement et pleinement le problème.

NOMMÉ GÉNÉRALISSIME

Le 1er août, le gouvernement provisoire m'appela au poste de généralissime. En réponse à ce télégramme, j'adressai le télégramme 4.424 au président du Conseil des ministres et au Ministre de la Guerre (pièce n° 44), où je fixai les conditions dans lesquelles il me paraissait possible d'accepter le poste de généralissime. Une de ces conditions était la non-intervention du gouvernement dans mes ordres d'opérations et, par suite, dans la nomination des chefs supérieurs. La réponse du Ministre de la Guerre me reconnaissait le droit de nommer mes subordonnés mais le lendemain, par les télégrammes d'agence, j'appris que, sans ma demande et sans que je le sache, le général Tcheremissof avait été nommé commandant du front sud-ouest.

Je fus obligé d'adresser au Ministre de la Guerre le télégramme 4.431 (pièce n° 5), demandant d'annuler la nomination du général Tcheremissof et déclarant qu'autrement il me serait impossible d'accepter le poste de généralissime. Le 2, j'envoyai au cabinet du Ministre de la Guerre, à Savinkof, le télégramme 4.459 (pièce 6), disant que tant que je n'aurais pas de réponse catégorique aux télégrammes 4.424 et 4.431, je n'irais pas à Moghilev. On me fit savoir de Petrograd que le commissaire du front sud-ouest, Philonenko, était envoyé à Berditchev pour discuter avec moi. Le 5, il arriva à Berditchev et, au nom du gouvernement, me déclara que toutes mes demandes, contenues dans mes deux télégrammes 4.254 et 424, étaient acceptées en principe par le gouvernement; le Général Tcheremissof était mis à la disposition du gouvernement.

Ayant écouté le rapport du gouvernement, je partis immédiatement pour Moghilev et, le 6 août, j'entrais en fonctions. Le 12 août à la Stafka eut lieu une conférence où prirent part Iourenef, ministre des Voies et Communications, Pechekhonof, ministre du Ravitaillement, général Loukomski, chef d'Etat-major du G. Q. G., l'adjoint du Ministre des Voies et Communications sur le théâtre des opérations militaires, général Kisliakof

et les chefs des services de la Stafka. On discuta les mesures à prendre pour le ravitaillement de l'armée et l'amélioration des transports.

Le rapport sur l'état de notre réseau de voies ferrées, fait par l'ingénieur Chouberski, étala sous les yeux des membres de la conférence le tableau parlant de la pleine désorganisation du service des chemins de fer et l'immense danger qu'elle faisait courir à l'armée et au pays. En concluant, je dis que, pour atteindre nos buts de guerre et arriver à une paix honorable, digne de la grande Russie libre, il était nécessaire d'avoir trois armées : une armée dans les tranchées, l'armée militante; une armée à l'arrière, dans les fabriques et les usines au service de l'armée sur le front; une armée de cheminots pour transporter les produits du travail de la seconde armée à la première. Je déclarai ne pas toucher aux mesures nécessaires pour rendre productif le travail des ouvriers et des cheminots, c'était l'affaire des spécialistes, mais que je jugeais que la discipline de fer à appliquer sur le front était nécessaire aussi pour les deux armées de l'arrière.

Un programme de réorganisation

Dès que je pris possession de mon poste, j'ordonnai au chef de l'Etat-major d'élaborer, suivant mes indications, une série de rapports dans les différents services de l'état-major sur les mesures à prendre pour rétablir l'ordre dans l'armée.

Après un examen préliminaire de ces rapports avec les chefs de services, fut établi un rapport général que j'emportai le 16 août à Petrograd pour le soumettre personnellement au G. P. (gouvernement provisoire). Je me rendis directement auprès du Ministre-Président, au palais d'Hiver. Dans sa conversation avec moi, Kerenski dit, entre autres, que, depuis ma nomination au poste de généralissime, mes demandes au gouvernement avaient un peu trop le caractère d'ultimatums. Je répondis que ces exigences m'étaient dictées par la situation générale, par le danger que présentait l'état

de l'armée dont l'ennemi ne manquerait pas de profiter. Je déclarai que le salut de l'armée et du pays ne pouvait s'obtenir que par des mesures très fortes appliquées sans hésitation. Alors, pour la première fois, Kerenski voulut savoir si, selon moi, il devait continuer à diriger le gouvernement. Le sens de ma réponse fut que, selon moi, son influence avait considérablement diminué, mais que, cependant, je pensais que, comme chef reconnu des partis démocratiques, il devait rester à la tête du gouvernement et que je ne voyais pas d'autre solution.

Ce même jour, à quatre heures, avait lieu une réunion du G. P., où je devais lire mon rapport. Ayant appris par Savinkof, gérant du Ministre de la Guerre, qu'on préparait au Ministère sous ses ordres une série de projets sur les mêmes questions, je résolus, d'accord avec lui, d'ajourner la lecture de mon rapport et de remettre à mon prochain voyage à Petrograd un rapport établi en commun avec Savinkof et j'annonçai ma décision au G. P. au commencement de la séance. Aussi, dans la séance du 16 août, je me bornai à exposer la situation sur le front, les effectifs, leur état, les réserves du ravitaillement, de l'artillerie, de l'intendance, du service sanitaire, etc... et des changements possibles dans la situation stratégique qui pouvaient résulter d'une offensive projetée par l'ennemi dans le secteur de Riga. Je montrai que, vraisemblablement, le coup serait porté dans le rayon d'Ikskull, que les mesures nécessaires étaient prises par nous, mais que la faiblesse et l'état de nos troupes en général, et de l'armée du front nord en particulier, ne nous permettaient pas de garder Riga.

Je dois noter, ici, que lorsque j'examinai l'état de nos forces sur les différents points du front et que je touchai à la question de savoir sur quel point il était possible, dans certaines conditions, de passer à l'offensive, le Ministre-Président, assis à côté de moi, se pencha et me dit à voix basse d'être très prudent sur cette question. Un instant après, on me passa un mot de

Savinkof, avec la même recommandation. Je fus terriblement étonné et indigné que dans le Conseil des Ministres le Généralissime ne pût pas, sans danger, traiter des questions qu'il jugeait indispensable de soumettre au gouvernement dans l'intérêt de la défense du pays. A la fin de la séance, quelques mots de Savinkof me firent comprendre que la présence de Tchernof, ministre de l'Agriculture, rendait la prudence nécessaire.

Premiers conflits

Dans la nuit du 17 août, je rentrai à la Stafka. Le commissaire Philonenko resta à Petrograd pour travailler sous la direction de Savinkof à l'élaboration d'un rapport définitif suivant les vues de Savinkof et les miennes, mon rapport servant de base à son travail. Après le 16 août, la presse de gauche commença une campagne contre moi. Le 20, Fonvisine, l'adjoint du Commissaire du G. P. auprès du Généralissime, m'apprit que, suivant des nouvelles de Petrograd, ma démission était résolue. Je répondis que, personnellement, je ne tenais pas à conserver mes fonctions, mais que je pensais que ma démission dans ce moment ferait un effet fâcheux et pourrait amener de l'agitation dans l'armée. J'indiquai, à ce sujet, l'opinion des officiers des partis et de beaucoup de cercles sociaux, dont le sentiment à mon endroit était connu.

Entre le 20 et le 22 août, je reçus de la ligue militaire, du comité central de l'union des officiers, du conseil de l'union des troupes cosaques, du conseil de l'association des chevaliers de Saint-Georges, de différentes organisations sociales et d'un grand nombre de particuliers de tous les coins de la Russie toute une série de protestations contre ma démission (pièces 7, 8, 9, 10 et 11).

Ayant appris que, le 25 août, s'ouvrirait à Moscou l'Assemblée nationale et prenant en considération la situation sur le front, je décidai le 21 août de faire savoir au G. P. que je ne pourrais pas me rendre à Petrograd le 23 et que je demandais à Savinkof de pré-

senter lui-même mon rapport au G. P. avec les changements qu'il jugerait nécessaires. Savinkof et Philonenko, par fil direct, me prouvèrent qu'il était nécessaire de venir à Petrograd pour la discussion du rapport et, d'après leurs paroles, je supposai que le Ministre-Président connaissait leur demande et que le G. P. désirait que je fusse présent à la discussion du rapport.

Le 22 août, je partis pour Petrograd. A mon arrivée, le 23 au matin, on me remit un télégramme du Ministre-Président, arrivé à la Stafka après mon départ et qu'on avait fait suivre, disant que le G. P. ne jugeait pas nécessaire ma présence à la discussion du rapport et déclinait toute responsabilité pour les suites que pourrait avoir, pour le front, mon absence de la Stafka.

A Petrograd, je me présentai chez le Ministre-Président pour apprendre de sa bouche que le rapport élaboré par Philonenko sous la direction de Savinkof ne lui était pas connu, que lui, Kerenski, comme Ministre de la Guerre, jugeait impossible de déposer ce rapport au Conseil des ministres et qu'il n'avait pas donné l'ordre à Savinkof de m'inviter à participer à la réunion du Conseil.

Les choses étant telles, j'eus une conversation avec Savinkof, qui m'expliqua que le rapport, en réalité, n'avait pas été présenté à Kerenski dans la forme définitive, mais que Savinkof le lui avait soumis en parties successives, dès qu'elles étaient prêtes; qu'en tout cas, le contenu du rapport était connu du Ministre-Président et que l'invitation de venir à Petrograd avait été à la connaissance du G. P. et que lui, Savinkof, ne savait rien du télégramme me contremandant. A 6 heures du soir, après avoir signé le rapport commun sur les mesures nécessaires pour restaurer l'armée, déjà signé par Savinkof et Philonenko, je le soumis au conseil particulier du G. P., composé de Kerenski, Nekrassof et Terechtchenko.

Après l'examen du rapport, on me déclara que le gouvernement approuvait les mesures proposées par moi, mais que la question de leur mise en application demandait du temps. La militarisation des usines et des che-

mins de fer était une question trop compliquée et tranchée avec brutalité dans le rapport et qu'elle serait soumise à l'examen des organes spéciaux. J'acceptai l'ajournement de ces deux questions, d'autant plus que dans mon premier rapport je ne les avais pas traitées en détail.

A la fin de la séance, on me demanda si on pouvait compter que Riga ne serait pas prise par l'ennemi avant l'assemblée de Moscou. Je répondis qu'à la façon dont les Allemands menaient leur opération, Riga pourrait tenir une semaine, mais pas plus. D'après ma conversation avec Kerenski, je me convainquis qu'il était opposé à ma venue à Petrograd et qu'il n'admettait pas la discussion de mon rapport à la séance plénière des membres du G. P. La situation sur le front m'obligea à quitter rapidement Petrograd, je n'insistai donc pas pour assister à la réunion plénière. Je partis dans la nuit pour Moghilev, laissant à Kerenski mon premier rapport et lui envoyant de la gare le rapport commun.

Différend Savinkof-Kerenski

Avant mon départ, Savinkof me rendit visite et, à ses paroles, je compris que les rapports entre lui et Kerenski, dans les derniers jours, n'étaient pas des meilleurs; le Ministre-Président ne le recevait pas au rapport personnel et, ce même soir, tandis que je discutais avec le Ministre-Président mon rapport, il refusa de recevoir Savinkof qui apportait un rapport précisément sur la question dont nous nous étions occupés.

Ce même jour, à Petrograd, Kerenski de nouveau me demanda si je pensais que sa sortie du gouvernement serait désirable. Je répondis dans le même sens que je l'avais fait le 16 août.

Le 23 août, à la réunion privée des membres du G. P., il avait été décidé que, comme généralissime, je prendrais part à l'Assemblée nationale à Moscou. Mais le programme de mon discours n'avait pas été arrêté. Entre Petrograd et la Stafka, j'envoyai, à la demande de Philonenko, un télégramme à Kerenski, et j'y précisai que, pour mener jusqu'au bout mon programme

de réformes, je considérais tout à fait indésirable la démission de Savinkof qui, comme me disait Philonenko, quittait son poste pour des divergences personnelles avec Kerenski.

L'Assemblée de Moscou

Le 24 août, je reçus un télégramme du ministre des Postes et Télégraphes, m'invitant à prendre part à l'Assemblée de Moscou. Le 26, arrivé à Moscou, je fis demander au ministre des Postes et Télégraphes à quel moment je devais prendre la parole. Nikitine me répondit que les membres du gouvernement avaient déjà parlé, que le lendemain parleraient les représentants des Doumas et que j'eusse à m'adresser au Ministre-Président pour être fixé.

Le 26, le ministre des Voies et Communications Soupenef m'avisa que je parlerais le 27, mais que je devrais me borner aux questions stratégiques. Le soir, par téléphone, le Ministre-Président me dit que les membres du gouvernement avaient déjà traité dans leurs discours tout ce qui touchait à la vie de l'armée et qu'il n'était pas désirable que j'en parlasse à nouveau. « Il serait fâcheux, dit-il, qu'il y eût des divergences sur ce point entre le gouvernement et le généralissime ». Je répondis que, en présence des représentants du pays entier, je ne pouvais me borner aux questions stratégiques et que je devais établir devant l'Assemblée l'état véritable des forces du pays et indiquer les moyens par lesquels on pourrait rendre à l'armée sa valeur combative. J'ajoutai que je ne me permettrais aucune critique blessante et que je le priais de me laisser maître de mon discours.

Le 27, je parlai à l'Assemblée, et voici la fin de mon discours :

« ...Pour sauver le pays, il est nécessaire de réaliser l'ensemble des mesures que j'ai indiquées dans mon rapport. Je ne doute pas un instant que, un jour ou l'autre, toutes ces mesures seront réalisées; mais on ne peut pas admettre qu'elles ne le soient chaque fois que sous la pression d'une défaite et à la suite de la perte

d'une partie du territoire national. Si les mesures prises pour rétablir la discipline sur le front ont suivi la débâcle de Tarnopol et la perte de la Galicie et de la Bukovine, il serait inadmissible que la perte de Riga fût nécessaire pour établir l'ordre à l'arrière et que nous dussions donner aux Allemands la Moldavie et la Bessarabie pour que les chemins de fer marchassent comme ils le devraient. J'ai confiance dans le génie du peuple russe et dans le salut de la patrie. Je crois à un avenir brillant pour la Russie et à la renaissance de notre armée. Mais il est impossible de perdre du temps. Il faut une décision ferme et une volonté inébranlable dans la réalisation des mesures prises. »

Le 31 août, les Allemands attaquèrent sur le front de la douzième armée; le matin du 2 septembre, tomba Riga. Bien que le point probable de l'attaque allemande fût à l'avance connu de nous et que, d'après les ordres du commandant du front nord et du commandant de la 12e armée, des réserves importantes eussent été massées sur les points d'attaque, nos troupes, sans opposer une résistance tenace, rendirent à l'ennemi une forte position, fortifiée, couverte par une ligne de défense de première classe, la Dvina. Les Allemands forcèrent le front à la tête de pont d'Ikskull. On avait, au commencement de juillet, discuté la question d'évacuer cette tête de pont; elle fut tranchée le 19 juillet et, le 27, c'est-à-dire une semaine avant ma nomination au poste de généralissime, nous avions abandonné la position d'Ikskull.

La débacle de Riga

Sur le front de Riga se répéta, à peu de chose près, l'histoire de la débâcle de Tarnopol; la cavalerie, l'artillerie, les sections de mitrailleuses, les détachements de partisans et quelques éléments d'infanterie remplirent leur devoir envers la patrie; les autres, le reste de l'infanterie, ne montra aucune ténacité, s'enfuit en désordre, abandonna l'artillerie, ou se fit faire prisonnier. Mon attention ayant été attirée sur les divergences importantes que présentaient, d'une part, les rapports du commandant de la 12e armée, général Parski, et du com-

missaire de l'armée Voitinski et, d'autre part, les rapports des commandants des corps de cette même armée, j'ordonnai au commandant du front, général Klembowski, de commencer une enquête sur cette affaire et de traduire le général Parski et Voitinski devant le tribunal pour faux rapports.

Par la rupture du front de Riga, nous perdions une forte ligne de défense, nous perdions la forteresse d'Oust-Dvinsk, la riche ville de Riga, beaucoup d'artillerie, des dépôts divers et, en outre, notre position sur les rives du golfe de Riga devenait critique. La XII[e] armée, avec de grandes pertes et dans un désordre extrême, se retira sur les positions de Wenden.

A la Stafka, arrivait la nouvelle de préparatifs d'une opération de la flotte allemande et d'une descente dans le golfe de Riga; on préparait des transports à Libau et à Dantzig; on annonçait que des bateaux allemands et des trawlers relevaient nos mines dans le détroit d'Irbenn. Les aéroplanes allemands faisaient de nombreuses reconnaissances sur les îles Dago et Œsel et des sous-marins allemands posaient une barrière de mines dans les détroits qui mènent du nord au golfe de Riga. Tout prouvait que les Allemands se préparaient à faire une descente du côté de Revel et, peut-être plus loin, vers Petrograd. Je reçus alors un télégramme sur nos pertes dans l'explosion des usines de poudre et des dépôts d'artillerie de Kasan. Le feu avait détruit presque un million d'obus et 12.000 mitrailleuses qui devaient être envoyés à l'armée. On reçut aussi des nouvelles sur les tentatives de destruction de nos usines à Odessa et autres endroits.

Les nouvelles du front n'étaient pas meilleures. Dans l'armée de la Garde on avait tué le commandant de la 3[e] division d'infanterie Hirchfeld et le commissaire de l'armée Lindé. De l'intérieur du pays je recevais de toutes parts des lettres sur les actes de violence commis contre des particuliers et sur la ruine complète de la vie nationale.

Savinkof propose une entente Kerenski-Kornilof

Le 6 septembre je convoquai à la Stafka les commissaires et les délégués du front pour leur faire connaître le projet sur les fonctions nouvelles des commissaires et des comités. Ce jour, comme nous ouvrions la conférence, arriva à la Stafka Savinkof, qui vint directement du train chez moi. Avec lui entrèrent le chef d'état-major, général Loukomski, et le commissaire auprès du généralissime, Philonenko, qui avait été le chercher à la gare. Savinkof déclara qu'il devait et désirait me parler seul à seul. Loukomski et Philonenko sortirent de mon cabinet.

Savinkof dit que Kerenski, chef reconnu des partis de gauche, et moi, sur qui, à son avis, tous les partis politiques de droite de la Russie fondaient leurs espoirs, devaient marcher la main dans la main et qu'une mésentente entre nous amènerait un conflit très grave. C'est pourquoi il estimait que son premier devoir était de préparer un terrain d'entente sur lequel Kerenski et moi, par un travail commun, pourrions créer un pouvoir vraiment fort et durable. Je déclarai que je n'étais pas le chef des partis de droite, mais que je m'accordais avec lui sur ce point qu'une mésentente entre Kerenski et moi pourrait avoir des suites funestes. Je déclarai que, bien que je ne prétendisse pas exercer une influence en faveur de telle forme de gouvernement, puisqu'on s'intéressait à mon opinion, j'étais prêt à déclarer ouvertement que, selon moi, Kerenski était un homme de caractère faible, facilement soumis aux influences du dehors, et, naturellement, ne connaissant pas les affaires à la direction desquelles il était placé. Personnellement, je n'avais rien contre lui. Je pensais qu'un gouvernement sans Kerenski pourrait aussi remplir sa tâche.

Après un long examen de la situation du pays, nous tombâmes d'accord que, étant donné les rapports actuels des partis politiques, la participation de Kerenski au pouvoir était décidément désirable. Je déclarai ensuite que j'étais prêt à soutenir Kerenski de toute façon

si le bien de la patrie l'exigeait. Savinkof me répondit qu'il était heureux d'entendre les mots que je venais de prononcer.

Tout cela a été confirmé par Savinkof dans sa conversation avec moi, par fil direct, le 9 septembre, à 5 h. 50. Les extraits de cette conversation sont donnés dans la pièce 12. La suite des événements du 6 septembre et ma conversation avec Savinkof sont relatés dans le « Procès-verbal de la visite du gérant du ministère de la Guerre, Savinkof, à Moghilev, le 6 et 7 septembre 1917 ». Dans ce procès-verbal, établi par moi et les généraux Loukomski et Romanovski, a été relaté tout ce qui a été dit entre Savinkof et moi, en présence de ces deux généraux. Voici le procès-verbal :

« Le 6 septembre, Savinkof arriva directement du train chez le généralissime. Vinrent avec lui le général Loukomski et le commissaire Philonenko. Après les salutations dans le cabinet du généralissime, Savinkof déclara qu'il voulait causer avec le général Kornilof seul à seul. Le général Loukomski et Philonenko sortirent. »

Un procès-verbal d'une grande importance

La conversation de Savinkof avec le général eut comme thème la nécessité de rapports étroits entre le généralissime et le ministre président, car Savinkof comptait que ces deux personnalités, étant à la tête des deux grands partis politiques actuels, devaient marcher la main dans la main. Ensuite Savinkof montra au général les projets de loi qui avaient été élaborés d'après les demandes formulées par le général Kornilof pour être soumis au G. P.

Ce même jour, après le dîner, à 9 heures du soir, se réunirent dans le cabinet du généralissime, Kornilof, Savinkof, Loukomski et Philonenko. On discuta la question des comités et des commissaires : Savinkof et Philonenko protestèrent contre le général Denikine, qui n'arrivait pas à établir des rapports satisfaisants avec les commissaires et les comités et montrèrent le danger d'avoir à la tête des armées des géné-

raux avec qui il était difficile de travailler d'une façon amicale et les répercussions que cela pouvait avoir sur le moral des troupes. Les généraux Kornilof et Loukomski s'élevèrent vivement contre la possibilité de déplacer à la légère des généraux remarquables pour la seule raison qu'ils avaient eu quelques difficultés avec les comités.

On posa en fait que, si les nouvelles fonctions des commissaires et des comités étaient établies d'une façon tout à fait précise, il n'y aurait plus place pour des frottements. Le nombre des bons généraux est si peu élevé qu'on ne peut les sacrifier pour des malentendus.

Ensuite Savinkof posa la question de la limite du gouvernement militaire de Petrograd, qu'on devait séparer du district militaire de Petrograd, tout en formant une armée spéciale pour défendre les approches de Petrograd. On fit entrer dans le cabinet le général Romanovski et le colonel Baranovski, chef de cabinet du ministre de la Guerre, lesquels apportèrent les cartes, et le colonel Baranovski indiqua quelles seraient les limites du gouvernement qu'il jugeait nécessaires. Après quelques discussions les frontières furent fixées.

Avant l'arrivée du général Romanovski et après le rapport du colonel Baranovski sur la nécessité de constituer un gouvernement militaire de Petrograd, Savinkof, s'adressant au général Kornilof, dit à peu près, mot pour mot :

Ainsi, Lavre Georgiévitch, vos exigences seront satisfaites par le G. P. dans les jours prochains, mais en même temps et à la suite de cette mesure, le gouvernement craint que des troubles sérieux n'éclatent à Petrograd. Vous savez, sans doute, que l'on craint, à Petrograd, une sortie des extrémistes, le 10 *ou le* 11 *septembre. Si cette sortie est, pour une cause ou une autre, remise, la publication de vos demandes, approuvées par le gouvernement, serait un prétexte pour la manifestation des extrémistes. Quoique nous ayons assez de troupes à notre disposition, nous ne pouvons pas compter absolument sur elles, d'autant plus que nous ne savons*

pas comment le Soviet recevra la nouvelle loi. Peut-être se prononcera-t-il contre le gouvernement, et alors, nous ne pouvons pas compter sur les troupes. C'est pourquoi je vous prie de donner des ordres pour que le 3ᵉ corps de cavalerie soit vers le 10 septembre dans les environs de Petrograd, et mis à la disposition du G. P. Si aux extrémistes se joignent les membres du Soviet, il nous faudra agir contre eux aussi. Je vous prie seulement de ne pas mettre à la tête du 3ᵉ corps de cavalerie le général Krymof, qui ne nous paraît pas particulièrement désirable. C'est un excellent général pour la guerre, mais il est moins bon pour le genre d'opération qui peut avoir lieu.

Sur ces entrefaites, entra le général Romanovski et les limites du gouvernement militaire de Petrograd furent définitivement fixées. Ensuite Savinkof revint à la question de la possibilité d'écraser l'émeute des extrémistes et du Soviet si ce dernier marchait contre le gouvernement. *Savinkof ajouta que la répression devait être décisive et impitoyable.* Kornilof répondit qu'il ne comprenait pas les répressions autrement, que des instructions seraient données en conséquence, qu'il avait déjà fait passer devant le tribunal des chefs qui avaient permis aux soldats de tirer en l'air et que, s'il y avait émeute par les extrémistes et les soviets, elle serait étouffée avec la dernière énergie.

Le colonel Baranovski, qui était assis près de la table, ajouta à son tour : « Certainement, il est nécessaire d'agir avec la plus grande décision et de frapper un coup si fort que toute la Russie le ressente. »

Savinkof, s'adressant au général Kornilof, dit ensuite qu'il était nécessaire pour éviter un malentendu et pour que la sortie des extrémistes n'ait pas lieu avant qu'on ait eu le temps de concentrer près de Petrograd le corps de cavalerie, de déclarer le gouvernement militaire de Petrograd en état de guerre et de publier la nouvelle loi des réformes militaires. Comme le G. P. devait savoir exactement à quel moment déclarer l'état de guerre et publier la nouvelle loi, il fallait que le général Kornilof télégraphiât à lui, Savinkof, exactement

le moment où le 3e corps serait près de Petrograd. Après cela, Savinkof et Baranovski sortirent.

Comme preuve de l'entente du général Kornilof avec le gérant du ministère de la Guerre Savinkof, voici le texte du télégramme chiffré, envoyé le 9 septembre à 2 h. 40 : « Gérant ministère Guerre. — Le corps sera concentré près Petrograd le 10 au soir. Je vous prie de déclarer Petrograd en état de guerre le 11 au matin. — Numéro 6.394, général Kornilof. » Signent : le général Kornilof, le général Loukomski et le général Romanovski.

A ce procès-verbal, il faut ajouter que Savinkof me demanda de remplacer, si c'était possible, la division des troupes indigènes du Caucase (qui se trouvait à Dno) par de la cavalerie régulière, car il ne paraissait pas « désirable d'employer les montagnards du Caucase pour assurer la liberté russe ». Je promis de faire le nécessaire et chargeai mon chef d'état-major de demander au front du nord et au front du centre s'ils pouvaient mettre à la disposition du général Krymof une brigade de cavalerie qui ne fût pas cosaque.

Enfin, je crois nécessaire de donner l'extrait suivant de la conversation que j'ai eue à ce sujet avec Savinkof, par fil direct, le 9 septembre :

— Savinkof dit : « Je crois nécessaire, pour établir la vérité historique, de déclarer que, *suivant les instructions du ministre-président*, je vous ai demandé un corps de cavalerie pour réaliser l'état de guerre à Petrograd et pour écraser tout soulèvement contre le G. P., d'où qu'il vienne. »

A cette conversation par fil direct, assistaient, à Petrograd, Savinkof et Maklakof; à la Stafka, Philonenko.

Ou Lvof entre en scène

Le 7 septembre, Savinkof quitta Moghilev. Le même jour, au matin, survint V. N. Lvof, que j'avais vu deux fois aux séances du conseil des ministres alors que je commandais le district militaire de Petrograd, et dont je savais qu'il avait été membre de la Douma impériale

et chef du Saint-Synode. En dehors des saluts échangés, nous ne nous étions jamais parlé.

A son entrée dans mon cabinet, Lvof dit :

—Je viens à vous, chargé d'une mission de Kerenski.

Je souligne que Lvof était envoyé auprès de moi, que je ne l'avais pas vu depuis le mois d'avril, que je le connaissais à peine, et qu'il m'était envoyé par Kerenski. Comme preuve, je donne la note prise des pourparlers de Lvof avec le membre de la première Douma Aladine, qu'on m'a transmise le 12 septembre (pièce 14). Dans la note, on parle d'un certain Dobrinski que je n'ai jamais vu et je n'ai appris ces pourparlers que par la lecture de cette note qu'Aladine m'a remise le 12 septembre. Lvof me dit de la part de Kerenski que si, selon moi, la présence de Kerenski à la tête du gouvernement ne lui donne pas la force et la stabilité nécessaires, il est prêt à quitter le pouvoir; mais qu'il consentirait à rester au pouvoir s'il pouvait compter sur mon soutien. Lvof me demanda de formuler mon programme et de dire mon opinion sur les propositions de Kerenski.

Je lui exposai l'état général du pays et de l'armée (situation sur le front, préparatifs de descente allemande sur les rives du golfe de Riga, la possibilité d'un mouvement sur Revel et Petrograd, l'assassinat du chef de la troisième division d'infanterie, général Hirshfeld, et du commissaire de l'armée spéciale Linde; l'incendie des dépôts de poudre et d'artillerie de Kazan), je déclarai que, selon ma conviction profonde, la seule issue était une dictature et la proclamation de l'état de guerre dans tous le pays; j'ajoutai que personnellement je ne prétendais pas au pouvoir et étais prêt à me soumettre immédiatement à celui qui prendrait les pouvoirs de dictateur, que ce fût Kerenski, le général Alexeief, le général Kaledine ou tout autre.

Lvof répondit que la possibilité n'était pas exclue d'une telle solution; que le gouvernement lui-même, dans la situation actuelle du pays, arriverait à comprendre la nécessité d'une dictature et me proposerait probablement de la prendre.

Je lui répliquai que partisan d'un pouvoir fort, je ne

refuserais pas la dictature si elle m'était offerte. Je chargeai Lvof de dire à Kerenski, quelle que soit mon opinion sur son caractère, ses qualités et sur ses rapports avec moi, que je jugeais sa participation au pouvoir, ainsi que celle de Savinkof, absolument nécessaire. En outre, je fis savoir par lui à Kerenski que, d'après mes renseignements, des troubles extrémistes seraient prochains et qu'on préparerait un attentat contre lui. Aussi je demandai à Kerenski de venir à la Stafka pour prendre une résolution définitive et que je lui garantissais, sur ma parole d'honneur, une sécurité complète.

Ayant écouté ma déclaration, Lvof, sans doute touché, dit : « Général, vous êtes l'homme le plus noble que j'aie vu. »

A la fin de notre conversation, Zavoiko, qui me servait d'ordonnance, entra avec un rapport. Je répétai en sa présence la substance des déclarations que j'avais faites.

Le 8 septembre, se termina la conférence des délégués des comités du front et des commissaires. Je prononçai un discours dans lequel, après avoir montré brièvement la situation difficile du pays, je demandai au commandement, aux commissaires et aux comités de travailler en bonne harmonie de façon à relever la valeur combative de l'armée. Je déclarai aussi que, tant que j'aurais le commandement, je ne permettrais pas aux comités de discuter la valeur des chefs. Ce point était inclus dans la loi élaborée au ministère de la guerre sur les fonctions des comités.

Un projet de conseil de défense nationale

Le 6 septembre, dans ma discussion avec Savinkof sur ce point, comme je refusais absolument ce droit aux comités, Savinkof et Philonenko m'avaient assuré qu'il n'en serait même pas question dans le projet. Je demandai qu'on n'en parlât même pas à la conférence. On en parla tout de même et ce point fut inclus dans le projet.

Le 8 septembre, au soir, dans mon cabinet, se réunirent Philonenko, Zavoiko et Aladine. La conversation,

de nouveau, tomba sur la terrible position du pays et sur la nécessité d'un pouvoir fort. Voyant en eux des gens connaissant bien les cercles socialistes et les hommes qui y sont en vue, et me souvenant de mes conversations avec Savinkof et Lvof, je leur proposai de tracer un schéma de l'organisation du pouvoir et du gouvernement, où les forces les meilleures de nos grands partis politiques pourraient donner au pays un gouvernement fort, capable de travailler et qui aurait la confiance de la nation et de l'armée.

On fit un projet de Conseil de défense nationale avec le généralissime, président, Kerenski, vice-président, le général Alexeief, l'amiral Koltchak, Savinkof et Philonenko. Ce conseil devait constituer une dictature collective, car la dictature d'un seul homme n'avait pas paru désirable. Aux postes des autres ministres, on nommait Takhtamychef, Tretiakof, Pokrovski, le comte Ignatief, Aladine, Plekhanof, le prince Lvof, Zavoiko. Je ne connaissais aucune des personnes citées ci-dessus à l'exception de Lvof, Aladine et Zavoiko. Philonenko transmit la même nuit à Savinkof mes opinions sur la reconstruction du pouvoir, ce qui est confirmé par ma conversation avec ce dernier, par fil direct, le 9 septembre (pièce n° 15).

Malentendu ou piège?

Le même soir, je fus appelé à l'appareil et j'eus une conversation avec le Ministre-Président et Lvof. Cette conversation, suivant le ruban télégraphique, fut la suivante :

— Ici est le Ministre-Président Kerenski. Nous attendons le général Kornilof.

— Le général Kornilof est à l'appareil.

— Bonjour, général! Au téléphone sont Lvof et Kerenski. Nous vous demandons de confirmer que Kerenski peut agir selon les renseignements que lui a transmis Lvof.

— Bonjour, Alexandre-Feodorovitch (Kerenski), bonjour Lvof. Confirmant mon opinion sur l'état dans lequel se trouvent le pays et l'armée, opinion que j'ai exprimée avec demande de vous la transmettre, je dé-

clare à nouveau que les événements de ces derniers jours et ceux que l'on peut prévoir exigent une décision précise dans le délai le plus court.

— Moi, Lvof (1), je vous demande : Faut-il réaliser la décision que vous m'avez demandé de transmettre à Kerenski personnellement? Kerenski hésite à me croire complètement, si vous ne le confirmez pas directement.

— Oui, je confirme que je vous ai demandé de transmettre à Kerenski mon invitation de venir à Moghilev.

— Moi, Kerenski, je comprends votre réponse comme confirmation des paroles que m'a transmises Lvof. Je ne puis partir aujourd'hui. J'espère partir demain. Savinkof est-il nécessaire?

— Je vous demande avec insistance d'emmener Savinkof avec vous. Ce que j'ai dit à Lvof concerne aussi Savinkof. Je vous demande instamment de ne pas remettre votre départ à plus tard que demain. Je vous prie de croire que, seule, la nécessité pressante de l'heure m'oblige à vous le demander avec tant d'insistance.

— Faut-il venir seulement si l'émeute éclate, dont on parle, ou faut-il venir dans tous les cas?

— Dans tous les cas!

— Au revoir, nous nous verrons bientôt.

— Au revoir.

Conversation enregistrée sur le ruban télégraphique. (Pièce 16.)

N'admettant pas que Lvof, membre de la Douma impériale, ancien membre du gouvernement, eût pu dénaturer de quelque façon le sens précis de mes paroles, je confirmai seulement à l'appareil mon invitation à Kerenski de venir à la Stafka avec l'espérance de m'expliquer avec lui ici et d'arriver à une entente définitive.

(1) En réalité c'était Kerenski qui parlait, laissant croire à Kornilof que Lvof l'interrogeait. Le fait a été confirmé par Kornilof et par Kerenski devant la commission d'enquête. (Compte rendu *Novoïé Vrémia*, 24 octobre 1917.)

Dans cette entrevue, je pensais discuter le projet d'organisation et de formation du pouvoir. Pour participer à la discussion sur l'état du pays et sur les mesures nécessaires au salut de l'armée, je désirais voir Rodzianko, le prince Lvof et Milioukof auxquels furent envoyés des télégrammes, les priant de venir à la Stafka pas plus tard que le 11 septembre. Je pensais que Kerenski partirait pour la Stafka le 9.

La destitution

Le matin du 9 je reçus un télégramme signé « Kerenski », sans numéro d'ordre, avec l'ordre de remettre provisoirement les fonctions de généralissime au général Loukomski et, sans attendre l'arrivée du nouveau généralissime, de me rendre à Petrograd. Sachant qu'à Petrograd on avait examiné la veille à la séance du G. P. la loi qui établissait la peine de mort dans les districts intérieurs de la Russie, loi qui aurait amélioré singulièrement la valeur combative de l'armée et aurait mis un frein aux tentatives anarchiques de gauche, je fus convaincu que le gouvernement, de nouveau retombé sous l'influence d'organisations irresponsables et renonçant à réaliser le programme de réformes de l'armée proposées par moi, avait décidé de me renvoyer comme initiateur principal des mesures en question.

Vu l'état du pays et de l'armée, je résolus de ne pas rendre mes pouvoirs avant d'avoir éclairci la situation. Ayant confié au général Loukomski ce qui précède, je lui demandai s'il acceptait de prendre mon poste. Il me répondit que, dans les conditions actuelles, il ne jugeait pas possible de me remplacer au poste de généralissime et me soumit le projet de son télégramme au G. P. n° 6406 (pièce 17). Après avoir approuvé son projet de télégramme, j'ordonnai de porter à la connaissance des généraux de tous les fronts nos décisions, ce qui fut fait par un télégramme du général Loukomski n° 6412.

A 5 h. 50, le même jour, je causai par fil direct avec Savinkof, auquel je déclarai que, dans les circonstances actuelles, je ne jugeais pas possible de quitter mon poste.

Le 10 on me transmit la copie du télégramme du Ministre-Président numéro 710, au général Klembovski, le nommant provisoirement aux fonctions de généralissime, et lui enjoignant en même temps de rester à Pskov, où il continuerait à commander le front nord.

Je fis télégraphier à Klembovski :

« Je prie le général Klembovski de me faire savoir d'urgence sa décision, car, après son télégramme d'hier, j'ai pris une résolution précise dont l'annulation serait la cause de grands troubles dans l'armée et dans le pays. Général Kornilof, 10 septembre. »

Le 10 septembre, le G. P. me déclara traître à la patrie et exigea l'annulation des ordres sur la marche du troisième corps de cavalerie qui se concentrait dans les environs de Petrograd. Considérant : 1° l'ordre de ce même gouvernement de concentrer le troisième corps près de Petrograd pour étouffer le mouvement des extrémistes; 2° l'acceptation en principe par le G. P. de mon programme de réformes militaires; 3° ma conversation avec Savinkof; 4° la nouvelle de la pression grandissante du Soviet sur le G. P., j'arrivai à la conclusion que le gouvernement était finalement tombé sous l'influence du Soviet pour lutter contre ce même gouvernement qui m'avait demandé des troupes.

En lutte ouverte

C'est pourquoi, fort des déclarations des commandants des fronts nord, ouest, sud-ouest et roumain, dans leurs télégrammes n° 574 A, 10459 493 et 145 (copies pièce 18), je décidai d'agir ouvertement, et d'exercer une pression sur le G. P., pour l'obliger à : 1° exclure les ministres qui, suivant mes renseignements, étaient des traîtres évidents à la patrie; 2° se reconstituer de façon à assurer au pays un pouvoir fort et durable.

Pour peser sur le gouvernement, je résolus d'employer le 3e corps de cavalerie du général Krymof, auquel j'ordonnai de continuer sa marche sur Petrograd.

L'histoire de l'arrivée de ce corps dans le rayon de Pskov, Velikie-Louki, Luga, est la suivante : à la fin d'avril, étant commandant du district de Petrograd,

prévoyant la possibilité de la chute de Riga et du développement de l'opération allemande sur les rives des golfes de Riga et de Finlande, et en Finlande, j'avais ordonné à l'état-major de Petrograd d'élaborer un projet de création d'une armée de Petrorad, dont la mission serait la défense des approches de Petrograd par la Finlande, par la rive sud du golfe de Finlande et par le golfe de Finlande.

Pour constituer cette armée, je prenais les troupes de Finlande, du rayon de Revel et la garnison de Petrograd. Mon rapport avait été soumis au généralissime Alexeief vers le 13 mai, approuvé et dicté par lui en ma présence au colonel Balabine sous le titre de: « Projet du généralissime sur la formation de l'armée de Petrograd. » Peu de jours après j'avais été nommé à la 8e armée et ce projet ne fut pas réalisé.

En prenant le poste de généralissime, soucieux d'assurer notre position sur les voies qui mènent à la capitale, j'avais ordonné au G. Q. G. d'étudier à nouveau la question de la formation d'une armée spéciale de Petrograd, en y comprenant la flotte baltique, et en réunissant les fronts du nord et de l'ouest en un front nord-ouest, avec Q. G. à Vitebsk. L'ordre de constituer l'armée de Petrograd fut signé par moi le 8 septembre, mais l'ordre ne fut pas envoyé aux armées parce que je décidai de réaliser ce plan seulement si nos armées étaient obligées d'abandonner les positions de Wenden.

Pour commander l'armée, était désigné le général Krymof, chef du troisième corps de cavalerie, un des meilleurs, des plus énergiques et des plus résolus généraux de notre armée. Le général Krymof fut appelé par moi à la Stafka et je lui enjoignis d'étudier la défense des approches de Petrograd par la Finlande et par les rives du golfe de Riga : je lui enjoignis aussi de constituer l'état-major de son armée. L'armée de Petrograd comprendrait les troupes de Finlande, la garnison de Petrograd, les troupes de Revel, deux corps du flanc droit de la douzième armée et des éléments de cavalerie que j'avais enlevés du front sud-ouest pour renforcer le front nord-ouest, qui étaient : la division de

cavalerie des troupes indigènes du Caucase et le troisième corps de cavalerie.

La nécessité de ce transfert de troupes était devenue évidente lors des préparatifs des Allemands contre Riga. C'est pourquoi les ordres pour le transport de la division indigène de la 7e armée avaient été donnés par télégramme du 20 août n° 5920 et le premier échelon quittait le front sud-ouest le 23 août (pièce 19). La division avait été dirigée dans le rayon de Velikie-Louki, Nevel et Dno, où elle devait être reformée, après l'arrivée de la brigade de fantassins Ossètes et de deux régiments de la 11e division de cavalerie indigène du Caucase, en corps de cavalerie indigène du Caucase. L'ordre de transport du 3e corps de cavalerie, du rayon de Volotchistk, fut donné le 25 août, par télégramme n° 5955; elle devait suivre immédiatement le dernier échelon de la division indigène.

Toutes ces unités furent enlevées, non du front, mais de l'arrière des fronts sud-ouest et roumain. Ainsi le retrait de ces troupes n'affaiblissait pas la ligne du front. En outre, dans la crainte d'une attaque des Allemands dans le rayon de Jacobstadt et de Dwinsk, mon télégramme du 3 septembre ordonnait de retirer du front sud-ouest une division d'infanterie et de préparer le transport d'une autre division aussi pour le front du nord. J'avais choisi pour le front nord la division indigène et le 3e corps de cavalerie, parce que je désirais avoir près de Petrograd des troupes qui résisteraient à l'influence démoralisante du Soviet de Petrograd.

L'ordre de formation de l'armée de Petrograd, comme il a été dit plus haut, fut signé par moi le 8 septembre, car seulement le 6 j'appris par un télégramme du Ministre-Président que le gouvernement avait décidé de mettre sous mes ordres le district de Petrograd qui entrait dans le rayon de l'armée de Petrograd. Le général Krymof rejoignit ses troupes le soir du 7 septembre. Avant son départ je lui fixai les deux points suivants :

1° S'il recevait de moi ou bien sur place la nouvelle d'un mouvement des extrémistes, avancer immédiatement avec son corps de cavalerie sur Petrograd, désar-

mer les unités de la garnison qui avaient passé aux émeutiers; désarmer la population civile et chasser le Soviet.

2° Une fois ceci fait, le général devait mener une brigade d'artillerie à Oranienbaum et, là, exiger le désarmement de la forteresse de Cronstadt et faire passer la garnison sur le continent.

L'agrément du Ministre-Président au point ci-dessus avait été reçu le 21 août et accompagnait une lettre de l'amiral Maximof et un rapport de l'état-major de la flotte adressés au G. Q. G. S'il était nécessaire de renforcer les troupes du général Krymof, j'avais donné ordre au commandant du 1er corps de cavalerie de mettre à la disposition de Krymof deux régiments de la 5e division du Kouban, cantonnés entre Viborg et Petrograd. Le régiment cosaque d'Ekaterinodar de cette division fut laissé à Helsingfors sur la demande du général gouverneur Staikhovitch pour y maintenir l'ordre, car on attendait une émeute des extrémistes.

En cas de désordres on avait donné ordre à la flotte de tirer sur la ville. Le télégramme donnant cet ordre, signé par le général Loukomski, porte ma signature personnelle.

Comme il était impossible de compter sur certaines unités du rayon fortifié de Revel, j'ordonnai le transfert de Proskourof, c'est-à-dire de l'arrière profond, du régiment d'infanterie de Kornilof, qui y était en repos, comme régiment tout à fait sûr. Les premiers échelons de ce régiment passaient Moghilef le 9 septembre; vu les événements, je les retins.

Je ne revis plus le général Krymof. Je crois qu'il n'a pas rempli son problème parce que la liaison entre nous fut coupée et il ne reçut pas mes derniers ordres. Des mesures extraordinaires pour soutenir la liaison n'avaient pas été prises, parce que le corps était dirigé vers Petrograd, sur la demande du G. P., et je ne pouvais prévoir qu'il couperait le contact avec la Stafka.

Alexeief intervient

Le 11 septembre, j'envoyai au général Krymof l'ordre de continuer le mouvement et, en cas de rupture pro-

longée, d'agir selon les circonstances, mais dans le sens de mes premières indications. Cette lettre fut envoyée par un officier aviateur et je ne sais si elle est parvenue au général Krymof et je pris toutes les mesures pour liquider aussi paisiblement que possible, sans choc pour le pays et l'armée, mon conflit avec le Ministre-Président. Depuis le 9, j'ai continué la direction des armées, j'ai suivi la position sur les fronts et j'ai donné des ordres.

Comme Kerenski avait donné ordre de ne plus m'obéir, j'entrai en contact avec le général Alexeief et, tout de suite, exigeai l'annulation de cet ordre (voir ma conversation avec le général Alexeief, le 12 septembre). Je déclarai ensuite au G. P., par Alexeief, que je prendrais des mesures immédiates pour tranquilliser les cercles qui sont avec moi, dès que le gouvernement serait prêt à créer un pouvoir fort et, enfin, je demandai à Alexeief de hâter son arrivée à la Stafka. Ayant reçu la nouvelle de son départ, je donnai aussitôt l'ordre à la garnison de Moghilev de rester tranquille et de se soumettre au général Alexeief dès son arrivée ici.

Le 12, j'ai appris que le gouvernement avait annulé son ordre de ne plus m'obéir et j'ordonnai immédiatement de poursuivre les transports stratégiques de troupes pour renforcer le front nord. Il suit de ceci qu'un général, accusé par Kerenski de trahison envers la Patrie, continuait, tout de même, jusqu'au soir du 14 septembre d'être le chef de la défense du pays.

Bonne foi, patriotisme

Je n'ai jamais participé à aucun complot. Dans mes conversations avec les représentants des partis politiques j'ai toujours déclaré n'appartenir à aucun parti politique et ajouté que j'ai toujours soutenu ceux d'entre eux dont le but était le salut de la Patrie. J'ai déclaré que seule, la Constituante, qui sera l'expression de la volonté du peuple, doit décider du régime futur de la Russie. J'ai dit aussi que je ne soutiendrais aucune combinaison politique qui aurait comme but la restauration des Romanof, estimant que les derniers représentants de

cette dynastie avaient joué un rôle funeste dans le sort du pays.

Je n'étais lié avec aucune organisation poursuivant les mêmes buts que moi. Quand je pris parti contre le G. P., les officiers du G. Q. G. continuèrent à m'obéir. Prenant une telle responsabilité, je n'admettais pas l'idée que quelqu'un aurait pu ne pas remplir mes ordres.

Mes ordres, numéros 897 et 900, et mes appels au peuple et aux cosaques donnés le 10 et le 11, montrent les causes de ma sortie et son développement (pièce XX-XXIV).

Le 8, je vis l'ancien commandant du district militaire de Moscou, le colonel (aujourd'hui général) Verkhovski. Je l'avais invité à la Stafka pour étudier la réduction des effectifs. Je touchai pendant notre conversation la question de l'établissement d'une dictature en conséquence de l'état du pays, et des suites que cela pourrait avoir. L'opinion de Verkhovski était que la dictature d'un seul homme pouvait amener de grands troubles dans le pays, mais la dictature collective causerait des secousses moins violentes. Notre conversation portait un caractère abstrait; ni les noms ni les dates ne furent désignés. Je demandai à Verkhovski de passer le lendemain aussi à Moghilev, voulant lui parler de certaines questions qu'élaborait l'état-major : il me dit que son retour à Moscou était urgent et nous nous quittâmes.

Le général Kaledine est mon vieux camarade de combat. Nous avons combattu tout près l'un de l'autre, sous Lvof, commandant des divisions. Au mois de mai, cette année, je lui succédai à la 8e armée. Vieil officier de combat, regardant, avec le cœur serré, la ruine de notre armée, autrefois puissante, fils de cosaque, j'ai une profonde sympathie pour le général Kaledine, ce vrai paladin cosaque.

Quelque temps avant l'Assemblée de Moscou, le Président du Conseil de l'Union des cosaques, Doutof, qui était venu à Moghilev pour me parler des affaires cosaques, me demanda d'avertir, par télégramme, le

général Kaledine qu'on avait l'intention de l'arrêter à Moscou pendant la réunion de l'Assemblée. Je ne sais si ce télégramme fut envoyé, mais je retrouvai la demande inscrite sur un bloc-notes dans mon cabinet.

Je rencontrai le général Kaledine à Moscou le 26 août, où il était chargé de me saluer au nom des cosaques à mon arrivée. Le même soir, il vint dans mon wagon et nous avons parlé de l'état du pays et de l'armée, puis des discours que nous allions prononcer à l'Assemblée. Le 11, je lui envoyai une lettre par Zavoiko, pour le mettre au courant des affaires et lui demander de faire de son côté une pression sur le G. P. Je ne sais si cette lettre lui est parvenue.

Le général gouverneur de Finlande me fit savoir qu'il y avait de l'agitation : le 7 septembre, par le télégramme n° 6314, je proposai au général Kaledine de diriger par Moscou en Finlande une des divisions de cosaques du Don, qu'on formait pour les envoyer au front du Caucase. Le 12 septembre, après ma conversation avec le général Alexeief, cet ordre fut annulé par le télégramme n° 11766.

Je ne connaissais pas le membre de la Douma Aladine. Le 16 août, quand j'étais à Petrograd, il rentrait d'Angleterre et vint me voir pour m'apporter des salutations du général Robertson auquel il s'était présenté avant son départ pour la Russie. La conversation dura quelques minutes et toucha exclusivement la question de l'organisation de l'armée à laquelle il avait été pendant quelque temps.

Je le vis pour la seconde fois à l'Assemblée de Moscou. Nous parlâmes des discours prononcés à la séance. Aladine me parut un homme très intéressant, connaissant à merveille l'état d'esprit des cercles politiques en Russie, en Angleterre, en France et en Amérique, et je l'ai invité à venir me voir à la Stafka. Il vint le 3 ou le 4 septembre, fut mon hôte et les événements le surprirent à Moghilev. Quand on discuta la question de changements dans le gouvernement, je m'intéressai à son opinion sur les chefs de nos grands partis politiques.

Je fis connaissance avec Zavoiko en avril de cette

année à Petrograd. D'après mes renseignements, il était maréchal de la noblesse il y a peu d'années, dans le département Haysine, du gouvernement de Podolie, travaillait dans l'industrie du pétrole à Bakou, et, d'après ce qu'il disait, avait fait des recherches dans les régions minières du Turkestan et de la Sibérie occidentale. Au mois de mai, il arriva à Czernovitz et, s'étant enrôlé comme volontaire dans le régiment de cavalerie de Daghestan, resta à l'état-major, en qualité d'ordonnance auprès de moi. Il écrivait admirablement.

Voilà pourquoi je lui confiai la rédaction des ordres et rapports qui devaient être particulièrement bien rédigés. Sur mes ordres et sous ma direction, il a rédigé les télégrammes aux autorités et l'appel au peuple, parus le 9 et le 10 septembre. Les ordres n° 897 et 900, donnés le 10 et le 11, ont été écrits au G. Q. G. sur mon ordre et sous ma direction. J'avais fait moi-même l'appel aux cosaques.

J'ai fait la connaissance de Philonenko au mois de mai de cette année; il vint à la 8e armée que je commandais, comme commissaire du G. P. En juin, comme nous préparions l'armée à l'offensive, il déploya beaucoup d'énergie intelligente, de persistance et de décision pour harmoniser le travail du commandement et celui des comités, pour mettre de l'ordre dans les unités dans lesquelles régnaient le désordre et l'indiscipline et, lorsque nous avons forcé le front à Stanistavof, il prit part personnellement à la bataille dans les rangs des troupes et montra un grand courage personnel et une remarquable valeur militaire.

Lorsque je fus nommé commandant du front sud-ouest, Philonenko reçut le poste de commissaire du front et, ensuite, de commissaire du G. P. auprès du généralissime. Il était un partisan déclaré des mesures fortes et décisives pour sauver l'armée et le pays, avait ma pleine confiance et je lui avais fait part de mes désirs sur les changements dans le G. P., changements qui, selon moi, devaient donner au pays un pouvoir fort, honnête et capable de travailler.

Philonenko n'avait pas confiance dans certains de

mes collaborateurs au G. Q. G. et dans les généraux Loukomski et Tikhmenev, en particulier : il avait essayé de me les faire écarter, mais je m'y opposai absolument, jugeant que le soin et la responsabilité du choix des subordonnés appartient exclusivement au chef et qu'un travail qui marche bien dans les états-majors est bien plus important que la question de savoir à quel parti politique appartient tel général.

Philonenko, plus d'une fois, m'a dit que l'activité du Comité central de l'association des officiers de l'armée et de la flotte l'inquiétait, lui ainsi que les autres commissaires. C'est pourquoi je consentis à transférer le Comité central à Moscou, et donnai un ordre dans ce sens le 3-4 septembre au Président du Comité, colonel Novossiltz.

Le 9 septembre, Philonenko me déclara qu'il voulait se rendre immédiatement à Petrograd. Comme la question de la transmission de mes pouvoirs n'était pas encore réglée, et que sa présence me paraissait utile à Moghilev, comme je savais, en outre, qu'on était très monté contre lui dans les cercles officiers, je lui proposai de rester à la Stafka au moins jusqu'au lendemain, lui disant qu'on ne lui donnerait ce jour-là ni place dans le wagon de Petrograd, ni automobile.

Philonenko me dit qu'il avait reçu l'ordre de rentrer à Petrograd, et me demanda une attestation, déclarant qu'il n'avait pu matériellement exécuter cet ordre. J'envoyai un télégramme à Savinkof disant que je retenais Philonenko. Philonenko n'a jamais été arrêté, et dans la nuit du 9 au 10, je lui fis préparer un train spécial pour rentrer à Petrograd. Si son adjoint Fonyisine fut retenu, ce fut par mauvaise interprétation d'un ordre. Dès que j'appris son arrestation, je l'invitai immédiatement chez moi, j'ordonnai de le libérer et de lui rendre son revolver.

LA CONFERENCE DEMOCRATIQUE

15/28 septembre.

Les affaires ne vont pas mieux. Le Gouvernement est faible, à l'ordinaire, et l'opinion publique inquiète, comme toujours. La Russie malade ne peut trouver une position où elle ne souffre pas. Comme il y a danger de mort, les docteurs du peuple décident d'appliquer le grand remède, la panacée du régime de liberté, et de convoquer une assemblée où seront représentées toutes les organisations démocratiques du pays.

Ainsi sauvera-t-on le patient.

C'est au théâtre Alexandre, blanc et or, que se tiennent les assises solennelles de la démocratie.

Les délégués emplissent l'orchestre, le balcon, les galeries, pêle-mêle, sans distinction de partis. Extrémistes, minimalistes, internationalistes, socialistes révolutionnaires, officiers, soldats, hommes et femmes (celles-ci en très petit nombre) sont assis au hasard des places libres. Au premier rang, Vera Figner et Spiridonova sont toutes voisines de Nakhamkès, dit Stiéklof. Les extrémistes sont un peu plus nombreux à droite. Dans l'immense loge impériale, au centre, en uniforme, Kerenski, dont la tête mobile, petite et pâle, se détache nettement, en pleine lumière. A sa droite, le ministre de la Marine, Verde-

revski; à sa gauche, le ministre de la Guerre, Verkhovski; derrière lui, des officiers. Kerenski est arrivé en automobile, escorté de cosaques qui restent à la porte du théâtre. Sur la scène, la table de la présidence, avec l'inévitable, perpétuel et excellent président des agapes socialistes, le Géorgien Tchkéidzé, au long nez, à la courte barbe, à la voix sonore, à la sonnette impérieuse. A sa droite, le blond, jeune et rêveur président du congrès des paysans, Avksentief. Derrière eux, les membres du comité central exécutif et du comité exécutif du Soviet de Petrograd.

Après une courte allocution des deux présidents, la parole est donnée à Kerenski. Il se lève dans sa loge. La salle lui fait une ovation; il salue, il salue... Puis, vivement il passe dans la salle, franchit l'orchestre sur une passerelle qui réunit la salle à la scène, comme dans les mises en scène de Max Reinhardt, serre les mains des membres du bureau et commence son discours. Il est debout sur la scène, avance, recule, s'engage sur la passerelle, domine la foule grouillante des journalistes entassés à la place de l'orchestre, frappe du pied sur la presse qui enregistre ses paroles et répand sa gloire dans l'univers, menace de ses poings les extrémistes, les foudroie de son regard et, applaudi par l'immense majorité de l'assemblée, regagne sa loge impériale, suivi de ses deux aides de camp.

Ce qu'il nous dit? Je n'en sors rien de précis, ni sur le programme du Gouvernement, ni sur l'affaire Kornilof dont pourtant il parle longue-

ment. Kerenski a-t-il pris le parti de traiter la conférence démocratique comme un organe irresponsable devant lequel le Gouvernement n'a pas à donner des explications sur ses actes? Le fait est que nous n'en savons pas plus qu'hier sur les motifs de ses actes passés et sur ses plans pour l'avenir. Mais il faut noter un passage curieux de ce discours qui montre Kerenski tel qu'il est, son âme de révolutionnaire sentimental, sa faiblesse en tant qu'homme d'Etat, son manque de courage, son horreur des responsabilités. Il parle de la peine de mort, disant qu'elle a été rétablie à la demande des comités de front. A ces mots, les extrémistes font un tapage du diable. Kerenski continue, maudissant ceux qui, (malgré les avertissements, les conjurations et les prières, ont démoralisé les soldats et les ont menés jusqu'à ces épouvantables scènes où des enfants et des sœurs de charité ont été violés par dizaines. »)

Et, comme l'on continue à protester sur les mêmes bancs, Kerenski ajoute : « Je vous le dis à vous qui criez de là-bas : *prouvez d'abord qu'un seul arrêt de mort a été signé par moi, commandant suprême, et alors je vous permettrai de me maudire.* »

Voilà Kerenski. Il reconnaît la nécessité de la peine de mort sur le front et, de la même haleine, il se fait gloire de n'avoir pas signé lui, commandant suprême, lui chef d'Etat et dictateur, un seul arrêt de mort!

Tel est ce discours de meeting plutôt que de conférence parlementaire. Il est applaudi et

montre que l'assemblée en grande majorité est pour Kerenski et que son prestige, s'il décline à Petrograd, est à son apogée dans les provinces. On comprend seulement, mais avec netteté, qu'en paroles, au moins, il vient d'administrer une tournée aux extrémistes. Et les délégués applaudissent.

Le ministre de la Guerre Verkhovski lui succède. Il est général depuis peu. Il porte sur la poitrine deux croix de Saint-Georges. Une de soldat, l'autre d'officier. L'histoire de Verkhovski est curieuse. Il a été élevé à l'école des pages. En 1904, étant page de jour, il remit à l'empereur une lettre lui demandant d'accorder une constitution à la Russie. Chassé aussitôt, il s'engage comme simple soldat pendant la guerre russo-japonaise, est décoré, puis nommé officier. Il fait carrière, reçoit le Saint-Georges d'officier. Il a fait ses débuts politiques pendant la Révolution à la tête de la garnison de Moscou dont il assure qu'il y a maintenu un ordre parfait et que les troupes y sont sur pied de guerre. A Petrograd, à peine nommé, il a couru aux Soviets qui l'ont acclamé. Les discours qu'il y a prononcés nous ont un peu étonnés. Il a eu des mots exagérément durs à l'adresse des réformes demandées par Kornilof. Est-ce un ambitieux qui manœuvre? Hier, il nous a tenu des propos sages. La thèse qui m'a paru la meilleure, celle dont l'évidence éclate aux yeux non prévenus, et depuis longtemps, est celle de la réduction des effectifs.

« L'armée russe, nous a-t-il dit, pour chaque homme sur le front en a six, sept et jusqu'à dix à l'arrière. Chiffre énorme de soldats inutiles et nuisibles, car ils vivent dans l'oisiveté, sont une proie facile pour les extrémistes et agents allemands et, lorsqu'on prend parmi eux quelques renforts pour les envoyer sur le front, les unités sur les lignes refusent de les recevoir, ne voulant pas être contaminées par ces mauvais soldats. Ils obèrent le budget, créent des désordres sans fin et, dans les campagnes, on manque d'hommes pour cultiver la terre. Renvoyons la moitié de ces inutiles chez eux et gardons une armée de cinq millions d'hommes jeunes qui, avec un nombre non diminué de canons et de mitrailleuses, suffiront à leur tâche. »

Tout cela est la sagesse même. Nous verrons si les actes suivent les paroles. Ce même Verkhovski dit la nécessité de rendre l'autorité aux officiers, parle de la lenteur énervante de la répression par les comités, du châtiment qui, à l'armée, doit suivre immédiatement la faute; il se prononce contre l'élection des officiers par les soldats, pour la peine de mort sur le front, raconte que, dans les troubles de Novgorod, il a tiré lui-même sur des soldats ivres qui violaient et assassinaient femmes et enfants... Nous sommes assez loin des premières harangues aux Soviets.

Tchernof prononce un interminable, prétentieux et confus discours, où la satisfaction de lui-même éclate à chaque mot. Il est contre la coalition; mais, tout de même, si la coalition est nécessaire avec les partis bourgeois — et cela, bien entendu, aux conditions fixées par les socialistes — il déclare tout net que, de cette coalition, le parti des Cadets est, dès à présent, exclu. S'il

arrive à faire adopter sa thèse à l'assemblée, il renverse Kerenski, qui est en pourparlers avec les Cadets et entend ne pas gouverner sans eux.

Tzeretelli, plus sage, est pour une coalition avec les forces intellectuelles du pays et sait fort bien que les socialistes, à eux seuls, acccéléreront la ruine de la Révolution et amèneront une réaction fatale. Ce Zimmervaldien d'hier est pour la coalition, pour la guerre, pour la peine de mort... Si Kerenski tombe, qui l'emportera, Tzeretelli ou Tchernof?

Parlent encore, pour les extrémistes, Kamenef qui sort de prison et, pour les social-démocrates minimalistes, Bogdanof.

A onze heures et demie, on n'en peut plus. La séance publique est renvoyée au surlendemain. Demain, l'orgie de paroles continuera, mais, grâce à Dieu, le Clément, le Miséricordieux, dans les groupes, en séances secrètes et à portes fermées.

17/30 septembre.

Hier, les anciens ministres socialistes, Skobelef, Zaroudny, Péchékhonof, Tzeretelli ont parlé. Ils sont tous favorables à la coalition, pour des raisons différentes. Skobelef emploie un argument ingénieux. En substance, il dit :

La lune de miel de la révolution est finie. Nous entrons dans l'ère des difficultés. Il faut, maintenant, commencer à réaliser la révolution. Le peuple qui attend beaucoup aura de grandes déceptions. Si nous, socialistes, sommes seuls au pouvoir, c'est sur nous que la responsabilité tombera. A nous seuls, le peuple s'en

prendra. Associons-nous avec les bourgeois. Le prolétariat pensera que, s'il n'a pas tout ce qu'il désire, la faute en est aux bourgeois...

Voilà, pour Skobelef, le bourgeois-paravent.

Pechékhonof reconnaît loyalement que les ministres bourgeois dans le cabinet n'ont pas « saboté » les projets de lois socialistes et rappelle que c'est un ministre cadet, Chingaref, qui a fait accepter la monopolisation du pain.

Tzeretelli, avec pénétration, analyse les causes du trouble politique qui dure depuis les premiers jours de la Révolution. Il montre l'existence d'un pouvoir personnel, quasi dictatorial, un premier ministre généralissime, absorbant toute l'autorité et responsable devant personne. Il n'adresse pas de reproches à Kerenski, mais établit clairement que, selon lui, l'absence d'un organe de contrôle, régulièrement mandaté, et avec des pouvoirs définis, est la source du mal chronique qui agite et vicie la vie politique russe. Cet organe de contrôle ne pouvait être la Douma nommée sous le tzarisme. Les Soviets étaient des assemblées démocratiques sans base large. La Constituante ne peut se réunir avant un temps éloigné. Que faire? Comment établir un pré-Parlement devant lequel le Gouvernement serait responsable et qui, s'associant à ses actes, lui donnerait l'autorité dont il est dépourvu? Tzeretelli, bien qu'il voie que la conférence démocratique est issue du hasard, pense que, faute de mieux, elle doit, avant de se séparer, mandater un certain nombre de ses délégués qui formeront une

assemblée parlementaire jusqu'au jour où la Constituante se réunira. Mais, dit Tzeretelli, à ces délégués doivent se joindre des représentants des partis bourgeois, de façon à ce que ce petit Parlement représente vraiment toutes les forces nationales.

19/2 octobre.

On parle, on parle. Les écluses sont ouvertes. Rien n'arrêtera le flot débordant qui monte, qui monte. Les chefs de groupes commentent leur vote, les représentants des villes exposent leurs vues, les délégués des Zemstvos s'expliquent, les coopératives manifestent, les unions professionnelles se déclarent, les nationalistes déploient leur drapeau, le clergé monte en chaire, l'armée fait entendre sa voix forte, les paysans disent leur mot, le Bund israélite nasille, les plaintes des femmes de soldats retentissent, les sœurs de charité ouvrent leur cœur, les soldats juifs laissent cours à leur tristesse, les étudiants formulent, les extrémistes parlent clair, d'autres équivoquent et, finalement, le représentant des aides-médecins vient déclarer que les aides-médecins sont pour un ministère de coalition et le représentant des aides-pharmaciens affirme que ses honorables collègues sont contre la coalition, et l'on croit que c'est fini, mais malheur! un sous-aide-médecin jure qu'il ne peut vivre sans un ministère de pure essence socialiste et un adjoint sous-aide-pharmacien proteste et déclare qu'il mourra si on ne lui donne pas un ministère de coalition. Et on ne sait plus à quoi s'en tenir.

Ah! nous en avons entendu! et les heures étaient longues! Un nuage d'ennui s'étendait sur l'assemblée; il semblait que l'éternité ne suffirait pas à l'exposé des revendications de la démocratie russe. Ce n'est pas que nous n'ayons eu quelques assez joyeux moments. Je vois encore un député de Kiev qui avait manqué le train et arrivait en retard, tout angoissé à l'idée que la conférence serait peut-être terminée avant qu'il pût l'enrichir du trésor des pensées qu'il abrite sous son crâne chauve. Cet homme monta à la tribune et, d'une voix dont la gravité ne peut être égalée, déclara :

La décision unanime du congrès des nationalités réuni à Kiev et qui me délègue auprès de vous est qu'il est impossible à la Russie de continuer la guerre...

La salle reste impassible. Quelques extrémistes applaudissent. Le délégué continue, d'une voix de plus en plus grave :

La décision unanime du congrès des nationalités réuni à Kiev, que j'ai l'honneur de représenter devant vous, est qu'il est impossible à la Russie de faire la paix...

Cette fois-ci, un rire immense emplit la salle. Le délégué, avec un sérieux attristé, dit :

Je ne comprends pas vos rires, camarades citoyens; c'est la décision unanime du congrès des nationalités réuni à Kiev que je vous apporte.

Nous avons passé un agréable quart d'heure. En résumé, il y a dans la conférence deux hommes et deux idées. Les hommes sont l'extrémiste Trotski et le minimaliste Tzeretelli. Les

idées de Tzeretelli sont la coalition avec la bourgeoisie et l'organisation d'un organe de contrôle jusqu'à la nomination de la Constituante. Trotski qui sort, tout à point, de la prison où il avait été enfermé pour complicité dans les émeutes de juillet, veut tout le pouvoir aux socialistes et, singulièrement, aux maximalistes. Il est futé, rusé et connaît plus d'un tour. Tzeretelli, grave, recueilli, pâle, le front haut, est la figure la plus intéressante de l'assemblée. C'est un doctrinaire, mais au moins a-t-il la supériorité d'avoir réfléchi; il a ses vues sur les problèmes politiques de l'heure présente si pleine de conséquences pour l'avenir de la Révolution et, sans souci de plaire ou de déplaire, va jusqu'au bout de sa pensée.

A l'instant où j'écris, les « résolutions », comme on dit ici, ne sont pas encore votées. Les extrémistes, qui connaissent le cœur des hommes et sa faiblesse, ont déjà fait deux tentatives de pression sur l'assemblée. Hier soir à une heure, cent cinquante délégués d'usines et de partis de soldats sont arrivés au théâtre Alexandre, en ont forcé la porte, tenu un meeting dans le vestibule et, déclarant que la conférence n'est pas assez démocratique (que leur faut-il?) ont exigé de prendre séance, d'avoir droit de parole et de vote. Après de longs pourparlers, six d'entre eux ont été admis et trois ont parlé au nom de la démocratie de la capitale.

Aujourd'hui, à sept heures, au moment où le vote allait commencer, un marin est monté à la tribune et a déclaré qu'il parlait au nom de la flotte de la mer Baltique et de la garnison d'Hel-

singfors, lesquelles faisaient savoir que, si elles étaient prêtes à repousser l'ennemi extérieur, elles entendaient ne jamais se soumettre à un ministère de coalition.

29/3 octobre.

Le vote dans la séance de nuit s'est fait dans un désordre et un tumulte pareils au désordre et à la confusion des esprits. La conférence a voté d'abord le principe de la coalition par 766 voix contre 688. Puis la présidence a proposé un amendement peu clair disant que les membres du parti cadet qui ont été compromis dans l'affaire Kornilof et tous autres qui y ont pris part sont exclus de la coalition. Adopté par 739 voix contre 139. Un tiers des votants ont disparu; ils soupent, on ne sait où. La présidence, enfin, dont les manœuvres ne sont pas comprises par l'assemblée, met aux voix un amendement excluant les cadets, qui sont à vrai dire toute la bourgeoisie organisée. Adopté par 593 voix contre 495. Ce vote, qui ruine le principe de la coalition votée par l'assemblée, met le comble au désordre. Personne ne sait ni ce qu'il veut, ni ce qu'il vote. On décide de proposer la formule complète : coalition, sans les cadets. Cette formule qui est une contradiction en soi réunit contre elle la quasi-unanimité de l'assemblée. Partisans et adversaires de la coalition, Tzeretelli et Trotzki, minimalistes et maximalistes, paysans et ouvriers, confondent leurs voix dans un vote qui rejette la résolution par 813 voix

contre 183. La conférence démocratique a avorté.

Elle avait été convoquée pour créer un pouvoir fort. Mais comment une assemblée anarchique, formée de partis qui n'ont pu, dans leur sein même, arriver à se mettre d'accord sur les directives générales de leur activité, où aucun programme n'a été sérieusement étudié et établi, où le sentiment de la discipline n'existe pas, où chacun veut avoir raison tout seul, pourrait-elle transmettre à un pouvoir une force dont elle manque elle-même? Pour donner la vie, il faut avoir la vie.

La consternation a été grande au théâtre Alexandre, vers les deux heures du matin, quand on s'est aperçu que les adversaires avaient échangé mille discours mortels sans résultat.

Tzeretelli, terre-neuve, a sauvé la face en faisant voter que la conférence ne se séparerait pas sans avoir fixé les conditions d'existence d'un pouvoir démocratique et en renvoyant la discussion à une séance des chefs de groupes, d'associations et de partis, qui se tient, à l'heure où j'écris, à l'Institut Smolny. Et, sur les conclusions adoptées dans cette séance, la conférence votera ce soir non, sans doute, sans avoir discuté...

PETITS TABLEAUX DE LA VIE DE PETROGRAD

Septembre/octobre 1917.

Malgré les départs libres de tous ceux qui peuvent quitter la capitale, malgré l'évacuation commencée et qui se fait lentement, malgré la diminution de la garnison, dont la presque moitié est rentrée au village, malgré les lazarets et hôpitaux militaires emmenés dans les villes lointaines, malgré la défense d'arriver à Petrograd, la foule reste nombreuse sur la Perspective Nevski. Pourtant l'aspect de la ville, de mois en mois, change. Petrograd, à l'automne, n'est plus ce qu'il était au mois de juillet. Les jours de la Révolution passent, chacun apportant quelques soucis nouveaux, quelques difficultés matérielles, quelques déceptions, quelques craintes. Depuis les journées de mars, où les soldats ont donné la Révolution en cadeau à la Russie, la capitale a traversé plusieurs crises et a vu plus d'une fois le sang couler dans ses larges rues. Les émeutes de mai; celles, plus violentes, de juillet; la semaine de septembre, où les troupes de Kornilof approchèrent de la ville, ont amené sur les visages un air soucieux, dans les yeux quelque chose d'inquiet. On s'habitue à tout, mais il est fatigant de vivre dans un perpétuel sentiment

d'inquiétude. Et cette fatigue est visible chez tous.

Je me promène chaque jour dans la ville immense. Je regarde et j'écoute. Je note les changements dans l'humeur du peuple.

Il y a toujours beaucoup de soldats. Comme la Russie est riche en hommes! Petrograd avait plus de deux cent mille hommes dans les casernes au moment de la Révolution. Il en est parti beaucoup. Mais il en reste, il en reste...

Le soldat russe a toujours été très gentil, très sociable, très causant. Que de conversations ai-je eues avec les soldats pendant les premiers mois de la Révolution dans les tribunes de la Douma, dans les meetings innombrables tenus au coin des rues, dans mes rentrées au logis, car j'habite à côté d'une caserne. Et avec chaque interlocuteur, c'était une causerie bien à cœur ouvert, chacun disant ce qu'il avait à dire. Nos opinions pouvaient différer, mais qu'importe! on ne s'en voulait pas. Le soldat écoutait tout et, quoi que vous lui disiez, vous remerciait avec un bon sourire. C'était charmant tout de même cette familiarité, cette liberté de ton que n'envenimait aucune aigreur.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même. J'habite toujours à côté d'une caserne. Je rencontre toujours des soldats. Je ne cause plus avec eux. Nous nous croisons, nous nous regardons, mais il y a dans leurs yeux un je ne sais quoi qui n'y était pas, quelque chose d'indéfinissable qui vous enlève l'envie de leur adresser la parole à la bonne franquette, comme naguère. Est-ce les six

moix vécus et la propagande maximaliste qui ont fait naître en eux l'idée de classe, et celle de la lutte des classes? Naguère, on était tous des hommes du même univers. Aujourd'hui, il y a deux camps, le leur et le nôtre. Ils ne manifestent pas; je n'entends aucun propos désagréable. Mais l'ancienne familiarité a disparu, cette égalité humaine qu'on trouvait partout en Russie et qui rendait les rapports d'homme à homme plus agréables dans ce pays que dans aucun autre.

Voici trois semaines que je suis rentré à Petrograd; je n'ai pas eu une seule conversation avec des soldats.

Il n'y a plus de meetings dans la rue.

Les camarades russes se seraient-ils lassés d'exposer leur âme aux coins des places et de verser leur enthousiasme dans le cœur de leurs contemporains?

Où sont ces innombrables et vivants meetings qui se formaient à chaque heure du jour dans le Petrograd des premiers mois de la Révolution? Que de discours vibrants j'ai entendus, lancés sur une foule émue par des orateurs improvisés et, ma foi, diserts. Je me souviens d'un soldat, un beau soir du mois de juillet, par une de ces incomparables nuits blanches, qui sont le charme enfiévré des étés du Nord. C'était au temps où se formaient les bataillons de femmes pour aller prendre la place des hommes sur le front. Le soldat était monté sur les marches de l'escalier du *Vetchernié Vrémia*, dans Nevski, au coin de Sadovaia. Dans sa main gauche, il tenait une

rose. Cent cinquante personnes l'écoutaient. Il disait d'une voix forte :

— Citoyens, voilà, ce sont maintenant des femmes qui vont faire le devoir des hommes sur le front. Elles portent des pantalons et nous laissent leurs jupes... Quelle honte, citoyens!... Je ne puis la supporter... Si vous ne jurez pas tous avec moi que c'est une honte affreuse pour la Russie, je me tue devant vous...

Et notre homme tire un petit couteau de sa poche. Son agitation est extrême. Tout en criant :

— Jurez que c'est une honte!

Il fait des efforts vains pour ouvrir le canif.

— Jurez, jurez, ou je me tue ici-même!

Enfin le canif est ouvert. Il le brandit devant sa poitrine. Mais, de la foule attendrie, des cris montent :

— Nous le jurons, nous le jurons!

Et le soldat referme le canif inutile.

Hélas! quelle fatigue a envahi le peuple? Quelles tristesses ont remplacé dans son cœur les ardeurs de naguère?

Il n'y a plus de meetings au coin des rues et des places.

L'atmosphère est saturée d'électricité. Les gens vivent sur leurs nerfs. Chacun est inquiet, troublé, agité. A chaque personne que l'on rencontre, c'est un choc nouveau. A chaque fois, on apprend les nouvelles les plus surprenantes, et, si invraisemblables qu'elles paraissent, elles ne sont pas toujours fausses. Les gens ont peur. Ceux qui peuvent partir s'en vont. Beaucoup voudraient passer à l'étranger. Mais les difficultés sont

grandes. Les leninistes sont armés et la « garde rouge » reconstituée. Dimanche, les braves camarades bolchéviques s'exerçaient dans les rues et sur les places où, depuis longtemps, les soldats ne font plus l'exercice. Les soldats que l'on voit dans les rues désapprennent le métier militaire. Ils montent encore des gardes, mais ils ne travaillent plus. Ils vont nonchalamment à travers la ville, par petits groupes, fumant, crachant des graines de tournesol. En six mois, ils ont oublié tout ce qu'ils savaient. Ils couchent à la caserne, s'ils le veulent, ils sont nourris, habillés, et, pour passer le temps et gagner leur vie, se livrent à mille métiers ingénieux, vendant des fleurs, des cigarettes, des fruits, des bottines ou des allumettes. Ils seraient bien mieux dans leurs villages à cultiver la terre; mais on les garde ici, à ne rien faire.

Les maximalistes ont retrouvé leurs chefs que les prisons leur ont rendus. Les compagnons arrêtés pour complicité dans l'émeute de juillet triomphent. Ils ont la majorité au Soviet, ils parlent haut. Déjà ils racontent que Lenine, le dieu Lenine, rentrera à Petrograd; mais chacun ne sait-il pas que Lenine est resté à Petrograd où il se cache à peine? Qu'a-t-il à redouter de Kerenski?

Les maximalistes cherchent un coup à faire. Ils ne cachent pas leur intention de s'emparer du pouvoir. Sont-ils prêts? L'expérience de juillet les a-t-elle instruits?

La situation politique n'est pas faite pour rassurer les esprits. On ne cesse de parler de la né-

cessité de constituer un gouvernement fort. Mais sur qui le gouvernement fort s'appuierait-il dans la confusion et l'anarchie générales? Est-il une classe organisée dans la nation et prête à prendre le pouvoir? Est-ce les Cadets, état-major sans troupes? Est-ce les ouvriers socialistes, qui naissent à peine à la vie politique et chez qui manquent également et l'expérience, et la volonté, et l'instruction, et le sentiment de la discipline? Est-ce les paysans, masse encore sans organisation? Est-ce l'armée, l'armée sans unité, l'armée détruite par le fameux *Prikase* qui a dressé les soldats contre les officiers? A nation anarchique, gouvernement anarchique. La triste affaire de Kornilof a accéléré le rythme de la crise où se débat la Russie. Maintenant, les Soviets ont un sursaut d'énergie. Ils ont sauvé la démocratie. Le conseil de Petrograd est aux mains des maximalistes. L'ombre de Lenine à chaque coin de rue fait trembler les passants.

L'approvisionnement de la ville baisse. Une nourriture insuffisante et mauvaise n'est pas faite pour donner du courage aux habitants de Petrograd qui furent toujours enclins à la neurasthénie. Ils ont deux ou trois cents grammes de pain par jour; pour l'instant, pas de beurre; deux ou trois œufs et deux cents grammes de viande par semaine; pas de farine, pas de lait. C'est peu, de médiocre qualité, et encore on ne l'obtient que par des « queues » prolongées à la porte des boutiques. Chaque jour, il faut deux ou trois heures d'attente pour avoir juste de quoi ne pas crever de faim.

Et puis, on parle de l'évacuation de Petrograd. L'Université est fermée. Les ministères expédient leurs archives en province. Mais la grande question qui préoccupe chacun est celle-ci: le gouvernement abandonnera-t-il Petrograd? Cette idée met le comble à l'inquiétude. Sans le gouvernement, les gens de Petrograd se croient livrés à l'émeute maximaliste. Le gouvernement parti, c'est la ville aux mains des communistes.

Les lamentations des habitants de Petrograd remplissent la ville. C'est un concert de plaintes et d'imprécations. Et l'on attend un miracle, on ne sait quel miracle...

Tel est l'automne que nous passons à Petrograd, et l'hiver approche, le dur hiver russe qui rendra les souffrances du peuple plus aiguës...

13 octobre.

Hier, nous avons appris les émeutes dans la marine allemande que von Capelle a rapportées au Reichstag. La presse des Soviets aujourd'hui est enchantée.

C'est l'esprit de la révolution russe qui triomphe. La démocratie allemande secoue ses chaînes; la révolution va gagner la paix des peuples... Nous avions raison contre les impérialistes de tous pays.

Les *Izviestia* n'hésitent pas à affirmer que désormais la flotte allemande n'existe plus.

Le démiurge ironique qui regarde l'agitation russe donne à l'organe officiel des Soviets un prompt démenti. A l'heure même où l'article paraît, nous apprenons que la flotte allemande

s'est emparée des îles Œsel et Dago, qui ferment le golfe de Riga et sont à proximité immédiate de l'entrée du golfe de Finlande. Les mines russes ont été levées, les troupes ont débarqué. L'île d'Œsel est aux mains des Allemands. Les morts que tuent les *Izviestia* se portent assez bien. Ces réactionnaires d'Allemands se battent encore. Quant à la flotte révolutionnaire, elle ne paraît pas avoir rempli tout son devoir envers la démocratie russe.

L'alarme est grande dans Petrograd. Les journaux sèment la panique. Le ministre de la Marine, amiral Verderevski, se répand en propos pessimistes devant les journalistes. La capitale est menacée; Revel va être pris. Que feront la flotte de la Baltique, ses comités révolutionnaires, ses matelots révoltés qui, hier, assassinaient, après une parodie de jugement, quatre officiers du *Petropavlovski?* Je me promets quelques minutes agréables à lire, demain matin, la presse des Soviets et à entendre les explications des maximalistes qui nous prouveront, par raison démonstrative, que c'est la faute des officiers et que tant qu'il y aura des gradés dans la flotte et dans l'armée, elles ne connaîtront que des désastres.

En l'absence de Kerenski, qui est à la Stafka et malade, le Gouvernement s'est assemblé pour discuter la situation, qu'il déclare grave. Heureusement, il a un remède tout prêt : une chaleureuse proclamation à la flotte, à l'armée, à la population. Il l'écrit aujourd'hui, nous la lirons

demain, et l'Allemand, dans l'île d'Œsel, d'effroi, reculera.

La menace sur Petrograd est tout de même lointaine. Les Allemands ont encore à forcer l'entrée du golfe de Finlande, qui est de défense facile, parsemé d'écueils et de bas-fonds. Les passes étroites sont minées. Les Russes ont des sous-marins. Il y a aussi quelques sous-marins anglais qui, l'an dernier, se sont distingués dans la Baltique. Enfin, la saison est mauvaise. Les tempêtes succèdent aux tempêtes. Et l'hiver approche. Dans six semaines, il y aura des glaces dans le golfe. Aussi ne puis-je croire à un danger prochain. Il semble probable que les Allemands emploieront l'hiver à établir des bases solides dans les îles afin, le printemps venu, de tenter, avec toutes chances de succès, un coup sur Petrograd.

Mais la grande préoccupation des habitants de la capitale, ce sont les zeppelins. D'Œsel, les Allemands vont envoyer des dirigeables sur Petrograd. Œsel est à 400 kilomètres de la capitale. Le temps est détestable; quand le vent ne souffle pas en ouragan, c'est le brouillard; les nuits sont longues; je dormirai tranquille. Mais la neurasthénie de Petrograd est la plus forte. La peur ne raisonne pas. Elle affole les cerveaux. Toute la presse est pleine de discussions sur l'arrivée inévitable des monstres aériens. On ne pense qu'à eux. Les gens se précipitent vers les gares.

Depuis trois mois on parle de l'évacuation de Petrograd, sans la réaliser. Les Allemands s'en

chargent. La menace illusoire des zeppelins fera plus que dix circulaires du Gouvernement.



En même temps que la nouvelle du débarquement des Allemands nous arrive une « résolution » des comités de l'armée russe en Finlande qui déclare au Gouvernement ne pas accepter la retraite de Finlande de certaines unités, décidée par le Ministre de la Guerre qui les veut remplacer « par des troupes que les comités ne connaissent pas et en qui ils n'ont pas confiance ». Ces comités avertissent le Gouvernement qu'ils emploieront, au besoin, la force pour s'opposer à l'exécution des mesures décidées par le Ministre.

Ce même jour, rentre à Petrograd la délégation envoyée à Helsingfors par le comité exécutif central des Soviets, pour faire cesser les lynchages d'officiers et aplanir les difficultés (!) qui s'élèvent entre matelots et officiers. Le rapporteur, camarade Finglender, raconte que la commission n'a pas été admise sur le *Petropavlovsk* et constate avec tristesse « que les lynchages sont les résultats de la méthode adoptée par les organisations révolutionnaires d'Helsingfors, que l'autorité des organes élus tombe de plus en plus et que la situation générale de la flotte doit être considérée comme sérieuse. »

Ayant ouï ce funeste rapport, le bureau propose immédiatement au comité exécutif central des Soviets d'appliquer le grand remède démocratique et de voter une motion déclarant que le

comité révolutionnaire de Finlande n'a pas été à la hauteur de sa tâche et le charge de faire une enquête immédiate sur les faits regrettables qui se sont produits dans la flotte. « L'enquêteur de soi-même ».

4 novembre.

Le découragement est partout. Il n'est pas difficile d'en trouver les causes. Huit mois de révolution laissent la Russie accablée. Plus grands avaient été les espoirs fondés sur une régénération du pays par la liberté, plus profonde est la déception à voir que la Russie est, pour l'instant, incapable de se diriger elle-même. On avait fait confiance à Kerenski, dictateur. A l'heure où j'écris, il n'a plus un partisan. Chacun a compris qu'il n'était pas de taille à diriger le pays dans la tempête qui l'emporte. Et, chose plus grave, on ne voit aucun parti de gouvernement prêt à assurer le pouvoir. A défaut de parti, on cherche un homme; on ne le trouve pas.

Cependant, à l'extrême-gauche, l'orage gronde. Trotski, pour l'instant chef des maximalistes, a rompu avec les autres fractions socialistes. On sent et on sait Lénine derrière lui. Ces deux hommes ont déclaré qu'ils prendraient le pouvoir. Ils ont compris le néant de leurs adversaires, l'inutilité des conférences, des préparlements, des bavardages sans fin dans les salles où se réunit la démocratie nouvelle. Ils ont quitté les assemblées délibérantes, en claquant les portes derrière eux. Ils travaillent dans les ateliers et dans les casernes. Ils y ont tant de

succès que les social-démocrates minimalistes et les social-révolutionnaires n'osent plus y pénétrer. Lénine et Trotski sont en train de recruter l'armée rouge qui, un jour ou l'autre, descendra dans la rue. Ils ont un tel mépris pour le gouvernement de Kerenski qu'ils ne cachent pas leurs projets.

Le 3 novembre, à une conférence réunie par eux des comités de régiments, Trotski n'hésite pas à dire ouvertement que « de graves événements se préparent et qu'ouvriers et soldats doivent se grouper autour du nouvel organe pour la prise du pouvoir par les Soviets (1). »

Ce nouvel organe est le comité militaire révolutionnaire qui a pris la direction des affaires militaires du parti maximaliste. C'est lui qui dirige aujourd'hui la garnison de Petrograd. Comme on sait, le Soviet de Petrograd est depuis peu maximaliste. Il siège à l'Institut Smolny. Il a encore

(1) Voici l'ordre du jour voté à l'unanimité à cette réunion :

« Saluant la constitution du Comité militaire révolutionnaire, la garnison de Petrograd l'assure de son soutien complet dans toutes ses entreprises, pour lier d'une façon plus étroite le front et l'arrière dans l'intérêt de la révolution. »

« La garnison de Petrograd déclare que le 4 novembre est le jour de la revue pacifique des forces des soldats et des ouvriers de Petrograd. La garnison s'adresse aux ouvriers : « Méfiez-vous des provocations de nos ennemis communs. Nous sommes vos frères et vous invitons à nos réunions de demain. »

La garnison déclare en outre qu'elle veille avec le prolétariat révolutionnaire à l'ordre révolutionnaire à Petrograd. Toute tentative de provocation de la part des Korniloviens ou de la bourgeoisie trouvera une résistance impitoyable.

Au sujet de la convocation du nouveau Congrès, la conférence de la garnison se rallie aux décisions du Conseil pétrogradois et met à sa disposition toutes ses forces dans la lutte pour les revendications du Conseil. »

près de lui, dans le même bâtiment, l'ancien comité central exécutif, extrait du dernier congrès des Soviets.

Au comité central, les fractions socialistes ont la majorité. Mais ses jours sont comptés. Le Soviet maximaliste a convoqué pour le 7 novembre un second congrès général des Soviets de toute la Russie. Ses émissaires déploient une prodigieuse activité à préparer les élections et une merveilleuse habileté à les rendre favorables au maximalisme. Le dégoût de la politique est déjà tel dans les masses ouvrières que le nombre des votants est infime. C'est partout une petite minorité agissante qui fait passer ses candidats.

A Petrograd, trois cents maximalistes suffisent pour diriger le Soviet qui, naguère, comptait plus de deux mille membres (1). Il en est ainsi partout. Les élections au second congrès général des Soviets sont une misérable parodie du suffrage universel, réservé, du reste, uniquement aux ouvriers, aux soldats et aux paysans.

Le second congrès doit se réunir le 7 novembre. Les maximalistes sont certains d'y avoir une écrasante majorité... Que nous réserve demain?

L'inquiétude à Petrograd est plus forte que jamais. Il y a longtemps que les anciennes classes dirigeantes et la bourgeoisie éclairée ont perdu tout espoir et s'abandonnent au flot tumultueux qui les emporte. Chez elles, on entend souvent exprimer la théorie du pire. « Oui, disent-elles,

(1) Le Comité exécutif du Soviet de Petrograd est nommé le 13 octobre par 299 voix maximalistes contre 164 à diverses fractions.

il faut que la Russie aille jusqu'à la ruine totale; il faut que le peuple fasse lui-même l'expérience des plus extrêmes folies; il faut qu'il souffre cruellement et par sa faute. Alors seulement, reviendra-t-il à nous qui seuls pouvons le diriger; alors seulement reconnaîtra-t-il le pouvoir naturel de ses maîtres. »

Chez les socialistes de toutes nuances l'arrogance et le découragement l'emportent tour à tour. Ils parlent avec une suffisance extrême ou se lamentent avec l'abondance verbale que nous leur connaissons. Les pauvres gens!...

LE GRAND JOUR

La veillée des armes

24/6 novembre.

Cette fois-ci, l'orage éclate.

Hier, déjà, nous avons appris que le conflit latent entre le Gouvernement et le Soviet de Petrograd avait pris une forme concrète et devenait aigu. En voici la cause occasionnelle. Le Soviet extrémiste (président Bronstein-Trotski) a nommé, comme je l'ai indiqué, un comité militaire révolutionnaire pour établir une liaison permanente avec la garnison de Petrograd et en prendre la direction. Le comité travaille dans les casernes et est en rapports constants avec les délégués des comités de soldats. La politique du Soviet extrémiste vis-à-vis de la garnison de Petrograd a toujours été d'une adresse remarquable. Le Soviet spéculait sur les sentiments les plus bas, les plus lâches de cette bande d'hommes habillés en soldats, qui composent aujourd'hui la garnison révolutionnaire de la capitale.

Le Soviet leur disait :

— Vous êtes les soldats de la Révolution. Nous vous garderons à Petrograd pour la défendre contre la réaction. Vous n'irez plus au front.

Les soldats, enchantés, se voyaient assurés

contre tous risques de guerre et charmaient les loisirs de leur longue oisiveté par les mille petits commerces prohibés ou clandestins où excellent depuis la Révolution les soldats russes, quand ils ne demandent pas simplement la charité aux passants ou ne les arrêtent pas la nuit au coin des rues. (Dans une seule journée, quatre cents vols par effraction).

Mais, à l'armée du Nord, les soldats ne voient pas venir les relèves promises. Le général Tcheremissof arrive à Petrograd et exige que les régiments de la capitale soient envoyés sur le front pour prendre la place de régiments fatigués qui, à leur tour, viendront goûter la douceur de vivre sur les bords de la Néva.

Le Soviet défend ses troupes, et, hier, pour assurer définitivement son pouvoir sur elles, déclare ouvertement qu'à l'avenir la garnison de la capitale n'obéira plus qu'aux ordres contresignés par son Comité militaire révolutionnaire.

Que va faire le Gouvernement?

On sait à quel point il répugne à l'action. Kerenski souffre à l'idée d'agir contre les frères révolutionnaires. Déjà, en juillet, il a remporté une victoire. Comment en a-t-il usé? Les extrémistes arrêtés pour insurrection à main armée et qui auraient dû être fusillés ont été, petit à petit, relâchés. Il n'y en a plus un seul en prison. Ils sont aujourd'hui à la tête du Soviet et mènent une propagande de plus en plus active dans les casernes. C'est le Gouvernement qui leur a rendu la liberté.

Aujourd'hui, il les trouve en face de lui.

J'ai pensé d'abord que le Gouvernement chercherait malgré tout un compromis, une *combinazione*. Il l'a cherchée. Toute la nuit on a discuté au gouvernement militaire avec les délégués du Comité révolutionnaire. Mais malgré le désir vif du Gouvernement de n'en pas arriver aux coups, l'entente n'a pu se faire.

Et, aujourd'hui, nous sommes en guerre. C'est tout de même le Comité qui l'a déclarée, car le commandant militaire annonçait encore à deux heures qu'il était toujours prêt à continuer les pourparlers. Mais le Comité, sans prendre la peine de répondre, a commencé la distribution des armes aux ouvriers et a envoyé aux casernes l'appel suivant :

Le Soviet est menacé. Tout atermoiement est une trahison envers le peuple. Une sortie en armes est nécessaire et sans retard. — Signé : Antonof, Podolski (Comité révolutionnaire militaire). »

De son côté, le commandant militaire de Petrograd rédige un ordre aux troupes de Petrograd, leur déclarant qu'elles ne doivent obéir qu'à lui et les consignant dans leurs casernes.

Le Ministre-Président arrive au Conseil de la République où règne l'émoi qu'on imagine et prononce un grand discours.

Par un artifice de rhétorique que je n'approuve pas, il déclare que la Révolution est menacée de droite et de gauche et qu'il a fait suspendre le *Chemin de l'Ouvrier*, le *Soldat et l'Ouvrier* (extrémistes-leninistes), la *Nouvelle Russie* et le *Mot vivant*, organes qui mènent une guerre vive et

personnelle, au nom des principes conservateurs, contre Kerenski lui-même. Il s'étend peu, et pour cause, sur les menaces de la réaction, car ici le terrain manque sous ses pas. Mais sur l'insurrection des extrémistes, il peut donner des faits. Il lit des articles de Lenine, il lit l'appel cité plus haut. Il déclare que la guerre contre l'ennemi intérieur doit être menée impitoyablement. J'entends une fois de plus les mots : « mesures de la dernière énergie », que j'ai entendus cent fois depuis le début de la Révolution, sans que jamais aucun acte ne suivît les paroles, et il demande au Conseil de l'approuver.

L'immense majorité de l'assemblée l'acclame.

Kerenski, une fois de plus, va sauver la patrie.

S'il a la victoire, qu'en fera-t-il? Quelle répression verrons-nous? Avant trois mois, les maximalistes seront relâchés des prisons où ils auront pris quelques semaines de vacances et prépareront un nouveau coup.

En attendant ces jours lointains, voyons le présent. Il s'agit d'abord de se battre et de gagner la bataille.

Aujourd'hui, à deux heures, on me téléphone de l'Institut Smolny, où siègent le Comité exécutif central de l'ancien congrès des Soviets et le Soviet de Petrograd. Comme on sait, le Comité central exécutif est modéré et cherche à aplanir les différends entre son redoutable voisin et le Gouvernement.

D'après ce qu'on me dit, le Comité central est atterré. Il a peur d'être arrêté. Cinq autos blindées sont à l'Institut. Sont-elles là à la disposi-

tion du Soviet ou du Comité exécutif? Question redoutable.

Je vais faire des courses dans la ville. Vers quatre heures et demie, les tramways cessent de circuler sur Nevski. On téléphone dans une maison où je suis que les troubles ont commencé et que les ponts, les fameux ponts qui unissent le centre de la ville aux faubourgs ouvriers sont levés. Je vais immédiatement au pont de Lithéini; la circulation est normale. Il n'y a pas de garde spéciale à la tête de pont où est le mécanisme du levage. Au pont Troïtzki, qui a près d'un kilomètre de longueur, il en est de même. Mais un ami que je rencontre me dit que le pont Nicolas est effectivement coupé, malgré la « garde rouge ».

Si on coupe les ponts et que les forces du Gouvernement sont suffisantes pour les maintenir coupés, la partie peut être gagnée, car les troupes de la garnison sont divisées : le régiment de Finlande, celui de Moscou, le 180e et le 171e, sont dans les quartiers au delà de la Néva et entièrement dévoués aux maximalistes. Nous avons, dans le centre, les Préobrajentzi qui passent pour fidèles, ainsi que les Simeonovtzi, les Izmailovtzi, mauvais, les Volintzi, médiocres, et les pires, les Pavlovtzi, mes voisins immédiats.

Ces gaillards m'ont joué un mauvais tour. Je rentre vers six heures chez moi. Les portes de la caserne sont fermées. Il fait très sombre dans ma rue, où pas un réverbère n'est allumé et qui ne compte, en plus de la caserne, que deux maisons. Ma concierge est fort alarmée. Mais une heure

plus tard, elle atteint l'état d'épouvante, car des soldats amis, du régiment voisin, viennent de passer et lui ont dit :

— Eteignez l'électricité dans l'entrée, fermez la porte et n'ouvrez à âme qui vive cette nuit.

— Mais j'ai des locataires dehors.

— Qu'ils y restent.

Ma concierge ne se l'est pas fait dire deux fois. Elle a fermé et s'est réfugiée dans son logement sous terre. Je dois sortir pour aller dîner en ville. Elle refuse d'ouvrir et déclare qu'au cas où je sortirais, je ne pourrais rentrer, car elle ne se lèvera pour personne.

Force m'est de rester chez moi. Et me voilà, ce soir, prisonnier de ma concierge et des Pavlovtzi.

Le palais d'Hiver est gardé par un bataillon de femmes, qui a défilé dans les rues dans un ordre parfait. Il y a aussi des automobiles blindées. Si seulement trois automobiles blindées restent fidèles au Gouvernement, il remportera une facile victoire. Il a pour lui les écoles d'aspirants officiers et les cosaques.

Ne fussent-ils que trois mille hommes résolus, ils mettront en fuite toute la garnison de Petrograd, car je payerais cher pour qu'on me montrât ce phénomène inconnu ici, ce héros, ce demi-dieu du maximalisme : un homme prêt à donner sa vie pour le triomphe des idées extrémistes et de sa foi en Lenine.

Le maximalisme est fait à base de lâcheté, car ces soldats ne se lèvent que pour ne pas aller au front.

11 heures du soir. — Le silence règne sur la ville. On ne peut se faire une idée de ce qu'est le silence de Petrograd. Les murs épais des maisons, les doubles fenêtres collées ne laissent filtrer aucun bruit. C'est un silence de sépulcre, palpable, angoissant , qui, finalement, vous accable. On pourrait égorger une femme à vingt pas d'ici, sans que je m'en doute. Le bruit d'une fusillade à trois cents pas ne m'arrive pas. Seule la voix grave du canon serait perçue sourdement, comme si elle arrivait des entrailles de la terre.

Le silence, — et peut-être, derrière ce mur de silence, une ville déchirée par la guerre civile.

Mais non, ce soir, c'est la veillée des armes. On ne se bat pas dans une nuit épaisse. Il y aura des vols plus nombreux qu'à l'ordinaire, quelques assassinats. Les déserteurs et bandits accourus dans la capitale pour profiter des troubles s'en donneront. Rien de plus.

Attendons à demain et, peut-être, demain verrons-nous le grand jour.

LE GRAND JOUR

25/7 novembre.

Le grand jour! je l'ai vu! Et de toutes les surprises de la Révolution, il m'a apporté la plus surprenante.

Voici ce que j'ai vu.

Au matin, je lis les journaux. Je constate que le Conseil de la République, ou Préparlement, s'est couvert de honte. Hier, Kerenski avait été acclamé, demandant le soutien du Conseil dans sa lutte contre l'anarchie. Mais les partis se sont réunis en chambres pour discuter une résolution. Les marchandages ont commencé. Et à la discussion publique cela a été un flot de paroles, un verbiage éperdu, une surenchère démagogique, une confusion d'idées, comme on n'en a jamais vu, même dans les jours les plus absurdes de la Révolution. Voici la résolution votée par 122 voix contre 102 et 26 abstentions, sur plus de 550 membres. Je rappelle qu'elle a été adoptée après que la presque unanimité du Conseil avait applaudi et soutenu Kerenski, demandant l'appui moral du Conseil.

1° La menace de sortie armée préparée ces jours derniers risque d'amener la guerre civile, de créer des conditions favorables au pillage et à l'organisation des

forces contre-révolutionnaires, mène à la banqueroute de la Constituante, à de nouvelles catastrophes sur le front, à la ruine de la révolution;

2° Les circonstances qui favorisent ce mouvement, en dehors de l'état de guerre qui accable le pays, sont les fautes politiques commises par le gouvernement qui n'a pas fait les réformes nécessaires. Voilà pourquoi il faut, avant tout, prendre un arrêté remettant les terres aux comités agraires et faire un pas décisif dans la politique étrangère en demandant aux alliés de proclamer leurs buts de guerre et d'entamer des pourparlers de paix;

3° Pour lutter avec l'anarchie militante et les pillages, il faut créer à Petrograd un comité de salut public avec représentants de l'autodirection locale (municipalité) et des organisations démocratiques, qui agira en union avec le gouvernement provisoire.

Voilà ce que le Conseil a trouvé, à une heure où il fallait un acte, et non des paroles.

Le Gouvernement a accepté l'ordre du jour et n'a pas donné sa démission, comme il eût été naturel de le faire. Mais la démission, c'était la ville livrée au Soviet.

Dans la nuit, quelques coups de feu. On annonce une trentaine de blessés. Mais la ville est tranquille. Il paraît que le télégraphe central est occupé par des matelots en armes. Quels matelots?

Je téléphone, je reçois des visites. J'envoie des télégrammes et, à midi, je sors.

Au coin de la Moïka, une section de soldats me croise. Ils marchent dans un ordre parfait comme sous l'ancien régime. Ils ont le fusil au dos et regagnent la caserne. Dans Millionnaia, pa-

trouilles nombreuses. Calme complet. On n'entend pas un coup de feu.

L'immense place du Palais-d'Hiver est presque vide. Plusieurs automobiles devant l'hôtel du commandant militaire. Une poignée de junkers sous l'arche de Morskaia font circuler le public rare et empêchent d'entrer sur la place. Dans Morskaia, dans Nevski, des patrouilles. Les soldats impeccables, tenue parfaite. A première vue, il paraît évident que ce sont des troupes du Gouvernement.

Mais j'arrive sur la place du Palais-Marie pour gagner le palais où je pense trouver des membres du Conseil de la République. Là, je suis arrêté par des soldats et des marins, très polis, ma foi.

Je montre ma carte et demande à passer.

— Impossible, disent-ils, impossible. Nous avons occupé le palais et dissous le Conseil provisoire de la République.

Je vois que les deux rues qui longent le palais sont fermées par des barricades faites d'automobiles, de poutres et de voitures. Une auto blindée est là.

Ce sont les troupes du Comité militaire-révolutionnaire qui m'ont arrêté. Ce sont elles qui ont organisé des patrouilles, qui montent des gardes, qui font circuler le public. Elles sont maîtresses de la ville entière et y font régner un ordre que l'on n'a jamais vu depuis que la Révolution existe et qui nous reporte aux temps de l'autocratie des tsars.

Je vais au télégraphe central. Des marins gardent la porte de la censure militaire et de

l'agence télégraphique. Au vu de ma permission, ils me laissent passer et ont la gracieuseté de m'ouvrir la porte.

Ici j'apprends que des troupes fidèles au Gouvernement approchent de la ville, qu'elles en sont à trois heures de chemin de fer. Que sont ces troupes? Que valent-elles? Elles trouveront la capitale entière aux mains des extrémistes, avec canons, autos-mitrailleuses, autos blindées.

Le Comité est maître de tout. Les junkers défendaient la station centrale téléphonique dans Morskaia. Les troupes du Comité sont arrivées avec une mitrailleuse, l'ont braquée sur la porte, ont tiré sans blesser personne, puis se sont approchées. A la lucarne d'une cave, ils voient un junker.

— Combien êtes-vous là dedans?

— Une section.

— Nous sommes une compagnie!

— Alors!...

La section sort, se rend, et les deux chefs se serrent la main.

Il reste une place, une seule, qui soit au Gouvernement. C'est la place du Palais-d'Hiver.

Je m'y rends.

Spectacle surprenant! Sur la perspective de l'Amirauté, qui y débouche, quelques patrouilles du Comité, l'air bon enfant, badaud, tranquille. A cent mètres plus loin, un cordon de junkers contiennent sans peine une centaine de gens qui, calmement, regardent. La place est vide. Je sors mon laissez-passer. Les junkers ouvrent les rangs. Me voici sur la place. Devant le palais, une com-

pagnie d'élèves officiers de l'école des ingénieurs militaires, aux longs manteaux tombant jusqu'aux pieds. Le commandant de la place, général Bagration, les passe en revue. Mais voici un étrange cortège : des soldats qui débouchent sur la place par le passage entre l'hôtel du commandant militaire et le Ministère des Affaires étrangères. Je demande qui ils sont.

— Des troupes d'un peu partout, et du front, qui viennent défendre le Gouvernement, me dit un officier.

En effet, certains hommes ont le casque des tranchées. Des hommes? dis-je. Non, des enfants! Ce sont de toutes jeunes recrues. Ces Russes du Nord, à dix-huit ans, ont l'air d'en avoir douze. Ce sont des gosses imberbes, fatigués, qui viennent là, traînant le pied, volontaires tout de même, pour se mettre au service du Gouvernement. C'est pitoyable et émouvant, ce défilé de gamins qui veulent être héroïques.

Chose inouïe, les troupes du Comité qui gardent la Moïka les ont laissés passer. Personne ne les a arrêtés. — Chère Révolution russe, qui t'égalera jamais en incohérence? — Et ils s'engouffrent sous la porte centrale du palais.

Devant la porte, les aspirants arrangent des barricades en rondins de six pieds de long, avec ouvertures pour mitrailleuses.

J'entre dans le palais. De vieux huissiers hébétés prennent mon pardessus. Je monte à l'étage où siège le Gouvernement provisoire. Dans l'escalier, des ouvriers, calmement, déclouent de

vilains Aubussons modernes, bergeries et pastourelles.

Dans le couloir du premier étage, personne. Ce palais est désert. Je passe de salle en salle. Néant. Le Gouvernement s'est-il évanoui? J'arrive dans la salle de la presse. Deux ou trois confrères russes y sont encore.

J'apprends des nouvelles étonnantes.

Les membres du cabinet, à l'heure de la crise, ont donné leur démission comme il advient toujours aux heures de crise en Russie,ou plutôt, cela revient au même, ont remis leurs pouvoirs à l'un d'entre eux, M. Kichkine, bourgeois de Moscou, ministre des Assurances publiques, qui a des pouvoirs dictatoriaux, avec titre de général gouverneur. Ce que valent ces pouvoirs, à l'heure où nous sommes, je le laisse à penser. Ils s'exercent entre les quatre murs du palais. Je veux voir Kichkine; on ne sait où il est.

— Et Kerenski?

— Kerenski est parti, ce matin, en automobile pour rejoindre les troupes qui se dirigent sur Petrograd.

D'aucuns disent qu'il se rend à la Stafka, d'autres à Pskov. Mais où qu'il aille, comment arrivera-t-il et que pourra-t-il faire?

Je vais télégraphier. Je porte des nouvelles à l'ambassade. Je rentre pour recevoir un coup de téléphone de l'Institut Smolny. Un secrétaire du Comité central exécutif me dit que l'humeur du Comité est au plus bas. Il m'apprend que le nouveau Soviet des Soviets se réunit à huit heures en première séance. Ce congrès général et

deuxième des Soviets, nous savons comment il a été élu et de quel côté est la majorité. Le Comité central exécutif du congrès des paysans siégera avec lui. On espère que l'action des paysans et celle du Comité central exécutif s'exerceront dans un sens modérateur. Les optimistes n'ont pas perdu tout espoir d'arriver à un compromis, c'est-à-dire à la formation d'un ministère où toutes les fractions du parti socialiste seraient représentées, et d'éviter ainsi un ministre purement extrémiste.

Espérances dorées! Quel que soit le ministère, les extrémistes ont la force et l'ont prouvé. Ils ont pris la ville sans coup férir, ont montré un sens merveilleux d'organisation qui a prévu jusqu'aux moindres détails. Les officiers marchent, à leur commandement, avec les soldats. Lieberdanngotz, l'homme des compromis, peut parler. Trotski et Lenine préfèrent agir.

Un détachement de la garde rouge me croise dans ma rue, tandis que je rentre. Ils vont deux par deux, mal alignés, le fusil sur l'épaule, et les portes de la caserne s'ouvrent devant eux.

Je marche de surprise en surprise. Ce soir, ma concierge est enchantée. Je ne serai plus prisonnier. Un délégué soldat vient de donner pour chaque locataire un petit papier portant les numéros de téléphone que je dois appeler en cas de trouble, perquisitions suspectes, etc... Aussitôt, un détachement de soldats accourra de la caserne voisine pour rétablir l'ordre.

En vérité, nous n'avons jamais été mieux gardés!

Mon groom rentre tard du télégraphe où je l'avais envoyé porter de la copie pour le *Petit Parisien*. En route, il a été arrêté par des soldats du Préobrajenski qui ont demandé où il allait. Il l'a dit. Ils ont voulu voir mes télégrammes. On a cherché un officier sachant lire le français. L'officier n'a rien compris à ma prose. On a mené mon groom à la caserne des Pavlovtzi. Là, un officier lettré et maximaliste a lu mes télégrammes et s'en est déclaré enchanté. C'étaient ceux dans lesquels je parlais de l'ordre dans lequel s'était accompli ce coup de force.

Je dîne à l'hôtel de l'Europe. J'en sors à neuf heures et demie pour rentrer travailler. Personne dans les rues. Des coups de feu éclatent dans la direction du palais d'Hiver.

Et, tandis que j'écris ces pages, c'est, tout près de moi, dans la nuit, une fusillade incessante, le crépitement des mitrailleuses, l'explosion des grenades à main, les coups sourds du canon. Les troupes du Comité militaire-révolutionnaire font l'assaut du palais d'Hiver. De dix heures à une heure du matin, le feu déchire le silence tragique de Petrograd. De ma fenêtre, à chaque coup de canon, je vois une lueur vive dans le ciel noir.

Et je songe à ces petits, à ces gosses pâles, qui sont entrés cet après-midi dans le palais, qui, tremblant de peur, le défendent tout de même, sous une pluie de balles, et ne se rendent pas.

Comment vais-je pouvoir dormir à quelques pas de ces gamins contre qui toute la garnison de Petrograd s'acharne?

26/8 novembre.

Les journaux arrivent tard. De longues files de gens les attendent à la porte des rédactions. Je ne puis me procurer le *Novoié Vrémia*. Les *Birjévié Viedomosti* et la *Rousskaia Volia* ne paraissent pas.

Voici ce qui s'est passé dans la nuit du grand jour.

Les triomphateurs se sont réunis au Soviet de Petrograd à l'institut Smolny, sous la présidence de Bronstein-Trotski. Lenine était là, acclamé, et Zinovief, dont j'ai oublié le nom. Ils ont chanté victoire. Ils se sont félicités sans modestie. Le monde est à eux. Ils ont célébré la plus grande journée historique que l'univers démocratique ait vécue. Leurs accents étaient enivrés.

J'aime cela.

Depuis longtemps, nous n'entendons que des plaintes, gémissements et lamentations de nos maîtres socialistes. Depuis six mois, c'est l'éternel *De profundis* de la révolution qu'on nous chante, où reviennent, alternés, les mots « ruine du pays », « catastrophe », « coup de poignard dans le dos de la révolution ».

Cette fois-ci, les vainqueurs entonnent un chant de victoire. Et cela leur sied. Au milieu de tous ces radoteurs, ils ont agi. Ils ont combiné leur coup de force, ont travaillé en pleine pâte, laissant les tribunes des Parlements, préparlements et autres assemblées, aux infatigables bavards des partis socialistes. Ils ont fait leur propagande dans les casernes et à l'atelier.

Aujourd'hui, ils en touchent les bénéfices palpables. Bravo! Bien travaillé!

Leur programme est d'une simplicité merveilleuse et qui étonne. Trois lignes et c'est assez. Encore fallait-il y penser!

La paix.

Le pain.

La terre.

Lenine a bien voulu ajouter quelques commentaires.

La paix, un armistice sur tous les fronts, et cela, demain.

La terre, aux comités agraires qui la distribuent.

Le pain, c'est-à-dire toute la vie matérielle, il l'entend par un contrôle (merci pour le mot) de l'ouvrier sur la production et la répartition des produits et la prise de possession des banques particulières par l'Etat (l'Etat, c'est nous).

Au congrès des Soviets, ces camarades ont rencontré quelques difficultés. Voilà que toutes les fractions du parti socialiste, même les minimalistes internationalistes crient : « Anathème » sur les extrémistes et leur coup d'Etat par la force des armes, et quittent la salle. Les bolcheviques restent seuls avec... quelques socialistes révolutionnaires avancés. Mais le *quorum* n'est plus atteint. Comment voteront-ils des résolutions au nom de la démocratie entière? Mais Lenine et Trotsky ne seront pas arrêtés par des scrupules de légalité.

Les dissidents s'en vont à la Douma de ville. Ils la trouvent en grand émoi. A quelques cen-

taines de mètres de là, le canon tonne. Les troupes du Comité tirent sur les junkers du palais d'Hiver. Le sang coule. Le cœur pitoyable des humanitaires de la Douma ne peut supporter l'image de ce massacre voisin. Ils s'élancent dans la rue pour arrêter les soldats. Les socialistes dissidents du Soviet les suivent. Voilà un étrange cortège d'hommes échevelés qui courent prêts au sacrifice, prêts à se mettre entre les deux camps. Ils ne vont pas loin. Un barrage de soldats près de la cathédrale de Kazan se dresse.

— On ne passe pas.

Et prières, supplications, rien n'y fait.

Vers trois heures du matin, la garnison du palais d'Hiver qui est menacée par les canons du croiseur *Aurora,* embossé dans la Néva, et par ceux de la forteresse de Pierre-et-Paul, sur la rive en face, se rend.

Les ministres sont pris et vont rejoindre à Pierre-et-Paul ceux de Nicolas II. Il ne manquait que Kerenski pour que la fête fût complète. En se serrant, ces messieurs pourront peut-être trouver la place nécessaire pour les ministres de demain: MM. Lenine, Trotski, Zinovief et consorts.

Dans l'après-midi, je vais à la Douma de ville, où siègent en séance secrète les sécessionnistes d'hier, plus les membres de la Douma et le Comité exécutif du congrès des paysans, etc., etc... Grande agitation, frémissements, palpitations, colloques dans les coins, chuchotements mystérieux... mais, mais tout de même, pourquoi, à la vue de ces camarades auxquels la

Révolution a donné une importance soudaine, inattendue et imméritée, les vers de La Fontaine me reviennent-ils à la mémoire?

Honteux comme un renard qu'une poule aurait
Serrant la queue et portant bas l'oreille. [pris,

C'est contre eux, plus que contre les bourgeois écartés du pouvoir, que le coup s'est fait, contre eux qui se croyaient la Révolution elle-même, et dont chacun, le matin, en se regardant dans la glace, se disait étonné et ravi : « Tout de même, c'est moi! »

Aujourd'hui ces camarades sont enfiévrés de colère. Ils se préparent à la lutte.

— On peut nous tuer, disent-ils en fanfaronnant, nous ne céderons pas!

Et ils refusent les tentatives de conciliation des maximalistes. Non, ils ne collaboreront pas avec ceux qui « portent un coup de poignard dans le dos de la Révolution! » (Il me semble avoir déjà entendu cette phrase-là!) Ils ont avec eux toute la démocratie; les employés de ministères sont prêts à se mettre en grève. Les cheminots leur obéiront. Les coopératives ne travailleront plus, s'il le faut! Ah! on verra bien!

Au bas du triste bâtiment de la Douma, des matelots et des soldats se promènent, montant la garde, le fusil sur l'épaule. Ils ne se préoccupent guère de ce qui se discute à l'intérieur et des résolutions qui seront votées. Ils sont là, sur le pavé de Petrograd, et pensent à la paix promise qu'ils croient bien toucher, parce qu'au

fond, la paix, c'est ne pas se battre; et à cela ils sont résolus.

Dans les salles du haut, on travaille. On se constitue en Comité de salut public de la démocratie panrussienne. On s'adjoint les paysans. Ah! on en représente des forces conscientes! Et les bolcheviques verront bien qu'on ne peut se passer d'eux!

J'apprends que Kerenski est arrivé sain et sauf. Où? On ne le dit pas, mais là où il se rendait : Pskof ou Stakfa!

Cela tient un peu du miracle, ce voyage du ministre-président à travers un pays semé de maximalistes. Seulement, nous ne recevons rien de lui (il doit écrire de vibrants appels!), car la station du télégraphe est aux mains des extrémistes.

Avksentiev est chargé de garder le contact avec les ambassadeurs des puissances alliées.

De son côté, le Soviet a nommé un délégué au Ministère des Affaires étrangères, Ouritski, dont je ne sais rien, sinon qu'il se nomme Mark, fils de Salomon, ce qui, à la vérité, est déjà quelque chose. Le camarade Ouritski s'est présenté à son ministère aujourd'hui pour demander qu'on lui communique les fameux « traités secrets » sur lesquels tous les socialistes divaguent depuis le premier jour de la Révolution.

J'imagine la stupeur des compagnons à lire ces traités dont ils s'imaginent qu'ils contiennent les pires noirceurs des capitalistes. Quelle désillusion, demain matin!

A six heures, à l'ambassade d'Angleterre, réunion des ambassadeurs et ministres alliés pour discuter sur la sécurité de leurs colonies et les mesures de protection à demander de pouvoirs locaux.

Nous ne recevons aucune nouvelle de l'intérieur de la Russie. Cela est un bon signe. Si la Russie entière s'était levée pour acclamer le coup d'Etat extrémiste, nos maîtres de l'heure l'afficheraient sur les murs et le crieraient dans les rues. Ils ne disent rien. Les nouvelles ne sont pas bonnes pour eux.

Les journaux socialistes, sauf le *Chemin de l'ouvrier*, sont atterrés. « Le coup de poignard dans le dos de la Révolution » (n'ai-je pas lu cette phrase?) « L'attentat à la volonté du peuple ». Non, non, passons...

Aujourd'hui, une seule chose m'intéresse : « Comment l'armée sur le front réagira-t-elle, en apprenant qu'un nouveau pouvoir va proposer un armistice immédiat? »

L'importance de cette question dépasse singulièrement les misérables querelles politiques des groupes et fractions socialistes.

La réponse, nous l'aurons dans peu de jours.

27/9 novembre.

Nous avons l'appel du nouveau pouvoir aux démocraties du monde entier. Lenine en a donné lecture hier au congrès des Soviets. Pour Lenine, tout est simple. Il déclare que la paix est si facile à réaliser qu'il n'y a vraiment pas lieu de faire des commentaires. Les socialistes de tous pays,

et surtout d'Angleterre, de France et d'Allemagne vont faire une révolution sociale, renverser les gouvernements impérialistes, et, tout aussitôt, les Allemands et Autrichiens qui se trouvent occuper les territoires ennemis retireront leurs armées, abandonneront le Nord de la France, la Belgique, la Pologne, la Lithuanie et la Courlande, l'Italie, la Serbie et la Roumanie. L'Alsace-Lorraine elle-même sera évacuée et décidera de son sort.

Voilà le grand secret du pape maximaliste pour rétablir la paix entre les hommes.

Ce démagogue infaillible ne doute pas de l'efficacité de la bulle qu'il lance aux nations combattantes. A sa voix redoutable, l'Allemagne va s'effondrer. Les légions germaniques disparaîtront et Liebknecht, issu de prison, remplacera Hindenburg.

Il n'y a pas à discuter avec Lénine. Cet inspiré a des lumières qui nous font défaut. Il lui faut trois mois pour réaliser ce beau programme. En attendant, un armistice immédiat et sur tous les fronts.

Il a été acclamé par ses obscurs admirateurs.

Il ne voit de difficultés nulle part. Il règle la question de paix dans une résolution de vingt lignes. La question agraire n'en demande que cinq. Il s'en remet à une résolution ancienne parue dans les *Isviestia* du 1er septembre. Les comités agraires prennent la terre et la distribuent.

Comme c'est simple!

La question industrielle? L'ouvrier réglera la production et la répartition des produits.

Les banques, l'Etat les accapare.

Donnez une feuille de papier à Lénine, un crayon et, en un rien de temps, il vous fournira la solution exacte de tous les problèmes sociaux. Heureux homme! Dire qu'il vivait obscur dans quelque coin de Suisse, et que le monde ignorait son sauveur!

La vérité, hier soir, a lui à l'Institut Smolny.

Revenons à notre terre à terre, à notre train de vie quotidien.

Ce matin, la population de Petrograd a eu, à grand'peine, du pain maximaliste. Recevrons-nous des vivres demain? La province voudra-t-elle nous ravitailler?

Nous n'avons toujours aucune nouvelle de l'intérieur. Nous sommes la capitale d'un empire immense. Mais, chose curieuse, depuis que Lénine a pris le pouvoir, l'empire ne veut plus causer avec nous. Ici le télégraphe est aux mains de nos maîtres. Ils envoient beaucoup de télégrammes, mais ils ne reçoivent aucune réponse. La province nous boude. Elle reste silencieuse. Que se passe-t-il dans les villes, dans les bourgs, dans les villages? Nous n'en savons rien. Petrograd monologue. La province, — cent soixante millions d'habitants, — se tait. Elle n'envoie pas son adhésion enthousiaste, unanime, à la ville des maximalistes.

Le royaume de Lénine s'arrête aujourd'hui aux murs de la capitale.

Dans la capitale même, sa royauté n'est pas reconnue. L'opposition de toutes les fractions du parti socialiste s'accentue. Le Comité national de la défense de la patrie et de la Révolution groupe tous les chefs de la démocratie.

Lénine dit que seront déclarés traîtres à la cause de la Révolution tous ceux qui n'acceptent pas les décrets du congrès des Soviets. Et le Comité national ouvertement lui déclare la guerre, fait des proclamations, les affiche dans les rues.

Lénine a la garnison et les marins. Pourtant il n'arrête pas les cinq cents membres du Comité. Il les sait inoffensifs.

Ceux-ci publient un journal, la *Voix du soldat*. On se l'arrache dans la rue. Les marins irrités envahissent la Douma de ville, où siège le Comité, font une perquisition, arrêtent les membres présents. Un ordre arrive de Smolny. Ils sont relâchés avec excuses. Ils vont continuer leur tactique. Ils « isolent » les maximalistes!

Les employés des ministères déclarent qu'ils se mettront en grève le jour où les délégués de Lénine viendront les diriger. L'entier mécanisme gouvernemental s'arrêtera. Les télégraphes ne fonctionneront plus.

Trotsky est arrivé aux Affaires étrangères.

Il a convoqué les chefs de service, s'est nommé et, se tournant vers l'interlocuteur le plus proche de lui :

— Quel est votre département?

— Je n'ai pas de département. J'ai l'honneur de remettre ma démission entre vos mains.

Même réponse de chacune des personnes présentes.

Ces messieurs ont quitté le Ministère et il a fait comme eux.

La panique est grande dans Petrograd. Tous les magasins, toutes les banques sont fermés. Le passant est rare. L' « izvostchik » n'a plus de clients et baisse ses prix qui étaient scandaleux. Il volait à journée faite. La moindre course était de 5 à 8 roubles.

Aujourd'hui, ils se proposent à moi.

Ils font timidement leur prix :

— Cinq roubles, barine?

— Non, mon petit pigeon, hier c'était bien, mais aujourd'hui, sous le règne des maximalistes, je suis un « bourgeois », je n'ai plus d'argent. Ce sera 2 roubles.

Et ils acceptent.

Les théâtres gardent leurs portes closes.

Comme on a peur, dans Petrograd, comme on a peur, malgré l'ordre apparent qui règne dans la ville!

Pour moi, je ne suis depuis deux jours que curiosité. Tout autre sentiment a disparu. Je regarde, j'écoute, j'attends, fiévreusement. Chaque spectacle qui s'offre à mes yeux à ces heures uniques se grave en moi. Chaque parole me pénètre. Les maximalistes ont pris le pouvoir et le grand jour est arrivé!

— Enfin, me dis-je, je vais voir se réaliser l'Eden socialiste qu'on nous promet depuis tant

d'années. C'est moi qui serai, le premier, appelé à vivre dans cette grande communauté fraternelle! Admirable aventure! Position privilégiée! Regarde, heureux mortel, de tous tes yeux! Je vais voir la paix succéder à trois années affreuses de guerre. La justice régnera. Les opprimés seront affranchis; les peuples en esclavage se redresseront libres au soleil qui luit pour tous. Les hommes étaient méchants, querelleurs, envieux et âpres au gain. Demain, ils seront bons, désintéressés, animés des plus doux sentiments. La misère va disparaître de la surface de la terre. Je mangerai chaque jour le pain que je gagne. Le crémier ne versera plus d'eau dans la bouteille de lait qu'il m'envoie au matin. Mon cordonnier ne me fera plus payer deux cents roubles une paire de chaussures. Déjà les intraitables « izvostchiks » sont devenus plus humains. Rentrant chez moi, la nuit, je ne risquerai plus d'être arrêté par des voleurs le long du canal de la Moïka où il fait si sombre. Et tout cela arrivera avant que j'aie eu le temps de faire « Ouf ». Ah! bénis soient les dieux qui m'ont fait contemporain de Lénine et me permettent de vivre dans la ville où il s'est révélé! D'autres s'enfuient de Petrograd. Peut-être a-t-on quelques inquiétudes à notre sujet? On nous voit au pouvoir des forces brutes, des baïonnettes redoutables des soldats révoltés. Mais non, nous entrons dans une ère nouvelle de félicités, comme le monde n'en a jamais vu. Lénine l'a dit et Trotski-Bronstein qui est son prophète... Vivons intensément ces journées admirables!

28/10 novembre.

Aujourd'hui, troisième jour du Millénaire, à deux heures de l'après-midi, une jeune fille a été assassinée à côté de moi, au centre de Petrograd, par un « garde rouge » de vingt ans. Vilain spectacle.

Je remontais Nevski pour aller à la Douma de ville voir comment travaillait le Comité national. Une grande foule était rassemblée devant la Douma pour acheter le journal de l'opposition. Il y avait quelques hommes armés dans les groupes où on discutait très fort. Je vois filer assez honteusement quelques-uns de ces hommes. Ce sont des gardes rouges, jeunes ouvriers pâles, de mauvaise mine, avec lesquels la foule se querellait. Trois ou quatre d'entre eux restent en groupe. La foule leur crie de s'en aller. Un étudiant me raconte qu'ils ont voulu molester les gens. On en désarme quelques-uns. L'étudiant attrape le fusil d'un petit bonhomme tortu à côté de moi. La foule oscille de droite et de gauche. Soudain, un tout jeune gosse, dont le fusil a une bretelle de ficelle, fait quelques pas en arrière, épaule, et tire trois coups.

Une jeune fille qui promenait un enfant à vingt pas de là reçoit une balle en pleine poitrine et tombe. Dans le moment de confusion et de panique qui suit, le bandit a le temps de fuir. On court à la jeune fille. Elle est morte. Un homme étanche le sang qui a coulé avec son mouchoir et promène le mouchoir sanglant dans Nevski.

Les gardes rouges ont disparu.

16

Cet après-midi, ils sont remplacés par des marins et des soldats. La Douma de ville est fermée. Le Comité national siège à Fontanka. Une auto d'ambulance attend au bas de l'escalier. Une automobile blindée est là avec deux petits canons braqués sur la foule. Elle est sinistre, cette voiture masquée qui trépide.

Je vois Vilenkine, représentant de la 5e armée, membre du Comité national. Il veut se persuader qu'une bonne moitié de la garnison ne marche plus avec Lénine. La panique, selon lui, déjà, est à l'Institut Smolny. Les camarades, ce matin, suppliaient les dissidents de rentrer en pourparlers avec eux. Ils se déclaraient prêts à conclure un accord, et sur quelles bases? L'article premier du compromis sacrifiait le Comité militaire révolutionnaire, le vainqueur des grandes journées! Mais le Comité national reste intransigeant. On ne pactise pas avec les maximalistes!...

Le croiseur *Aurora,* embossé dans la Néva, est sous pression.

Le petit croiseur maximaliste attend des hôtes. Il ne peut prendre plus d'une cinquantaine de personnes...

Mais ils seront cinq cents à l'envahir, tout à l'heure, pour gagner Helsingfors et l'Allemagne. Car, ô surprise! on apprend que les cosaques approchent. Ils ont pris Tsarskoié-Selo; la garnison qui avait juré de défendre les approches de Petrograd et de mourir pour Lénine s'est rendue sans combattre. Ce soir, les troupes doivent être dans les faubourgs.

Demain dimanche, que verrons-nous?

Pendant ces jours troublés, j'ai eu de grandes inquiétudes pour mon ami Boris Savinkof, l'homme qui inspire aux maximalistes la plus vive et la plus justifiée des terreurs, car ils sentent en lui un adversaire déterminé, une volonté et un caractère qui ne connaît pas la peur. Savinkof a été pourchassé dès la première minute de la prise du pouvoir par les maximalistes. Mais Savinkof a plus d'un tour dans son sac. Il s'est caché. Nous sommes restés en contact chaque jour. Hier, il m'a fait savoir qu'il était en sûreté à Gatchina.

Le verrai-je entrer à cheval à Petrograd avec les cosaques?

29 octobre/11 novembre.

Journée d'espoirs déçus et de crimes sanglants!

Des troupes du Gouvernement, que l'on croyait à la gare Baltique, on n'entend plus parler. Se sont-elles évanouies? La seule certitude que j'obtiens, au milieu de mille bruits faux et contradictoires, est qu'hier soir, à six heures, elles étaient réellement à Tsarskoié-Selo! Cela, et rien de plus.

Dans la ville, un dimanche gris, humide, des brouillards qui enveloppent les tristes maisons et traînent sur les canaux où coule une eau morte. Des coups de feu, une fusillade dans l'île Aptekarski, et au centre de la ville, à Morskaia et à la place Isaac. Les « gardes rouges », les soldats et les marins prennent, l'une après l'autre, les écoles des junkers. Ils ont de l'artillerie. Ils les

emportent successivement. Alors, ils s'emparent des petits junkers , blancs et roses, si propres, si soignés, enfants de bourgeois, lavés et astiqués, qui apprenaient encore l'art de la guerre, et les massacrent. Il ne faut pas demander de la pitié à ces brutes déchaînées. Les junkers blessés sont achevés sans merci. A la Douma de ville, où je passe, une femme arrive, épouvantée, criant au secours. Un junker échappé lui a raconté que sur un pont, entre les îles, une foule de soldats fusille une centaine de junkers prisonniers et les jette à demi morts dans un des bras de la Néva. De secours il n'y en a pas. Déjà la Douma a délégué au Comité militaire-révolutionnaire, pour arrêter ces massacres. Le Comité a répondu froidement qu'à l'heure présente il n'écoutait personne.

Les junkers avaient repris la station centrale du téléphone dans Morskaia. Ils avaient deux automobiles blindées. L'une d'elles patrouillait dans Morskaia, Gorokhovaia, Gogolia et place Isaac sans tirer, au milieu d'une grande foule de marins, de soldats, de « gardes rouges ». Devant la mission militaire française, à Gogolia, elle a une panne. Aussitôt, mille émeutiers la prennent d'assaut. Le lieutenant et le sous-lieutenant qui en sortent sont tués tout de suite. Le troisième, un junker, tombe, grièvement blessé, sur le trottoir.

Il en a été ainsi, tout le jour, dans différents quartiers de la ville.

On peut se figurer l'aspect de Petrograd dans le brouillard qui couvrait ces massacres. Une

ville désolée, morte. A peine quelques passants, rasant les murs derrière lesquels on imagine des gens pâles, dans des chambres à demi obscures, les rideaux tirés, tressaillant à chaque coup de feu, et s'attendant à être égorgés. Quand je rentre chez moi, vers quatre heures et demie, je croise sur le petit pont de Moïka une bande de « gardes rouges », une quinzaine d'ouvriers, types de dégénérés, le fusil à la main, qui semblent en chasse et s'en vont, sans mot dire, les yeux brillants. Je vois encore un bonhomme de quinze ans, la figure asymérique, la bouche grande, la lèvre pendante, pâle et méchant, à peine aussi haut que son fusil, qui me regarde, comme s'il se disait: « Vais-je lui faire son affaire à celui-là? » Ils sont escortés de quelques voyous d'une dizaine d'années, qui me montrent à eux, en ricanant, et leur crient :

— Tenez, voilà un « bourjouy ».

Mais ils ont un gibier plus intéressant. Ils me dédaignent et passent.

A chaque instant, on tend l'oreille. N'y a-t-il pas des coups de canon, là-bas? Les troupes régulières ne vont-elles pas venir fusiller ces assassins?

Non, rien, le coup grêle d'un fusil, de temps à autre, dans le brouillard humide.

Les troupes n'arrivent pas...

A l'heure que nous vivons, dans les cercles responsables, on discute, on ergote, on est en pourparlers. Ici, pourparlers entre les maxima-

listes et le Comité national; là-bas, pourparlers entre cosaques, Kerenski et autres.

Nous sommes dans un pays où rien n'est franc, net, tranché, ni le crime, ni la répression; dans un pays où personne, jamais, n'a le courage d'aller jusqu'au bout de sa volonté et d'être soi-même. Il n'y a de sacrifice volontaire, ni d'un côté, ni de l'autre. C'est la ruse qui domine, c'est la peur qui l'emporte, et le désir de trouver un compromis, de sortir d'une position difficile par une manœuvre louche, jamais par un acte viril. Les gens tremblent, biaisent et s'abaissent. On ne trouvera pas ici l'atroce grandeur de notre Commune où les insurgés ont massacré, mais se sont fait tuer pour leur cause. C'étaient des hommes. Et les Versaillais, enragés par la résistance rencontrée et qui fusillaient tout devant eux, étaient des hommes aussi.

Mais dans Petrograd, aujourd'hui, des assassinats, lâches et faciles, et les assassins, demain, s'étant lavé les mains, viendront se mettre au service d'un nouveau Gouvernement, l'échine souple, de bons sourires sur les lèvres et des paroles mielleuses à la bouche.

Et, du reste, toute la démocratie consciente se lèvera pour demander qu'il n'y ait pas de répression. Déjà les minimalistes lancent un manifeste, promettant aux émeutiers l'inviolabilité de leurs personnes jusqu'à la Constituante!

Les marchandages se font activement. C'est l'Union des cheminots qui en a pris l'initiative. Elle a réuni une conférence pour arrêter l'effusion du sang et amener une réconciliation entre

les partis. Toujours la sensibilité russe, la pitié, le pardon! Si les partis ne trouvent pas un terrain; si maximalistes, dissidents et Kerenski ne font pas un accord triangulaire, les cheminots annoncent qu'ils proclameront la grève générale des chemins de fer et les adversaires se réconcilieront dans une mort commune par privation de nourriture.

Les maximalistes envoient leurs délégués; les fractions désignent les leurs. Kerenski ne peut participer aux pourparlers étant hors la ville, et, jusqu'à quatre heures du matin, nos gens parlent, parlent...

Et là-bas, près de Tsarskoié, on parle, autour des cosaques de l'Oussouri, du Transbaïkal et du Kouban. La situation est aussi compliquée dans le camp du Gouvernement qu'à Petrograd.

Les cosaques n'aiment pas Kerenski. Ils lui reprochent de les avoir fait tuer dans les journées de juillet et de n'avoir pas profité de la victoire remportée par eux. Et que leur a-t-il donné? Tant qu'à risquer sa peau, faut-il au moins avoir un chef qui ne vous décevra pas.

Kerenski n'aime pas les cosaques. Ces gens ne sont pas de vrais révolutionnaires. S'il entre avec eux, vainqueur, dans Petrograd, quelle figure fera-t-il auprès des chers camarades des comités? Comment recevra-t-il Lieberdanngotz entre chien et loup, au palais d'Hiver? Sur qui s'appuiera-t-il au lendemain de la victoire? Il est l'homme des comités, non l'homme de la force et des cosaques.

Alors, il hésite, il attend. Il paraît que d'autres

éléments arrivent de l'armée et ces éléments sont ce qu'on appelle des « éléments conscients », avec comités, groupes et sous-groupes, sous les drapeaux des différentes fractions révolutionnaires : S. R., S. D., S. R. I., S. D. D., N. S., T., que sais-je encore? On assure même que Tchernof amène des troupes. En attendant, personne ne bouge.

Et, profitant de cette aubaine, les « gardes rouges » travaillent dans les rues de Petrograd, tandis que les cosaques de l'Oussouri, du Transbaïkal et du Kouban marquent le pas.

En place, repos!



30 octobre/12 novembre.

On discute, on marchande, on palabre. Le Comité révolutionnaire, fort de l'inaction de Kerenski et de la victoire, remportée la veille sur les junkers adolescents, montre plus d'intransigeance.

Au Comité national, où je passe une partie de l'après-midi, spectacle curieux. Il est logé, provisoirement, dans une école de droit. On discute en séances secrètes dans trois ou quatre chambres. On discute dans les couloirs, dans les escaliers, dans les vestibules, passages, cabinets noirs et autres. On discute et on ne s'accorde pas.

Ce pauvre Comité national n'a où s'asseoir.

Deux peurs le tenaillent. Il a peur de Lénine. Il a peur des cosaques. Si Lénine l'emporte, il sent qu'il est réduit à néant. Ce sera un esclavage, démocratique, il est vrai, mais véritable. Et il

sait que Lénine et Trotski, hommes d'action, le méprisent. Cela est pénible.

Si les cosaques prennent le dessus, il voit arriver la « nagaïka » de Kaledine. Vaut-il mieux recevoir des coups d'une trique démocratique ou d'un fouet cosaque?

Douloureuse alternative.

Nos derviches parleurs s'étourdissent de paroles pour arriver à perdre conscience, pour oublier la dure réalité.

Les troupes de Kerenski ont fait quelques pas. Elles sont à mi-chemin entre Tsarskoié et Petrograd.



Les ministres socialistes ont été relâchés.

Le compagnon Gvosdef, ministre du Travail, vieil habitué des prisons du tsar, raconte avec amertume comment il fut traité par ses frères maximalistes. Voici le récit du pauvre homme :

— Sous le régime autocratique, j'ai été arrêté sept fois, déporté deux fois et sais comment se fait un voyage d'étapes. En décembre 1905, des cosaques, sous le commandement de l'adjoint du célèbre général Sakharof, me prirent, mais je dois dire que les joies du régime des prisons sous les tsars ne sont que jeux d'enfants auprès de ce que j'ai vu ces jours derniers...

Les corridors du Palais d'hiver étaient pleins de soldats au paroxysme de la fureur. Dans la rue, une foule nous attendait et je vis alors ce qu'étaient, dans leur réalité, des soldats et des ouvriers révolutionnaires en émeute. Les ouvriers étaient en minorité. Les hommes étaient ivres et les insultes grossières d'ivrognes m'assourdirent. Que ne criait-on pas ! « — Buveurs de sang! Traîtres! Voleurs!... Qui de vous a vendu la Rus-

sie à l'Allemagne?... Passez-le-moi, que je l'enfile sur ma baïonnette! » Des hurlements effroyables, des menaces de lynchage. Le plus injurié était Kerenski. Jamais je n'avais imaginé une telle sauvagerie, une fureur si folle, et des accusations plus honteuses...

Nous ne pouvions ni répondre, ni nous justifier. Il fallait écouter et attendre notre sort. On frappait à coups de crosse l'honorable ministre de l'Instruction publique, qui marchait derrière moi. J'essayais de répondre aux ignobles accusations, et peut-être allais-je obtenir quelque résultat, quand un jeune « garde-rouge » tout à fait ivre me mit son revolver sur la poitrine et me menaça de me tuer. Sur le quai du Palais, on exigeait que nous fussions jetés à la Néva. Sur le pont Troitski, on nous tira dessus de l'autre côté du pont. Panique, fuite, nos convoyeurs tiraient aussi. Nous arrivâmes enfin à la forteresse Pierre-et-Paul...

31/13 novembre.

Le bruit commence à courir la ville que les troupes du Comité révolutionnaire ont repris Tsarskoié-Selo et que les cosaques de Kerenski sont en fuite.

Si invraisemblable que soit la nouvelle, il faut, dans ce pays, s'attendre à tout, même à voir les troupes régulières filer devant des bandes armées. Et pourtant qu'est l'enthousiasme des soldats et « gardes rouges » envoyés par le Comité? On sait déjà que le régiment Préobrajenski est dans ses casernes. Les soldats jouent aux cartes comme si de rien n'était et refusent d'entendre l'un ou l'autre des partis. Ils ne sont ni pour le Comité national, ni pour le révolutionnaire. Ils jouent aux cartes.

Le régiment de Volhynie a abandonné le front

russo-russe. Il rentre dans ses casernes et fait appel à un congrès général des troupes de la garnison pour arrêter l'effusion de sang.

Le régiment Siméonovski se range sous la bannière du Comité national, au figuré, cela s'entend, car, lui aussi, reste dans les casernes.

On voit que ces braves soldats ne brûlent pas du désir de sacrifier leur vie à leur cause.

Et, tout de même, on assure officiellement que les troupes de la garnison ont repris Tsarskoié.

AU SEIN DES COMITES...

Il va sans dire, qu'au sein des comités, on discute plus éperdument que jamais, sous l'égide de la Commission centrale des cheminots, et qu'on y passe la journée et la nuit.

On cherche un accord. Nos vaillants démocrates du Comité national sont sur leur véritable terrain de bataille. Ils échangent avec leurs adversaires des discours meurtriers. Je ne les répéterai pas ici. Voici, en deux mots, le résultat provisoire auquel on arrive :

Les fractions, dans leur intransigeance superbe, ne veulent pas d'un ministère de concentration socialiste où entrerait le parti maximaliste, auteur d'un coup de force abominable (le « coup de poignard », vous savez...).

Mais comme, tout de même, les maximalistes sont vainqueurs, on finit par admettre qu'on s'associera avec eux en tant qu'individus, mais non comme représentants du parti. Voyez et émerveillez-vous! O subtils Talmudistes, je vous admire! Quel coup de génie! Dites, je vous prie, qui a trouvé cette formule dont l'ingéniosité ne cesse de me charmer? Quel avenir a cet homme,

dans les couloirs des parlements à venir de la Russie libre!

Donc, les maximalistes feraient partie du gouvernement en tant qu'individus, mais non comme maximalistes.

Nos ratiocineurs ont trouvé mieux. Ils ont découvert qu'avant de former un gouvernement, il fallait établir d'abord devant quel organe de la démocratie ledit gouvernement (qui n'est pas formé) serait responsable. Sur cette piste nouvelle, on a fait un chemin incroyable.

Les maximalistes, avec la simple logique qui est leur force, disent : « L'organe de contrôle sera le C. C. E. des Soviets. Toute la souveraineté est aux Soviets. Leur comité central exécutif les représente. Donc... » Mais les fractions, frémissantes à l'idée de créer un nouvel organe démocratique, ne veulent pas entendre parler de cette solution simple. Elles cherchent d'abord un nom pour leur enfant à venir. Il s'appellera le Conseil du peuple, ou Conseil démocratique. Et, quant à sa composition, on en parle encore, et on en parlera demain, et longtemps. Et quand cela sera terminé, j'enregistrerai les résultats.

En attendant, les hauts commissaires, qui composent le gouvernement de fait, prennent des arrêtés, réglementent, réforment, suppriment...

Lénine, qui ne connaît pas les demi-mesures, et a l'âme d'un autocrate, a supprimé, d'un coup, la presse entière qualifiée de bourgeoise. Les journaux socialistes ont été en partie fermés.

Ceux qui paraissent sont sévèrement censurés. Le gouvernement publie :

Les *Izvestia*, la *Pravda* et, le soir, l'*Ouvrier et le Soldat*.

Dans l'opposition, le *Diélo Naroda*, la *Gazette ouvrière*, la *Volia Naroda*, et le pâle *Edinstvo*, qui semble, chaque jour, arriver d'une province lointaine.

KERENSKI ABANDONNE

1/14 novembre.

— Camarade, vois-tu venir les troupes du gouvernement?

— Je vois la pluie qui tombe, le brouillard qui descend et les cosaques qui évacuent Tsarskoié-Selo.

La nouvelle d'hier était exacte. Le Comité révolutionnaire a gagné sa première bataille.

Voici la fin de l'ordre du jour vibrant que Trotski, momentanément sur le front, adresse au Comité. Il est daté du 31-13 novembre, village de Poulkovo, état-major, 2 h. 10 du matin et se termine par ces mots :

La Russie révolutionnaire et le pouvoir des Soviets ont le droit d'être fiers de leur détachement de Poulkovo marchant sous le commandement du colonel Walden. Gloire immortelle à ceux qui sont tombés! Gloire aux combattants de la révolution, aux soldats et aux officiers fidèles au peuple!

Vive la Russie révolutionnaire, socialiste et populaire!

Du côté de Kerenski, on annonce simplement que, désireux d'arriver à une entente, et pour éviter l'effusion du sang, le gouvernement a donné l'ordre d'évacuer Tsarskoié.

Voici le récit d'un témoin oculaire qui semble véridique :

Dans la journée de lundi dernier, les troupes du comité révolutionnaire ont commencé à tirer sur Tsarskoié. Leur feu, mal dirigé, n'atteignait ni la ville, ni les positions des cosaques. Les cosaques répondaient à peine. Le soir, l'ordre arriva de Gatchina d'évacuer Tsarskoié, qui serait difficile à défendre en cas d'attaque. Avant de quitter la ville, à six heures du soir, les cosaques se rendirent à des messes célébrées dans toutes les églises et firent une procession religieuse. Deux prêtres, le père Jean et le père Foucot, firent des sermons, invitant à la concorde publique, puis les cosaques se retirèrent en bon ordre sur Gatchina, en ordre parfait, sans être inquiétés. Ils perdirent quelques hommes en passant le long du parc d'où des soldats de la garnison, malgré les ordres des Comités, tirèrent sur eux. Quand les troupes révolutionnaires arrivèrent, la terreur commença. On arrêta les membres social-révolutionnaires du Soviet de Tsarskoié et quatre prêtres, dont le père Jean, qui fut fusillé, ainsi que l'ingénieur en chef de l'usine électrique.

Cette fois-ci, tout le monde comprend que Kerenski a perdu la partie.

Aujourd'hui, on ne nous distribue que cent grammes de pain par personne. Il n'y a plus de beurre, ni d'œufs, ni de lait. La vérité est que Petrograd sous peu est condamné à crever de faim. Qu'importe, nous mourrons d'une mort maximaliste, sûre et splendide.

Nos comités de fractions sont héroïques. Ils serrent leurs ceintures et discutent sur le dosage infinitésimal de leurs représentants dans le nou-

veau conseil du peuple. Ils sont prêts à soutenir la discussion pendant une semaine encore, sans manger, plutôt que de sacrifier un principe.

***

Cette après-midi, émotion dans Petrograd, dans ce pauvre Petrograd qui est à bout de nerfs.

Comme je reviens de l'ambassade, vers trois heures, je vois une foule sur le pont Troïtski. Hommes, femmes, enfants, soldats, gardes rouges se hâtent. Dix tramways avancent lentement. Et, un kilomètre plus bas, j'aperçois sur la Néva se dresser dans les airs le tablier du pont du Palais.

— On coupe les ponts, on coupe les ponts, crie-t-on de tous côtés.

Je descends le fleuve. Devant le palais de la grande-duchesse Marie-Pavlovna, deux grands contre-torpilleurs et un torpilleur, gris sur les eaux grises, évoluent lentement. Ils arrivent d'Helsingfors et quittent le front russo-allemand pour le front russo-russe. Ils vont remonter la Néva et iront appuyer les troupes révolutionnaires, à moins qu'ils ne s'embossent près de l'institut Smolny. De tous leurs canons, ils regardent la ville.

Savinkof a quitté les troupes hésitantes du gouvernement et l'incertain Kerenski. Il est à Pskof.

2/15 novembre.

Kerenski est en fuite. Les cosaques eux-mêmes l'ont lâché. Personne n'en veut plus. Il ne se

trouve pas une âme en Russie pour défendre celui qui, pendant une heure, a incarné tant d'espoirs. Un de ces jours, je reviendrai à loisir sur l'histoire de la grandeur et de la décadence d'Alexandre-Feodorovitch Kerenski.

L'échec définitif des troupes du gouvernement a sa répercussion immédiate dans la lutte engagée ici entre les partis socialistes. Les maximalistes triomphent. Ils ne sont plus disposés à céder du terrain aux fractions et les négociations menées depuis plusieurs jours sont brusquement rompues. Les maximalistes parlent en maîtres. Les socialistes dissidents sont terrifiés. On assure qu'Avksentief et Gotz ont pris la fuite. A la Douma de ville, les nez des camarades, déjà longs, s'allongent...

Nous aurons donc un gouvernement maximaliste.

Comment trouver un mot de regret à l'adresse des Lieber, Dann, Gotz, qui sont les vaincus de la journée? Ils ont été l'incarnation des comités socialistes qui, dans la coulisse, ont mené la révolution au point où elle en est aujourd'hui. Leur incroyable verbiage, la stérilité de leur pensée, leur agitation confuse, leur activité purement verbale, leur dogmatisme pédant, leur médiocrité intellectuelle, et l'immensité de leur suffisance ont été, dans l'ombre mystérieuse des Soviets, l'âme même de la socialdémocratie militante.

Ils disparaissent aujourd'hui. Puissions-nous ne les rencontrer plus jamais dans les sentiers difficiles par où la Russie nouvelle péniblement

cherche à se frayer un chemin vers la lumière!

Regardons les maximalistes. Ils ont des qualités. Ils agissent, prennent leurs responsabilités, ordonnent et savent se faire obéir. L'expérience qu'ils tentent aujourd'hui sera d'un intérêt extrême. Je me promets de la suivre avec une curiosité passionnée, avec l'objectivité du savant qui assiste au développement d'une belle démonstration.

Je me dépouille de tous les préjugés qu'ont fait naître les discussions anciennes. Je regarde et j'enregistre.



Qu'est-ce qu'un pouvoir, quel qu'il soit, doit assurer tout d'abord? l'ordre public.

J'ai reconnu l'ordre avec lequel les maximalistes ont fait leur coup de force, les patrouilles dans la ville, les postes de soldats sur les places et dans les rues, les monuments publics gardés. On a vu des soldats arrêter des voleurs et des bandits. Jusqu'ici je n'ai pas été molesté. Je circule librement à toute heure. Je ne sais ce que cela durera. A dire vrai, j'ai quelques inquiétudes, car voici un arrêté du colonel Mouravief, chef militaire de la ville, que les *Izvestia* nous apportent aujourd'hui :

Prikaze N° 1

Dans le but de rétablir immédiatement l'ordre à Petrograd et dans les environs, j'ordonne d'exécuter sans restriction les ordres suivants :

1° Je charge les soldats, les matelots et la garde rouge et tout le prolétariat révolutionnaire de maintenir l'ordre à l'intérieur, convaincu que, par leur organisation, leur discipline et leur conscience, c'est eux qui rempliront le mieux le rôle de défenseur de l'ordre et de la sécurité publique.

J'ordonne aux soldats, aux matelots et à la garde rouge d'user immédiatement et sans merci de leur propre force contre les représentants des éléments criminels, dès que, sur place, le fait de leur participation contre la vie, la santé ou la propriété des citoyens aura été établie. L'E. M. révolutionnaire de campagne est chargé d'organiser la défense de l'ordre intérieur dans la capitale.

2° Je défends toute perquisition et toute saisie dans les logements particuliers, dans les établissements d'Etat ou appartenant à des sociétés, dans les établissements d'industrie et de commerce.

3° Au cas de nécessité de perquisition et de saisie, elles ne peuvent avoir lieu qu'en présence : *a*) d'un représentant du Comité révolutionnaire; *b*) d'un représentant du Comité de la maison; *c*) d'un ou de plusieurs soldats, matelots ou gardes rouges. Les personnes désignées dans le paragraphe *a*) doivent, au moment de la perquisition ou de la saisie, présenter des ordres signés par le Comité révolutionnaire. Je remets toute la responsabilité de la légalité de la perquisition et de la saisie au Comité révolutionnaire. J'établis les mêmes règles de perquisition et de saisie pour les locaux habités par des étrangers.

Ne tolérer sous aucun prétexte des perquisitions et des saisies dans des locaux occupés ou appartenant aux représentants officiels des puissances étrangères. L'infraction de cet ordre sera punie de toute la rigueur de la loi.

Pour éviter les vols et les pogroms dans les maisons pendant la nuit, et afin d'éviter la possibilité aux criminels de se réfugier dans les maisons, j'ordonne de fermer les portes cochères dès qu'il fait sombre, laissant ouverte seulement la petite porte d'entrée pour le

passage des locataires. A partir de 11 heures, cette petite porte doit être fermée. Une défense locale des maisons doit être organisée, dans ce but. Les comités de maisons devront établir des services permanents de 6 heures du soir à 7 heures du matin.

Il y a là un appel au lynchage assez inquiétant, car enfin, que sont les gardes rouges et les soldats de la garnison de Petrograd? S'ils ont le droit d'exécuter sans jugement, nous en verrons de belles. Et puis, pourquoi l'ordre de mettre les maisons en état de siège, si la tranquillité publique est assurée? Les Comités de maison prennent immédiatement les mesures nécessaires. Les locataires, hommes et femmes, sont mobilisés à tour de rôle chaque nuit et veillent derrière la porte cochère soigneusement verrouillée. Je me refuse à prendre ma garde, car je suis sceptique quant à l'efficacité de cette mesure. Un de mes amis français m'a raconté ce qui s'était passé chez lui, il y a quelques jours. Ils avaient organisé une garde. Ils étaient quatorze armés de revolvers. Un soir, quatre soldats frappent à la porte. Les hommes de garde, pris de panique, s'enfuient pour cacher leurs armes et, les ayant jetées, viennent ouvrir aux soldats. Il en serait de même chez moi.



Après l'ordre, le pain.

Le pouvoir nous a promis du pain.

Il n'a pas réalisé encore ses promesses. Nous sommes à cent cinquante grammes de pain par

jour, la plus petite ration qui ait jamais été distribuée. Le gouvernement assure qu'il va supprimer les taxes. Le prix était 30 kopeks la livre russe, dix fois plus cher qu'en temps de paix. Le gouvernement annonce qu'il fera rendre gorge aux propriétaires et spéculateurs qui avaient réuni de grands stocks. La chose est-elle si simple qu'il le pense? Attendons.

En tous cas, il faut dire, impartialement, que, dans les circonstances actuelles, aucun gouvernement ne pouvait donner du pain à la capitale.

Seulement, les maximalistes ont fait des promesses formelles. Ils se sont vantés de réussir là où les autres échouaient. Ils ont pris des engagements vis-à-vis de leur clientèle. Pourront-ils les tenir? Pas un wagon de farine n'arrive à Petrograd. Kaledine occupe les terres noires. Il faut avouer que le ravitaillement de la ville, difficile pour tous les gouvernements précédents, est plus difficile encore pour les maximalistes, parce qu'ils sont les maximalistes.



Quant à la liberté, les maximalistes ne nous l'ont pas promise et je ne les en blâme pas. En temps de guerre et de crise, la liberté doit être mesurée avec parcimonie. Nous n'avons pas de liberté. La presse est bâillonnée, les journaux d'information bourgeois supprimés, la liberté de réunion annulée. On ne peut sortir de Russie, on ne peut télégraphier à l'étranger. Les membres de la Douma de ville qui veulent se rendre à

Moscou sont retenus vingt-quatre heures à la gare. Avksentief, président du Comité des paysans, est obligé de se cacher. Gotz a fui. Les ministres bourgeois sont en prison; Bourtzef aussi; et la plupart des hommes en vue des six premiers mois de la révolution changent de domicile chaque soir. Il y a des perquisitions et un fameux tribunal révolutionnaire qui n'a pas encore fonctionné, mais auquel on défère beaucoup de suspects.

Lorsqu'un gouvernement contre-révolutionnaire appliquera le même régime, on entendra de grandes protestations maximalistes. Il est vrai que l'arbitraire est aujourd'hui maximaliste. On sent la différence.

Tous les anciens ministres socialistes ont quitté Pierre-et-Paul. Gvosdef, Masslof, Maliantovitch, Verderevski se promènent. Mais leurs collègues bourgeois sont en cellule. Il n'y a qu'un cri dans Petrograd pour qualifier la bassesse de ces gens qui n'ont pas eu le courage et la probité de se solidariser avec leurs collègues. S'ils avaient refusé leur mise en liberté, force aurait été aux maximalistes de relâcher tout l'ancien gouvernement. Mais ces hommes médiocres sont sortis seuls. On se les montre du doigt.

4/17 novembre.

Mes lecteurs se souviennent-ils d'une des scènes curieuses auxquelles j'avais assisté au début de la Révolution? C'était la première réunion des députés soldats au Soviet, dans la grande salle

de la Douma impériale. Ces braves soldats, incapables de comprendre les questions qui leur étaient posées, avaient voté successivement trois motions contradictoires.

Mais quoi, c'étaient des soldats, qui assistaient pour la première fois de leur vie à une réunion publique. Ils n'en savaient pas plus long, les pauvres. On aurait eu mauvaise grâce à les chicaner.

Eh bien, chose curieuse, toutes les assemblées délibératives de la Révolution se sont montrées pareilles à la première réunion des députés soldats. Les représentants de la démocratie russe sont, comme ces soldats, incapables de prendre une décision et de ne pas voter, dans la même heure, des motions contradictoires.

En voici les exemples les plus typiques.

Après cinq jours de débats, la Conférence démocratique, ayant entendu cinq douzaines d'orateurs, est appelée à voter sur le principe de coalition. En une même nuit, elle se prononce successivement pour et contre la coalition avec les bourgeois. Ce fut l'effondrement de la Conférence démocratique.

Un Conseil provisoire est nommé avec participation des cadets. Le premier débat est consacré à la question de la défense. On y dépense, de droite et de gauche, des trésors d'éloquence. Le vote arrive. On a cinq motions. Il est impossible d'arriver à faire voter une seule de ces motions. On a une majorité pour l'une d'entre elles. Immédiatement après, la motion contradictoire est votée avec un nombre égal de voix. J'ai vu

mon ami Pilenco, l'admirable polémiste du *Novoié Vrémia,* qui assistait aux débats, pleurer de rage à constater l'incapacité de ces notables bourgeois et démocrates à prendre une décision.

Hier, enfin, au Comité Central exécutif, débat passionnant sur la formation du nouveau ministère socialiste. Les social-révolutionnaires de gauche font voter, en opposition aux maximalistes, leur ordre du jour. Et, un quart d'heure plus tard, avec la même majorité, mais en sens inverse, les maximalistes font approuver par la même Assemblée leur motion qui renverse celle des social-révolutionnaires.

J'ai réfléchi; j'ai compris que ces excellents soldats de la première réunion n'étaient pas plus incapables de comprendre la question qui leur était posée, que les représentants de la Conférence démocratique, que les membres du Conseil provisoire, que les délégués du Comité Central Exécutif. Non, les uns et les autres savent très bien ce pour quoi ils votent. L'intelligence n'est pas ce qui fait défaut aux Russes. Ils ont plus de subtilité d'esprit que les Occidentaux. Ils adorent les discussions, les suivent sans fatigue jusqu'au petit jour, trouvent mille ressorts ingénieux pour les faire rebondir, pour rallumer l'intérêt qui s'éteint. Ils comprennent, ils comprennent trop bien, car ils comprennent à la fois le blanc et le noir, la thèse et l'antithèse; ils apprécient également les arguments pour et contre. Ils sont accablés par la force des démonstrations opposées et, lorsque la première motion leur est

proposée, ils l'acceptent. Mais quand la seconde motion est placée devant eux, ils se souviennent de tout ce qui a été dit de séduisant en sa faveur et... ils la votent également.

Voilà le grand défaut de l'esprit russe, que vous le preniez chez un paysan ou chez un intellectuel. Il ne sait pas se décider. Arrêter sa volonté, la fixer sur un point lui est à peu près impossible. Il est aboulique au premier chef.

Il y a plus encore. Le Russe, très intelligent et très faible de caractère, a horreur de prendre sur soi une responsabilité. Il hésite jusqu'à la dernière minute. Il vote, enfin, la mort dans le cœur. Et, accablé par le sentiment de la grave décision qu'il a prise, cinq minutes après il annule son vote par un vote contradictoire.

Et voilà ce qui explique beaucoup de choses dans l'histoire que nous avons vécue depuis huit mois. Et, comme cette infirmité de l'esprit russe ne disparaîtra pas par miracle, du jour au lendemain, nous verrons au cours des mois prochains les mêmes hésitations, les mêmes contradictions et la même ligne vacillante des événements.

5/18 novembre.

Aujourd'hui, changement à vue.

Nous nous étions endormis hier sous le règne du maximalisme triomphant. Nous nous réveillons, et la lutte politique est transportée au sein même du parti. Pendant la nuit tous les chefs

ont quitté Lénine et Trotski. Cinq commissaires du peuple (la moitié du Gouvernement!) ont donné leur démission. D'autres commissaires les suivent et les membres éminents du comité central maximaliste quittent le parti. Zinoviev, arrivé d'Allemagne avec Lénine, Kamenef, Noguine, président du Soviet à Moscou, et Milioutine.

Que nous reste-t-il? Lénine et Trotski, la dictature terroriste de deux hommes qui se sentent la force de mener Petrograd et la Russie, soldats et paysans, ouvriers et bourgeois, qui vont faire la paix, reconstruire une société sur des bases nouvelles et, en attendant, instituent le règne de la Terreur.

Nous sommes en pleine folie! L'orgueil des deux pro-consuls maximalistes ne connaît plus de bornes. « Nous seuls et c'est assez » jettent-ils en défi à la face blême et tremblante des socialistes dissidents.

Ah! on pourra dire beaucoup de choses sur la révolution russe. On ne pourra l'accuser de lenteur. Les événements se déroulent avec une rapidité vertigineuse. La situation d'heure en heure se modifie. Dans ce pays, aucun mouvement ne rencontre de force opposée qui en ralentisse la marche. Il n'a pas d'obstacle; aussi se précipite-t-il à sa fin avec une vitesse sans cesse accrue. Les maximalistes ont fait leur coup d'Etat il y a dix jours. Les troupes du comité révolutionnaire ont à peine remporté leur première victoire — sans effusion de sang — sur les cosaques de Kerenski; les pourparlers avec les fractions socialistes

ne sont pas encore terminés, et voilà, au milieu de la lune de miel maximaliste, un orage éclate, la foudre tombe et le parti s'effondre. Sur les ruines du parti se dressent deux silhouettes d'hommes en posture de vainqueurs: Lénine et Trotski. Mais combien de temps soutiendront-ils cette attitude héroïque?

La discussion au Comité Central Exécutif a été l'occasion de la rupture. J'en donne un compte rendu détaillé, car elle est intéressante et les discours de Lénine et de Trotski — ce dernier surtout — jettent une vive lumière sur l'âme de nos maîtres d'aujourd'hui.

C'est sur la question de la liberté de la presse que la rupture s'est faite.

Le camarade Larine déclare qu'au moment où les élections à la Constituante approchent, la situation faite actuellement à la presse doit être modifiée. Les mesures qui ont été prises contre la presse pouvaient avoir leur raison d'être au cours de la lutte mais n'en ont plus maintenant. La presse doit être libre; on ne lui interdit que des appels à l'insurrection et à l'émeute. Toute espèce de censure doit être complètement supprimée et aucune mesure de répression ne doit être prise contre la presse en dehors d'un tribunal spécialement organisé pour connaître d'une façon générale de toutes les questions politiques, comme les arrestations, etc... Le nouveau Gouvernement ne peut pas lancer des *prikazes* dans le genre du *prikaze* incohérent de Mouraviev.

Larine propose la motion suivante:

1° Le décret de Lénine relatif à la presse est supprimé; 2° toutes les mesures de répression politique ne peuvent être prises que par décision d'un tribunal élu par le C. C. E. proportionnellement à la force numérique des partis. Ce tribunal a le droit de supprimer même toutes les mesures de répression prises avant sa création.

Avanessov, bolchevique, propose de supprimer de l'ordre du jour la discussion de la question de la presse tant que la question de l'accord entre les partis socialistes au sujet du pouvoir n'aura pas été résolue.

Cette proposition, ayant été repoussée, Avanessov prend de nouveau la parole et déclare:

La liberté de la presse doit avoir dans la bouche d'un socialiste un tout autre sens que celui qu'on lui attribue habituellement. La révolution qui s'accomplit en ce moment n'hésite pas à porter atteinte à la propriété individuelle et c'est sous cet angle qu'il faut examiner également la question de la presse.

Avanessov, au nom de la fraction bolcheviste donne lecture de la motion suivante:

La fermeture des journaux bourgeois n'a pas été dictée seulement par des nécessités militaires au cours du soulèvement, mais elle constitue également une mesure de transition en vue d'établir un nouvau régime dans le domaine de la presse, un régime sous lequel les capitalistes, propriétaires des typographies et du papier, ne pourraient pas être les fabricants omnipotents et exclusifs de l'opinion publique. Il doit être procédé ensuite à la confiscation des imprimeries particulières et des réserves du papier, qui doivent devenir la propriété des Soviets de la capitale et des provinces, pour que les partis et les groupes puissent profiter des moyens d'impression dans la mesure de la force réelle des idées

qu'ils représentent, c'est-à-dire proportionnellement au nombre de leurs partisans. Le rétablissement de la soi-disant liberté de la presse, c'est-à-dire le retour pur et simple des imprimeries et du papier aux capitalistes, empoisonneurs de la conscience populaire, constituerait une capitulation inadmissible devant la volonté du capital, la reddition d'une des conquêtes les plus importantes de la révolution, autrement dit une mesure d'un caractère contre-révolutionnaire.

Le C. C. E. repousse catégoriquement toute proposition tendant au rétablissement de l'ancien régime dans le domaine de la presse et soutient sans réserve le point de vue des Commissaires du peuple sur cette question, en se déclarant hostile aux prétentions et aux sommations, dictées par des préjugés de petits bourgeois ou par une complaisance évidente à un intérêt de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

La lecture de cette motion provoque à chaque instant des interruptions ironiques de la part des S. R. de gauche.

Karéline, au nom des S. R. de gauche, proteste contre cette motion, en rappelant que, trois semaines auparavant, les bolcheviques défendaient la liberté de la presse.

L'argumentation qui accompagne la motion rappelle singulièrement le point de vue d'autrefois de l'Union du Peuple russe et des censeurs du régime des Tsars, même en ce qui concerne le style, car eux aussi parlaient de « l'empoisonnement de la conscience du peuple ».

Trotski défend longuement la motion. Il déclare que, dans cette question il faut distinguer deux aspects différents: la presse pendant la guerre civile et la presse après la victoire.

Pendant la guerre civile, le droit d'user de violence n'appartient qu'aux opprimés. Quand la violence est pratiquée par les oppresseurs, elle est immorale. (*Cris sur les bancs des S. R. de gauche: « Cannibale! »*) La victoire sur nos adversaires n'est pas encore achevée, et les journaux constituent également une arme entre leurs mains. Dans ces conditions, la fermeture des journaux constitue une mesure légale de défense.

Passant, ensuite, à la question de la liberté de la presse après la victoire, Trotski déclare que l'attitude des socialistes sur la question de la liberté de la presse doit être analogue à leur attitude dans la question de la liberté de commerce.

Le régime de la démocratie qui s'établit en Russie exige que l'oppression de la presse par la propriété soit supprimée au même titre que l'oppression de l'industrie. Le pouvoir des Soviets doit confisquer toutes les imprimeries. (*Les S. R. de gauche crient : « Confisquez l'imprimerie de la « Pravda ».*) Notre tâche consiste à transformer les sources et les moyens d'impression en propriété collective.

Chaque groupe de citoyens doit avoir droit à l'imprimerie et au papier. Le monopole de la bourgeoisie sur la presse doit être supprimé; autrement ce ne serait pas la peine de prendre le pouvoir! Le passage du pouvoir aux mains des Soviets amènera la transformation radicale des conditions essentielles de l'existence et cette transformation doit atteindre également la presse. Si nous voulons nationaliser les banques, pouvons-nous tolérer l'existence des journaux de banques? Le droit aux caractères d'imprimerie et au papier appartient en première ligne aux paysans et aux ouvriers et, seulement après, aux partis bourgeois qui sont une minorité. L'ancien régime doit mourir! Il faut le comprendre une fois pour toutes. (*Applaudissements.*) Je constate que les soldats sont avec moi. (*Cris*

chez les S. R. de gauche : « C'est de la démagogie, Cirque Moderne! » On me crie « Cirque Moderne », or, j'affirme que j'ai dit ici la même chose que j'avais dit devant un auditoire de soldats au « Cirque Moderne ». Moi, je n'ai pas deux manières de parler. (*Applaudissements.*)

Karéline déclare que le projet de Trotski ne doit pas être examiné au C. C. E., mais dans une assemblée plus spécialisée. L'orateur demande à nouveau la liberté complète de la presse.

Lénine dit que la guerre civile n'est pas encore terminée, que l'ennemi est encore là et qu'en conséquence la suppression des mesures de répression contre la presse est impossible.

Nous, les bolcheviques, nous avons toujours dit que, quand nous arriverons au pouvoir, nous fermerons les journaux bourgeois. Tolérer les journaux bourgeois signifie cesser d'être socialiste. Quand on fait la révolution, on ne peut piétiner sur place. Il faut aller en avant ou reculer. Celui qui parle de liberté de la presse revient en arrière et arrête le train qui marche à toute vapeur vers le socialisme. Nous avons secoué le joug de la bourgeoisie, comme la première révolution a secoué le joug du tsarisme. Si la première révolution avait le droit de fermer les journaux tsaristes, nous avons le droit de fermer les journaux bourgeois. Il n'est pas possible de séparer la question de la liberté de la presse des autres questions de la lutte des classes. Nous avions promis de fermer ces journaux et nous le ferons. L'immense majorité du peuple est avec nous. Travailleurs, rompez avec l'ancienne liberté de la presse! C'est une arme pour Kaledine! »

Pour conclure, Lénine annonce que sous peu vont paraître des décrets instituant le monopole des annonces, c'est-à-dire qu'elles ne pourront

être insérées que dans les journaux au pouvoir des Soviets, et notamment une commission d'enquête pour l'étude des relations des banques avec la presse.

Après l'intervention de Malkine, S. R. de gauche, qui demande la suppression de toutes les mesures de répression contre la presse, l'Assemblée vote tout d'abord sur la motion Larine qui est repoussée par 31 voix contre 22.

La motion bolcheviste d'Avanessov est adoptée ensuite par 34 voix contre 24, la minorité comprenant les S. R. de gauche et les bolcheviques Riazanof et Lozovski.

Riazanof, expliquant son vote, déclare qu'il est impossible de voter pour une restriction de la liberté de la presse qui devrait s'étendre même aux anarchistes.

Après la clôture, une réunion des S. R. de gauche décide de retirer les représentants du parti de tous les organes et institutions du pouvoir des Soviets, sauf du C. C. E. des D. O. et S. où ils resteront à titre de simple information.

Voici donc les S. R. de gauche à leur tour hors du C. C. E. Ils vont rejoindre le bloc des fractions dissidentes.

Cela ne suffit pas. Les commissaires du peuple Noguine, Commerce et Industrie; Rykof, Intérieur; Milioutine, Agriculture; Teodorovitch, Approvisionnement; Chliapnikof, Travail, donnent leur démission par une lettre dans laquelle ils déclarent ne pas pouvoir s'associer à la continuation du régime de terreur actuel et demandent un Gouvernement d'union socialis-

te. Les commissaires Riazanof, Voies et Communications; Derbichef, Presse; Arbouzof, Imprimerie de l'Etat; Iourenef, Garde rouge; Feodorof, Gérant de la section des conflits au Ministère du Travail; Larine, Gérant de la section de l'élaboration des projets de lois se joignent à eux.

Et cela n'est pas tout. Les membres suivants du Comité Central du parti maximaliste quittent le Comité, Kamenef, Zinoviev, Noguine, Rykof et Milioutine et pour les mêmes raisons.

6/19 novembre.

La *Pravda* explique la crise avec son effronterie habituelle. Elle passe sous silence la démission des commissaires et déclare que si Kamenef, Zinoviev, etc... ont donné leur démission du Comité Central, c'est pour laisser leurs places à des représentants de la gauche du parti S. R. Or, on a vu que les S. R. de gauche ont rompu avec les maximalistes à la suite du vote de la motion Lénine.

Au soir, le Comité Central maximaliste publie une violente diatribe contre ceux qu'il appelle des « déserteurs ». On n'a guère envie de rire à Petrograd aujourd'hui, et les alliés, en particulier, ont des préoccupations qui ne sont pas légères. Mais comment ne pas s'amuser à voir Martof, Martof-Zederbaum socialiste-internationaliste, Martof, le kienthalien, traité de réactionnaire; la douma socialiste de ville appelée un « nid de korniloviens » et la *Novaia Jizn*, la

maximaliste *Nouvelle Vie de Gorki*, qui nous a si copieusement injuriés depuis huit mois, qualifiée de « feuille bourgeoise ». Pends-toi, Gorki. Jamais tu n'as reçu soufflet pareil. Et c'est ton frère maximaliste qui te l'applique.

Au ton du manifeste, on voit combien le coup a porté. Il a beau déclarer que le parti est unanime et plus fort que jamais. Il est touché. Il n'y a plus place que pour une dictature bicéphale. Nous l'avons. Mais l'heure est dangereuse. Tandis que Lénine, l'homme à la gauche de qui il n'y a personne, rédige ses *Arrêtés* au peuple russe, Trotski agit. Que nous prépare-t-il? Il nous a promis la paix. Mille bruits circulent qui prennent de plus en plus de consistance. Aujourd'hui les soldats vendaient dans la rue une feuille intitulée: « *Les pourparlers de paix* ». On y annonce la paix certaine pour le commencement de décembre. Qui publie cette feuille? Qui la donne à ces soldats?

Et j'apprends une nouvelle inquiétante. Ganetsky (Furstenberg) et Radek, surnommé Kradek (le petit voleur), sont arrivés ici, hier, d'Allemagne, sans doute. Rien de plus louche, de plus crapuleux dans le milieu socialiste internationaliste, où pourtant, les espions, les bas coquins, à deux faces, les agitateurs tarés abondent, que ces deux hommes qui ont travaillé en Russie et en Allemagne pendant la guerre. Ganetzki était un des intermédiaires par lesquels l'argent allemand arrivait aux maximalistes russes. Il a fui avec Lénine après les journées de juillet. Quant à Radek-Kradek, c'est un bas fripon qui a été

poursuivi pour vol de montre. Un télégramme surpris annonce qu'ils viennent pour affaire capitale. Ils ont eu un train spécial de Tornée. Qu'apportent-ils dans leurs valises? La réponse de l'Allemagne au fameux appel pour la paix? Avant que trois jours se passent, nous serons fixés.

Cette fois-ci, ferons-nous nos malles?

Il a été plus d'une fois question du départ des ambassades dans la presse russe. Chaque fois un démenti est venu. Nos représentants gardent l'attitude la plus nette. Ils ne reconnaissent pas le nouveau pouvoir. Ils se bornent à démentir les calomnies et mensonges que lancent au sujet des Anglais et des Français les journaux maximalistes. Mais à l'ambassade de France, on emballe les magnifiques gobelins qu'on veut soustraire à un pillage possible.

Quand le bruit du départ des ambassadeurs s'est répandu, on a su que le Soviet maximaliste d'Helsingfors avait décidé d'envoyer des soldats pour arrêter à la jonction de Riihmaki les trains emmenant le corps diplomatique et le faire prisonnier.

Cette résolution stupéfiante montre à quel point de folie sont montés les cerveaux et quelle est la situation des ambassades et des colonies étrangères, en Russie, pays allié, dans le règne des maximalistes. Le monde civilisé aura peine à imaginer une aberration à ce point criminelle et monstrueuse.

Et, comment en sommes-nous arrivés là ?

Qu'avons-nous fait lorsque la Révolution a éclaté?

Nos Gouvernements ont envoyé en Russie des socialistes. Curieuse idée que celle de ce traitement homéopathique et qui montre une méconnaissance complète du milieu dans lequel les socialistes occidentaux devaient travailler. On s'est imaginé, sans doute, que nous amènerions les socialistes russes à suivre la ligne de conduite adoptée par l'immense majorité de nos partis qui, pendant la guerre, a fait l'union sacrée et abandonné le dogme de la lutte des classes pour ne voir que l'ennemi extérieur.

Mais on ignorait que le socialisme russe est, presque tout, zimmervaldien; on ignorait que le socialisme russe comprend un Etat-Major assez médiocre, en somme, d'hommes totalement inexpérimentés, qui n'ont aucune action sur les masses profondes du peuple; on ignorait, enfin, la psychologie du socialiste russe, son orgueil incommensurable et le mépris qu'il a pour ses timides frères de l'Occident. Donner des leçons à un socialiste russe! Quelle illusion! Mais le camarade n'a rien à apprendre; il sait tout. Dès qu'elle est née, la Révolution russe a prétendu à rien moins qu'à mener le monde. Sur quel ton hautain elle nous parlait! Quelle assurance! quelle superbe!

Et pourtant, nous avions délégué ce que nous avons de mieux, de France, Cachin, Moutet, Lafont, Ch. Dumas, Albert Thomas, enfin; l'Angleterre avait donné Henderson et O'Grady; la

Belgique, Vandervelde et de Brouckère. Quelle a été l'action de ces grands maîtres? Malgré leur intelligence, leur bonne volonté et la peine prise, on peut répondre: nulle. On les regardait comme des animaux curieux et apprivoisés, apprivoisés et corrompus par les bourgeoisies impérialistes d'Occident. Ils n'ont pas eu l'ombre d'influence sur le cours des événements.

Ont-ils au moins exactement renseigné leurs Gouvernements? Je veux le croire, mais j'ai des doutes. Car, enfin, que sont ces hommes, si intelligents qu'on les suppose? Des socialistes. Depuis qu'ils sont nés à la vie politique, ils prêchent la révolution sociale sans la voir venir. Enfin ils contemplent de leurs yeux cette révolution rêvée! Il serait naïf de croire qu'ils la vont regarder objectivement, avec un froid réalisme. Ils sont émus; ils sont attendris; ils se sentent en famille. C'est le prolétaire qui est le maître. Le peuple peut-il se tromper? Et même si la Révolution russe les déconcerte, s'ils voient les fautes qu'elle commet, useront-ils de sévérité? Non, ils ont pour elle les sentiments qu'on a pour une fille qui a mal tourné; on est attristé de ses écarts de conduite, mais on l'aime tout de même, car on n'oublie pas les liens du sang.

Il y a plus. Ils ont une clientèle en Europe, un vaste parti. La Révolution russe sert leurs intérêts. Elle fait naître de grands espoirs chez les camarades occidentaux. Alors, comme ils sont des chefs, ils suivent le mouvement d'enthousiasme. Ils saluent la révolution russe comme le plus grand événement des temps modernes. Et

nous entendons des choses stupéfiantes: « La Révolution russe va mettre au service de la guerre que nous menons si rudement des forces doublées par la liberté; le socialisme maintenant règlera le sort du monde (conférence de Stockholm) ». Ils lèvent les yeux et le bras droit au ciel, en prononçant les mots fatidiques: « Je fais confiance à la Révolution russe! je fais confiance au grand peuple slave libéré des chaînes! »

Quelle naïveté chez les socialistes de tout pays! Ils savent que l'Allemagne a dépensé des millions pour déchaîner la Révolution en Russie et qu'elle sera payée en milliards. Penseront-ils à acheter la douzaine de démagogues qui peuvent mener ce troupeau? Non, laissons faire la liberté; laissons agir le peuple infaillible. Y en a-t-il eu un pour comprendre que la force seule pouvait avoir une action en Russie et que, si nous ne pouvions pas y envoyer des troupes, il fallait mettre tout en œuvre pour amener les Japonais à Moscou et à Petrograd? Mais voyez-vous l'émoi dans le parti en France et en Angleterre à l'idée qu'on enverrait des baïonnettes, pour assassiner la Révolution russe. Ah! le beau tapage dans nos Parlements! Nos délégués n'ont pas compris que ce grand corps russe inorganique, cette masse sombre de paysans, d'ouvriers et de soldats, allait se décomposer sous l'action du virus socialiste, que l'armée ne supporterait pas le coup fatal du *Prikase N° 1* et que nous courions sûrement et vite à toutes les folies et à tous les crimes: à la guerre civile et à la paix sur le front.

Aujourd'hui, la Russie, après huit mois de révolution, est au dernier degré de l'anarchie. Sur le front, la fraternisation; à l'intérieur, la Terreur maximaliste, la famine, les massacres, les agents des Empires centraux triomphants. Demain, la paix, et quelle paix! La Russie paiera de son unité, de ses provinces et de son honneur, la révolution sociale qui a fait tressaillir de joie les sections, les comités et sous-comités, les chefs et les camarades du Parti sur les bords de la Seine et de la Tamise. Et peut-être nous entraînera-t-elle dans le gouffre béant devant elle?

TABLE DES MATIÈRES

CLAUDE ANET

LA RÉVOLUTION RUSSE

A PÉTROGRAD ET AUX ARMÉES

(Mars-Mai 1917)

★

In-16 . . . . 4 fr. 50

Livre d'un intérêt exceptionnel parmi les nombreux ouvrages que font éclore les événements de Russie. (*L'Illustration.*)

Le grand drame russe, dont nous subissons le douloureux contre-coup, revit, dans les pages rapides et brûlantes de ce livre, avec une intensité d'expression surprenante. (*L'Information.*)

Ce journal d'un témoin fixe définitivement le vaste tableau, la vie détaillée et tressaillante de la révolution. (*La Revue Bleue.*)

Ces pages sont d'autant plus intéressantes pour nous que ce ne sont pas les scènes de la révolution vues sous l'angle russe, mais bien telles que nous les aurions aperçues nous-mêmes, avec nos étonnements et nos révoltes d'Occidentaux et de Français. (*La Grande Revue.*)